

هكذا من الإلهام

Référendum : 23 pages de résultats et d'analyses

Le Monde

ÉDITION SPÉCIALE

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14821 - 7 F

MARDI 22 SEPTEMBRE 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESSOURNE

Les dirigeants européens accueillent avec soulagement le « oui » de la France à Maastricht

Incertitudes monétaires

LA France a évité le grand saut dans l'inconnu. Dès 20 heures dimanche, les milieux économiques français et étrangers, soulagés, rangeaient dans leurs cartons les scénarios catastrophes qu'ils avaient imaginés pour le cas où le « non » l'emporterait. Le « petit oui » à Maastricht lève une hypothèque. Mais les éléments fondamentaux à l'origine de la tourmente monétaire récente subsistent, avec des conséquences plus inquiétantes peut-être qu'on ne l'avait prévu pour la France.

Réunis dimanche soir à Washington, les ministres des finances et les gouverneurs de la CEE ont estimé que le résultat positif du référendum français « atténue les tensions sur les marchés des changes ». Aucune des causes principales de la tourmente monétaire n'a pourtant disparu : l'économie américaine reste amorphe ; l'Allemagne poursuit toujours une politique monétaire restrictive. L'écart de rendements entre le dollar et le deutschemark reste élevé et continue à pousser la monnaie allemande vers le haut. Les réunions de Washington, au cours desquelles on a constaté la persistance d'un vif désaccord entre l'Allemagne et ses partenaires anglais et américains, n'ont pas exigé de nous une nouvelle baisse des taux d'intérêt, s'est pourtant réjoui M. Theo Waigel, ministre allemand des finances.

SAJOUTENT à cela les divergences économiques au sein des Douze. Le timide « oui » français n'a pas, d'un coup de baguette magique, rétabli les équilibres économiques en Italie, en Grande-Bretagne et en Espagne. L'incertitude porte aujourd'hui sur la détermination des dirigeants politiques de ces pays à remettre leurs économies sur les rails européens. La timidité du vote français risque d'y renforcer la pression des anti-européens. Il y aura, peut-être, moins de fluctuations sauvages, mais les monnaies européennes devraient continuer à être perturbées avant le conseil européen convoqué pour début octobre par M. John Major.

La meilleure preuve en est la nouvelle attaque que subit la franc en ce début de semaine, après le bref soulagement qu'a connu notre monnaie au lendemain du scrutin. La poursuite du glissement des monnaies faibles mises en flottaison le semaine dernière, livre et lire, tire la franc vers le bas et excite la spéculation, qui se jette à nouveau à l'assaut avec, pour objet, de le décrocher du deutschemark.

AU-DELA, avec la crise péritaire européenne, la nouvelle donne économique et politique pourrait enfin relancer, en France, le débat sur la stratégie gouvernementale de « désinflation compétitive ». Depuis 1987 et le dernier réajustement monétaire global au sein du SME, l'économie française a réalisé d'importants gains de compétitivité sur les marchés mondiaux.

La dévaluation du dollar, puis celles de la livre, de la lire et dans une moindre mesure de la peseta, ramèneront en cause ces gains. Pour rester dans la course, un nouveau plan d'austérité budgétaire et salarial pourrait être nécessaire.

La conduite de la politique dite du « franc fort » ne pourra se poursuivre qu'avec l'aide de l'Allemagne.

M0147 - 0822 0 - 7.00 F



- Faible écart entre partisans et adversaires du traité (51,04 % contre 48,95 %)
- Le franc à nouveau attaqué au sein d'un SME en crise

En dépit d'un résultat serré - le « oui » obtient 51,04 % des suffrages exprimés, le « non » 48,95 %, - l'issue du référendum organisé le 20 septembre en France et autorisant la ratification du traité de Maastricht a provoqué satisfaction et soulagement chez les dirigeants européens. M. John Major, président en exercice de la CEE, qui fait face au renforcement du courant des « eurosceptiques » en Grande-Bretagne, a annoncé qu'un conseil européen extraordinaire aurait lieu au début d'octobre.

Dimanche soir, M. François Mitterrand a déclaré, comme il l'avait indiqué au début de la campagne, qu'il n'y avait « ni vainqueurs ni vaincus ». Il a ajouté que, si le vote « engage toute la France », il respecte « les sentiments des libres citoyens qui, en votant « non », ont voulu sauvegarder des valeurs dans lesquelles ils croient ». M. Jacques Chirac, en minorité au sein du RPR où le « non » a été majoritaire, remettra en jeu son mandat de président lors d'un conseil national, le 23 septembre. L'écart de la marge entre le « oui » et le « non » pourrait compromettre les projets de « raccompagnement » et d'élargissement de la majorité présidentielle.

Lundi en début d'après-midi, le franc était à nouveau attaqué, la spéculation s'efforçant de le dégrader du mark (lire page 47). Le système monétaire européen, au lendemain du scrutin, est toujours en crise.

Pièges d'une victoire

par Jean-Marie Colombani

Ni franc ni massif, le « oui » français à Maastricht est, plus simplement, un « oui » modeste. Mais il existe, ce qui est somme toute l'essentiel. Ne serait-ce que parce qu'il permet à la France de démentir le sombre pronostic de l'historien allemand Rudolf von Thadden, qui expliquait, pour le regretter, avant le scrutin : « De grands projets, souvent portés par de grands hommes, naissent dans ce pays, mais les Français ne sont pas à la hauteur de leurs idées ». Les Français ont été, de justesse, à la hauteur de cette dernière grande utopie collective qu'est la construc-

tion européenne, qui valait bien un référendum. La dynamique européenne va donc pouvoir reprendre ses droits. Mais, comme l'ont dit MM. Pasqua et Séguin, « plus rien ne sera comme avant ».

Ceux qui auront en charge l'application du traité seront certes liés par la ratification française, validée par le suffrage universel ; mais il leur faudra, tout au long de celle-ci, tenir compte des réticences, des peurs, des refus qui se sont manifestés à travers l'ampleur du « non ». L'Europe telle qu'elle s'est construite pendant quarante ans, celle du « despotisme » éclairé, a vécu. Il va falloir lui substituer une Europe mieux prise en charge



Lire la suite page 6

La politique à deux vitesses

par Thomas Ferenzi

M. Mitterrand a gagné son pari. De peu, mais il l'a gagné. Il souhaitait une grande explication sur le traité de Maastricht : elle a eu lieu. Il espérait une forte participation : elle s'est produite. Il escomptait enfin une nette approbation : il ne l'a pas obtenue, puisque les Français ne se sont prononcés qu'à une faible majorité en faveur de l'Union européenne, mais avec le succès du « oui » il a au moins arraché l'essentiel.

L'opinion, qui, il y a un mois, à en croire les instituts de sondage, se laissait séduire par les partisans du « non », a finalement basculé

dans le camp du « oui », après l'entrée en lice de M. Giscard d'Estaing le 27 août, de M. Mitterrand, le 3 septembre et de M. Chirac le 7 : ces quelques jours ont été probablement décisifs. Le mouvement pour le « oui » a regagné alors une nouvelle impulsion. En face, malgré l'incessante activité déployée par MM. Pasqua, Séguin et de Villiers, la campagne contre la ratification de Maastricht a marqué le pas et, même si le « non » semble avoir repris sa progression dans les derniers jours, celle-ci ne lui a pas permis de franchir la barre des 50 %.

Lire la suite page 8

Les résultats définitifs du ministère de l'Intérieur

Les électeurs étaient invités à répondre par « oui » ou par « non » à la question suivante : « Approuvez-vous le projet de loi soumis au peuple français par le président de la République autorisant la ratification du traité sur l'Union européenne ? »

	Métropole			Outre-Mer (*)			Total		
	Voix	% par rapport aux inscrits	% par rapport suffr. expr.	Voix	% par rapport aux inscrits	% par rapport suffr. expr.	Voix	% par rapport aux inscrits	% par rapport suffr. expr.
Inscrits	37 115 349			1 218 347			38 333 696		
Votants	26 396 369			315 773			26 712 142		
Abstentions	10 718 980	28,88		902 574	74,12		11 621 554	30,31	
Bulletins blancs ou nuls	878 220	2,36		27 896	2,29		906 116	2,36	
Suffrages exprimés	25 518 149			287 377			25 985 526		
Oui	12 967 498	34,93	50,81	16 84	16,84	71,40	13 172 710	34,36	51,04
Non	12 550 651	33,81	49,18	82 165	6,74	28,59	12 632 816	32,95	48,95

(*) Avec le vote des Français de l'étranger.

FRANZ-OLIVIER GIESBERT
L'Affreux

roman

"La plus jolie surprise de la rentrée."

Jean-François Josselin, *Le Nouvel Observateur*

"Bravo, Giesbert."

François Nourissier, *Le Figaro Magazine*



Grasset

L'ÉCONOMIE

Marasme ou krach ?

L'affolement des marchés monétaires depuis une semaine n'est pas de bon augure. La reprise, qu'on croyait proche, ne vient pas et les signaux d'alarme se multiplient. Endettement des États, déflation des actifs, fragilisation des banques, et surtout taux d'intérêt excessifs : tout se mèle pour déprimer l'économie.

« Métier : ex-président de La Compagnie de Suze malade de ses victoires »

pages 35 à 40

Le sommaire complet se trouve page 47

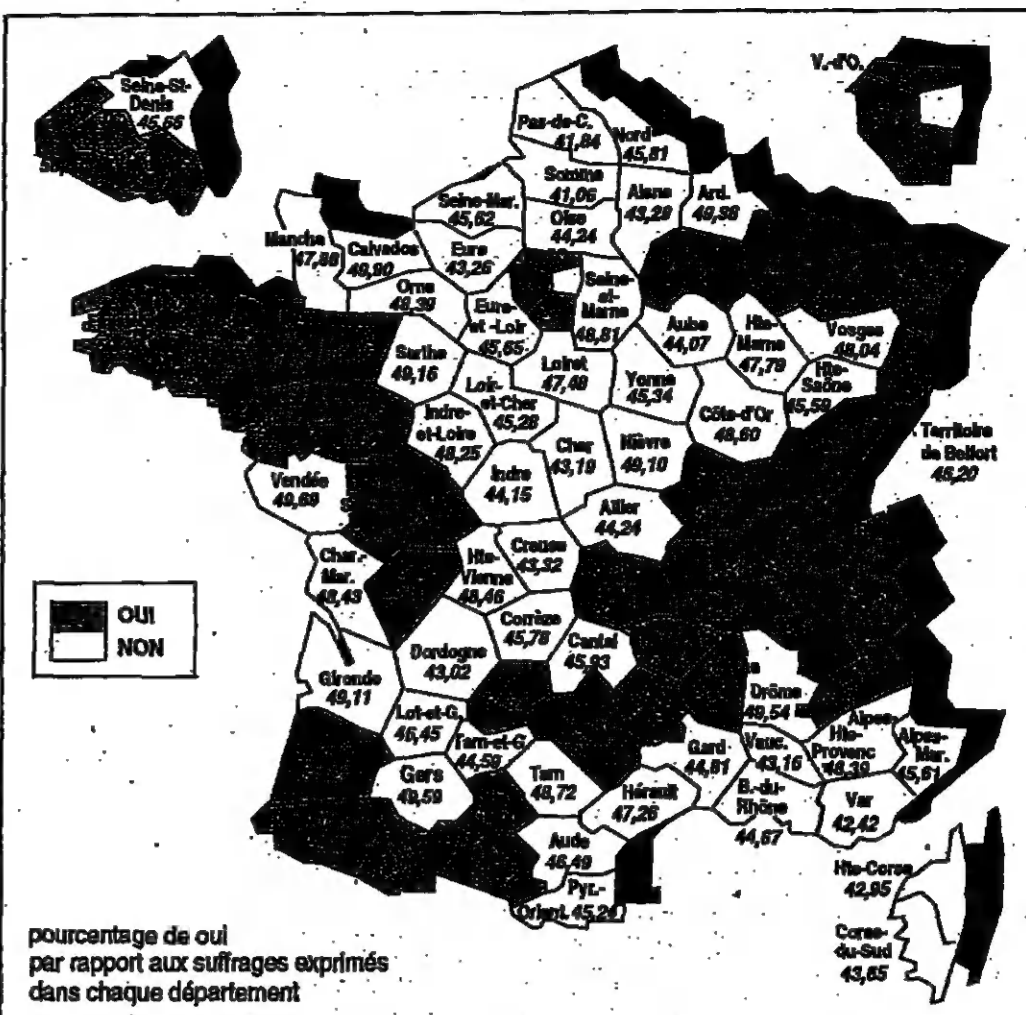
A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA; Maroc, 8 DH; Tunisie, 760 m; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 26 SCH; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Antilles-Réunion, 8 F; Côte d'Ivoire, 485 F CFA; Danemark, 14 KR; Espagne, 190 PTA; G.-B., 95 p.; Grèce, 220 DR; Irlande, 1,20 £; Italie, 2.200 L; Luxembourg, 42 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 2,75 FL; Portugal, 170 ESC; Sénégal, 460 F CFA; Suède, 16 KRS; Suisse, 1,90 FS; USA (NY), 2 \$; USA (other), 2,50 \$.

LE RÉFÉRENDUM SUR

Un « oui » riche

Les résultats dans les départements (d'après nos statistiques)

	Insc.	Vot.	Abst.	Expr.	OUI		NON	
					Voix	%	Voix	%
Ain	293 095	205 087	30,02	198 163	108 761	54,88	89 402	45,11
Aisne	366 171	267 320	26,99	259 164	112 218	43,29	146 946	56,70
Allier	261 899	184 226	29,65	176 120	77 927	44,24	98 193	55,75
Alpes-de-Haute-Provence	99 439	72 537	27,06	69 674	33 717	48,39	35 957	51,60
Hautes-Alpes	84 354	59 166	29,85	56 833	30 622	53,88	26 211	46,11
Alpes-Maritimes	655 114	430 512	34,28	421 933	192 450	45,61	229 483	54,38
Ardèche	204 988	146 868	28,35	140 518	71 620	50,96	68 898	49,03
Ardennes	190 800	132 311	30,65	128 182	63 297	49,38	64 885	50,61
Ariège	107 132	76 649	28,45	73 639	37 056	50,32	36 583	49,67
Aube	187 957	133 706	28,86	129 360	57 011	44,07	72 349	55,92
Aude	220 291	160 947	26,93	155 617	72 358	46,49	83 259	53,50
Aveyron	212 083	156 762	26,08	147 329	82 573	56,04	64 756	43,95
Bouches-du-Rhône	1 072 325	735 673	31,39	718 207	320 833	44,67	397 374	55,32
Calvados	420 614	301 981	28,20	293 370	146 396	49,90	146 974	50,09
Cantal	125 248	85 454	31,77	82 003	37 668	45,93	44 335	54,06
Charente	249 912	178 674	28,50	171 405	85 709	50	85 696	49,99
Charente-Maritime	381 975	267 922	29,85	258 818	125 360	48,43	133 458	51,56
Cher	222 677	158 599	28,77	152 346	65 805	43,19	86 541	56,80
Corrèze	183 884	136 646	25,68	130 823	59 893	45,78	70 930	54,21
Corse-du-Sud	71 023	39 483	44,40	38 394	16 759	43,65	21 635	56,34
Haute-Corse	86 205	47 477	44,92	46 323	19 899	42,95	26 424	57,04
Côte-d'Or	313 418	221 465	29,33	215 002	104 510	48,60	110 492	51,39
Côte-d'Armor	414 626	304 545	26,54	292 605	176 139	60,19	116 466	39,80
Creuse	107 968	73 212	32,19	69 876	30 271	43,32	39 605	56,67
Dordogne	301 258	228 258	24,23	218 865	94 163	43,02	124 702	56,97
Doubs	303 675	220 493	27,39	213 093	112 861	52,96	100 232	47,03
Drôme	280 408	199 701	28,78	192 182	95 213	49,54	96 969	50,45
Eure	345 353	252 535	26,87	244 999	106 006	43,26	138 993	56,73
Eure-et-Loire	260 179	192 238	26,11	186 141	84 982	45,65	101 159	54,34
Finistère	615 853	442 887	28,08	428 861	254 910	59,43	173 951	40,56
Gard	398 820	287 718	27,85	278 652	124 890	44,81	153 762	55,18
Haute-Garonne	609 195	435 692	28,48	422 591	227 291	53,78	195 300	46,21
Gers	136 753	100 992	26,15	96 486	47 857	49,59	48 629	50,40
Gironde	781 392	565 687	27,60	550 270	270 245	49,11	280 025	50,88
Hérault	533 384	380 879	28,85	369 784	174 769	47,26	195 015	52,73
Ile-et-Vilaine	551 419	393 151	28,70	377 576	236 862	62,73	140 714	37,26
Indre	178 154	131 589	26,13	125 286	55 318	44,15	69 968	55,84
Indre-et-Loire	352 403	255 326	27,54	246 393	118 888	48,25	127 505	51,74
Isère	632 405	440 404	30,36	426 604	237 376	55,64	189 228	44,35
Jura	173 071	126 614	26,84	121 725	63 267	51,97	58 458	48,02
Landes	237 604	174 822	26,42	167 991	89 764	53,45	78 227	46,54
Loir-et-Cher	219 496	165 372	24,63	158 775	71 905	45,28	86 870	54,71
Loire	474 207	318 594	32,81	305 003	159 246	52,21	145 757	47,78
Haute-Loire	156 990	111 839	28,76	105 543	56 445	53,48	49 098	46,51
Loire-Atlantique	725 919	513 748	29,15	495 725	281 695	56,82	214 030	43,17
Loiret	372 594	278 387	25,28	268 731	127 608	47,48	141 123	52,51
Lot	122 227	92 530	24,28	88 120	46 332	52,57	41 788	47,42
Lot-et-Garonne	222 311	165 231	25,67	158 583	73 673	46,45	84 910	53,54
Lozère	56 782	41 400	27,08	39 577	21 495	54,31	18 082	45,68
Maine-et-Loire	472 168	343 481	27,25	327 359	182 418	55,72	144 941	44,27
Manche	340 961	248 787	27,03	240 554	115 190	47,88	125 364	52,11
Marne	354 290	235 533	33,51	228 760	116 995	51,14	111 765	48,85
Haute-Marne	145 262	101 902	30,12	98 294	46 977	47,79	51 317	52,20
Mayenne	200 733	148 815	25,86	140 778	74 132	52,65	66 646	47,34
Meurthe-et-Moselle	463 408	315 472	31,92	306 198	167 829	54,81	138 369	45,18
Meuse	139 591	99 355	28,82	95 932	50 986	53,14	44 946	46,85
Morbihan	453 313	329 458	27,32	316 269	179 327	56,67	137 032	43,32
Moselle	681 394	460 201	32,46	445 721	254 708	57,14	191 013	42,85
Nièvre	173 635	123 760	28,72	119 185	58 322	49,10	60 863	50,89
Nord	1 639 572	1 175 399	28,31	1 133 129	519 170	45,81	613 959	54,18
Oise	464 627	344 767	25,79	335 139	148 299	44,24	186 840	55,75
Orne	209 403	155 202	25,88	149 702	72 450	48,39	77 252	51,60
Pas-de-Calais	998 887	737 715	26,14	708 118	296 280	41,84	411 838	58,15
Puy-de-Dôme	403 057	284 785	29,34	272 394	141 926	52,10	130 468	47,89
Pyrénées-Atlantiques	419 253	298 343	28,83	287 982	153 815	53,41	134 167	46,58
Hautes-Pyrénées	173 128	122 530	29,22	118 084	60 651	51,36	57 433	48,63
Pyrénées-Orientales	259 448	176 928	31,80	171 753	77 704	45,24	94 049	54,75
Bas-Rhin	624 528	437 218	29,99	423 885	290 754	68,59	133 131	31,40
Haut-Rhin	443 994	314 607	29,14	304 519	186 937	61,38	117 582	38,61
Rhône	859 746	598 113	30,43	582 134	325 497	55,91	256 637	44,08
Haute-Saône	166 869	122 219	26,75	117 263	53 464	45,59	63 799	54,40
Saône-et-Loire	392 000	264 890	32,42	252 748	128 157	50,70	124 591	49,29
Sarthe	366 802	259 336	29,24	247 786	121 813	49,16	125 973	50,83
Savoie	236 577	162 260	31,41	157 413	85 503	54,31	71 910	45,68
Haute-Savoie	353 762	250 216	29,26	243 487	138 986	57,08	104 501	42,91
Paris	1 105 076	752 956	31,86	738 120	461 450	62,51	276 670	37,48
Seine-Maritime	604 903	579 159	28,04	560 203	255 613	45,62	304 590	54,37
Seine-et-Marne	638 923	452 915	29,11	441 256	215 384	48,81	225 872	51,18
Yvelines	784 033	573 159	26,89	561 118	321 932	57,37	239 186	42,62
Deux-Sèvres	253 269	183 959	27,36	174 704	92 780	53,10	81 924	46,89
Somme	382 372	289 143	24,38	279 966	114 959	41,06	165 007	58,93
Tarn	253 509	189 039	25,43	179 131	87 286	48,72	91 845	51,27
Tarn-et-Garonne	147 422	111 229	24,55	106 557	47 521	44,59	59 036	55,40
Var	560 404	390 235	30,36	381 613	161 893	42,42	219 720	57,57
Vaucluse	309 337	226 725	26,70	219 754	94 865	43,16	124 889	56,83
Vendée	377 547	282 328	24,52	268 612	133 499	49,69	135 113	50,30
Vienne	271 606	198 334	26,97	189 548	94 877	50,11	94 671	49,88
Haute-Vienne	259 854	191 315	26,37	181 316	87 879	48,46	93 437	51,53
Vosges	274 683	196 869	28,32	188 289	90 466	48,04	97 823	51,95
Yonne	221 876	160 563	27,63	155 516	70 524	45,34	84 992	54,65
Territoire de Belfort	85 552	60 614	29,14	58 355	26 965	46,20	31 390	53,79
Essonnes	665 653	481 419	27,67	469 519	256 450	54,61	213 069	45,38
Haute-Loire	786 532	551 617	29,86	539 851	305 956	56,67	233 895	43,32
Seine-Saint-Denis	668 049	438 695	34,33	427 478	195 190	45,66	232 288	54,33
Val-de-Marne	669 718	465 684	30,46	454 394	232 660	51,17	221 734	48,82
Val-d'Oise	578 082	408 508	29,33	398 814	205 530	51,53	193 284	48,46
Total métropole	37 111 742	26 389 286	28,89	25 512 160	12 964 102	50,81	12 548 058	49,18
Guadeloupe	225 263	37 454	83,37	32 062	21 629	67,45	10 433	32,54
Guyane	34 197	6 371	81,36	5 791	3 903	67,39	1 888	32,60
Martinique	227 014	55 534	75,53	42 572	30 707	72,12	11 865	27,87
Mayotte	28 246	1 618	94,27	1 535	1 173	76,41	362	23,58
Nouvelle-Calédonie	92 619	31 247	66,26	29 749	14 783	49,69	14 966	50,30
Polynésie française	106 724	22 594	78,83	21 131	14 679	70,41	6 252	29,58
Réunion	333 625	99 920	70,05	83 547	62 072	74,29	21 475	25,70
St-Pierre-et-Miquelon	4 197	402	90,42	335	215	64,17	120	35,82
Wallis-et-Futuna	7 058	3 839	45,60	3 820	2 924	76,54	896	23,45
Total outre-mer	1 058 943	258 979	75,54	220 542	152 285	69,05	68 257	30,94
Total (1)	38 170 685	26 648 265	30,18	25 732 702	13 116 387	50,97	12 616 315	49,02



Quelle est la France du « oui » ? A l'évidence, la France riche : une bonne partie de l'Ile-de-France et la quasi-totalité de la région Rhône-Alpes. Apparemment la France frontalière, des Pyrénées à l'Alsace, à l'exception du Nord. Le Bas-Rhin, déjà classé « premier » département européen en 1972, à l'occasion du référendum sur l'élargissement de la CEE, avec 84,56 %, obtient une fois encore le meilleur résultat en métropole (68,59 %). Plus sûrement, la France démocrate-chrétienne, traditionnellement attachée à la construction européenne : l'Alsace, où l'extrême droite obtenait d'excellents résultats lors des dernières élections municipales et régionales et où l'enjeu européen apparaît comme un bon antidote, et l'Ouest, en dépit du poids de l'agriculture. Cette juxtaposition de critères ne correspond pas à l'opposition simple entre France urbaine et France rurale.

Dans le groupe des départements où une majorité s'est déclarée en faveur du traité de Maastricht, la Lozère (54,31 %) et l'Aveyron (56,05 %) obtiennent d'ailleurs le Rhône (55,91 %) et Paris (62,52 %). Le Morbihan (56,67 %) et la Haute-Loire (53,48 %) les Yvelines (57,37 %) et les Hauts-de-Seine (56,67 %) — en dépit du combat du président du conseil général, M. Charles Pasqua : l'Ile-et-Vilaine (62,73 %) et le Jura (51,98 %), l'Essonne (54,62 %) et le Bas-Rhin.

Le facteur urbain est pourtant incontestable. Le « oui » l'emporte ainsi dans vingt-neuf des trente-cinq villes métropolitaines de plus de cent mille habitants. Dans ce groupe, la palme revient à Strasbourg (72,22 %), devant Rennes (69,69 %) — six parmi les sept grandes villes régionales au traité sur l'Union européenne sont concernées.

trées dans le sud de la France, de Nice à Perpignan. La personnalité du maire importe alors peu : ainsi Tours vote en faveur de Maastricht (52,45 %), en dépit de l'hostilité au traité européen de son maire, M. Jean Royer.

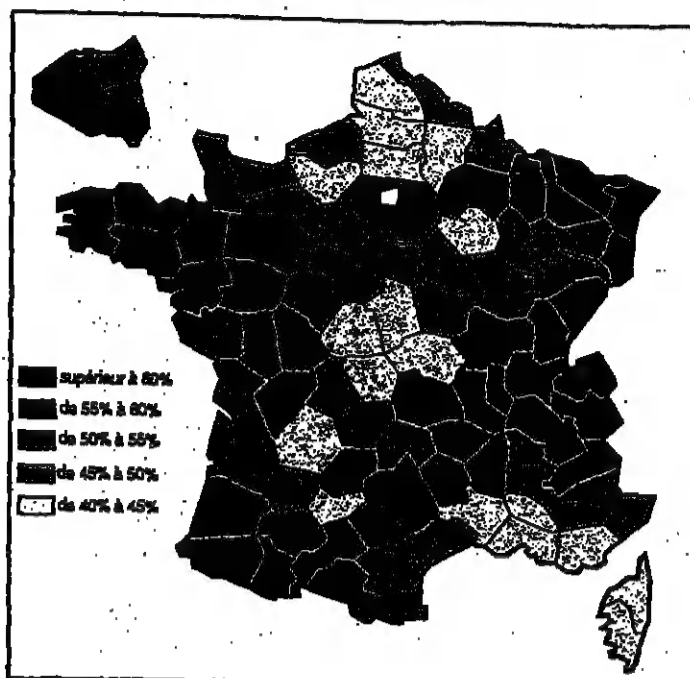
Ce même facteur explique d'ailleurs, pour une large part, le vote favorable de départements plus ruraux : l'Ile-et-Vilaine, les Pyrénées-Orientales, les Hautes-Pyrénées, mais aussi le Puy-de-Dôme, la Saône-et-Loire, ou même la Lozère. Dans ces derniers départements, où la réforme de la politique agricole commune fait déjà sentir ses effets, la victoire du « oui » peut apparaître comme une surprise. C'est en fait le poids des villes qui fait pencher la balance en faveur de la ratification du traité européen. Ponctuellement, l'engagement des cadres politiques favorables à Maastricht a pu jouer. Ainsi en est-il dans la Haute-Loire, que dirige un centriste, M. Jacques Barre, qui présente de nombreuses similitudes avec le Cantal voisin où le « non » triomphe.

La carte électorale de la droite

L'UNION EUROPÉENNE

et urbain

Le « non » de la France rurale et ouvrière



LES RÉSULTATS DU RÉFÉRENDUM DANS LES RÉGIONS

	Absent	Oui	Non
ALSACE	29,63	65,59	34,41
AQUITAINE	26,98	49,26	50,73
AUVERGNE	29,65	49,36	50,63
BOURGOGNE	29,99	48,71	51,28
BRETAGNE	27,76	59,85	40,14
CENTRE	26,40	46,10	53,89
CHAMPAGNE-ARDENNE	31,33	48,62	51,37
CORSE	44,69	43,27	56,72
FRANCIE-CONTÉ	27,32	50,26	49,73
ILE-DE-FRANCE	30,83	54,44	45,55
LANGUEDOC-ROUSSILLON	28,25	46,40	53,59
LIMOUSIN	27,28	46,40	53,59
LOIRE-ATLANTIQUE	34,26	54,43	45,56
MIDY-PYRÉNÉES	27,82	51,67	48,32
NORD-PAS-DE-CALAIS	27,49	44,28	55,71
BASSE-NORMANDIE	27,29	48,86	51,13
HAUTE-NORMANDIE	27,69	44,91	55,08
PAYS-DE-LA-LOIRE	27,75	53,68	46,31
PICARDIE	25,71	42,94	57,05
POitou-CHARENTES	28,34	50,28	49,71
PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR	31,14	44,66	55,33
RHÔNE-ALPES	30,40	54,42	45,57

Cinquante-trois départements métropolitains, sur quatre-vingt-seize, ont voté majoritairement « non » à l'Union européenne. La France du « non » est celle des régions ou des villes en difficulté, dont les exemples les plus évidents sont fournis par le Nord-Pas-de-Calais et la Haute-Normandie, d'une part, par Marseille de l'autre. Parmi les treize régions métropolitaines, sur vingt-deux, où le « non » l'a emporté, la Picardie arrive en tête (avec 57,05 % de votes négatifs), suivie par la Corse (56,72 %), le Nord-Pas-de-Calais (55,71 %), la Provence-Alpes-Côte d'Azur (55,33 %) et la Haute-Normandie (54,37 %).

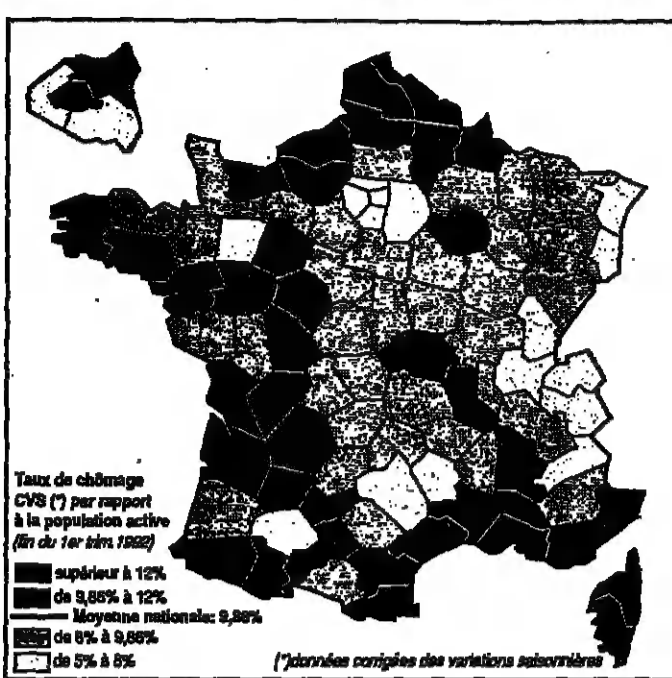
C'est, d'abord, la France rurale qui redonne les conséquences de la réforme de la politique agricole commune. Les producteurs de pommes de terre ou de betteraves de l'Alsace et de la Brie, les céréaliers de la Beauce, les éleveurs du Limousin, d'Auvergne et de Normandie, les producteurs de primeurs du Sud-Ouest et de Provence ont rallié autour d'eux des majorités de refus. C'est bien d'un vote rural qu'il s'agit, car on constate que souvent, dans ces mêmes départements, les villes ont, au contraire, approuvé le traité de Maastricht. Ce n'est pas le cas de toutes. Périgueux est au diapason de la Dordogne. Avignon a voté comme son département, dont les responsables syndicaux agricoles avaient manifesté leur colère contre le pouvoir à la fin du mois d'août, après s'être solidarisés, en juillet, avec les routiers, corporation importante dans le chef-lieu du Vaucluse.

M. Philippe Arouaud, secrétaire général de la coopération rurale, s'est déclaré, dimanche soir, « très déçu » par la victoire du « oui », mais il aurait pu observer que l'action menée depuis plus d'un an par les agriculteurs contre la politique communautaire a porté ses fruits. Les ruraux se sont solidarisés avec les paysans pour manifester leur refus d'une Europe ressentie comme une menace. En Corrèze, malgré l'engagement des parlementaires - à commencer par M. Jacques Chirac - en faveur du traité, celui-ci a été rejeté dans deux cent trente communes sur deux cent quatre-vingt-neuf, y compris l'essentiel de la population de la circonscription du président du RPR. Les villes qui subissent un déclin ont aussi choisi le « non ». Leur carte se confond en partie avec celle de la France rurale. Carcassonne, Narbonne et Castelnaudary, dans l'Aude, Béziers, dans l'Hérault, souffrent de n'avoir pas trouvé les voies d'un développement capable de remplacer l'activité qu'elles devaient à la viticulture. Loin de se réjouir de l'expansion de Montpellier, elles envient la prospérité de la capitale régionale.

La France de la crise

Ce phénomène n'affecte pas seulement les villes dont la vie est liée, directement ou indirectement, à l'agriculture. D'autres délaissées des choix d'aménagement du territoire figurent parmi les cités où le « non » est le plus fort, telle Arles (Bouches-du-Rhône), qui, comme ses voisines Avignon et Nîmes, a voté contre Maastricht, de même que Sète, dans l'Hérault, Amiens et Abbeville, dans la Somme, Beauvais, dans l'Oise.

Marseille vient naturellement en tête de ces villes que les mutations économiques ont appauvries et qui ont émis, sur le traité d'Union européenne, un vote de protestation contre le pouvoir autant que contre l'Europe. Deuxième ville de



France, elle apparaît comme la capitale de la France de la crise, que dessine le vote de dimanche. Le Pas-de-Calais, avec 58,15 % de « non », vient, aussitôt après la Somme (58,93 %), en tête de ces départements où les dégâts des restructurations industrielles des dix dernières années se mesurent au niveau de chômage, très supérieur à la moyenne nationale. Alors que celle-ci est de 9,86 % (en données corrigées), elle dépasse 12 % dans quatorze départements, dont un seul, la Loire-Atlantique, a voté

l'être, chômeurs ne pouvant prétendre qu'à des emplois peu qualifiés. Des villes comme Calais et Boulogne-sur-Mer, dans le Pas-de-Calais, Amiens, dans la Somme, Saint-Quentin, dans l'Aisne, Le Havre, en Seine-Maritime, Cherbourg, dans la Manche, Montluçon, dans l'Allier, où le « non » est majoritaire, sont de celles où toute une partie de la population connaît ou connaît la pauvreté, voire la misère.

La France des banlieues

Même dans les régions qui ont donné un net avantage au « oui », le vote des banlieues est allé souvent en sens inverse. Mantes-la-Jolie, qui est devenue l'exemple-type de villes où se concentrent les problèmes de chômage et de délinquance parmi les jeunes, souvent issus de l'immigration, se distingue par son vote négatif dans un département d'Ile-de-France, les Yvelines, où le « oui » dépasse 57 %. La Seine-Saint-Denis tout entière a voté « non » (à 54,33 %), de même qu'Argenteuil et Goussainville, dans le Val-d'Oise, Garges-lès-Gonesse, dans les Hauts-de-Seine, Creil, dans l'Oise, Saint-Etienne-du-Rouvray, en Seine-Maritime, Venissieux ou Saint-Fons, dans le Rhône.

La France de la crise et celle des banlieues correspondent à la géographie de la classe ouvrière, qui s'est majoritairement prononcée contre Maastricht. Les départements déjà cités le montrent, mais il est significatif que dans certains de ceux où le « oui » l'emporte, les villes à population ouvrière se distinguent par le choix contraire. C'est le cas, dans la Loire, à Firminy, à Rive-de-Gier ou à La Ricamarie; dans la Saône-et-Loire, à Montceau-les-Mines; dans le Puy-de-Dôme, à Thiers.

La plupart des départements qui ont voté « non » dimanche faisaient partie de ceux qui, le 10 mai 1981, avaient apporté leurs suffrages à M. François Mitterrand. Le 24 avril 1988 encore, au premier tour de l'élection présidentielle, ils se situaient parmi ceux qui avaient donné une majorité de voix aux candidats de la gauche, de l'extrême gauche ou des écologistes, avant de soutenir M. Mitterrand au second tour, le 8 mai. La comparaison avec 1981 est particulièrement frappante : les départements en tête du « non » sont ceux qui avaient voté le plus massivement

pour le candidat de la gauche face à M. Valéry Giscard d'Estaing. Ce sont, par ordre décroissant des voix recueillies par M. Mitterrand, la Seine-Saint-Denis, l'Aude, le Pas-de-Calais, la Dordogne, la Corrèze, la Somme, la Nièvre, la Haute-Vienne, l'Aisne, la Creuse, le Gard, l'Allier, les Bouches-du-Rhône...

On retrouve ces mêmes départements parmi ceux qui avaient réélu M. Mitterrand avec le plus d'entraînement en 1988. Le « non » est majoritaire dans cinquante et un des soixante-dix-huit départements métropolitains qui avaient voté, il y a quatre ans, pour le président de la République. Le Parti communiste a su anticiper et amplifier ce phénomène, qui apparaît certainement dans des départements (la Seine-Saint-Denis) ou des villes (Ivry-sur-Seine, Nanterre, Le Havre, Saint-Quentin, Aubagne...) qu'il contrôle, voire dans des villes qu'il avait perdues en 1989, comme Saint-Dizier, Villecave-Saint-Georges ou Amiens. En revanche, et en Corse, c'est un « non » de droite, voire d'extrême droite qui s'affirme nettement.

Les élections régionales de mars dernier avaient révélé le déclin de ce que M. Mitterrand appelait autrefois le « peuple de gauche » et l'isolement du Parti socialiste, le Front national prenant pied sur le terrain perdu par la gauche. Ce n'est pas à ses partisans d'il y a onze ans, ni même à ceux d'il y a quatre ans, que M. Mitterrand doit d'avoir obtenu le « oui » qu'il demandait aux Français.

PATRICK JARREAU

Les sept précédents référendums

28 septembre 1958 (approbation de la Constitution de la V^e République) : I., 45 840 642; V., 36 893 979; A., 19,51 %; E., 36 285 251; OUI, 31 066 502 (85,14 %); NON, 5 419 749 (14,85 %).

8 janvier 1961 (approbation de la politique d'autodétermination en Algérie) :

I., 22 520 233; V., 23 986 913; A., 26,24 %; E., 23 286 464; OUI, 17 447 669 (74,99 %); NON, 5 817 775 (25 %).

8 avril 1962 (approbation des accords d'Évian sur l'indépendance de l'Algérie) :

I., 27 582 072; V., 20 779 303; A., 24,66 %; E., 19 675 497; OUI, 17 866 423 (90,80 %); NON, 1 809 074 (9,19 %).

28 octobre 1962 (élection du président de la République au suffrage universel) :

I., 28 185 478; V., 21 694 563; A., 23,02 %; E., 21 125 054; OUI, 13 150 516 (62,25 %); NON, 7 974 538 (37,74 %).

27 avril 1969 (régionalisation et réforme du Sénat) :

I., 29 392 390; V., 23 552 611; A., 19,86 %; E., 22 908 855; NON, 12 007 102 (52,41 %); OUI, 10 901 753 (47,58 %).

23 avril 1972 (élargissement de la Communauté économique européenne à la Grande-Bretagne, à l'Irlande, au Danemark et à la Norvège) :

I., 29 820 464; V., 17 964 607; A., 39,75 %; E., 15 878 488; OUI, 10 847 554 (68,31 %); NON, 5 030 934 (31,68 %).

6 novembre 1988 (statut de la Nouvelle-Calédonie) :

I., 38 025 823; V., 14 028 705; A., 63,10 %; E., 12 371 046; OUI, 9 896 498 (79,99 %); NON, 2 474 548 (20 %).

Sans élan

Suite de la première page

Une France du désarroi, travaillée par les militants du simplisme offrant des certitudes aux paumés de tous ordres. Une France des catégories maltraitées et des banlieues sans repères.

La France du « oui » aussi est multiple. Urbaine, insérée dans son temps, aisée - à tous les sens du mot -, plus jeune, culturellement assise. Une France qui a moins à redouter que l'autre les aventures de l'ouverture au monde environnant. Mieux armée.

Le résultat décrié du référendum démontre qu'après plus de trente-cinq ans de construction européenne - une génération ! - tout reste à dire à une moitié des Français pour les convaincre que l'Europe est une perspective plus qu'une menace. Voilà qui illustre le grave déficit pédagogique d'une élite qui, à l'échelon du continent, imagine une gigantesque construction réglementaire, institutionnelle, économique, sans se soucier vraiment d'en rendre compte aux peuples.

A une Europe d'experts, il faudra bien se décider à faire succéder une Europe des citoyens.

« Mon champ, disait

« Expliquer l'Europe »

Mais, pour s'y livrer, il y faudra la force d'une conviction collective à l'intérieur de chaque nation. Le temps n'a plus guère le temps.

Désormais, a dit Mario Soares, « il reste à expliquer l'Europe ». John Major, en annonçant que le prochain sommet d'octobre devra se fixer pour objectif d'« avoir le soutien des peuples », ne dit pas autre chose. Cette pédagogie du futur a manqué jusqu'alors.

Si la France veut conserver un rôle moteur dans l'Union qui se met en place, il faudra que ses dirigeants fassent la preuve qu'ils ont compris qu'en adhérant à Maastricht de la manière dont elle l'a fait la France réclamait un dessein plus clair et un langage plus ardent.

BRUNO FRAPPAT

CEPREUVE DES FAITS

Axel Krause

LA RENAISSANCE

Voyage à l'intérieur de l'Europe

Axel Krause décrit mieux que quiconque cette naissance difficile, exaltante, profondément pacifique, d'une nouvelle puissance mondiale.

Benoît Galland / Le Nouveau Quatrième

Collection L'Epreuve des Faits dirigée par Hervé Hanon et Patrick Rouman.

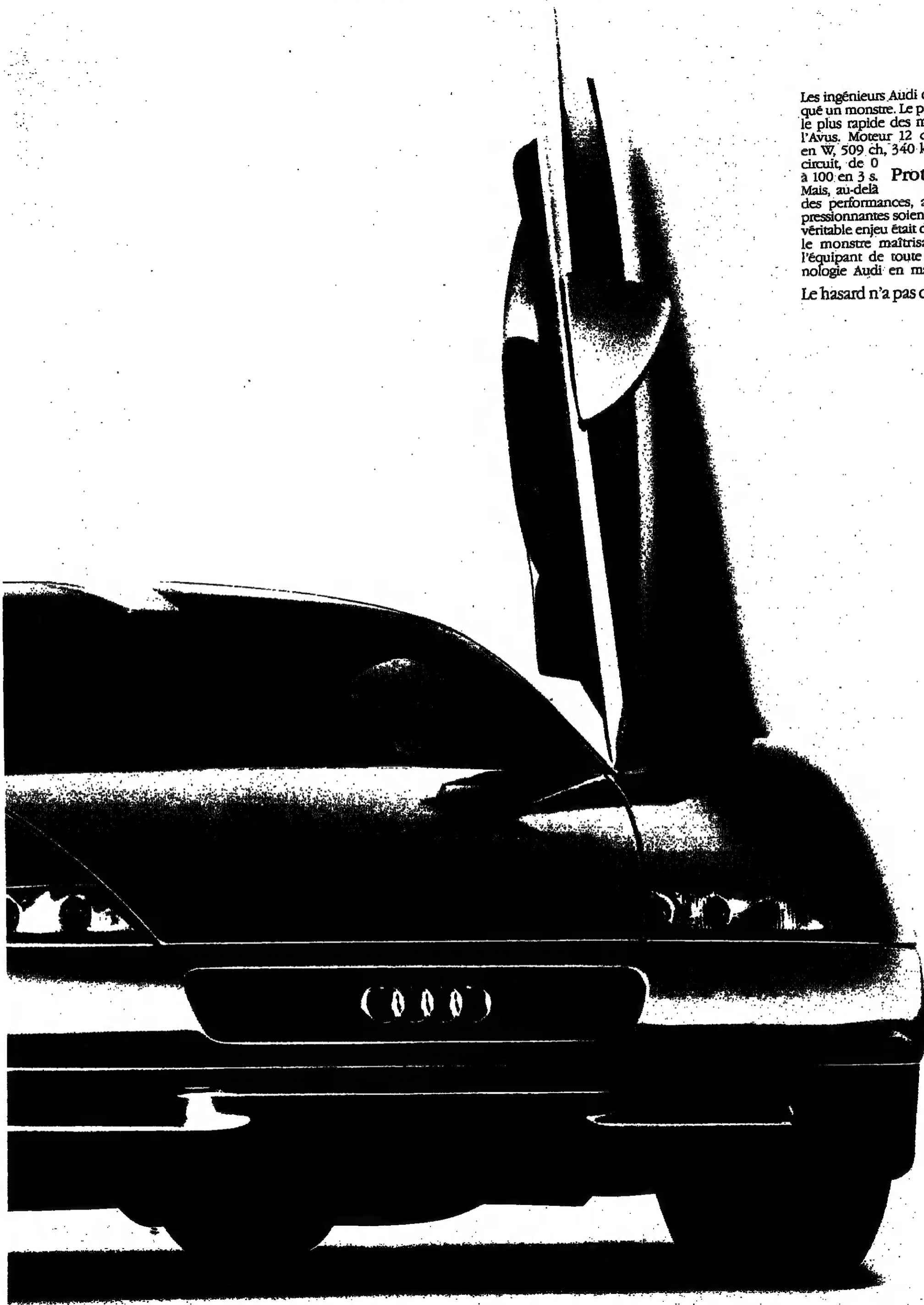
Editions du Seuil

هكذا من الأصل

Le Monde • Mardi 22 septembre 1992 •

La voiture de demain est une Audi.

Les ingénieurs Audi ont fabriqué un monstre. Le plus beau, le plus rapide des monstres: l'Avus. Moteur 12 cylindres en W, 509 ch, 340 km/h sur circuit, de 0 à 100 en 3 s. **Prototype**
Mais, au-delà des performances, aussi impressionnantes soient-elles, le véritable enjeu était de rendre le monstre maîtrisable. En l'équipant de toute la technologie Audi en matière de
Le hasard n'a pas de place



(000)

178
L'ESPRESSO
de l'automobile

هكذا من الإهمال

Le Monde • Mardi 22 septembre 1992 5

Tant mieux, son conducteur a l'air si fragile.

sécurité active et passive. Carrosserie et châssis en aluminium ultra léger, pour que le freinage ABS soit aussi fulgurant que l'accélération.

Système Quattro, pour une tenue de route infaillible, même à haute vitesse. Et bien sûr Procon-ten et Airbag. Avec l'Avus, Audi a réussi à créer le premier monstre dont l'homme n'a pas à avoir peur.

36 15 Audi.

dans une Audi. Audi

Audi



DOB NEDHAM

LE RÉFÉRENDUM SUR

Avec 30,31 % d'abstention

Les réactions à l'Elysée et à Maitignon

La participation a été supérieure de dix points à celle de 1972

Avec 30,31 % de non-votants selon la dernière totalisation du ministère de l'intérieur, le référendum sur Maastricht se situe loin des «pics» abstentionnistes des élections européennes de 1989 (51,11 %) et du référendum organisé en 1988 sur les accords de Maastricht à propos de l'avenir de la Nouvelle-Calédonie (63,10 %).

Dans le premier cas, il s'agissait plutôt d'une confirmation, les élections au Parlement européen ayant toujours été marquées par des taux d'abstention élevés : 39,29 % en 1979, puis 43,27 % en 1984. Dans le second, la faible participation n'avait pas été non plus une surprise puisqu'il s'agissait d'un vote dépourvu d'un véritable enjeu national, pour

lequel le RPR avait d'ailleurs recommandé la non-participation à ses électeurs.

Le référendum sur le traité de Maastricht paraissait conjuguer ces deux handicaps : l'Europe, traditionnellement peu attractive, et l'absence d'enjeu national, puisque le président de la République avait annoncé bien avant le résultat qu'il n'entendait pas lier son destin politique au sort des urnes. Le référendum comparable organisé par Georges Pompidou en 1972 sur l'élargissement de la Communauté économique européenne à la Grande-Bretagne, l'Irlande, au Danemark et à la Norvège — où les socialistes avaient appelé à l'abstention — n'avait pas été une réussite puisque près de 40 % des électeurs

(39,75 %) avaient refusé d'y prendre part. Il n'en a pas été de même avec Maastricht.

La faible intensité de l'opinion enregistrée au mois de juin n'a cessé de se corriger au cours de l'été. Le débat véritable qui s'est instauré, aiguillonné par les scores serrés dérivés par les instituts de sondage, explique la faiblesse relative de l'abstention. Le taux de participation de ce référendum s'ajoute aux bons résultats des dernières élections régionales et cantonales. S'il est évidemment plus bas que pour une présidentielle, élection reine de la V^e République, il peut être mis en parallèle avec les résultats recueillis ordinairement aux élections municipales, élections de proximité s'il en est, qui mobili-

sent toujours les électeurs. En matière d'abstention, le référendum de 1992 se situe donc entre celui de 1972 et les référendums gaullistes des années 60, qui avaient, eux, un caractère plébiscitaire, la participation la moins forte (73,76 %) ayant eu lieu en 1961 à propos de l'autodétermination en Algérie. La pratique référendaire paraissait presque vouée aux oubliettes de la V^e République depuis le départ du général de Gaulle, après le référendum de 1969 sur la décentralisation et le Sénat (19,86 % d'abstention). Le vote sur Maastricht la remet en selle de belle manière.

G. P.

M. Mitterrand : « Le vote de ce jour engage toute la France »

Le président de la République est intervenu, dimanche peu après 22 heures, à la télévision depuis le palais de l'Élysée. Voici le texte intégral de sa déclaration :

« Mes chers compatriotes, nous venons de vivre en ce dimanche 20 septembre l'un des jours les plus importants de l'histoire de notre pays. Car la France non seulement assure son avenir, renforce sa sécurité et consolide la paix dans une région du monde si cruellement déchirée par la guerre, mais elle démontre aussi, et surtout, qu'elle est encore et toujours capable d'inspirer l'Europe, en mesure d'accomplir d'égalier les plus grandes entreprises de la terre.

« A l'heure où je m'exprime, en effet, il paraît certain qu'une majorité d'entre vous a approuvé le traité d'Union européenne adopté à Maastricht que je vous ai soumis et qu'ont soutenu des femmes et des hommes dont la fermeté de conviction et le courage intellectuel l'ont emporté sur d'autres considérations partiales.

« Je veux en votre nom les

remercier et c'est à vous, Français, à vous qui avez voté « oui » à la France, « oui » à l'Europe, « oui » à l'avenir, que va d'abord me grâtier. J'ai dit au début de la campagne électorale qu'il n'y avait à l'issue de ce scrutin ni vainqueur ni vaincu. Le vote de ce jour engage toute la France, mais je respecte les sentiments des Français qui, en votant « non », ont voulu sauvegarder des valeurs dans lesquelles ils croient.

« Imaginez maintenant la joie des pays de la Communauté, des amis les plus proches, qui attendaient de nous les signes dont ils avaient besoin. Imaginez la joie des autres pays européens, qui, presque tous, aspirent à nous rejoindre, surtout ceux qui ont été si longtemps privés de liberté.

« Je suis heureux, mes chers compatriotes, que vous ayez choisi la jeunesse, le renouveau, la sauvegarde du présent, qui éde de vous tant d'efforts, et les chances, toutes les chances des lendemains.

« Vive la République ! Vive la France ! »

M. Bérézgovoy : « Le gouvernement sera plus qu'hier à l'écoute du pays »

M. Bérézgovoy a fait, dimanche soir, la déclaration suivante :

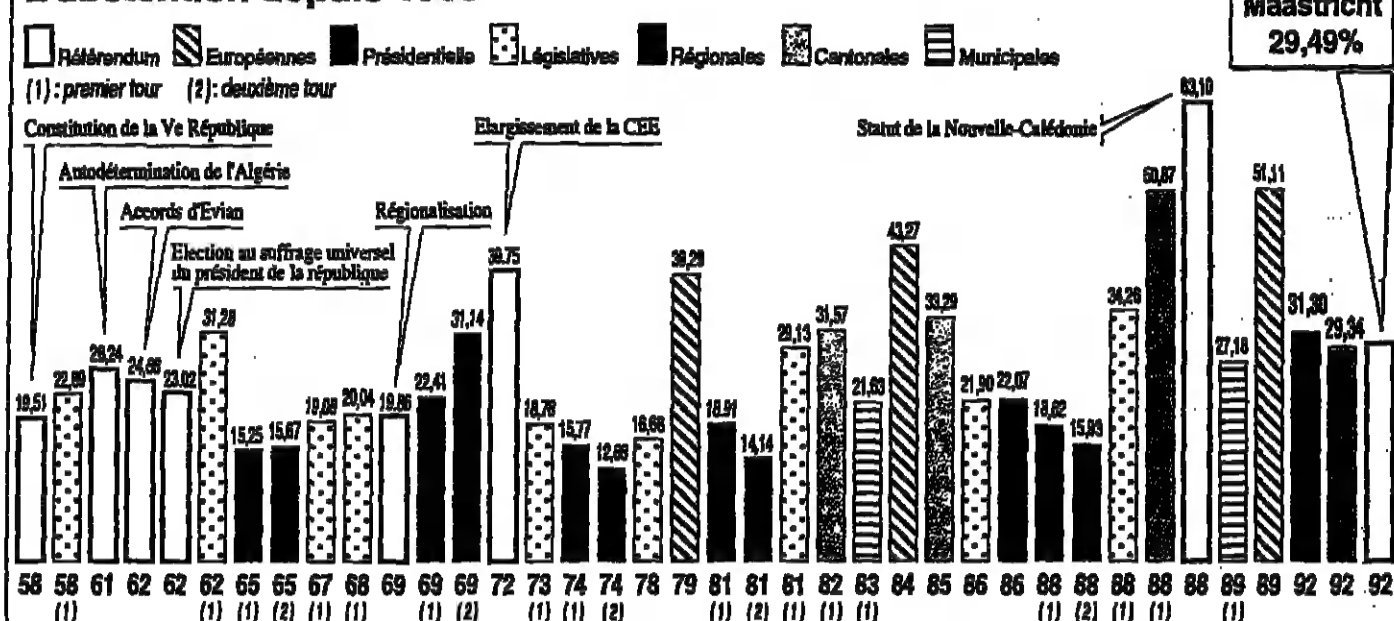
« Le président de la République s'est adressé à chacun et à chacun d'entre vous. Après un débat qui a honoré notre démocratie, le peuple français a approuvé le traité d'Union européenne qu'il leur avait soumis. Le succès du « oui » n'est pas le succès d'un camp contre un autre. C'est le choix du bon sens et de la jeunesse. C'est un succès pour l'Europe, une victoire pour la France.

« En cet instant, je souhaite rendre un double hommage. D'abord à François Mitterrand, auquel je dis le reconnaissance de ce pays pour avoir permis à la France de franchir une nouvelle étape dans la voie de la construction européenne. Ensuite, à tous ceux qui, au cours de ces dernières semaines, se sont engagés résolument en faveur de la ratification, fidèles à la mémoire des femmes et des hommes qui ont lutté

depuis quarante-cinq ans pour réconcilier les peuples européens. Désormais, nous pouvons ouvrir à nos enfants une ère de paix et de progrès.

« Le scrutin a été serré. Des questions ont été posées, des inquiétudes exprimées par les agriculteurs, par les ouvriers, par les Français les plus exposés aux dangers de l'existence. A tous, sans exception, je dis que le gouvernement les a entendus, que tout sera entrepris pour parfaire l'édification d'une communauté européenne plus démocratique et plus sociale. La France a besoin, nous le savons tous, d'une agriculture moderne, d'une monnaie solide et de rapports sociaux plus équilibrés. Cela ne peut s'accomplir qu'avec votre concours, qu'avec le concours de tous les Français. Le gouvernement y travaillera sans relâche. Il sera plus qu'hier à l'écoute du pays. »

L'abstention depuis 1958



Pièges d'une victoire

Suite de la première page

Hormis ce dérapage, les réactions des principaux responsables politiques du pays permettent de prendre l'exacte mesure de ce scrutin, qui fut, au vrai sens du terme, historique : il conditionne le sort de dix autres pays et couronne les efforts d'une diplomatie française couvrant deux Républiques et assés par quatre présidents.

Miracle !

Dans un pays qui compte trois millions de chômeurs, et est dirigé par un pouvoir discrédité, c'est pourtant miracle, dit en substance M. Clément d'Amboise, que le « oui » l'ait emporté. L'ancien président a eu parfaitement raison de faire valoir que la formation qu'il dirige, l'UDF, a « sauvé » le résultat. M. Mitterrand ne s'est d'ailleurs pas fait faute de louer « la fermeté de conviction et le courage intellectuel » de ceux qui, dans l'opposition, ont eu l'effet permis que le « oui » l'emporte. Dans le partage des responsabilités, la palme revient à la famille libérale et centriste, dont l'électorat s'est prononcé à plus de 60 % en faveur de l'Union européenne, tandis que le RPR a peu suivi son chef de file (34 %).

M. Jacques Toubon, lui, a élargi la réflexion, en évoquant un « formidable défi » lancé à tous les hommes politiques. Tous doivent en effet s'interroger sur la coupure que ce scrutin a concrétisée. Coupure sociologique : les Français qui attendaient des socialistes que leur sort soit amélioré par leur gestion ont voté « non » ; ceux qui se sont enrichis ont voté « oui » ; la France des ouvriers et des employés, celle que François Mitterrand avait attiré à lui en 1981, a voté « non » ; la France des cadres, des instruits, des élites, a voté « oui ». Coupure géographique : les centres-villes d'un côté, les paysans de l'autre ; des régions de vieille implantation socialiste du côté du refus et du repli (Languedoc-Roussillon et surtout Nord-Pas-de-Calais), des régions « de droite » du côté de l'ouverture et du risque (Rhône-Alpes, et surtout Ile-de-France) ; des zones qui ont plus que d'autres payé le prix du sang en faveur de l'ancrage européen, au point de le plébisciter (l'Alsace et la Lorraine), d'au-

tres, qui ont sans doute la mémoire plus courte, franchement hostiles.

M. Pierre Bérézgovoy n'a pas été moins pertinent que M. Toubon en insistant sur la nécessité, pour le gouvernement, d'être « plus qu'hier à l'écoute du pays ». La leçon vaut d'ailleurs pour tout le monde, opposition comprise. Personne ne peut douter de la bonne foi et de la bonne volonté du premier ministre. Mais lui-même est désormais en droit de s'interroger sur la possibilité qu'il aura de passer aux actes. Car c'est l'opposition qui, malgré ses divisions, sort renforcée de ce scrutin : dominante dans le « non », elle a été déterminante pour le « oui ». Sans doute serait-il exagéré d'affirmer qu'un pouvoir qui sollicite l'électorat, et qui obtient de lui une approbation, se trouve affaibli par celle-ci. Chacun voit bien pourtant que le président comme le gouvernement ne peuvent dégarer, dans l'immédiat, aucune marge de manœuvre supplémentaire.

Quelques jours de stabilité

L'oxygène dont ils ont un urgent besoin ne pouvait venir que de la mise sur pied, ne fût-ce qu'à l'état d'ébauche, d'une majorité européenne qui, à partir de la fracture qui était apparue au sein de la droite, aurait pu prolonger un « effet Maastricht ». Las ! il ne s'est pas produit. Car l'étréitesse de M. Fabius (lequel a cru bon de proclamer la victoire du président en tant que celle-ci a une composition politique), ont conduit diverses personnalités de la droite modérée à écarter brutalement, dès dimanche soir, une telle perspective. Il ne s'est plus trouvé que Brice Lalonde pour mettre en avant, avec l'approbation de Michel Noir, l'idée d'une majorité « libérale, sociale et écologique ». Mais tous les autres avaient les yeux rivés sur les résultats des sondages effectués à la sortie des urnes et portant sur les intentions de vote au prochain scrutin législatif : ils tracèrent, pour la coalition RPR-UDF, la perspective d'une victoire écrasante.

Celle-ci conduisit naturellement à écarter toute idée de dissolution de l'Assemblée nationale, à l'initiative du pouvoir : il y perdrait

les quelques jours de stabilité politique que le « oui » lui garantit, et décrèterait lui-même l'heure de la fin de son mandat. En revanche, tout laisse penser que pour tenter d'effacer les traces de la querelle qui l'a divisée l'opposition cherchera à se ressourder, au moins aux yeux de l'opinion, à la première occasion venue. De ce point de vue, rien de tel qu'une bonne motion de censure ! En choisissant, par exemple, de déposer celle-ci à l'issue de l'examen de la partie « recettes » du projet de budget, l'appoint des députés communistes sera aisé à obtenir, et tenteront, par le biais de la censure, de parvenir à une dissolution de l'Assemblée nationale.

Une élection présidentielle anticipée ?

Dans ces conditions, le pouvoir devra peut-être se résoudre à envisager une élection présidentielle anticipée. M. Mitterrand a gagné le référendum, mais il reste cerné. Et il ne peut vraisemblablement briser cet encerclement qu'en tant, à terme, une sortie par le haut. Une telle hypothèse est sans doute peu conforme à son tempérament de guerrier patient et obstiné ; mais elle serait sans doute, pour lui et pour les siens, le meilleur cas de figure possible. Que les socialistes soient contraints maintenant d'affronter des élections législatives, ou que celles-ci viennent à leur heure, peu importe : le naufrage politique est au bout de la route. Que le calendrier soit bouleversé et que l'élection présidentielle soit avancée, et la gauche socialiste retrouve une chance sinon de se perpétuer, du moins de se rétablir. Car autant la perspective législative paraît fermée, autant l'échéance présidentielle ouvre le jeu.

Naturellement, il est possible d'objecter à ces considérations d'opportunité que le président est parfaitement à même d'affronter une nouvelle cohabitation, et d'attendre que la droite s'affaiblisse. Mais un train où vont les choses il risque fort d'être privé de l'assise parlementaire qui lui permettrait de tenir dans de bonnes conditions. En outre, lui-même et son gouvernement sont à court de projet : l'ancrage européen avait été annoncé comme étant le grand dessein du second septennat. Or le voilà accompli. D'une certaine

façon, la messe est dite. Le grand œuvre est achevé, la mission accomplie. Comment ne pas penser, dans ces conditions, à un mandat abrégé, qui permettrait à M. Mitterrand de prendre le pays à témoin du chemin parcouru, et qui conduirait l'Histoire à en prendre acte ?

JEAN-MARIE COLOMBANI

POINT DE VUE

Et maintenant ?

par Jean-Louis Bianco

Après avoir obtenu son souffle, l'Europe tout entière pousse un soupir de soulagement. La France, encore un peu ivra d'Europe et de référendum, retourne à sa vie quotidienne. Et la médiocrité politique, un instant troublée, se réinstalle comme si rien ne s'était passé.

Et pourtant ! Comment ne pas voir que ces vingt jours de septembre qui ont ébranlé l'Europe ont aussi redonné à la politique sa noblesse et à la France un projet. Ce projet s'appelle démocratie directe et Europe vivante.

Démocratie directe : je sais que l'expression fait peur en France, où l'on se souvient, avec raison, du danger de plébiscite, où l'on souligne, à juste titre, qu'il nous faut un Parlement plus fort, des syndicats plus forts, bref des structures de représentation solides entre le citoyen et l'Etat.

Mais n'oublions pas l'article 8 de la Déclaration des droits de l'homme de 1789 : « La loi est l'expression de la volonté générale. Tous les citoyens ont le droit de concourir personnellement ou par leurs représentants à sa formation. Des citoyens majeurs, informés, ont bien le droit en effet de décider directement de leur avenir. Le référendum ne s'use que si l'on ne s'en sert pas ou si l'on s'en sert mal. Il n'est pas la réponse à tout. Il n'est pas toujours opportun, mais il fait partie, indiscutablement, de la démocratie moderne.

Comment retrouver ce goût passionné du débat qui a emporté la France pendant quelques semaines où tant de citoyens se sont faits à la fois étudiants et précepteurs ? Je propose quatre idées pour une démocratie vivante :

1. Un référendum pour décider demain de l'élargissement de l'Europe, si possible dans tous les

pays de la Communauté et pas seulement en France.

2. Un grand débat national autour du plan de la nation, sur quelques sujets majeurs (aménagement du territoire, défense...), en utilisant toute la gamme des moyens de communication et d'expression : assises locales, consultations par Minitel, forums dans la presse régionale et nationale, émissions de télévision proposant des scénarios alternatifs et, au bout du processus, débat au Parlement.

« Redonner le pouvoir aux citoyens »

3. L'apprentissage, à l'initiative des municipalités ou sur pétitions d'un nombre important de citoyens, du référendum local consultatif ou délibératif. Tant que nous n'en aurons pas fait l'expérience pendant un temps assez long, nous ne saurons pas si cela peut « marcher » ou pas, si les risques de déviation ou de détournement l'emportent sur l'avantage évident de « redonner le pouvoir aux citoyens ». Quelques exemples : le choix entre plusieurs hypothèses d'accroissement d'impôts assorties de programmes d'équipement, les grandes options d'urbanisme, les grandes choix en matière de circulation et de transport.

4. La médiation. Les Français ont-ils plus qu'assez de ne pas se voir reconnaître leurs droits, de se heurter à des murs dans l'administration et les services publics. Bien sûr, il faut d'abord que le gouvernement fasse respecter la loi et que l'administration respecte les citoyens. Vaste programme !

En attendant, des médiateurs locaux, dans chaque administration et dans chaque service public, devraient intervenir vite et efficacement pour régler les innombrables

biens légers qui minent quotidiennement la confiance des Français dans leur Etat.

Europe vivante : la construction de l'Europe est aujourd'hui l'un des seuls projets capables de mobiliser la jeunesse et de donner un souffle, un sens, une perspective à l'action politique.

Cette Europe sera ce que nous le ferons, nous les peuples, plus sociale ou plus libérale, plus organisée ou plus libre-échangiste. Mais elle ne deviendra proche, tangible, que si chacun, à sa manière et selon ses moyens, peut devenir un ouvrier de l'Europe :

— L'Europe des jumelages : pas seulement les villes, mais aussi les écoles, les hôpitaux, les entreprises ;

— L'Europe des comités d'entreprise ;

— L'Europe des apprentis et des étudiants : augmentons vite et fortement, avec la participation des régions, les programmes Erasmus et Petra, pour que la possibilité soit donnée à des dizaines de milliers de jeunes d'avoir un temps de formation dans au moins un autre pays d'Europe ;

— L'Europe du sport : championnats d'Europe, équipes d'Europe ;

— L'Europe industrielle, avec de nouveaux projets mobilisateurs, comme l'ont été Ariane et Airbus : pourquoi, par exemple, ne pas fabriquer ensemble le super-TGV européen de demain ?

— L'Europe démocratique, en jumelant débats d'orientation dans les Parlements nationaux et au Parlement européen.

Toutes ces idées sont discutables et perfectibles, mais j'ai une certitude : c'est dans cette direction qu'il faut exercer le renouvellement de notre vie politique.

» Jean-Louis Bianco est ministre de l'équipement, du logement et des transports.

هكذا من الرجل

L'UNION EUROPÉENNE

Les réactions

Parmi les partisans du « oui »...

□ M. Giscard d'Estaing (UDF) : « Un changement politique nécessaire ». - M. Valéry Giscard d'Estaing, président de l'UDF : « Le rôle de notre famille politique a été important. (...) La majorité des électeurs et des électeurs de l'UDF ont voté « oui », ils ont sans doute fait une grande partie de la différence. (...) Il y a une autre échéance au mois de mars prochain : c'est le changement de la politique de la France, et ce changement est d'autant plus nécessaire que les Français disent « oui » à l'Europe parce qu'il faudra qu'ils se mettent en situation de tirer avantage de l'union de l'Europe. (...) Chez celles et ceux qui ont voté « non », il y a des choses que nous devons écouter et auxquelles il faudra apporter des réponses après mars prochain. »

□ M. Barre (divers droite) : « La voie de l'avenir ». - M. Raymond Barre, député (app. UDF) du Rhône, ancien premier ministre : « Malgré les vicissitudes et les secousses de la conjoncture, la France a choisi la voie de l'avenir. (...) Les Français et les Françaises de toutes tendances ont refusé les équivoques partisanses pour ne considérer que l'intérêt national. (...) Nous avons une double tâche : montrer que les craintes et les inquiétudes des partisans du « non » étaient vaines, (...) conserver notre cohésion pour que soit mise en œuvre et soutenue une action de réforme et de rénovation dont dépendra la place de la France dans l'Union européenne. »

□ M. Longuet (UDF-PR) : « Bélier de clarification ». - M. Gérard Longuet, député (UDF-PR) de la Meuse, président du Parti républicain : « Il est urgent que l'opposition s'affiche comme capable de prendre la relève. (...) Il y a un besoin de clarification. Il s'est dit pendant cette campagne des choses très contradictoires, et les électeurs de droite ont le droit de savoir (...) quelles sont les lignes de force et quelle est notre cohérence. (...) Nous devons balayer devant notre porte. S'il n'y a pas de cohérence, il n'y a pas de résultat. »

□ M. Madelin (UDF-PR) : « Une France malheureuse ». - M. Alain Madelin, député (UDF) d'Ille-et-Vilaine, vice-président du Parti républicain : « Dans les « non » qui sont importants ce soir, c'est une France malheureuse, une France qui souffre de la politique agricole commune (...) et de la politique sociale. Quand viendra l'heure de l'alternance, ces « non » seront de notre côté. »

□ M. Méhaignerie (CDS) : « Appel au secours ». - M. Pierre Méhaignerie, président du CDS : « La France est doublement malade : la France des ouvriers (...) et la France du monde rural. (...) Ces électeurs n'ont pas voté contre l'Europe, ils ont appelé au secours. »

□ M. Veil (div. droite) : « Historique ». - M. Simone Veil, députée européenne, ancien président du Parlement européen : « Je crois que c'est d'une importance historique. Cela permet à l'Europe et à la France de continuer. »

□ M. Juppé (RPR) : « Pas de triomphe ». - M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR : « Il ne faut pas faire de triomphe et tenir compte du fait qu'un électeur sur deux pratiquement a voté « non ». La Communauté européenne ne pourra plus fonctionner demain comme hier. A propos des divisions au sein du RPR, M. Juppé a ajouté : « Ce n'est pas une guerre de religion. (...) La meilleure manière de nous assurer que nous sommes tous décidés à continuer ensemble, c'est de le demander à nos militants. (...) Nous allons poser la question de confiance. (...) Je suis sûr que le Rassemblement pour la République refait très rapidement son unité et que l'opposition se retrouvera également unie. »

□ Le Mouvement européen : « Camp d'arrêt aux nationalismes ». - Le Mouvement européen, présidé en France par M. Jean François-Poncet, sénateur (UDF) du Lot-et-Garonne : « La France (...) peut être fière d'avoir donné aux nationalismes qui déferlent sur notre continent depuis l'effondrement de l'empire soviétique le coup d'arrêt qu'il était urgent de leur apporter pour sauvegarder la paix, la prospérité et l'indépendance du continent. (...) L'Europe doit cesser d'être contrainte par des techniciens et par des diplomates, derrière des portes closes. »

□ M. Quilès (PS) : « Rejet de la démagogie ». - M. Patrice Quilès, ministre de l'intérieur et de la sécurité publique : « Les Français viennent de montrer leur attachement à la démocratie et aux institutions de la République. Ils ont prouvé en plus qu'ils savaient rejeter la démagogie des extrémistes en refusant de suivre ceux qui agitaient les peurs et les fantasmes. La

victoire du « oui » est la preuve que le président de la République a eu raison de consulter directement les Français. Ce référendum a permis, grâce au débat public, d'enrichir la vie démocratique dans notre pays. Il a suscité une prise de conscience collective autour d'un grand projet. Son résultat a démontré que notre peuple a confiance en lui-même. »

□ M. Guigou : « Faire une Europe meilleure ». - M. Elisabeth Guigou, ministre déléguée aux affaires européennes : « Il faut comprendre le message des gens qui ont voté « non ». (...) Les inquiétudes et les craintes qui ont été exprimées ne doivent pas être négligées. Il faut faire une Europe meilleure, moins bureaucratique (...), dépasser le débat politique ordinaire pour travailler sur un grand projet. »

□ M. Rocard (PS) : « Un peu déçu ». - M. Michel Rocard, ancien premier ministre, s'est déclaré « un peu déçu ». « J'aurais espéré une victoire plus large, témoignant d'un élan plus enthousiaste, a-t-il dit. L'étroitesse de la marge de manœuvre nous donne la mesure du travail qu'il faut reprendre pour soulager les difficultés des Français qui ont dit « non ». »

□ M. Delors (PS) : « Un progrès décisif ». - M. Jacques Delors, président de la Commission des communautés européennes : « C'est un progrès décisif de la Communauté européenne. Les Français et les Françaises ont dit « oui » avec une faible marge. Qu'ils en soient remerciés pour la France, pour l'Europe, pour l'Histoire. A propos de ceux qui ont exprimé à travers un vote négatif « leur angoisse », M. Delors a déclaré : « Notre devoir est d'en tenir compte, tant au niveau national qu'au niveau européen. Nous n'y parviendrons qu'en approfondissant nos pratiques démocratiques. »

□ M. Lang (PS) : « Bleu-blanc-rouge ». - M. Jack Lang, ministre de l'éducation et de la culture : « Le rôle du président de la République a été déterminant puisque c'est lui qui a voulu que le peuple français soit consulté. Ce pari audacieux, qui n'était pas sans risque, a été ce soir gagné. (...) Les bulletins des Français sont bleu-blanc-rouge, pour une France qui va de l'avant. »

□ M. Fabius (PS) : « Un succès pour le président ». - M. Laurent Fabius, premier secrétaire du PS : « Le résultat est un succès pour notre démocratie et pour le président qui, en décidant le référendum, en a pris l'initiative. (...) L'Europe a gagné ce soir. (...) Non sans difficultés mais par étapes, la France va participer à la construction de l'Union européenne d'une façon déterminante. (...) Ce débat a exprimé aussi les inquiétudes, et il est clair qu'il faudra y répondre concrètement dans nos choix. »

□ M. Emmanuelli (PS) : « Les limites de l'économisme ». - M. Henri Emmanuelli, député (PS) des Landes, président de l'Assemblée nationale : « Force est de constater que le résultat est acquis de justesse et qu'un Français sur trois est resté indifférent à son propre destin. (...) Economisme et monétarisme ont leurs limites et la cohésion sociale doit redevenir ce qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être : le premier objectif. »

□ M. Hory (MRG) : « Des clivages politiques nouveaux ». - M. Jean-François Hory, président du Mouvement des radicaux de gauche : « Le scrutin a fait apparaître des clivages politiques nouveaux. Une partie des votes négatifs expriment des inquiétudes légitimes qu'il appartient aux responsables nationaux et aux instances communautaires d'apaiser. »

□ M. Kouchner (maj. prés.) : « Le vent du boulet ». - M. Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire : « Les partisans du « oui » ont entendu le vent du boulet. Il faut tenir compte très largement de ce qui a été dit pour agrandir et approfondir le débat. »

□ M. Lalonde (Génération Ecologie) : « Vraie majorité ». - M. Brice Lalonde, président de Génération Ecologie : « Je ne plastronne pas. Ce n'est quand même pas passé loin. (...) Je pense qu'il y a une majorité en France, qui est à la fois libérale, sociale et écologique. Elle a juste 51 % des voix. Ce n'est pas beaucoup, c'est la vraie majorité. »

□ M. Wachter (Verts) : « Ambition ». - M. Antoine Wachter, porte-parole des Verts, qui s'est prononcé en faveur du « oui » : « Le résultat ne peut que nous conforter pour mettre, dans ce cadre qu'est Maastricht, une Europe plus démocratique et une véritable ambition sociale et environnementale. »

□ M. Dailly (Le Mouvement) : « Un sérieux avertissement ». - M. Harleu Dailly, président du Mouvement : « On ne peut pas faire l'Europe avec la moitié des Français. C'est non seulement un très sérieux avertissement contre une certaine façon de faire l'Europe complètement technocratique, uniquement autour du marché, mais aussi contre une certaine façon de faire de la politique. »

□ M. Kasper (CFDT) : « Retrouver les manches ». - M. Jean Kasper, secrétaire général de la CFDT : « Le problème qui nous est posé aujourd'hui, c'est de savoir si nous sommes prêts à répondre aux inquiétudes, aux interrogations qui se sont manifestées à travers cette élection. Inquiétude démocratique et inquiétude également par rapport à l'avenir et au problème de l'emploi (...). Maintenant, il faut retrouver les manches. »

□ M. Périgot (CNPF) : « Avertissement au gouvernement ». - M. François Périgot, président du CNPF : « C'est un avertissement au gouvernement, qui a très largement sous-estimé l'inquiétude des Français dans la crise économique et sociale que nous traversons. Cette insatisfaction (...) est largement exprimée dans le vote d'aujourd'hui et il est important que le gouvernement fasse tout pour que nous sortions de cette situation et notamment aider les entreprises les plus faibles à passer ce cap difficile. »

□ M. Pasqua (RPR) : « Une grande espérance est née ». - M. Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sénat, animateur avec M. Philippe Séguin du Rassemblement pour le « non » : « Un Français sur deux nous a écoutés, a voté « non » (...), a refusé le type d'organisation de l'Europe qu'on lui propose, c'est-à-dire une Europe qui ne tiensse aucun compte des peuples. Une grande espérance est née ce soir. L'important maintenant, c'est que l'opposition se rassemble dans la clarté pour incarner l'alternance. Si certains sont décidés à continuer à aider le président de la République et les socialistes, qu'ils le disent et qu'ils les rejoignent. Il ne suffit pas de dire : « Nous allons nous rassembler avec l'UDF » pour être certains d'incarner l'alternance. Si on veut diriger un pays, il faut mettre un terme à la coupure qui existe en son sein. »

□ M. Séguin (RPR) : « Passer le combat ». - M. Philippe Séguin, député (RPR) des Vosges, maire d'Épinal, animateur du Rassemblement pour le « non » avec M. Charles Pasqua : « Le peuple français a eu conscience que rien désormais ne pourrait plus être comme avant, ni pour la construction européenne ni pour le débat démocratique en France. Malgré les pressions exercées, les appels à la peur, une absence d'équité manifeste, le traité de Maastricht sort en charge du débat et du scrutin, et d'autres peuples européens sont prêts à prendre la relève pour parachever le rejet d'un

...et ceux du « non »

mode de construction européenne que les gouvernants seraient mal inspirés de s'obstiner à promouvoir. Les Français ont fait la démonstration de leur volonté de reprendre en main leur destin et d'imposer le grand retour du politique contre toutes les dérives conservatrices et technocratiques. Je suis déterminé à poursuivre jusqu'au bout le combat engagé. »

□ M. de Villiers (UDF) : « Un oui assourdissant ». - M. Philippe de Villiers, député (UDF) de la Vendée : « Malgré la formidable pression médiatico-politique, le « oui » apparaît penaud, étié, assourdi (...), équivoque. (...) Aux partisans du « non », je dis : ne désespérez pas, gardez votre conviction intime et gardez l'espérance. Maastricht, c'est le mauvais chemin pour la France, pour l'Europe, mais l'histoire nous donnera raison. »

□ M. Marchais (PCF) : « Il ne faut pas parler ». - M. Georges Marchais, secrétaire général du Parti communiste : « Les dirigeants du pays, de la droite et du patronat poussent sans doute un « oui » de soulagement, mais ils auraient tort de paraitre. (...) Ce sont les forces vives de notre pays, les forces de progrès qui ont donné au « non » son score important. »

□ M. Chevènement (PS) : « Un « non » de gauche puissant ». - M. Jean-Pierre Chevènement, député (PS) du Territoire-de-Belfort : « Le « non » de gauche est très puissant. (...) Il est chargé d'espérance et tourné vers l'avenir (...). Il y a beau-

coup de choses à faire avec cet immense mouvement des citoyens qui s'est dessiné, malgré la mobilisation et le chantage de tous l'establishment. »

□ M. Gariné (div. droite) : « Piège mortel ». - M. Marie-France Gariné, ancienne conseillère de Georges Pompidou : « Les citoyens, malgré le harcèlement dont ils ont été l'objet, ont voulu exprimer leur profond attachement à la nation. (...) Nous avons, quant à nous, tenté de montrer de toutes nos forces que le traité de Maastricht était un piège mortel, et nous sommes persuadés que, lorsque tomberont les fausses bombes et les peurs, la réalité apparaîtra. »

□ M. Le Pen (FN) : « Médiocratie ». - M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national : « La France française a perdu une bataille (...), mais elle n'a pas perdu la guerre (...). La page n'est pas tournée et j'appelle tous les patriotes qui se sont battus pour empêcher la France de basculer dans le précipice de Maastricht à s'unir pour que demain soit imposée dans les différentes élections que nous allons connaître une victoire inéluctable. (...) La France ne peut pas mourir, et ce sont ceux qui ont eu confiance dans sa pérennité et dans son éternité qui veilleront à ouvrir les yeux des Français sur la réalité (...) et les menaces qui leur ont été imposées pour essayer de leur arracher ce médiocre « oui ». »

Aujourd'hui, UPS fait descendre sur terre la technologie du service aérien. Chez UPS, une gamme de nouveaux services colis et fret relie votre entreprise à celles de 13 pays d'Europe.



UPS lance le premier réseau routier européen aussi sophistiqué qu'un service aérien.

Une facturation adaptée à vos conditions de vente, une maîtrise de la technologie dont UPS a toujours fait preuve dans le transport aérien. Vos envois sont pris en charge par nos experts et suivis électroniquement tout au long de leurs parcours (spécialement lors des passages en douane). De l'enlèvement à la livraison, nous en sommes entièrement responsables.

Par air, à travers le monde, ou par route, à travers l'Europe, le résultat est absolument sûr. Avoir la certitude que vos envois arriveront, parce que nous nous y sommes engagés. C'est cela, la fiabilité UPS.



United Parcel Service

Aussi sûr que si vous vous en chargiez vous-même.

Pour tout renseignement, appelez le **Numero Vert 05 02 02**

LE RÉFÉRENDUM SUR L'UNION EUROPÉENNE

Les réactions au sein du RPR

M. Chirac : Ne pas « s'abandonner à des querelles secondaires »

M. Jacques Chirac, président du RPR, a déclaré dimanche soir :

« Il nous faut maintenant préparer l'avenir. L'Europe que nous allons construire doit être plus démocratique, plus proche des réalités quotidiennes, plus judicieuse quant à l'organisation de sa défense, plus solidaire avec les nouvelles démocraties de l'Est. Nous devons ensuite, c'est essentiel, préparer l'alternance si nécessaire après tant d'années de socialisme. Rien ne sera possible si la France ne s'engage pas dans une ambitieuse politique de réformes. »

« Notre pays est dans une situation très préoccupante. Le chômage, l'insécurité, la stagnation économique, la malaise des banlieues, la crise du monde rural inquiètent à juste titre les Français. »

Nous devons les convaincre qu'une autre politique est possible, et seule l'opposition peut la concevoir et la conduire. Pour cela, elle doit d'abord restaurer son unité. Nous n'avons pas le droit de nous abandonner à des querelles secondaires alors que l'enjeu est important. Je lance un appel pour que chacun retrouve sa place sérieusement dans l'opposition. Celle-ci doit proposer aux Français un nouveau projet qui s'occupe de rassembler tous ceux qui ont été si profondément déçus par le socialisme. »

« Il faut maintenant préparer et gagner les prochaines élections pour engager la France dans la voie du redressement. C'est plus que jamais, en tout cas, la tâche que je m'assigne. »

Un triple défi

par Olivier Biffaud

MINORITAIRE au sein du RPR sur le thème de l'Europe, M. Jacques Chirac fait partie du camp européen timidement majoritaire dans le pays. Opposé à MM. Philippe Séguin et Charles Pasqua, le maire de Paris est, au même titre que M. Valéry Giscard d'Estaing, celui qui a sauvé M. François Mitterrand du désaveu populaire. Toujours perçu par les Français comme le meilleur présidentiable à droite, l'ancien premier ministre subit, selon une enquête de la SOFRES, une forte dénote, au profit de son ancien ministre de l'Intérieur, ce qui peut rendre espoir à M. Giscard d'Estaing. Ce dernier pourrait trouver dans cette nouvelle dérive un intérêt à accepter, enfin, le déroulement des « primaires à la française », un système qui, faut-il le rappeler, a été inventé par M. Pasqua. Ainsi M. Chirac est-il aujourd'hui confronté à un triple défi : face au RPR, face à l'opposition et face aux Français.

Même si le Rassemblement pour la France, structure créée par MM. Séguin et Pasqua pour la campagne référendaire, est mort juridiquement dimanche 20 septembre à minuit, les deux concepteurs du produit ne s'en sont pas moins imposés une obligation de résultat : ils doivent, d'une manière ou d'une autre, gérer le potentiel politique qu'ils ont capitalisé. L'un et l'autre l'ont reconnu en parlant d'un « troisième espoir » ou d'une « grande espérance » que « nul ne pourra décevoir ». En revanche, M. Chirac se verra peut-être reprocher — un peu facilement — d'avoir, par son engagement pour le « oui », privé l'opposition d'une victoire sur M. Mitterrand.

Décidé à ne pas disputer la présidence du RPR à M. Chirac — il sera réélu puisqu'il sera tout seul, sans candidat contre lui, a déclaré M. Pasqua à propos d'une réélection formelle que demandera le président du RPR, mercredi 23 septembre, devant le conseil national du mouvement — MM. Séguin et Pasqua vont tenter, cependant, d'obtenir un redressement de la ligne du parti néogaulliste. Il n'est pas certain que les deux hommes aient la même vision de ce « redressement ». Si le président du groupe RPR du Sénat souhaite voir prise en considération un électoral populaire qu'il a, pense-t-il, reconquis sur le Front national, le député des Vosges, pour sa part, est plus sensible au « grand retour du politique comme toutes les déviances conservatrices et technocratiques ». Cela revient à se demander si, pendant trois mois, le maire d'Epinal n'a pas tiré, involontairement, les marrons du feu pour le président du conseil

général des Hauts-de-Seine. La réponse viendra rapidement, car, d'ores et déjà, M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a lancé une invitation à M. Pasqua pour « actualiser » le projet du mouvement.

Le deuxième défi qui se présente à M. Chirac concerne plus largement l'union de l'opposition. Ne voulant pas s'abandonner, dimanche soir, sur la courte victoire du « oui », M. Chirac a lancé « un appel pour que chacun retrouve sa place sérieusement dans l'opposition ». « Nous devons convaincre les Français qu'une autre politique est possible, a dit le président du RPR. (...) Nous n'avons pas le droit de nous abandonner à des querelles secondaires, alors que l'enjeu est si important. » Pour avoir été des divisions d'appareil et fait éclater le décalage qui sépare l'électorat de droite des élus-majors du RPR et de l'UDF, l'opposition ne sort pas triomphante de cette bataille.

Une position fragilisée

Pis, M. Chirac voit sa position se fragiliser, car M. Giscard d'Estaing le talonne dans les intentions de vote pour l'élection présidentielle, en raison de l'implosion de M. Pasqua dans le tableau des présidentiables. C'est la conséquence aggravée, l'ancien premier ministre apparaît sur une courbe descendante, alors que l'ancien ministre de l'Intérieur se situe sur une courbe ascendante. Pour conjurer ce phénomène, le président du RPR s'est présenté, dimanche soir, dans une intervention qui ne souffrait pas de questions en retour, comme le « patron » de l'opposition. « Il faut maintenant préparer et gagner les prochaines élections pour engager la France dans la voie du redressement », a-t-il affirmé, en ajoutant : « C'est plus que jamais la tâche que je m'assigne. »

Confronté à un parti chahuté et à un partenariat de l'opposition qui s'interroge sur les nécessités de l'union avec un RPR majoritairement « anti-Maastricht », M. Chirac tente de trouver son salut en s'adressant directement à l'électorat. C'est là son troisième et dernier défi. Pour faire pression sur son propre parti et sur l'UDF, il peut présenter un argumentaire plus qu'honorable. Il peut dire que les électeurs lui ont donné raison contre la majorité des cadres et des militants du RPR et il peut faire remarquer à l'UDF que sa ville — Paris — a apporté un soutien massif, sinon décisif, à la victoire du « oui ». Le bulldozer s'est remis en marche.

Le tandem Pasqua-Séguin soulagé

Charles Pasqua est heureux. S'il ne sourit pas devant les caméras et fait la mine des triomphes modestes, l'homme se promène dans les couloirs de la permanence du Rassemblement pour la France, rue François-1^{er}, chantonnant « Les Bretons, c'est comme les cochons, plus ça devient vieux... » mouillant ses chemises à force de répéter, de micro en micro, les conseils, voire les menaces, à ses amis du RPR et de l'opposition : « Il ne faut plus faire de politique en fonction d'ambitions personnelles, il faut retrouver la France des valeurs, des dévouements. Les Français ont tranché : ils ont montré leur volonté de voir la politique conduite autrement. »

Charles Pasqua et Philippe Séguin ont gagné. Leur union est persuadée, étonnée d'avoir suscité « un tel mouvement alors que tout le monde s'y était mis pour forcer au « oui » : le président de la République, son prédécesseur, tous les leaders des grands partis, les médias, les autorités morales et religieuses », savoure Bazile de Koch, le directeur de l'épiscopat, l'abbé astiriste Jaloux. Député de Paris, Nicole Catala s'isole près d'un radiateur et répond au téléphone à un ami de l'opposition, sèchement : « Vous avez peut-être juridiquement raison, mais vous avez politiquement tort. » De son côté, Yves Guéna est optimiste : « Ce que le peuple a fait, le peuple peut le refaire car la souveraineté nationale est inaliénable. »

Un jeu de 70-30

Les deux chefs de file du « non » se sont enfermés pendant plus d'une heure avant les déclarations officielles. « Ils se servent », chuchote l'entourage, « ils sont à deux doigts de déclarer la guerre à Chirac », assure un militant qui voudrait croire à l'euphorie d'un nouveau parti. D'instinct, il n'y en aura pas : Charles Pasqua se borne à souhaiter que « Jacques Chirac soit porteur d'une grande ambition » et à dire à ses amis qu'il « serait bien inspiré de prendre en considération cette nouvelle aspiration, de montrer que l'opposition a changé ». Et, répète-t-il encore, il y a trop de décalage entre « la France qui

profite et celle qui périclité ». Autour des écrans de télévision, l'ambiance est électrique. Le « oui » et le « non » jouent au yo-yo et plusieurs fois, les militants y croient : « On a gagné ! »

Dans les couloirs, on parle déjà des investitures pour les législatives, la rue François-1^{er}, c'est presque un RPR bis. Deux dames esquissent les caméras, venues de loin, y compris d'Helsinki : « On fait trop BCBG. » A la télévision, Jacques Delors est annoncé. « Voilà un chômeur de plus », murmure Charles Pasqua qui, un peu plus tard, tire la langue à Simone Veil par écran interposé.

« I don't speak english »

Quelques proches assurent cependant que Charles Pasqua et Philippe Séguin sont plutôt soulagés. « Soulagés d'avoir fait un aussi bon score tout en n'ayant pas gagné. Vous imaginez l'état du RPR si le « non » avait été annoncé ? L'important était de « renouer avec le gaullisme populaire ». « C'est la seule manière de gagner les législatives », ajoutent-ils. Après, on verra bien ce que deviendra Charles Pasqua, lui, a déjà disparu derrière les portes capitonnées. Il vient de manifester sa détermination à « poursuivre jusqu'au bout le combat qui a été engagé ». Et il est retourné s'enfermer sans même vouloir répondre à une journaliste britannique. « Parlez français, I don't speak english. » Pour l'anglais, ce soir, c'est aussi « non ».

Si le tandem Pasqua-Séguin savoure sa réussite parmi les ovations et les bulles de champagne, Alain Juppé, de l'autre côté de la Seine, n'a eu que quelques heures de sommeil. Le siège du RPR, rue de Lille, est pratiquement désert. « On n'a pas fait venir les militants », s'excuse un hiérarque. Alain Juppé s'éponge le front. Charles Pasqua est à l'écran. Devant les caméras le secrétaire général du RPR retrouve la souris et propose une « clarification ». Sous le choc d'un membre de son entourage qui moins enthousiaste et finit par confier : « On n'y croit plus. »

D. L. G. et C. L.

La politique à deux vitesses

Suite de la première page

L'annonce de la maladie de M. Mitterrand a-t-elle contribué au succès du « oui » ? C'est possible, dans la mesure où elle a pu inciter quelques-uns des adversaires de Maastricht à ménager le chef de l'Etat et à dissocier ainsi leur opposition au traité de leur rejet du pouvoir socialiste. Mais ce « découplage » avait commencé avant même l'hospitalisation de M. Mitterrand : si celle-ci l'a renforcé, elle ne l'a pas provoqué. Le président de la République, puisamment aidé par les deux principaux chefs de l'opposition, a su convaincre de nombreux Français qui lui sont aujourd'hui hostiles qu'en votant pour le traité de Maastricht ils ne votaient pas pour lui, mais pour une cause qui le dépassait. Il faut croire qu'il ne les a pas tous convaincus, tant s'en faut, l'échec du score s'expliquant sans doute en partie par le refus d'une fraction de l'électorat de lui accorder le bénéfice d'une victoire.

Si serait-il, le résultat du référendum est d'abord un succès pour la construction de l'Europe, qui acquiert pour la première fois une légitimité populaire. En même temps, elle est devenue en France un thème de controverse, et ne cessera pas de l'être. C'est dire que les gouvernements viendront avec plus de vigilance que par le passé à ne pas laisser se développer la « dérive technocratique » unanimement condamnée au cours de la campagne, que le Parlement, comme la Constitution révisée lui en donne désormais les moyens, sera plus attentif aux travaux des organes bruxellois et que la Commission, comme l'a promis M. Delors, tentera de corriger, autant qu'elle le pourra, les défauts qui lui sont reprochés. Bref, il faudra tenir compte des avertissements reçus de France. L'équilibre sera difficile à trouver entre les exigences des uns et des autres, mais il y a de la vitalité de la Communauté.

« Une façon de faire l'Europe »

Au-delà du débat sur l'Europe, le scrutin fait naître d'autres interrogations, qui portent sur la pratique même de la politique en France. A gauche comme à droite, on s'est dit sensible, dimanche soir, au décalage existant entre les exigences des dirigeants politiques, pour la plupart favorables au « oui », et celui de l'électorat, qui s'est divisé à parts presque égales. Conscient de cette rupture entre le peuple et ses représentants, M. Pierre Bérégovoy a assuré que les « institutions » européennes, notamment par les agriculteurs et les ouvriers avaient été entendues par le gouvernement. M. Jacques Delors a souligné qu'on ne répondrait pas à « engouffrer » des Français qu'en « approfondissant »

la démocratie « tant au niveau national qu'au niveau européen », M. Jean-Louis Bianco appelle, dans nos colonnes, à un « renouvellement » de la vie politique. C'est à la fois « une façon de faire l'Europe » et « une façon de faire la politique », comme l'a dit M. Harlem Désir, qui a été montré du doigt par les détracteurs. L'ensemble de la classe politique en a pris « pour son grade », selon l'expression de M. Jacques Toubon : il lui appartient d'en tirer la leçon en se mettant à l'écoute de la population et en répondant au « grand retour du politique » imposé, selon M. Philippe Séguin, par les Français.

Le coup de semonce s'adresse d'abord aux socialistes, qui sont, malgré la victoire du « oui », les premières cibles des critiques. Tout indique en effet que M. Mitterrand a été « lâché » par ceux qui formaient naguère « le peuple de gauche » et que M. Bérégovoy définit aujourd'hui comme « les Français les plus exposés aux dérives de l'existence ». Lucide, M. Jean Poperen constate que « des forces populaires importantes ont manqué à ce combat ». La France qui a rejeté le traité de Maastricht est avant tout celle qui souffre parce qu'elle est la principale victime du chômage, de l'exclusion, de la pauvreté, qu'elle se sent abandonnée, qu'elle se méfie de l'avenir. M. Lionel Stoleru n'avait pas tout fait tort de dire, dimanche soir, que « c'est la France socialiste qui a voté « non ». La formule est sans doute excessive, car cette France de la peur et du repli n'est déjà plus socialiste depuis longtemps. Mais il est vrai qu'elle l'était en 1981 et que, sans elle, le PS n'a aucune chance de se maintenir au pouvoir.

Sans elle, la droite est également mutilée, comme le montre la division du RPR, qui met M. Chirac en minorité dans son propre parti. L'ancien premier ministre a aussitôt lancé un appel à l'unité de l'opposition afin que se rassemblent « tous ceux qui ont été si profondément déçus par le socialisme ». Il n'entend pas laisser M. Charles Pasqua prendre la tête d'un rassemblement qui mènerait du « non » à Maastricht. De même, M. Giscard d'Estaing a appelé ses amis à « travailler à la préservation de l'alternance ». A défaut d'une composition politique qui, apparemment, n'est pas à l'ordre du jour, les chefs de file des deux coalitions ont préféré s'affronter aux prochaines élections législatives vont donc s'employer à rallier un électoral populaire qui s'est rangé dimanche sous l'étendard du « non ». Si la censure révisée par le référendum, expression d'une « France à deux vitesses » porteuse de tous les dangers, devait se confirmer dans les prochains scrutins, une telle évolution serait une grave menace pour la cohésion nationale.

THOMAS FERENCZI

A la télévision

Noël pour les battus

Dès 20 heures, la SOFRES et BYA en tombaient d'accord, tout était joué. TF1 pouvait bien entretenir le doute en égrenant dans la soirée les « totalisations partielles » du ministère de l'Intérieur qui ne basculèrent définitivement dans le « oui » que deux heures plus tard, le ton assés de tous les détracteurs tuait ce faux suspense.

Que restait-il, alors, pour meubler de longues heures de direct ? Le retour aux affrontements balisés et aux invectives familières, chassées par le grand déballeage inédit de la campagne.

« S'adresser aux gens »

Laurent Fabius déclencha les hostilités en assurant que le référendum constituait un succès pour le président de la République. Fureur immédiate de Simone Veil sur France 2, et de toute l'opposition. Ses lieutenants et le coupable lui-même n'eurent ensuite pas trop de la soirée pour rectifier le ton : ce n'était pas le déroulement du référendum lui-même qui constituait un succès présidentiel. La nuance n'avait échappé à personne.

Paul Amar sur France 2, Robert Namias et Gérard Carreyrou sur TF1, tentèrent ensuite, pour entretenir l'intérêt, de traquer les recompositions politiques. Après tout, Bruno Gollnisch (FN) avait bien fait état de « convergences » avec Guy Hermier (PC) pour que « le peuple français ne se désai-

sisse pas » de la question européenne ! Mais, pour le reste, nul n'avait apparemment envie de recomposer quoi que ce soit, et surtout pas Charles Pasqua et Philippe Séguin, même si, à l'instar des grands chefs de parti, ils se gardèrent bien de se risquer sur les plateaux de télévision où l'on peut toujours prendre des mauvais coups, et intervenir de leur quartier général. Fallait-il voir, dans cette mise en scène, la revendication de traiter désormais à égalité avec Jacques Chirac ? Ils se gardèrent bien de le formuler.

Les « oui », d'ailleurs, ne triomphaient pas davantage, qui avaient senti passer le « vent du boulet » (Bernard Kouchner). Le « peuple du non », devant son poste, engrangea les démonstrations de sollicitude et les serments solennels : « Il faut changer de langage, trouver une manière différente de s'adresser aux gens » (François Bayrou) ; « Ça doit être notre préoccupation première » (Jean Poperen) ; « Il faut tenir compte des Français qui ont voté non » (Laurent Fabius et Jacques Chirac, presque dans les mêmes termes) ; « Tous va être entrepris pour construire une Europe plus démocratique et plus sociale. Le gouvernement sera, plus encore qu'hier, à l'écoute du pays » (Pierre Bérégovoy). Et chacun de jurer qu'on en finirait avec la technocratie, l'éloignement, etc. C'était Noël pour les battus.

Pour le reste, ce fut — sur France 2 surtout — une joyeuse et confuse profusion de reportages, d'interpellations, et d'interrup-

tions. A l'égard de Jean-Marie Le Pen ou de Philippe de Villiers, Paul Amar s'autorisa quelques piques qu'il aurait pu s'exprimer. Mais, à l'instar de la Chambre des députés, les affaires étrangères du Bundestag, en direct de Bonn, assure que « la monnaie française est bien en ordre ».

Les Français ordinaires, précisément, étaient à l'honneur sur France 2. D'authentiques Français ordinaires, véritablement inconnus, issus d'une « société civile » qui, pour une fois, ne se réduisait pas à Harlem Désir et Bernard-Henri Lévy, même si eux aussi étaient présents. Un duel entre Francis Lalanne et Bernard-Henri Lévy tourna au désavantage du second, dominé au décibel, une fois n'est pas coutume.

Gislèle Halimi offrit à la campagne une petite prolongation en assurant que Maastricht allait réduire la durée du congé de maternité, immédiatement contredit par Bernard Kouchner et Elisabeth Guigou.

Germaine et Tarzan

Côté « société civile », donc, on entrevit une commercante contente qu'on ait sauvé les fromages au lait cru. Deux chômeurs — un « oui » plutôt prolo — s'affrontèrent. L'agriculteur qui avait interpellé François Mitterrand à la Sorbonne fut traité de « pleureur-chard » par un de ses collègues, partisan du « oui ». On entrevit le chauffeur routier Tarzan — pas

une émission sans Tarzan, désormais — et Germaine, la marchande de poisson de Pézenas, propulsée au firmament quelques jours plus tôt par « Envoyé spécial ». Elle avait voté « non », mais apprécié toutes les interventions, et elle souhaita « bon rétablissement » au président.

On fut transporté dans une ferme normande, dans un débit de boissons d'un village frontalier avec la Belgique, sur le pont de l'Europe, à Strasbourg, où un étudiant laissa éclater sa joie. Mais il étudiait le droit communautaire, c'était donc bien le moins. Les deux chaînes nous firent aussi visiter des salles de chômage, après un mouvement d'euphorie, étaient « tétaillées », expliqua-t-on, par l'étrénesse du score.

Donner la parole à des Français ordinaires, c'est très bien, mais cela requiert patience et bienveillance. Au lieu de quoi, bouillottes interrompues, ils peinent à s'imposer face aux professionnels. En outre, cette ouverture ne venait-elle pas un peu tard ? Par les visages de la poissonnière, des paysans ou des chômeurs, la télé, au fait, semblait signifier leur congé aux quelque trente-deux millions d'intrus, vedettes de quelques semaines pour avoir donné des sucs froids aux sondagistes, aux journalistes et aux hommes politiques. Jusqu'à la prochaine, ou les priait gentiment de retourner vaguer dans l'ombre.

DANIEL SCHNEIDERMAN

ADMISSIONS 3^e CYCLE POUR DIPLOMÉS BAC + 4

MARKET'SUP GESTION MARKETING A ORIENTATION EUROPÉENNE

SUP PUB PUBLICITÉ ET COMMUNICATION D'ENTREPRISE

SESSIONS : 25 SEPT. & 3 OCT. 1992

42.02.26.86

SUP de PUB CAMPUS : Programme de Communication et Marketing 2^e et 3^e cycles. Enseignement d'Enseignement Technique Privé - 3, rue Hassard, 75018 Paris

LES RÉSULTATS DU RÉFÉRENDUM

Clamart
L. 30 207; V. 21 215; A. 29,76 %
B. et N. 363; E. 20 850
OUI 11 980 (57,45 % - 39,65 %)
NON 8 870 (42,54 % - 29,35 %)

Clichy
L. 24 477; V. 15 441; A. 36,91 %
B. et N. 338; E. 15 103
OUI 7 877 (52,15 % - 32,18 %)
NON 7 226 (47,84 % - 29,52 %)

Colombes
L. 44 272; V. 30 162; A. 31,87 %
B. et N. 716; E. 29 446
OUI 14 894 (50,58 % - 33,64 %)
NON 14 552 (49,41 % - 32,86 %)

Courbevoie
L. 32 237; V. 23 685; A. 26,32 %
B. et N. 439; E. 23 226
OUI 13 441 (57,87 % - 41,69 %)
NON 9 746 (42,12 % - 30,35 %)

Fontenay-aux-Roses
L. 14 889; V. 10 447; A. 29,83 %
B. et N. 225; E. 10 222
OUI 6 274 (61,37 % - 42,13 %)
NON 3 948 (38,62 % - 26,51 %)

Garches
L. 11 101; V. 8 246; A. 25,71 %
B. et N. 140; E. 8 106
OUI 4 876 (60,15 % - 43,92 %)
NON 3 230 (39,84 % - 29,09 %)

La Garenne-Colombes
L. 13 135; V. 9 183; A. 30,07 %
B. et N. 208; E. 9 977
OUI 5 019 (53,98 % - 38,21 %)
NON 3 958 (46,01 % - 30,13 %)

Gennevilliers
L. 18 841; V. 12 091; A. 35,82 %
B. et N. 302; E. 11 789
NON 7 328 (62,15 % - 38,89 %)
OUI 4 461 (37,84 % - 25,67 %)

Issy-les-Moulineaux
L. 28 311; V. 19 121; A. 32,21 %
B. et N. 439; E. 18 753
OUI 11 158 (58,48 % - 39,40 %)
NON 7 998 (41,51 % - 26,83 %)

Levallois-Perret
L. 25 314; V. 18 415; A. 27,25 %
B. et N. 414; E. 18 001
OUI 9 836 (54,64 % - 38,85 %)
NON 8 165 (45,35 % - 32,25 %)

Malakoff
L. 19 298; V. 12 302; A. 36,25 %
B. et N. 309; E. 11 993
OUI 6 403 (53,38 % - 33,17 %)
NON 5 999 (46,61 % - 29,96 %)

Ménilmontant
L. 28 772; V. 20 863; A. 27,48 %
B. et N. 377; E. 20 486
OUI 11 158 (58,48 % - 39,40 %)
NON 7 998 (41,51 % - 26,83 %)

Montreuil
L. 21 892; V. 14 812; A. 32,34 %
B. et N. 322; E. 14 490
OUI 8 218 (56,71 % - 37,53 %)
NON 6 272 (43,28 % - 28,64 %)

Neuilly-sur-Seine
L. 34 436; V. 25 885; A. 24,83 %
B. et N. 364; E. 25 521
OUI 16 048 (62,88 % - 46,68 %)
NON 9 473 (37,11 % - 27,50 %)

Le Plessis-Robinson
L. 12 927; V. 9 083; A. 29,73 %
B. et N. 227; E. 8 856
OUI 4 450 (50,24 % - 34,42 %)
NON 4 486 (49,75 % - 34,08 %)

Puteaux
L. 22 332; V. 15 858; A. 28,98 %
B. et N. 389; E. 15 469
OUI 8 283 (53,54 % - 37,09 %)
NON 7 186 (46,45 % - 32,17 %)

Rueil-Malmaison
L. 39 458; V. 29 579; A. 25,03 %
B. et N. 634; E. 28 945
OUI 16 362 (56,52 % - 41,46 %)
NON 12 883 (43,47 % - 31,38 %)

Saint-Cloud
L. 18 876; V. 13 246; A. 29,82 %
B. et N. 239; E. 13 007
OUI 8 412 (64,67 % - 44,56 %)
NON 4 595 (35,32 % - 24,34 %)

Sevres
L. 12 863; V. 9 706; A. 24,54 %
B. et N. 173; E. 9 533
OUI 6 398 (67,11 % - 49,73 %)
NON 3 135 (32,88 % - 24,37 %)

Suresnes
L. 13 512; V. 10 049; A. 25,62 %
B. et N. 173; E. 9 533
OUI 6 398 (67,11 % - 49,73 %)
NON 3 135 (32,88 % - 24,37 %)

Suresnes
L. 20 808; V. 14 549; A. 30,07 %
B. et N. 363; E. 14 186
OUI 7 957 (56,09 % - 38,24 %)
NON 6 229 (43,90 % - 29,93 %)

Vanves
L. 14 515; V. 10 734; A. 26,04 %
B. et N. 235; E. 10 499
OUI 6 524 (62,13 % - 44,94 %)
NON 3 975 (37,86 % - 27,38 %)

Ville-d'Avray
L. 7 132; V. 5 522; A. 22,57 %
B. et N. 33; E. 5 429
OUI 3 782 (69,66 % - 53,02 %)
NON 1 647 (30,33 % - 23,09 %)

Villeneuve-la-Garenne
L. 11 285; V. 7 023; A. 33,26 %
B. et N. 183; E. 6 973
OUI 3 864 (55,41 % - 34,24 %)
NON 3 109 (44,58 % - 27,54 %)

Protagoniste du non, M. Charles Pasqua, président du conseil général, a subi un sévère revers dans son département des Hauts-de-Seine, où le « oui » l'emporte très largement. Son échec est particulièrement sensible à Neuilly, dont il est le conseiller général, puisque les électeurs de cette ville ont préféré le choix de leur maire, M. Nicolas Sarkozy, député RPR, qui a été un des principaux lieutenants de M. Chirac dans cette campagne référendaire. Particulièrement toutes les villes du département ont donné la préférence au « oui », seules celles qui dirigent le PC ont été, en général, fidèles à la consigne des communistes et de M. Pasqua. Le « oui » l'emporte largement dans les villes où les maires socialistes ont appelé à voter « oui », comme Levallois-Perret, Suresnes, Rueil-Malmaison, Asnières, Châtillon. L'approbation du traité de Maastricht est encore plus nette dans les communes (Antony, Boulogne-Billancourt, Neuilly) où les élus s'étaient prononcés en sa faveur.

SEINE-ET-MARNE
L. 638 923; V. 452 915; A. 29,11 %
B. et N. 11 639; E. 441 258
OUI 225 872 (51,18 % - 35,35 %)
NON 215 384 (48,81 % - 33,71 %)

1888 - L. 809 181; V. 498 612; A. 18,47 %
B. et N. 1 008; E. 498 008
OUI 161 061 (55,00 % - 35,00 %)
NON 126 951 (45,00 % - 30,00 %)

1888 - L. 809 181; V. 498 612; A. 18,47 %
B. et N. 1 008; E. 498 008
OUI 161 061 (55,00 % - 35,00 %)
NON 126 951 (45,00 % - 30,00 %)

1888 - L. 809 181; V. 498 612; A. 18,47 %
B. et N. 1 008; E. 498 008
OUI 161 061 (55,00 % - 35,00 %)
NON 126 951 (45,00 % - 30,00 %)

1888 - L. 809 181; V. 498 612; A. 18,47 %
B. et N. 1 008; E. 498 008
OUI 161 061 (55,00 % - 35,00 %)
NON 126 951 (45,00 % - 30,00 %)

1888 - L. 809 181; V. 498 612; A. 18,47 %
B. et N. 1 008; E. 498 008
OUI 161 061 (55,00 % - 35,00 %)
NON 126 951 (45,00 % - 30,00 %)

1888 - L. 809 181; V. 498 612; A. 18,47 %
B. et N. 1 008; E. 498 008
OUI 161 061 (55,00 % - 35,00 %)
NON 126 951 (45,00 % - 30,00 %)

1888 - L. 809 181; V. 498 612; A. 18,47 %
B. et N. 1 008; E. 498 008
OUI 161 061 (55,00 % - 35,00 %)
NON 126 951 (45,00 % - 30,00 %)

1888 - L. 809 181; V. 498 612; A. 18,47 %
B. et N. 1 008; E. 498 008
OUI 161 061 (55,00 % - 35,00 %)
NON 126 951 (45,00 % - 30,00 %)

1888 - L. 809 181; V. 498 612; A. 18,47 %
B. et N. 1 008; E. 498 008
OUI 161 061 (55,00 % - 35,00 %)
NON 126 951 (45,00 % - 30,00 %)

1888 - L. 809 181; V. 498 612; A. 18,47 %
B. et N. 1 008; E. 498 008
OUI 161 061 (55,00 % - 35,00 %)
NON 126 951 (45,00 % - 30,00 %)

1888 - L. 809 181; V. 498 612; A. 18,47 %
B. et N. 1 008; E. 498 008
OUI 161 061 (55,00 % - 35,00 %)
NON 126 951 (45,00 % - 30,00 %)

1888 - L. 809 181; V. 498 612; A. 18,47 %
B. et N. 1 008; E. 498 008
OUI 161 061 (55,00 % - 35,00 %)
NON 126 951 (45,00 % - 30,00 %)

1888 - L. 809 181; V. 498 612; A. 18,47 %
B. et N. 1 008; E. 498 008
OUI 161 061 (55,00 % - 35,00 %)
NON 126 951 (45,00 % - 30,00 %)

1888 - L. 809 181; V. 498 612; A. 18,47 %
B. et N. 1 008; E. 498 008
OUI 161 061 (55,00 % - 35,00 %)
NON 126 951 (45,00 % - 30,00 %)

1888 - L. 809 181; V. 498 612; A. 18,47 %
B. et N. 1 008; E. 498 008
OUI 161 061 (55,00 % - 35,00 %)
NON 126 951 (45,00 % - 30,00 %)

1888 - L. 809 181; V. 498 612; A. 18,47 %
B. et N. 1 008; E. 498 008
OUI 161 061 (55,00 % - 35,00 %)
NON 126 951 (45,00 % - 30,00 %)

1888 - L. 809 181; V. 498 612; A. 18,47 %
B. et N. 1 008; E. 498 008
OUI 161 061 (55,00 % - 35,00 %)
NON 126 951 (45,00 % - 30,00 %)

1888 - L. 809 181; V. 498 612; A. 18,47 %
B. et N. 1 008; E. 498 008
OUI 161 061 (55,00 % - 35,00 %)
NON 126 951 (45,00 % - 30,00 %)

1888 - L. 809 181; V. 498 612; A. 18,47 %
B. et N. 1 008; E. 498 008
OUI 161 061 (55,00 % - 35,00 %)
NON 126 951 (45,00 % - 30,00 %)

1888 - L. 809 181; V. 498 612; A. 18,47 %
B. et N. 1 008; E. 498 008
OUI 161 061 (55,00 % - 35,00 %)
NON 126 951 (45,00 % - 30,00 %)

1888 - L. 809 181; V. 498 612; A. 18,47 %
B. et N. 1 008; E. 498 008
OUI 161 061 (55,00 % - 35,00 %)
NON 126 951 (45,00 % - 30,00 %)

1888 - L. 809 181; V. 498 612; A. 18,47 %
B. et N. 1 008; E. 498 008
OUI 161 061 (55,00 % - 35,00 %)
NON 126 951 (45,00 % - 30,00 %)

1888 - L. 809 181; V. 498 612; A. 18,47 %
B. et N. 1 008; E. 498 008
OUI 161 061 (55,00 % - 35,00 %)
NON 126 951 (45,00 % - 30,00 %)

1888 - L. 809 181; V. 498 612; A. 18,47 %
B. et N. 1 008; E. 498 008
OUI 161 061 (55,00 % - 35,00 %)
NON 126 951 (45,00 % - 30,00 %)

1888 - L. 809 181; V. 498 612; A. 18,47 %
B. et N. 1 008; E. 498 008
OUI 161 061 (55,00 % - 35,00 %)
NON 126 951 (45,00 % - 30,00 %)

1888 - L. 809 181; V. 498 612; A. 18,47 %
B. et N. 1 008; E. 498 008
OUI 161 061 (55,00 % - 35,00 %)
NON 126 951 (45,00 % - 30,00 %)

1888 - L. 809 181; V. 498 612; A. 18,47 %
B. et N. 1 008; E. 498 008
OUI 161 061 (55,00 % - 35,00 %)
NON 126 951 (45,00 % - 30,00 %)

1888 - L. 809 181; V. 498 612; A. 18,47 %
B. et N. 1 008; E. 498 008
OUI 161 061 (55,00 % - 35,00 %)
NON 126 951 (45,00 % - 30,00 %)

1888 - L. 809 181; V. 498 612; A. 18,47 %
B. et N. 1 008; E. 498 008
OUI 161 061 (55,00 % - 35,00 %)
NON 126 951 (45,00 % - 30,00 %)

1888 - L. 809 181; V. 498 612; A. 18,47 %
B. et N. 1 008; E. 498 008
OUI 161 061 (55,00 % - 35,00 %)
NON 126 951 (45,00 % - 30,00 %)

1888 - L. 809 181; V. 498 612; A. 18,47 %
B. et N. 1 008; E. 498 008
OUI 161 061 (55,00 % - 35,00 %)
NON 126 951 (45,00 % - 30,00 %)

1888 - L. 809 181; V. 498 612; A. 18,47 %
B. et N. 1 008; E. 498 008
OUI 161 061 (55,00 % - 35,00 %)
NON 126 951 (45,00 % - 30,00 %)

Champ-sur-Marne
L. 10 523; V. 7 023; A. 33,26 %
B. et N. 164; E. 6 839
OUI 3 609 (52,61 % - 34,29 %)
NON 3 290 (47,38 % - 30,88 %)

Chelles
L. 26 096; V. 17 933; A. 31,28 %
B. et N. 430; E. 17 303
OUI 8 847 (58,37 % - 33,78 %)
NON 8 686 (49,62 % - 33,28 %)

Combs-la-Ville
L. 10 902; V. 7 995; A. 26,66 %
B. et N. 214; E. 7 781
OUI 4 323 (55,55 % - 39,65 %)
NON 3 458 (44,44 % - 31,71 %)

Condommiers
L. 7 586; V. 4 819; A. 36,47 %
B. et N. 140; E. 4 679
OUI 2 408 (51,29 % - 31,63 %)
NON 2 279 (48,70 % - 30,04 %)

Dammari-les-Lys
L. 11 277; V. 7 338; A. 34,92 %
B. et N. 161; E. 7 177
OUI 3 731 (51,98 % - 33,08 %)
NON 3 446 (48,01 % - 30,55 %)

Fontainebleau
L. 10 194; V. 6 784; A. 33,45 %
B. et N. 152; E. 6 632
OUI 3 622 (54,61 % - 35,53 %)
NON 3 010 (45,38 % - 29,52 %)

Logny
L. 4 451; V. 2 972; A. 33,22 %
B. et N. 72; E. 2 908
OUI 1 816 (62,62 % - 40,79 %)
NON 1 084 (37,37 % - 24,35 %)

Meaux
L. 21 348; V. 13 973; A. 34,54 %
B. et N. 427; E. 13 546
OUI 6 857 (50,62 % - 32,12 %)
NON 6 089 (49,37 % - 31,33 %)

Le Mée-sur-Seine
L. 10 930; V. 7 101; A. 35,03 %
B. et N. 203; E. 6 898
OUI 3 256 (51,55 % - 32,53 %)
NON 3 342 (48,44 % - 30,57 %)

Milly-Mory
L. 7 785; V. 5 787; A. 30,63 %
B. et N. 182; E. 5 603
OUI 3 079 (53,78 % - 40,66 %)
NON 2 626 (39,75 % - 26,83 %)

Moissy-Cramayel
L. 5 869; V. 4 005; A. 31,76 %
B. et N. 133; E. 3 673
OUI 2 396 (51,54 % - 34,00 %)
NON 1 876 (48,45 % - 31,96 %)

Montargis
L. 8 326; V. 5 694; A. 31,61 %
B. et N. 169; E. 5 525
OUI 3 268 (59,14 % - 39,25 %)
NON 2 257 (40,85 % - 27,10 %)

Nemours
L. 6 128; V. 4 112; A. 32,89 %
B. et N. 122; E. 3 990
OUI 2 287 (55,31 % - 36,81 %)
NON 1 783 (44,68 % - 29,09 %)

Nogent
L. 6 933; V. 4 672; A. 32,80 %
B. et N. 108; E. 4 564
OUI 2 573 (54,57 % - 37,09 %)
NON 1 991 (45,42 % - 28,63 %)

Ombr-la-Ferrière
L. 9 623; V. 6 851; A. 28,80 %
B. et N. 146; E. 6 705
OUI 3 666 (54,67 % - 38,09 %)
NON 3 039 (45,32 % - 31,58 %)

Pontault-Combault
L. 14 014; V. 9 811; A. 29,99 %
B. et N. 244; E. 9 567
OUI 5 161 (53,94 % - 36,82 %)
NON 4 406 (46,05 % - 31,43 %)

Provins
L. 6 185; V. 3 948; A. 36,16 %
B. et N. 116; E. 3 832
OUI 1 986 (51,82 % - 32,10 %)
NON 1 846 (48,17 % - 29,84 %)

Roissy-en-Brie
L. 10 332; V. 6 654; A. 35,59 %
B. et N. 179; E. 6 475
OUI 3 408 (52,50 % - 32,90 %)
NON 2 753 (47,49 % - 29,76 %)

Saint-Fargeau-Ponthierry
L. 6 773; V. 4 601; A. 32,06 %
B. et N. 99; E. 4 502
OUI 2 368 (52,49 % - 34,06 %)
NON 2 134 (47,49 % - 31,50 %)

Savigny-le-Temple
L. 8 996; V. 6 378; A. 29,10 %
B. et N. 198; E. 6 180
OUI 3 226 (52,28 % - 35,86 %)
NON 2 954 (47,71 % - 32,53 %)

Torcy
L. 8 839; V. 5 532; A. 37,41 %
B. et N. 124; E. 5 408
OUI 3 120 (57,69 % - 35,29 %)
NON 2 288 (42,30 % - 25,88 %)

Vaires-sur-Marne
L. 7 746; V. 5 294; A. 31,65 %
B. et N. 116; E. 5 178
OUI 2 817 (54,48 % - 36,36 %)
NON 2 361 (45,51 % - 30,48 %)

SUR L'UNION EUROPÉENNE

La Monde ■ Mardi 22 septembre 1992 11

VAL-DE-MARNE

L. 669 718; V. 465 684; A. 30,46 %
B. et N. 11 090; E. 454 594.
OUI 232 660 (51,17 % - 34,73 %)
NON 221 934 (48,82 % - 33,13 %)
1988 - L. 700 106; V. 560 287; A. 18,97 %
B. et N. 11 090; E. 454 594.
OUI 232 660 (51,17 % - 34,73 %)
NON 221 934 (48,82 % - 33,13 %)

Créteil
L. 43 240; V. 28 414; A. 34,28 %
B. et N. 748; E. 27 666.
OUI 16 315 (58,97 % - 37,73 %)
NON 11 351 (41,02 % - 26,25 %)

Alfortville
L. 19 301; V. 13 081; A. 32,22 %
B. et N. 996; E. 12 683.
OUI 6 483 (51,10 % - 33,58 %)
NON 6 202 (48,89 % - 32,13 %)

Arcueil
L. 11 603; V. 7 675; A. 33,85 %
B. et N. 204; E. 7 471.
OUI 3 933 (52,64 % - 33,89 %)
NON 3 456 (47,35 % - 30,49 %)

Boissy-Saint-Léger
L. 7 518; V. 5 230; A. 30,43 %
B. et N. 153; E. 5 077.
OUI 2 621 (51,62 % - 34,86 %)
NON 2 456 (48,37 % - 32,66 %)

Bonneuil-sur-Marne
L. 7 473; V. 5 034; A. 32,63 %
B. et N. 151; E. 4 883.
OUI 2 877 (59,32 % - 38,76 %)
NON 1 986 (40,67 % - 26,57 %)

Bry-sur-Marne
L. 9 092; V. 6 333; A. 28,15 %
B. et N. 130; E. 6 402.
OUI 3 618 (56,51 % - 39,79 %)
NON 2 784 (43,48 % - 30,62 %)

Cachan
L. 13 015; V. 9 376; A. 27,96 %
B. et N. 251; E. 9 123.
OUI 5 375 (58,90 % - 41,29 %)
NON 3 758 (41,09 % - 28,81 %)

Champigny-sur-Marne
L. 39 549; V. 26 593; A. 32,73 %
B. et N. 577; E. 1 016.
OUI 14 578 (55,23 % - 36,33 %)
NON 11 646 (44,76 % - 29,44 %)

Charenton-le-Pont
L. 14 302; V. 9 705; A. 32,13 %
B. et N. 290; E. 9 480.
OUI 5 356 (56,28 % - 37,30 %)
NON 4 144 (43,71 % - 28,77 %)

Chennevières-sur-Marne
L. 9 174; V. 6 367; A. 30,59 %
B. et N. 147; E. 6 208.
OUI 3 281 (52,85 % - 35,76 %)
NON 2 927 (47,14 % - 31,90 %)

Chelles
L. 9 217; V. 6 477; A. 29,72 %
B. et N. 163; E. 6 312.
OUI 3 111 (51,18 % - 35,65 %)
NON 2 801 (48,81 % - 33,43 %)

Chorley-le-Roi
L. 18 430; V. 12 077; A. 34,47 %
B. et N. 301; E. 11 776.
OUI 6 188 (52,37 % - 33,46 %)
NON 5 688 (47,62 % - 30,42 %)

Fontenay-sous-Bois
L. 31 062; V. 20 392; A. 34,35 %
B. et N. 490; E. 19 902.
OUI 9 970 (59,09 % - 32,09 %)
NON 6 980 (40,90 % - 31,97 %)

Premier vote électronique à Santeny

La petite commune de Santeny (Val-de-Marne) a été le cadre de la première expérience de vote électronique en France. Ses 1 886 électeurs étaient invités à voter deux fois : une première fois de façon officielle et traditionnelle et, pour ceux qui le désiraient, une deuxième fois avec une carte à puce.

Semblable à celle utilisée pour le téléphone, cette carte utilisait un système appelé CIVIS qui allie une machine à voter et un Minitel, ce qui permet de suivre en direct les chiffres de participation. Ce deuxième vote n'avait bien sûr qu'un intérêt expérimental. Quelques secondes après la clôture du scrutin le résultat pouvait s'afficher : 986 « oui » et 535 « non ». Explication officielle : les électeurs « effrayés » par la carte à puce, qui ont refusé de participer à cette simulation, étaient des partisans du « non ».

F. G.

Fresnes

L. 13 086; V. 9 039; A. 30,92 %
B. et N. 190; E. 8 849.
OUI 5 009 (56,60 % - 38,27 %)
NON 3 840 (43,39 % - 29,34 %)

Gentilly

L. 6 655; V. 5 916; A. 31,64 %
B. et N. 140; E. 5 776.
OUI 3 156 (54,63 % - 36,46 %)
NON 2 639 (45,36 % - 30,27 %)

L'Hay-les-Roses

L. 17 204; V. 12 367; A. 28,11 %
B. et N. 286; E. 12 081.
OUI 7 251 (60,01 % - 42,14 %)
NON 4 830 (39,98 % - 28,07 %)

Ivry-sur-Seine

L. 25 147; V. 17 963; A. 28,36 %
B. et N. 335; E. 17 628.
OUI 12 743 (72,28 % - 50,67 %)
NON 4 885 (27,71 % - 19,42 %)

Joinville-le-Pont

L. 10 201; V. 7 330; A. 28,11 %
B. et N. 180; E. 7 150.
OUI 3 864 (54,04 % - 37,87 %)
NON 2 286 (45,95 % - 32,21 %)

Le Kremlin-Bicêtre

L. 9 797; V. 6 908; A. 29,48 %
B. et N. 189; E. 6 719.
OUI 3 526 (57,47 % - 35,99 %)
NON 3 193 (42,52 % - 32,59 %)

Liménil-Brevaux

L. 8 102; V. 5 981; A. 26,17 %
B. et N. 135; E. 5 846.
OUI 3 080 (52,68 % - 38,01 %)
NON 2 786 (47,31 % - 34,13 %)

Maisons-Alfort

L. 32 149; V. 22 256; A. 30,77 %
B. et N. 580; E. 21 676.
OUI 11 389 (52,40 % - 35,33 %)
NON 10 317 (47,59 % - 32,09 %)

Nogent-sur-Marne

L. 16 287; V. 11 676; A. 28,31 %
B. et N. 226; E. 11 450.
OUI 6 615 (57,77 % - 40,61 %)
NON 4 835 (42,22 % - 29,68 %)

Orly

L. 10 641; V. 7 019; A. 34,03 %
B. et N. 174; E. 6 832.
OUI 3 817 (55,84 % - 38,85 %)
NON 3 017 (44,15 % - 28,35 %)

Ormesson-sur-Marne

L. 5 992; V. 4 443; A. 25,83 %
B. et N. 108; E. 4 333.
OUI 2 185 (50,40 % - 36,46 %)
NON 2 130 (49,59 % - 35,88 %)

Le Perreux-sur-Marne

L. 18 136; V. 11 605; A. 30,49 %
B. et N. 226; E. 12 312.
OUI 6 986 (56,83 % - 38,98 %)
NON 5 314 (43,16 % - 31,88 %)

Le Plessis-Trévise

L. 8 242; V. 6 010; A. 27,08 %
B. et N. 142; E. 5 868.
OUI 3 185 (52,91 % - 37,87 %)
NON 2 763 (47,08 % - 32,52 %)

Saint-Mandé

L. 11 993; V. 8 718; A. 27,30 %
B. et N. 190; E. 8 328.
OUI 5 078 (59,54 % - 42,34 %)
NON 3 480 (40,45 % - 28,76 %)

Saint-Maur-des-Fossés

L. 45 873; V. 31 151; A. 27,73 %
B. et N. 574; E. 32 477.
OUI 18 268 (56,24 % - 39,82 %)
NON 14 289 (43,75 % - 30,97 %)

Suresnes

L. 5 723; V. 3 993; A. 30,22 %
B. et N. 106; E. 3 887.
OUI 2 319 (59,66 % - 40,52 %)
NON 1 568 (40,33 % - 27,39 %)

Suresnes-Brie

L. 15 301; V. 11 643; A. 24,88 %
B. et N. 232; E. 11 391.
OUI 6 563 (57,61 % - 42,33 %)
NON 4 828 (42,38 % - 31,14 %)

Thiais

L. 14 018; V. 10 124; A. 27,77 %
B. et N. 249; E. 9 875.
OUI 5 844 (57,07 % - 35,98 %)
NON 4 831 (42,92 % - 34,46 %)

Valenton

L. 5 316; V. 3 407; A. 33,91 %
B. et N. 30; E. 3 357.
OUI 2 444 (72,80 % - 45,97 %)
NON 913 (27,19 % - 17,17 %)

Villetaneuse

L. 24 277; V. 16 819; A. 30,72 %
B. et N. 328; E. 14 491.
OUI 9 732 (59,01 % - 40,08 %)
NON 6 759 (40,98 % - 27,84 %)

Villeneuve-le-Roi

L. 10 318; V. 7 212; A. 30,10 %
B. et N. 213; E. 6 999.
OUI 4 001 (57,16 % - 38,77 %)
NON 2 998 (42,83 % - 28,05 %)

Villeneuve-Saint-Georges

L. 13 413; V. 9 178; A. 31,57 %
B. et N. 278; E. 9 900.
OUI 4 941 (55,51 % - 36,83 %)
NON 3 959 (44,48 % - 29,51 %)

Villiers-sur-Marne

L. 13 080; V. 9 046; A. 30,84 %
B. et N. 224; E. 8 822.
OUI 4 601 (52,15 % - 35,17 %)
NON 4 221 (47,84 % - 32,27 %)

Vincennes

L. 26 925; V. 18 914; A. 29,73 %
B. et N. 406; E. 18 508.
OUI 11 868 (59,75 % - 41,07 %)
NON 7 448 (40,24 % - 27,66 %)

Vitry-sur-Seine

L. 40 251; V. 26 682; A. 33,71 %
B. et N. 694; E. 25 988.
OUI 14 069 (54,13 % - 34,95 %)
NON 11 919 (45,86 % - 29,61 %)

Le « oui » a emporté d'une courte tête, malgré l'importance de l'élection communale dans le Val-de-Marne (un des deux départements dirigés par le PC) et l'engagement de certains dirigeants locaux de l'opposition en faveur du « non ». En fait, les villes tenues par la droite ont en majorité approuvé le traité, même lorsque leurs maires avaient pris fait et cause pour le « non », comme MM. Alain Grotteux (UDF-PR) à Charenton, Roland Nungesser (RPR) à Nogent, Robert-André Vivien (RPR) à Saint-Mandé et Jean-Louis Beaumont (div. d.) à Saint-Maur. Le « oui » l'emporte également dans toutes les villes socialistes, à l'exception notable de Villeneuve-Saint-Georges, dont le maire est M. Roger Schwarzenberg (MRG). Pas de surprise, en revanche, dans les villes communistes, où le « non » l'emporte largement, à deux exceptions près : Chevilly-Larue et Fontenay-sous-Bois; mais à Ivry et à Valenton le « non », dépasse la barre des 72 %.

VAL-D'OISE

L. 578 082; V. 406 508; A. 29,33 %
B. et N. 994; E. 398 814.
OUI 232 660 (51,17 % - 34,73 %)
NON 221 934 (48,82 % - 33,13 %)

1988 - L. 572 242; V. 483 008; A. 19,08 %
B. et N. 151; E. 455 678. - Mitterrand, 151 269; Chirac, 82 039 (18,00 %); Barré, 88 223 (14,53 %); Lajoinie, 35 978 (7,88 %); Waechster, 17 356 (3,80 %); Jaurès, 189 123; Laignier, 8 224 (1,80 %); Bousset, 2 002 (0,48 %).
1972 - L. 384 693; V. 235 247; A. 38,83 %
B. et N. 126 676; E. 126 288 (80,24 %); NON, 83 320 (88,78 %).

Pontoise
L. 14 015; V. 10 010; A. 28,57 %
B. et N. 262; E. 9 748.
OUI 5 361 (54,59 % - 38,25 %)
NON 4 387 (45,40 % - 31,30 %)

Argenteuil
L. 48 287; V. 31 004; A. 35,79 %
B. et N. 775; E. 30 229.
OUI 16 640 (55,04 % - 34,46 %)
NON 13 589 (44,95 % - 28,14 %)

Argenteuil-lez-Gonesse
L. 7 764; V. 5 248; A. 31,11 %
B. et N. 139; E. 5 209.
OUI 2 726 (52,73 % - 35,11 %)
NON 2 463 (47,26 % - 31,88 %)

Banque
L. 13 237; V. 9 538; A. 35,49 %
B. et N. 183; E. 9 335.
OUI 4 875 (58,34 % - 36,82 %)
NON 3 460 (41,65 % - 28,38 %)

Cergy
L. 18 838; V. 12 837; A. 31,92 %
B. et N. 293; E. 12 542.
OUI 7 572 (68,37 % - 40,15 %)
NON 4 970 (39,62 % - 26,35 %)

Cormeilles-en-Parisis
L. 10 451; V. 7 805; A. 25,31 %
B. et N. 188; E. 7 637.
OUI 4 221 (55,27 % - 40,38 %)
NON 3 416 (44,72 % - 32,68 %)

Deuil-la-Barre
L. 12 321; V. 8 414; A. 31,71 %
B. et N. 215; E. 8 189.
OUI 4 417 (53,61 % - 35,84 %)
NON 3 782 (46,38 % - 30,69 %)

Domont
L. 8 328; V. 6 379; A. 23,11 %
B. et N. 162; E. 6 217.
OUI 3 333 (56,36 % - 40,89 %)
NON 2 598 (43,63 % - 31,65 %)

Emmery
L. 16 550; V. 11 456; A. 30,77 %
B. et N. 277; E. 11 179.
OUI 5 998 (53,58 % - 36,19 %)
NON 5 189 (46,41 % - 31,35 %)

Franconville
L. 20 260; V. 13 808; A. 31,84 %
B. et N. 324; E. 13 484.
OUI 7 149 (53,01 % - 35,28 %)
NON 6 335 (46,98 % - 31,26 %)

Garges-lès-Gonesse
L. 13 969; V. 8 683; A. 37,84 %
B. et N. 197; E. 8 486.
OUI 4 647 (54,76 % - 33,26 %)
NON 3 559 (45,23 % - 27,48 %)

L. 11 268; V. 7 488; A. 33,54 %
B. et N. 187; E. 7 301.
OUI 3 775 (51,70 % - 33,50 %)
NON 3 526 (48,29 % - 31,29 %)

Goussainville

L. 11 729; V. 8 301; A. 29,22 %
B. et N. 218; E. 8 083.
OUI 5 014 (62,83 % - 42,74 %)
NON 3 069 (37,96 % - 26,16 %)

Herblay

L. 12 954; V. 9 721; A. 24,95 %
B. et N. 246; E. 9 475.
OUI 5 245 (55,35 % - 40,48 %)
NON 4 230 (44,64 % - 32,65 %)

Jouy-le-Moutier

L. 6 955; V. 5 259; A. 24,38 %
B. et N. 130; E. 5 129.
OUI 2 956 (52,52 % - 42,50 %)
NON 2 173 (47,47 % - 31,24 %)

Montigny-Les-Cormeilles

L. 8 549; V. 5 920; A. 30,75 %
B. et N. 134; E. 5 786.
OUI 3 831 (52,38 % - 35,45 %)
NON 2 755 (47,61 % - 32,22 %)

Montmagny

L. 5 273; V. 3 923; A. 21,11 %
B. et N. 99; E. 3 824.
OUI 1 956 (51,15 % - 37,09 %)
NON 1 868 (48,84 % - 35,42 %)

Montmorency

L. 13 061; V. 9 132; A. 30,08 %
B. et N. 203; E. 8 929.
OUI 4 787 (55,22 % - 37,38 %)
NON 3 816 (44,77 % - 30,51 %)

Osny

L. 7 140; V. 5 370; A. 24,78 %
B. et N. 123; E. 5 247.
OUI 2 835 (54,63 % - 39,70 %)
NON 2 412 (45,36 % - 33,78 %)

Paros

L. 4 886; V. 3 102; A. 35,28 %
B. et N. 70; E. 3 092.
OUI 2 000 (64,68 % - 40,93 %)
NON 1 092 (35,31 % - 22,34 %)

Saint-Brice-sous-Forêt

L. 5 949; V. 4 298; A. 27,75 %
B. et N. 75; E. 4 223.
OUI 2 426 (57,44 % - 40,77 %)
NON 1 797 (42,55 % - 30,20 %)

Saint-Gratien

L. 12 589; V. 8 697; A. 30,91 %
B. et N. 174; E. 8 323.
OUI 4 787 (55,22 % - 37,38 %)
NON 3 816 (44,77 % - 30,51 %)

Saint-Leu-la-Foret

L. 9 194; V. 6 594; A. 24,36 %
B. et N. 157; E. 6 597.
OUI 3 169 (51,44 % - 33,35 %)
NON 2 991 (48,55 % - 31,48 %)

Sannois

L. 13 373; V. 9 423; A. 29,53 %
B. et N. 281; E. 9 142.
OUI 4 733 (51,99 % - 35,54 %)
NON 4 889 (48,00 % - 32,81 %)

Sarcelles

L. 25 864; V. 15 982; A. 38,20 %
B. et N. 418; E. 15 364.
OUI 8 006 (54,38 % - 32,84 %)
NON 7 069 (45,61 % - 27,33 %)

Soy-sous-Montmorency

L. 9 837; V. 6 769; A. 31,18 %
B. et N. 118; E. 6 651.
OUI 3 738 (56,50 % - 38,20 %)
NON 2 893 (43,49 % - 29,40 %)

Taverny

L. 15 262; V. 10 493; A. 31,24 %
B. et N. 287; E. 10 205.
OUI

هكذا من لا يملك

L'UNION EUROPÉENNE

LES RÉSULTATS DU RÉFÉRENDUM

AJN	
L. 293 095 ; V. 205 087 ; A. 30,02 % B. et N. 6 924 ; E. 1 163	
OUI : 108 761 (54,88 % - 37,10 %) NON : 89 402 (45,11 % - 30,50 %)	
1982 : L. 284 889 ; V. 230 889 ; A. 18,98 % E. 223 688 ; Mitterrand, 111 195 (51,40 %) ; Chirac, 48 082 (21,21 %) ; Chirac, 43 843 (19,12 %) ; Le Pen, 36 464 (16,08 %) ; Lajoinie, 10 036 (4,42 %) ; Wacziarg, 1 118 (4,04 %) ; Juguin, 4 120 (1,81 %) ; Laguerre, 3 416 (1,50 %) ; Bousset, 836 (0,36 %)	
1972 : L. 207 202 ; V. 155 684 ; A. 47,75 % E. 95 684 ; OUI, 70 890 (74,20 %) ; NON, 24 674 (25,79 %)	
Bourg-en-Bresse	
L. 21 244 ; V. 14 463 ; A. 31,91 % B. et N. 506 ; E. 13 974	
OUI : 8 619 (61,75 % - 40,57 %) NON : 5 338 (38,24 % - 25,12 %)	
Ambérieu-en-Bugey	
L. 6 515 ; V. 4 311 ; A. 33,82 % B. et N. 135 ; E. 4 176	
OUI : 2 238 (53,59 % - 34,35 %) NON : 1 938 (46,40 % - 29,74 %)	
Bellegarde-sur-Valserine	
L. 5 870 ; V. 3 638 ; A. 37,68 % B. et N. 93 ; E. 3 545	
OUI : 2 007 (50,25 % - 34,19 %) NON : 1 558 (40,74 % - 26,54 %)	
Oyonnax	
L. 10 547 ; V. 6 956 ; A. 34,04 % B. et N. 185 ; E. 6 771	
OUI : 3 403 (50,25 % - 32,26 %) NON : 3 368 (49,74 % - 31,93 %)	
Sauf rares exceptions, les villes principales du département et le pays de Gex - qui héberge de nombreux fonctionnaires internationaux - ont voté majoritairement pour le « oui », alors que les régions rurales ont nettement choisi le « non ». L'UDF avait été pendant la campagne, la formation la plus suivie : à Belley, ville dont le maire est M. Charles Millon, président du conseil régional Rhône-Alpes et président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, le « oui » a réuni 61,11 %. Le scrutin confirme, d'ailleurs, le caractère légitime des électeurs du département : à peu près partout, ils ont suivi, en faveur du « oui » comme du « non », les prises de position de leurs élus. Seule exception à la règle, Fout-d'Ain, où, malgré son engagement pour le « oui », M. Jacques Boyon, député national du RPR et proche de M. Jacques Chirac, a été contredit par ses administrés.	

AISNE	
L. 366 171 ; V. 267 320 ; A. 26,99 % B. et N. 8 156 ; E. 259 164	
NON : 146 946 (56,70 % - 40,13 %) OUI : 112 218 (43,29 % - 30,64 %)	
1982 : L. 366 487 ; V. 306 268 ; A. 18,41 % E. 299 987 ; Mitterrand, 118 841 (39,54 %) ; Chirac, 51 498 (17,18 %) ; Le Pen, 40 220 (13,40 %) ; Barre, 39 869 (13,32 %) ; Lajoinie, 26 918 (8,57 %) ; Wacziarg, 9 802 (3,28 %) ; Laguerre, 7 388 (2,48 %) ; Juguin, 4 181 (1,39 %) ; Bousset, 1 400 (0,46 %)	
1972 : L. 288 200 ; V. 201 805 ; A. 32,39 % E. 179 469 ; OUI, 108 773 (69,49 %) ; NON, 72 686 (40,50 %)	
Laon	
L. 16 046 ; V. 10 890 ; A. 32,14 % B. et N. 335 ; E. 10 555	
OUI : 5 724 (54,33 % - 35,67 %) NON : 4 811 (45,66 % - 29,98 %)	
Château-Thierry	
L. 9 052 ; V. 6 026 ; A. 33,42 % B. et N. 196 ; E. 5 830	
NON : 3 001 (51,47 % - 33,15 %) OUI : 2 829 (48,52 % - 31,25 %)	
Chassy	
L. 8 118 ; V. 5 611 ; A. 30,88 % B. et N. 192 ; E. 5 419	
NON : 3 055 (56,37 % - 37,63 %) OUI : 2 364 (43,62 % - 29,17 %)	
Hirson	
L. 7 303 ; V. 4 818 ; A. 34,02 % B. et N. 188 ; E. 4 630	
NON : 2 555 (55,18 % - 34,98 %) OUI : 2 075 (44,81 % - 28,41 %)	
Saint-Quentin	
L. 36 771 ; V. 26 031 ; A. 29,20 % B. et N. 770 ; E. 25 261	
NON : 14 145 (55,99 % - 38,46 %) OUI : 11 116 (44,00 % - 30,23 %)	
Soissons	
L. 17 108 ; V. 10 642 ; A. 37,79 % B. et N. 292 ; E. 10 350	
OUI : 5 027 (51,42 % - 31,11 %) NON : 5 627 (56,71 % - 29,38 %)	
Terguier	
L. 10 626 ; V. 7 277 ; A. 31,51 % B. et N. 146 ; E. 7 071	
NON : 4 053 (57,31 % - 38,14 %) OUI : 3 018 (42,68 % - 29,86 %)	
Avec un taux de participation particulièrement élevé (73 %), les électeurs ont majoritairement dit « non » à Maastricht. La tendance est plus mar-	

ALLIER	
L. 261 899 ; V. 184 226 ; A. 29,65 % B. et N. 8 106 ; E. 176 120	
NON : 98 193 (58,75 % - 37,49 %) OUI : 77 927 (44,24 % - 27,19 %)	
1982 : L. 268 800 ; V. 191 171 ; A. 17,28 % E. 214 919 ; Mitterrand, 118 841 (39,54 %) ; Chirac, 41 821 (19,45 %) ; Lajoinie, 38 843 (18,11 %) ; Barre, 32 230 (14,99 %) ; Le Pen, 21 801 (10,14 %) ; Wacziarg, 6 443 (2,98 %) ; Juguin, 4 583 (2,13 %) ; Laguerre, 1 471 (0,67 %) ; Bousset, 864 (0,40 %)	
1972 : L. 240 819 ; V. 145 615 ; A. 38,92 % E. 127 773 ; OUI, 73 778 (67,73 %) ; NON, 54 000 (42,26 %)	
Dans l'Allier, le rejet de Maastricht est net. Seules 21 communes sur 320	

Le centre de l'Europe vote contre Maastricht

MOULINS

correspondant

Promu centre géographique de l'Europe depuis l'unification de l'Allemagne, Saint-Clément, petit village de l'Allier, dans le montagnon bourbonnaise, a voté le « non » à Maastricht.

Les habitants n'ont pas encore été part de leur position privilégiée, bien qu'ils aient vu défilé les chaînes de télévision étrangères depuis deux ans. Les professionnels de l'information ne s'y arrêtent guère, les touristes moins encore, préférant séjourner à Vichy, distant de 60 kilomètres. La récente notoriété de Saint-Clément, enfin, ne gomme pas les difficultés du monde rural.

300 électeurs

Inscrits, le « non » a emporté par 100 voix contre 98. Le 21 juin, quand Saint-Clément a inauguré le pavillon symbolisant le toit de l'Europe, les officiels avaient dû essayer le « oui » des agriculteurs opposés à la réforme de la politique agricole commune. Depuis plusieurs mois, leurs syndicats retardaient la tenue de cette manifestation. Ils ont fini par décourager quelques-uns des plus personnalités européennes, qui n'étaient pas venues. Le slogan « oui à une Europe forte dans un monde rural vivant » a été encore, dimanche, à Saint-Clément.

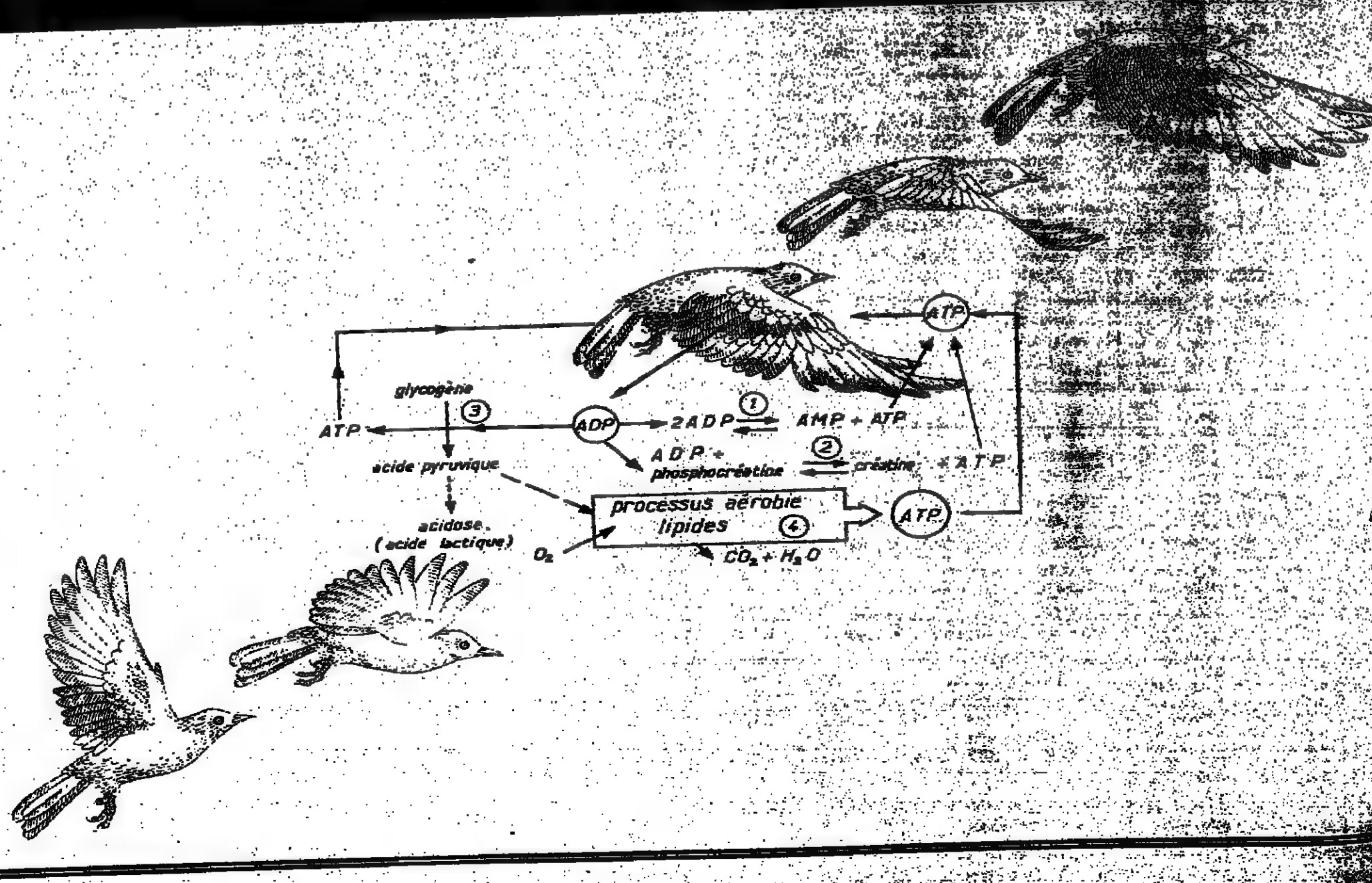
J.-Y. V.

Moulins	
L. 14 441 ; V. 9 269 ; A. 35,68 % B. et N. 316 ; E. 8 953	
NON : 4 589 (51,25 % - 31,84 %) OUI : 4 364 (48,74 % - 30,28 %)	
Cusset	
L. 9 940 ; V. 6 737 ; A. 32,22 % B. et N. 317 ; E. 6 420	
NON : 3 350 (52,18 % - 33,70 %) OUI : 3 078 (47,81 % - 30,88 %)	
Montluçon	
L. 30 257 ; V. 19 942 ; A. 34,09 % B. et N. 342 ; E. 19 100	
NON : 9 770 (51,15 % - 32,29 %) OUI : 9 338 (48,84 % - 30,83 %)	
Vichy	
L. 18 566 ; V. 12 196 ; A. 34,31 % B. et N. 399 ; E. 11 797	
OUI : 6 874 (51,48 % - 32,71 %) NON : 5 723 (48,51 % - 30,32 %)	
Yzeure	
L. 9 494 ; V. 6 605 ; A. 30,38 % B. et N. 293 ; E. 6 316	
OUI : 3 279 (51,91 % - 34,53 %) NON : 3 637 (48,08 % - 31,98 %)	
En revanche, le « non » l'emporte - de 6 voix - alors que le maire, M. Louis Raffalli (RPR), avait appelé à voter « oui », tout comme deux conseillers municipaux, par ailleurs conseillers généraux, MM. Gérard Bellin (UDF-Rad.) et Robert Houdé (MRG).	

ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	
L. 99 439 ; V. 72 537 ; A. 27,06 % B. et N. 2 863 ; E. 69 674	
NON : 35 957 (51,49 % - 36,15 %) OUI : 33 717 (48,50 % - 33,90 %)	
1982 : L. 87 417 ; V. 80 289 ; A. 18,46 % E. 78 088 ; Mitterrand, 18 971 (28,08 %) ; Chirac, 13 487 (20,61 %) ; Barre, 12 930 (19,81 %) ; Le Pen, 8 941 (13,69 %) ; Lajoinie, 4 215 (6,43 %) ; Wacziarg, 3 476 (5,32 %) ; Juguin, 1 866 (2,85 %) ; Laguerre, 1 158 (1,77 %) ; Bousset, 266 (0,39 %)	
1972 : L. 80 881 ; V. 35 670 ; A. 41,41 % E. 30 871 ; OUI, 20 108 (67,25 %) ; NON, 10 762 (32,74 %)	
Gap	
L. 22 515 ; V. 15 133 ; A. 32,78 % B. et N. 588 ; E. 14 545	
OUI : 8 846 (60,81 % - 39,28 %) NON : 5 699 (39,18 % - 25,31 %)	
Briançon	
L. 7 036 ; V. 4 483 ; A. 36,28 % B. et N. 156 ; E. 4 327	
OUI : 2 419 (55,90 % - 34,38 %) NON : 1 908 (44,09 % - 27,11 %)	
Les Hautes-Alpes offrent au « oui » son meilleur score de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur avec 53,88 %. Les trois parlementaires du département, dont le président du conseil général, le maire de Gap, qui est aussi député européen, et les maires des principales villes, étaient favorables à un vote positif. Ces élus n'ont pas pour autant mené campagne tambour battant. Les opposants au traité ne sont pas réellement partis en guerre non plus. Les résultats donnent donc satisfaction aux principaux élus - socialistes, UDF et RPR - et aux dirigeants socio-professionnels qui prônaient conjointement le « oui ». Au regard de la carte politique du département, ces résultats ne causent pas de surprise. Le succès du « non » dans le monde rural n'a pas suffi à faire contrepoids au « oui » des élus.	

Digne-les-Bains	
L. 10 672 ; V. 7 283 ; A. 31,75 % B. et N. 231 ; E. 7 052	
OUI : 3 632 (51,50 % - 34,03 %) NON : 3 420 (48,49 % - 32,04 %)	
Manosque	
L. 12 719 ; V. 9 139 ; A. 28,14 % B. et N. 287 ; E. 8 852	
NON : 4 429 (50,03 % - 34,82 %) OUI : 4 423 (49,96 % - 34,77 %)	
Les électeurs, dont le taux de participation est élevé (72,93 %), ont apporté à 51,60 % leurs suffrages au « non », comme le leur avait recommandé le président du conseil général, M. Pierre Rinaldi (RPR). Celui-ci a néanmoins été déçu dans la ville dont il est maire, Digne, qui s'est prononcée à 51,50 % pour le « oui ». A Manosque,	

FRANCE TELECOM EQUIPEMENTS. RI EST JAMAIS



LES RÉSULTATS DU RÉFÉRENDUM

AUDE

L. 220 291; V. 160 947; A. 26,93 %
B. et N. 5330; E. 155 617.

NON. 83 259 (53,50 % - 37,79 %)
OUI. 72 358 (46,49 % - 32,84 %)

1988. - L. 216 722; V. 163 673; A. 15,24 %; E. 111 113; Chirac, 51 778 (17,64); La Pen, 24 686 (13,71); Barre, 18 589 (10,33); Lajoinie, 18 533 (10,30); Waechter, 8 676 (3,15); Juquin, 4 644 (2,58); Lagulier, 3 294 (1,83); Bousset, 565 (0,31).

1972. - L. 176 464; V. 92 519; A. 47,57 %; E. 76 817; OUI. 69 288 (36,28 %); NON. 31 274 (40,71 %).

Carcassonne

L. 28 335; V. 19 556; A. 30,98 %
B. et N. 660; E. 18 896.

NON. 11 660 (52,05 % - 31,11 %)
OUI. 10 474 (47,94 % - 31,97 %)

Castellanaudary

L. 7 557; V. 5 323; A. 29,56 %
B. et N. 1 657; E. 1 558.

NON. 2 633 (51,04 % - 34,84 %)
OUI. 2 525 (48,95 % - 33,41 %)

Narbonne

L. 30 208; V. 20 422; A. 32,39 %
B. et N. 629; E. 19 793.

NON. 11 249 (56,83 % - 37,23 %)
OUI. 8 544 (43,16 % - 28,28 %)

Département viticole dont l'agriculture a toujours été méfiante vis-à-vis de la CEE, l'Aude a, dans sa majorité, exprimé un vote de protestation. Mais alors qu'il se divise traditionnellement entre un milieu rural proche du PS et l'électorat des villes plus conservateur ce département a fait preuve, cette fois, d'une grande unité contre le traité de Maastricht.

Aveyron

L. 212 083; V. 156 762; A. 26,08 %
B. et N. 9 433; E. 147 329.

NON. 82 573 (56,04 % - 38,93 %)
OUI. 64 796 (43,95 % - 30,93 %)

1988. - L. 212 406; V. 178 487; A. 15,49 %; E. 178 306; Mitterrand, 58 860 (33,57); Chirac, 31 778 (17,64); La Pen, 24 686 (13,71); Barre, 18 589 (10,33); Lajoinie, 18 533 (10,30); Waechter, 8 676 (3,15); Juquin, 4 644 (2,58); Lagulier, 3 294 (1,83); Bousset, 565 (0,31).

1972. - L. 188 802; V. 124 735; A. 33,82 %; E. 104 251; OUI. 78 728 (75,51 %); NON. 26 828 (24,48 %).

Rodez

L. 14 678; V. 10 323; A. 29,67 %
B. et N. 469; E. 8 854.

NON. 6 367 (64,61 % - 43,37 %)
OUI. 3 487 (35,38 % - 23,75 %)

Millau

L. 15 933; V. 11 181; A. 29,82 %
B. et N. 548; E. 10 633.

NON. 6 012 (56,54 % - 37,79 %)
OUI. 4 621 (43,45 % - 29,90 %)

Villefranche-de-Rouergue

L. 5 580; V. 3 891; A. 31,34 %
B. et N. 332; E. 1 558.

NON. 3 531 (63,51 % - 41,15 %)
OUI. 2 028 (36,48 % - 23,63 %)

La victoire du «non» en Aveyron a surpris presque tout le monde, et d'abord les partisans du traité de Maastricht. Ceux-ci craignaient un vote négatif des agriculteurs mécontents de la politique agricole commune et

d'autant plus l'influence du RPR (dont les animateurs locaux, dans leur quasi-totalité, «non» à l'«oui») que les parlementaires de l'UDF n'étaient pas unanimes.

En fait, le «non» des agriculteurs a été plus partagé que prévu grâce à l'appel de certains responsables agricoles, en particulier la prise de position du président de la chambre d'agriculture, M. André Chazotte, et de certains politiciens, notamment M. Marc Censi, UDF-PR, président du conseil régional, maire de Rodez, et M. Jean Fusch, sénateur UDF-PR, président du conseil général.

Les zones urbaines ont voté «oui». Le «non» l'emporte surtout dans certaines communes de l'ouest et du nord et de l'est du département où les milieux économiques sont en perte de vitesse et les communautés locales désemparées.

BOUCHES-DU-RHÔNE

L. 1 072 325; V. 735 673; A. 31,39 %
B. et N. 17 466; E. 718 207.

NON. 397 374 (55,32 % - 37,05 %)
OUI. 330 833 (44,67 % - 29,91 %)

1988. - L. 1 085 250; V. 793 931; A. 20,02 %; E. 864 539; Mitterrand, 230 369 (28,98); Chirac, 225 146 (28,38); La Pen, 126 111 (14,77); Barre, 118 745 (13,89); Lajoinie, 96 622 (11,18); Waechter, 25 118 (2,93); Juquin, 19 974 (2,29); Lagulier, 11 046 (1,29); Bousset, 1 199 (0,28).

1972. - L. 788 589; V. 583 897; A. 30,13 %; E. 348 315; OUI. 208 341 (86,23 %); NON. 141 874 (40,78 %).

Marseille

L. 447 933; V. 287 240; A. 35,87 %
B. et N. 5 613; E. 281 627.

NON. 154 787 (54,96 % - 34,25 %)
OUI. 126 840 (45,03 % - 28,31 %)

Aix-en-Provence

L. 70 239; V. 50 516; A. 28,06 %
B. et N. 1 268; E. 49 248.

NON. 27 306 (55,44 % - 38,88 %)
OUI. 21 942 (44,55 % - 31,24 %)

Aubagne

L. 13 044; V. 9 190; A. 29,54 %
B. et N. 1 955; E. 8 995.

NON. 5 020 (55,80 % - 38,48 %)
OUI. 3 975 (44,19 % - 30,47 %)

Aries

L. 32 023; V. 22 380; A. 30,76 %
B. et N. 599; E. 21 821.

NON. 12 879 (59,02 % - 39,84 %)
OUI. 8 501 (40,97 % - 27,66 %)

Arles

L. 25 111; V. 17 802; A. 30,62 %
B. et N. 470; E. 17 332.

NON. 10 275 (59,28 % - 40,03 %)
OUI. 7 057 (40,71 % - 27,49 %)

Berre-l'Étang

L. 6 880; V. 4 791; A. 30,36 %
B. et N. 128; E. 4 663.

NON. 2 983 (63,97 % - 43,35 %)
OUI. 1 680 (36,02 % - 24,41 %)

Bouc-Bel-Air

L. 7 553; V. 5 769; A. 23,61 %
B. et N. 170; E. 5 599.

NON. 2 900 (51,79 % - 38,39 %)
OUI. 2 699 (48,20 % - 35,73 %)

Châteauneuf-les-Martigues

L. 7 681; V. 5 724; A. 25,47 %
B. et N. 194; E. 5 530.

NON. 3 028 (54,61 % - 39,31 %)
OUI. 2 510 (45,38 % - 32,67 %)

Châteauneuf

L. 7 474; V. 5 502; A. 25,38 %
B. et N. 171; E. 5 323.

NON. 3 449 (64,76 % - 46,14 %)
OUI. 1 876 (35,23 % - 25,10 %)

La Ciotat

L. 22 781; V. 19 607; A. 31,49 %
B. et N. 414; E. 15 111.

NON. 8 721 (44,33 % - 32,33 %)
OUI. 6 472 (32,66 % - 22,66 %)

Fos-sur-Mer
L. 7 667; V. 5 493; A. 28,35 %
B. et N. 175; E. 5 318.

NON. 2 950 (55,47 % - 38,47 %)
OUI. 2 368 (44,52 % - 30,88 %)

Gardanne
L. 11 534; V. 7 842; A. 32,00 %
B. et N. 201; E. 7 641.

NON. 4 742 (62,05 % - 41,11 %)
OUI. 2 899 (37,94 % - 25,13 %)

Istres
L. 21 984; V. 13 098; A. 31,32 %
B. et N. 463; E. 14 633.

NON. 7 548 (51,57 % - 34,33 %)
OUI. 7 087 (48,42 % - 32,23 %)

Martigues
L. 19 919; V. 13 256; A. 33,45 %
B. et N. 323; E. 12 933.

NON. 7 588 (58,67 % - 38,09 %)
OUI. 5 345 (41,32 % - 26,83 %)

Martigues
L. 26 576; V. 19 135; A. 27,99 %
B. et N. 463; E. 18 570.

NON. 10 611 (57,14 % - 39,92 %)
OUI. 7 969 (42,85 % - 29,94 %)

Miramas
L. 13 249; V. 9 350; A. 29,42 %
B. et N. 293; E. 9 057.

NON. 5 645 (62,32 % - 37,68 %)
OUI. 3 412 (37,67 % - 22,31 %)

Les Pennes-Mirabeau
L. 13 725; V. 9 234; A. 32,72 %
B. et N. 204; E. 9 030.

NON. 5 111 (59,85 % - 35,85 %)
OUI. 3 617 (40,14 % - 24,14 %)

Port-de-Bouc
L. 10 332; V. 7 064; A. 31,76 %
B. et N. 128; E. 6 936.

NON. 4 992 (71,97 % - 48,22 %)
OUI. 1 944 (28,02 % - 18,77 %)

Rognes
L. 6 889; V. 4 757; A. 30,94 %
B. et N. 131; E. 4 626.

NON. 2 582 (55,16 % - 37,04 %)
OUI. 2 074 (44,83 % - 30,10 %)

Saint-Martin-du-Crau
L. 7 082; V. 5 426; A. 23,38 %
B. et N. 120; E. 5 306.

NON. 2 723 (51,25 % - 38,47 %)
OUI. 2 581 (48,74 % - 34,44 %)

Salon-de-Provence
L. 22 154; V. 15 439; A. 30,22 %
B. et N. 486; E. 14 973.

NON. 7 906 (56,95 % - 35,68 %)
OUI. 7 067 (43,04 % - 29,31 %)

Septèmes-les-Vallons
L. 6 246; V. 4 896; A. 27,42 %
B. et N. 127; E. 4 769.

NON. 1 351 (66,87 % - 46,70 %)
OUI. 1 618 (33,12 % - 23,98 %)

Tarascon
L. 8 088; V. 5 699; A. 29,53 %
B. et N. 176; E. 5 523.

NON. 3 485 (63,09 % - 43,08 %)
OUI. 2 038 (36,90 % - 25,19 %)

Vitrolles
L. 17 864; V. 13 322; A. 29,84 %
B. et N. 171; E. 12 154.

NON. 6 774 (55,46 % - 37,91 %)
OUI. 5 440 (44,53 % - 30,45 %)

Le chômage qui affecte les Bouches-du-Rhône (plus de 14 %) a probablement joué un rôle important dans le large succès du «non» (55 %). Dans les communes agricoles du nord du département, le «non» a été souvent les scores nettement plus élevés que la représentativité de ce parti : 71,97 % à Port-de-Bouc, 66,07 % à Septèmes-les-Vallons ou 62,05 % à Gardanne. Une partie importante de l'électorat de l'UDF semble s'être dissociée de la position de M. Jean-Claude Gaudin (Rép. et Ind.) et président (UDF-PR) du conseil régional. Sur vingt-quatre communes de plus de dix mille habitants, deux seulement, Aix-en-Provence (55,44 %) et Bouc-Bel-Air (51,79 %), ont voté «oui».

A Marseille, malgré l'engagement personnel en faveur du traité de Maastricht de M. Robert Vigoroux, sénateur (app. PS) et maire, et de M. Bernard Tapie, le «non» a atteint 34,96 %.

CALVADOS

L. 420 614; V. 301 981; A. 28,20 %
B. et N. 8 611; E. 293 370.

NON. 146 974 (50,89 % - 34,94 %)
OUI. 146 396 (49,10 % - 34,90 %)

1988. - L. 414 386; V. 339 319; A. 18,11 %; E. 333 018; Mitterrand, 124 590 (37,41); Chirac, 89 644 (26,44); La Pen, 60 119 (18,20); Barre, 50 119 (15,05); Lajoinie, 15 176 (4,58); Waechter, 13 839 (4,09); Juquin, 7 733 (2,22); Lagulier, 5 811 (1,74); Bousset, 1 382 (0,41).

1972. - L. 304 340; V. 188 727; A. 37,98 %; E. 168 732; OUI. 121 768 (72,16 %); NON. 46 963 (27,83 %).

Caen

L. 65 494; V. 42 332; A. 35,05 %
B. et N. 1 068; E. 41 464.

NON. 25 346 (61,12 % - 38,69 %)
OUI. 16 118 (38,87 % - 24,60 %)

Bayeux
L. 9 718; V. 6 417; A. 33,96 %
B. et N. 183; E. 6 232.

NON. 3 329 (53,41 % - 34,25 %)
OUI. 2 903 (46,58 % - 29,87 %)

Hérouville-Saint-Chair
L. 12 216; V. 8 176; A. 33,07 %
B. et N. 215; E. 7 963.

NON. 4 587 (57,68 % - 37,54 %)
OUI. 3 376 (42,31 % - 27,63 %)

Lisieux
L. 14 747; V. 10 387; A. 29,56 %
B. et N. 451; E. 9 936.

NON. 5 113 (51,35 % - 34,60 %)
OUI. 4 833 (48,64 % - 32,77 %)

Vire
L. 9 125; V. 6 507; A. 28,69 %
B. et N. 317; E. 6 190.

NON. 3 596 (58,09 % - 39,40 %)
OUI. 2 594 (41,90 % - 28,42 %)

Alors que l'ensemble des parlementaires du Calvados (trois députés UDF, deux députés PS) avaient appelé à voter «oui», le «non» l'emporte de justesse. Les grandes villes ont voté «oui» (plus de 60 % à Caen), mais dans les campagnes le «non» progresse par cercles concentriques : plus on s'éloigne des villes, plus le refus du traité de Maastricht est fort. La quasi-totalité des communes rurales ont voté «non». A Deauville, ville administrée par M. Alain d'Ornano, présidente UDF-PR du conseil général, qui avait appelé à voter «oui», le «non» l'emporte de vingt voix.

Alors que l'ensemble des parlementaires du Calvados (trois députés UDF, deux députés PS) avaient appelé à voter «oui», le «non» l'emporte de justesse. Les grandes villes ont voté «oui» (plus de 60 % à Caen), mais dans les campagnes le «non» progresse par cercles concentriques : plus on s'éloigne des villes, plus le refus du traité de Maastricht est fort. La quasi-totalité des communes rurales ont voté «non». A Deauville, ville administrée par M. Alain d'Ornano, présidente UDF-PR du conseil général, qui avait appelé à voter «oui», le «non» l'emporte de vingt voix.

Alors que l'ensemble des parlementaires du Calvados (trois députés UDF, deux députés PS) avaient appelé à voter «oui», le «non» l'emporte de justesse. Les grandes villes ont voté «oui» (plus de 60 % à Caen), mais dans les campagnes le «non» progresse par cercles concentriques : plus on s'éloigne des villes, plus le refus du traité de Maastricht est fort. La quasi-totalité des communes rurales ont voté «non». A Deauville, ville administrée par M. Alain d'Ornano, présidente UDF-PR du conseil général, qui avait appelé à voter «oui», le «non» l'emporte de vingt voix.

Alors que l'ensemble des parlementaires du Calvados (trois députés UDF, deux députés PS) avaient appelé à voter «oui», le «non» l'emporte de justesse. Les grandes villes ont voté «oui» (plus de 60 % à Caen), mais dans les campagnes le «non» progresse par cercles concentriques : plus on s'éloigne des villes, plus le refus du traité de Maastricht est fort. La quasi-totalité des communes rurales ont voté «non». A Deauville, ville administrée par M. Alain d'Ornano, présidente UDF-PR du conseil général, qui avait appelé à voter «oui», le «non» l'emporte de vingt voix.

Alors que l'ensemble des parlementaires du Calvados (trois députés UDF, deux députés PS) avaient appelé à voter «oui», le «non» l'emporte de justesse. Les grandes villes ont voté «oui» (plus de 60 % à Caen), mais dans les campagnes le «non» progresse par cercles concentriques : plus on s'éloigne des villes, plus le refus du traité de Maastricht est fort. La quasi-totalité des communes rurales ont voté «non». A Deauville, ville administrée par M. Alain d'Ornano, présidente UDF-PR du conseil général, qui avait appelé à voter «oui», le «non» l'emporte de vingt voix.

Alors que l'ensemble des parlementaires du Calvados (trois députés UDF, deux députés PS) avaient appelé à voter «oui», le «non» l'emporte de justesse. Les grandes villes ont voté «oui» (plus de 60 % à Caen), mais dans les campagnes le «non» progresse par cercles concentriques : plus on s'éloigne des villes, plus le refus du traité de Maastricht est fort. La quasi-totalité des communes rurales ont voté «non». A Deauville, ville administrée par M. Alain d'Ornano, présidente UDF-PR du conseil général, qui avait appelé à voter «oui», le «non» l'emporte de vingt voix.

Alors que l'ensemble des parlementaires du Calvados (trois députés UDF, deux députés PS) avaient appelé à voter «oui», le «non» l'emporte de justesse. Les grandes villes ont voté «oui» (plus de 60 % à Caen), mais dans les campagnes le «non» progresse par cercles concentriques : plus on s'éloigne des villes, plus le refus du traité de Maastricht est fort. La quasi-totalité des communes rurales ont voté «non». A Deauville, ville administrée par M. Alain d'Ornano, présidente UDF-PR du conseil général, qui avait appelé à voter «oui», le «non» l'emporte de vingt voix.

Alors que l'ensemble des parlementaires du Calvados (trois députés UDF, deux députés PS) avaient appelé à voter «oui», le «non» l'emporte de justesse. Les grandes villes ont voté «oui» (plus de 60 % à Caen), mais dans les campagnes le «non» progresse par cercles concentriques : plus on s'éloigne des villes, plus le refus du traité de Maastricht est fort. La quasi-totalité des communes rurales ont voté «non». A Deauville, ville administrée par M. Alain d'Ornano, présidente UDF-PR du conseil général, qui avait appelé à voter «oui», le «non» l'emporte de vingt voix.

Alors que l'ensemble des parlementaires du Calvados (trois députés UDF, deux députés PS) avaient appelé à voter «oui», le «non» l'emporte de justesse. Les grandes villes ont voté «oui» (plus de 60 % à Caen), mais dans les campagnes le «non» progresse par cercles concentriques : plus on s'éloigne des villes, plus le refus du traité de Maastricht est fort. La quasi-totalité des communes rurales ont voté «non». A Deauville, ville administrée par M. Alain d'Ornano, présidente UDF-PR du conseil général, qui avait appelé à voter «oui», le «non» l'emporte de vingt voix.

Alors que l'ensemble des parlementaires du Calvados (trois députés UDF, deux députés PS) avaient appelé à voter «oui», le «non» l'emporte de justesse. Les grandes villes ont voté «oui» (plus de 60 % à Caen), mais dans les campagnes le «non» progresse par cercles concentriques : plus on s'éloigne des villes, plus le refus du traité de Maastricht est fort. La quasi-totalité des communes rurales ont voté «non». A Deauville, ville administrée par M. Alain d'Ornano, présidente UDF-PR du conseil général, qui avait appelé à voter «oui», le «non» l'emporte de vingt voix.

Alors que l'ensemble des parlementaires du Calvados (trois députés UDF, deux députés PS) avaient appelé à voter «oui», le «non» l'emporte de justesse. Les grandes villes ont voté «oui» (plus de 60 % à Caen), mais dans les campagnes le «non» progresse par cercles concentriques : plus on s'éloigne des villes, plus le refus du traité de Maastricht est fort. La quasi-totalité des communes rurales ont voté «non». A Deauville, ville administrée par M. Alain d'Ornano, présidente UDF-PR du conseil général, qui avait appelé à voter «oui», le «non» l'emporte de vingt voix.

Alors que l'ensemble des parlementaires du Calvados (trois députés UDF, deux députés PS) avaient appelé à voter «oui», le «non» l'emporte de justesse. Les grandes villes ont voté «oui» (plus de 60 % à Caen), mais dans les campagnes le «non» progresse par cercles concentriques : plus on s'éloigne des villes, plus le refus du traité de Maastricht est fort. La quasi-totalité des communes rurales ont voté «non». A Deauville, ville administrée par M. Alain d'Ornano, présidente UDF-PR du conseil général, qui avait appelé à voter «oui», le «non» l'emporte de vingt voix.

هكذا من الإله

LLP

7:

5

RLC

LES RÉSULTATS DU RÉFÉRENDUM

Louvières

L. 10 302; V. 6 987; A. 32,17 %
B. et N. 218; E. 6

Val-de-Renit

L. 4 697; V. 2 996; A. 36,21 %
B. et N. 82; E. 2 914

Vernon

L. 12 863; V. 9 120; A. 29,09 %
B. et N. 256; E. 8 864

OUI... 4 451 (50,21 % - 34,60 %)
NON... 4 413 (49,78 % - 34,30 %)

L'Union a nettement démarqué de la tendance nationale en se prononçant à 56,60 % pour le « non ». Le « oui » arrive cependant en tête à Evreux, dans le maire, M. Roland Plassance (révolutionnaire communiste), avait manifesté son opposition au traité de Maastricht, ainsi qu'à Vernon, dominé par la Société européenne de la propulsion (SEP), malgré la prise de pour le maire, M. Jean Asphie (RPR). Louvières, revanche, tout comme Brionne, chef de ville, M. François Loncle ont voté « non ».

EURE-ET-LOIR

L. 260 179; V. 192 238; A. 26,11 %
B. et N. 6 097; E. 186 141

Chartres

L. 21 405; V. 14 989; A. 29,97 %
B. et N. 364; E. 14 625

OUI... 7 915 (54,11 % - 36,97 %)
NON... 6 710 (45,88 % - 31,34 %)

Châteaudun

L. 8 845; V. 6 222; A. 29,65 %
B. et N. 262; E. 5 960

OUI... 3 094 (51,91 % - 34,98 %)
NON... 2 866 (48,08 % - 32,40 %)

Dreux

L. 15 607; V. 9 616; A. 38,38 %
B. et N. 263; E. 9 353

OUI... 5 016 (53,62 % - 32,13 %)
NON... 4 377 (46,37 % - 27,78 %)

Lacé

L. 11 035; V. 7 401; A. 32,93 %
B. et N. 218; E. 7 183

OUI... 3 805 (52,97 % - 34,48 %)
NON... 3 378 (47,02 % - 30,61 %)

Nogent-le-Rotrou

L. 8 274; V. 6 017; A. 27,27 %
B. et N. 247; E. 5 770

OUI... 2 965 (51,38 % - 35,83 %)
NON... 2 805 (48,61 % - 33,90 %)

Vernouillet

L. 5 968; V. 4 030; A. 32,47 %
B. et N. 128; E. 3 902

OUI... 1 172 (55,66 % - 36,39 %)
NON... 1 730 (44,33 % - 28,98 %)

A l'issue d'une campagne marquée par les coups de colère des agriculteurs, l'Eure-et-Loir a voté « non » à Maastricht. Un « non » franc et massif (54,34 %) pour l'ensemble du département dans la plupart des cantons du Dunois, du Perche et du Drouais, avec des points supérieurs à 50 % : ceux d'Orléans, Authon, Châteaufort, le record revenant à La Ferté-Vidame (65,92 %). Trois cantons sur 29 - ceux de Chartres - ont voté pour Maastricht. Dans les villes, le « oui » l'emporte à Dreux (54,11 %), à Châteaudun (51,91 %), à Nogent-le-Rotrou (51,38 %) et à Vernouillet (55,66 %), villes-fleuves du Front national, mais aussi, et cela est plus surprenant, à Lacé, tenu par le PS (52,97 %).

Chartres

L. 21 405; V. 14 989; A. 29,97 %
B. et N. 364; E. 14 625

OUI... 7 915 (54,11 % - 36,97 %)
NON... 6 710 (45,88 % - 31,34 %)

Châteaudun

L. 8 845; V. 6 222; A. 29,65 %
B. et N. 262; E. 5 960

OUI... 3 094 (51,91 % - 34,98 %)
NON... 2 866 (48,08 % - 32,40 %)

Dreux

L. 15 607; V. 9 616; A. 38,38 %
B. et N. 263; E. 9 353

OUI... 5 016 (53,62 % - 32,13 %)
NON... 4 377 (46,37 % - 27,78 %)

Lacé

L. 11 035; V. 7 401; A. 32,93 %
B. et N. 218; E. 7 183

OUI... 3 805 (52,97 % - 34,48 %)
NON... 3 378 (47,02 % - 30,61 %)

Nogent-le-Rotrou

L. 8 274; V. 6 017; A. 27,27 %
B. et N. 247; E. 5 770

OUI... 2 965 (51,38 % - 35,83 %)
NON... 2 805 (48,61 % - 33,90 %)

Vernouillet

L. 5 968; V. 4 030; A. 32,47 %
B. et N. 128; E. 3 902

OUI... 1 172 (55,66 % - 36,39 %)
NON... 1 730 (44,33 % - 28,98 %)

LE LIVRE DU JOUR

MARABOUT

42F

FINISTÈRE

L. 615 833; V. 442 887; A. 28,08 %
B. et N. 14 026; E. 428 861

Quimper

L. 38 874; V. 28 818; A. 25,86 %
B. et N. 946; E. 37 872

OUI... 13 352 (62,95 % - 41,17 %)
NON... 7 981 (37,04 % - 24,22 %)

Concarneau

L. 14 822; V. 9 826; A. 33,70 %
B. et N. 263; E. 9 563

OUI... 5 518 (57,70 % - 37,22 %)
NON... 4 045 (42,29 % - 27,29 %)

Douarnenez

L. 12 940; V. 8 648; A. 33,16 %
B. et N. 261; E. 8 387

OUI... 4 977 (59,34 % - 38,46 %)
NON... 3 410 (40,65 % - 26,35 %)

Guipavas

L. 8 379; V. 6 478; A. 22,68 %
B. et N. 219; E. 6 259

OUI... 3 789 (60,53 % - 45,32 %)
NON... 2 470 (39,46 % - 29,47 %)

Landerneau

L. 9 914; V. 6 943; A. 29,96 %
B. et N. 184; E. 6 759

OUI... 4 417 (65,34 % - 44,38 %)
NON... 2 343 (34,65 % - 23,62 %)

Morlaix

L. 608; V. 7 440; A. 29,86 %
B. et N. 229; E. 7 211

OUI... 4 727 (66,25 % - 44,56 %)
NON... 2 484 (33,74 % - 22,41 %)

Plougastel-Daoulas

L. 8 364; V. 6 478; A. 22,68 %
B. et N. 219; E. 6 259

OUI... 3 410 (59,34 % - 40,76 %)
NON... 2 343 (34,65 % - 23,62 %)

Plouzané

L. 7 823; V. 5 621; A. 28,14 %
B. et N. 158; E. 5 463

OUI... 3 366 (61,61 % - 43,02 %)
NON... 2 097 (38,38 % - 26,90 %)

Quimper

L. 38 874; V. 28 818; A. 25,86 %
B. et N. 946; E. 37 872

OUI... 13 352 (62,95 % - 41,17 %)
NON... 7 981 (37,04 % - 24,22 %)

Le Ralec-Kerhuon

L. 7 442; V. 5 491; A. 26,21 %
B. et N. 129; E. 5 362

OUI... 3 318 (61,87 % - 44,58 %)
NON... 2 044 (38,12 % - 27,46 %)

Bien que le président du général, M. Charles Miossec (RPR), ait invité l'électorat à voter « oui », le « oui » a été largement emporté avec 59,44 %. Il n'y a rien de particulièrement étonnant à la démocratie chrétienne, qui a dirigé ce département pendant plusieurs décennies, l'ayant marqué d'une empreinte indélébile. Toutes les villes se sont prononcées pour le « oui », parfois même avec des scores élevés, comme Quimper.

On s'attendait dans les campagnes, en raison des difficultés du monde agricole, à une victoire du « non ». Il n'en a rien été. L'intérieur, région exclusivement paysanne, a voté à 59,44 % pour le « oui ». Le « oui » a triomphé dans cinquante-et-une localités sur les soixante-deux de l'arrondissement de Châteaufort. Cependant, dans le canton de Huelgoat, secteur défavorisé à la population vieillissante, quatre communes sur sept ont voté « non ».

Quimper

L. 38 874; V. 28 818; A. 25,86 %
B. et N. 946; E. 37 872

OUI... 13 352 (62,95 % - 41,17 %)
NON... 7 981 (37,04 % - 24,22 %)

Concarneau

L. 14 822; V. 9 826; A. 33,70 %
B. et N. 263; E. 9 563

OUI... 5 518 (57,70 % - 37,22 %)
NON... 4 045 (42,29 % - 27,29 %)

Douarnenez

L. 12 940; V. 8 648; A. 33,16 %
B. et N. 261; E. 8 387

OUI... 4 977 (59,34 % - 38,46 %)
NON... 3 410 (40,65 % - 26,35 %)

Guipavas

L. 8 379; V. 6 478; A. 22,68 %
B. et N. 219; E. 6 259

OUI... 3 789 (60,53 % - 45,32 %)
NON... 2 470 (39,46 % - 29,47 %)

Landerneau

L. 9 914; V. 6 943; A. 29,96 %
B. et N. 184; E. 6 759

OUI... 4 417 (65,34 % - 44,38 %)
NON... 2 343 (34,65 % - 23,62 %)

Morlaix

L. 608; V. 7 440; A. 29,86 %
B. et N. 229; E. 7 211

OUI... 4 727 (66,25 % - 44,56 %)
NON... 2 484 (33,74 % - 22,41 %)

Plougastel-Daoulas

L. 8 364; V. 6 478; A. 22,68 %
B. et N. 219; E. 6 259

OUI... 3 410 (59,34 % - 40,76 %)
NON... 2 343 (34,65 % - 23,62 %)

Plouzané

L. 7 823; V. 5 621; A. 28,14 %
B. et N. 158; E. 5 463

OUI... 3 366 (61,61 % - 43,02 %)
NON... 2 097 (38,38 % - 26,90 %)

Quimper

L. 38 874; V. 28 818; A. 25,86 %
B. et N. 946; E. 37 872

OUI... 13 352 (62,95 % - 41,17 %)
NON... 7 981 (37,04 % - 24,22 %)

Le Ralec-Kerhuon

L. 7 442; V. 5 491; A. 26,21 %
B. et N. 129; E. 5 362

OUI... 3 318 (61,87 % - 44,58 %)
NON... 2 044 (38,12 % - 27,46 %)

Quimper

L. 38 874; V. 28 818; A. 25,86 %
B. et N. 946; E. 37 872

OUI... 13 352 (62,95 % - 41,17 %)
NON... 7 981 (37,04 % - 24,22 %)

Concarneau

L. 14 822; V. 9 826; A. 33,70 %
B. et N. 263; E. 9 563

OUI... 5 518 (57,70 % - 37,22 %)
NON... 4 045 (42,29 % - 27,29 %)

Douarnenez

L. 12 940; V. 8 648; A. 33,16 %
B. et N. 261; E. 8 387

OUI... 4 977 (59,34 % - 38,46 %)
NON... 3 410 (40,65 % - 26,35 %)

Guipavas

L. 8 379; V. 6 478; A. 22,68 %
B. et N. 219; E. 6 259

OUI... 3 789 (60,53 % - 45,32 %)
NON... 2 470 (39,46 % - 29,47 %)

Landerneau

L. 9 914; V. 6 943; A. 29,96 %
B. et N. 184; E. 6 759

OUI... 4 417 (65,34 % - 44,38 %)
NON... 2 343 (34,65 % - 23,62 %)

Morlaix

L. 608; V. 7 440; A. 29,86 %
B. et N. 229; E. 7 211

OUI... 4 727 (66,25 % - 44,56 %)
NON... 2 484 (33,74 % - 22,41 %)

Plougastel-Daoulas

L. 8 364; V. 6 478; A. 22,68 %
B. et N. 219; E. 6 259

OUI... 3 410 (59,34 % - 40,76 %)
NON... 2 343 (34,65 % - 23,62 %)

Plouzané

L. 7 823; V. 5 621; A. 28,14 %
B. et N. 158; E. 5 463

OUI... 3 366 (61,61 % - 43,02 %)
NON... 2 097 (38,38 % - 26,90 %)

Quimper

L. 38 874; V. 28 818; A. 25,86 %
B. et N. 946; E. 37 872

OUI... 13 352 (62,95 % - 41,17 %)
NON... 7 981 (37,04 % - 24,22 %)

Le Ralec-Kerhuon

L. 7 442; V. 5 491; A. 26,21 %
B. et N. 129; E. 5 362

OUI... 3 318 (61,87 % - 44,58 %)
NON... 2 044 (38,12 % - 27,46 %)

Quimper

L. 38 874; V. 28 818; A. 25,86 %
B. et N. 946; E. 37 872

OUI... 13 352 (62,95 % - 41,17 %)
NON... 7 981 (37,04 % - 24,22 %)

Concarneau

L. 14 822; V. 9 826; A. 33,70 %
B. et N. 263; E. 9 563

OUI... 5 518 (57,70 % - 37,22 %)
NON... 4 045 (42,29 % - 27,29 %)

Douarnenez

L. 12 940; V. 8 648; A. 33,16 %
B. et N. 261; E. 8 387

OUI... 4 977 (59,34 % - 38,46 %)
NON... 3 410 (40,65 % - 26,35 %)

Guipavas

L. 8 379; V. 6 478; A. 22,68 %
B. et N. 219; E. 6 259

OUI... 3 789 (60,53 % - 45,32 %)
NON... 2 470 (39,46 % - 29,47 %)

Landerneau

L. 9 914; V. 6 943; A. 29,96 %
B. et N. 184; E. 6 759

OUI... 4 417 (65,34 % - 44,38 %)
NON... 2 343 (34,65 % - 23,62 %)

Morlaix

L. 608; V. 7 440; A. 29,86 %
B. et N. 229; E. 7 211

OUI... 4 727 (66,25 % - 44,56 %)
NON... 2 484 (33,74 % - 22,41 %)

Plougastel-Daoulas

L. 8 364; V. 6 478; A. 22,68 %
B. et N. 219; E. 6 259

OUI... 3 410 (59,34 % - 40,76 %)
NON... 2 343 (34,65 % - 23,62 %)

Plouzané

L. 7 823; V. 5 621; A. 28,14 %
B. et N. 158; E. 5 463

OUI... 3 366 (61,61 % - 43,02 %)
NON... 2 097 (38,38 % - 26,90 %)

Quimper

L. 38 874; V. 28 818; A. 25,86 %
B. et N. 946; E. 37 872

OUI... 13 352 (62,95 % - 41,17 %)
NON... 7 981 (37,04 % - 24,22 %)

Le Ralec-Kerhuon

L. 7 442; V. 5 491; A. 26,21 %
B. et N. 129; E. 5 362

OUI... 3 318 (61,87 % - 44,58 %)
NON... 2 044 (38,12 % - 27,46 %)

Quimper

L. 38 874; V. 28 818; A. 25,86 %
B. et N. 946; E. 37 872

OUI... 13 352 (62,95 % - 41,17 %)
NON... 7 981 (37,04 % - 24,22 %)

Concarneau

L. 14 822; V. 9 826; A. 33,70 %
B. et N. 263; E. 9 563

OUI... 5 518 (57,70 % - 37,22 %)
NON... 4 045 (42,29 % - 27,29 %)

Douarnenez

L. 12 940; V. 8 648; A. 33,16 %
B. et N. 261; E. 8 387

OUI... 4 977 (59,34 % - 38,46 %)
NON... 3 410 (40,65 % - 26,35 %)

Guipavas

L. 8 379; V. 6 478; A. 22,68 %
B. et N. 219; E. 6 259

OUI... 3 789 (60,53 % - 45,32 %)
NON... 2 470 (39,46 % - 29,47 %)

Landerneau

L. 9 914; V. 6 943; A. 29,96 %
B. et N. 184; E. 6 759

OUI... 4 417 (65,34 % - 44,38 %)
NON... 2 343 (34,65 % - 23,62 %)

Morlaix

L. 608; V. 7 440; A. 29,86 %
B. et N. 229; E. 7 211

OUI... 4 727 (66,25 % - 44,56 %)
NON... 2 484 (33,74 % - 22,41 %)

Plougastel-Daoulas

L. 8 364; V. 6 478; A. 22,68 %
B. et N. 219; E. 6 259

OUI... 3 410 (59,34 % - 40,76 %)
NON... 2 343 (34,65 % - 23,62 %)

Plouzané

L. 7 823; V. 5 621; A. 28,14 %
B. et N. 158; E. 5 463

OUI... 3 366 (61,61 % - 43,02 %)
NON... 2 097 (38,38 % - 26,90 %)

Quimper

L. 38 874; V. 28 818; A. 25,86 %
B. et N. 946; E. 37 872

OUI... 13 352 (62,95 % - 41,17 %)
NON... 7 981 (37,04 % - 24,22 %)

Le Ralec-Kerhuon

L. 7 442; V. 5 491; A. 26,21 %
B. et N. 129; E. 5 362

OUI... 3 318 (61,87 % - 44,58 %)
NON... 2 044 (38,12 % - 27,46 %)

Quimper

L. 38 874; V. 28 818; A. 25,86 %
B. et N. 946; E. 37 872

OUI... 13 352 (62,95 % - 41,17 %)
NON... 7 981 (37,04 % - 24,22 %)

Concarneau

L. 14 822; V. 9 826; A. 33,70 %
B. et N. 263; E. 9 563

OUI... 5 518 (57,70 % - 37,22 %)
NON... 4 045 (42,29 % - 27,29 %)

Douarnenez

L. 12 940; V. 8 648; A. 33,16 %
B. et N. 261; E. 8 387

OUI... 4 977 (59,34 % - 38,46 %)
NON... 3 410 (40,65 % - 26,35 %)

Guipavas

L. 8 379; V. 6 478; A. 22,68 %
B. et N. 219; E. 6 259

OUI... 3 789 (60,53 % - 45,32 %)
NON... 2 470 (39,46 % - 29,47 %)

Landerneau

L. 9 914; V. 6 943; A. 29,96 %
B. et N. 184; E. 6 759

OUI... 4 417 (65,34 % - 44,38 %)
NON... 2 343 (34,65 % - 23,62 %)

Morlaix

L. 608; V. 7 440; A. 29,86 %
B. et N. 229; E. 7 211

OUI... 4 727 (66,25 % - 44,56 %)
NON... 2 484 (33,74 % - 22,41 %)

Plougastel-Daoulas

L. 8 364; V. 6 478; A. 22,68 %
B. et N. 219; E. 6 259

OUI... 3 410 (59,34 % - 40,76 %)
NON... 2 343 (34,65 % - 23,62 %)

Plouzané

L. 7 823; V. 5 621; A. 28,14 %
B. et N. 158; E. 5 463

OUI... 3 366 (61,61 % - 43,02 %)
NON... 2 097 (38,38 % - 26,90 %)

Quimper

L. 38 874; V. 28 818; A. 25,86 %
B. et N. 946; E. 37 872

OUI... 13 352 (62,95 % - 41,17 %)
NON... 7 981 (37,04 % - 24,22 %)

Le Ralec-Kerhuon

L. 7 442; V. 5 491; A. 26,21 %
B. et N. 129; E. 5 362

OUI... 3 318 (61,87 % - 44,58 %)
NON... 2 044 (38,12 % - 27,46 %)

Quimper

L. 38 874; V. 28 818; A. 25,86 %
B. et N. 946; E. 37 872

OUI... 13 352 (62,95 % - 41,17 %)
NON... 7 981 (37,04 % - 24,22 %)

Concarneau

L. 14 822; V. 9 826; A. 33,70 %
B. et N. 263; E. 9 563

OUI... 5 518 (57,70 % - 37,22 %)
NON... 4 045 (42,29 % - 27,29 %)

Douarnenez

L. 12 940; V. 8 648; A. 33,16 %
B. et N. 261; E. 8 387

OUI... 4 977 (59,34 % - 38,46 %)
NON... 3 410 (40,65 % - 26,35 %)

Guipavas

L. 8 379; V. 6 478; A. 22,68 %
B. et N. 219; E. 6 259

OUI... 3 789 (60,53 % - 45,32 %)
NON... 2 470 (39,46 % - 29,47 %)

Landerneau

L. 9 914; V. 6 943; A. 29,96 %
B. et N. 184; E. 6 759

OUI... 4 417 (65,34 % - 44,38 %)
NON... 2 343 (34,65 % - 23,62 %)

Morlaix

L. 608; V. 7 440; A. 29,86 %
B. et N. 229; E. 7 211

OUI... 4 727 (66,25 % - 44,56 %)
NON... 2 484 (33,74 % - 22,41 %)

Plougastel-Daoulas

L. 8 364; V. 6 478; A. 22,68 %
B. et N. 219; E. 6 259

OUI... 3 410 (59,34 % - 40,76 %)
NON... 2 343 (34,65 % - 23,62 %)

Plouzané

L. 7 823; V. 5 621; A. 28,14 %
B. et N. 158; E. 5 463

OUI... 3 366 (61,61 % - 43,02 %)
NON... 2 097 (38,38 % - 26,90 %)

Quimper

L. 38 874; V. 28 818; A. 25,86 %
B. et N. 946; E. 37 872

OUI... 13 352 (62,95 % - 41,17 %)
NON... 7 981 (37,04 % - 24,22 %)

Le Ralec-Kerhuon

L. 7 442; V. 5 491; A. 26,21 %
B. et N. 129; E. 5 362

OUI... 3 318 (61,87 % - 44,58 %)
NON... 2 044 (38,12 % - 27,46 %)

Quimper

L. 38 874; V. 28 818; A. 25,86 %
B. et N. 946; E. 37 872

OUI... 13 352 (62,95 % - 41,17 %)
NON... 7 981 (37,04 % - 24,22 %)

Concarneau

L. 14 822; V. 9 826; A. 33,70 %
B. et N. 263; E. 9 563

OUI... 5 518 (57,70 % - 37,22 %)
NON... 4 045 (42,29 % - 27,29 %)

Douarnenez

L. 12 940; V. 8 648; A. 33,16 %
B. et N. 261; E. 8 387

OUI... 4 977 (59,34 % - 38,46 %)
NON... 3 410 (40,65 % - 26,35 %)

Guipavas

L. 8 379; V. 6 478; A. 22,68 %
B. et N. 219; E. 6 259

OUI... 3 789 (60,53 % - 45,32 %)
NON... 2 470 (39,46 % - 29,47 %)

Landerneau

L. 9 914; V. 6 943; A. 29,96 %
B. et N. 184; E. 6 759

OUI... 4 417 (65,34 % - 44,38 %)
NON... 2 343 (34,65 % - 23,62 %)

Morlaix

L. 608; V. 7 440; A. 2

مکذا من الاصل

LU
 LU
 in-
 ac-
 C,
 re-
 is-
 re,
 3:
 ad
 el,

 18,
 12,
 18,
 7:
 8:
 10,
 12:
 17:

 '7:

 sp-
 la-
 ne
 ita
 du
 har
 au
 . H
 al-
 tre
 du
 re-
 o,
 ur
 na

 ita
 un
 lo
 -),
 o-
 su
 vi
 a-
 Je
 ri-

LES RÉSULTATS DU RÉFÉRENDUM

LOT

L. 122 227; V. 92 550; A. 24,28 %
B. et N. 4 430; E. 88 120.
OUI 46 332 (52,57 % - 37,90 %)
NON 41 788 (47,42 % - 34,18 %)
1988: L. 121 744; V. 103 753; A. 14,77 %; E. 101 401; Mitterrand, 39 313 (38,78 %); Chirac, 24 190 (23,55 %); Barre, 12 112 (11,72 %); La Pen, 8 452 (8,23 %); Wechsler, 3 038 (2,99 %); Lajoinie, 2 138 (2,10 %); Bousset, 577 (0,57 %).
1972: L. 102 088; V. 70 755; A. 30,67 %; E. 60 244; OUI 41 500 (68,88 %); NON 18 744 (31,11 %).

Calvès
L. 12 128; V. 8 955; A. 26,16 %
B. et N. 345; E. 8 610.
OUI 552 (61,25 % - 29,31 %)
NON 343 (38,75 % - 20,69 %)

Le scrutin a fait apparaître une nette cassure entre le « non » des champs et le « oui » des six plus grandes localités du département. Le sous-préfet de Figeac, dont le maire socialiste est M. Martin Malvy, secrétaire d'Etat et porte-parole du gouvernement, a choisi l'Europe à plus de 60 %.

LOT-ET-GARONNE

L. 222 311; V. 165 231; A. 25,67 %
B. et N. 648; E. 158 583.
OUI 910 (53,54 % - 38,19 %)
NON 793 (46,45 % - 33,13 %)
1988: L. 224 088; V. 189 102; A. 18,61 %; E. 174 791; Mitterrand, 62 147 (33,02 %); Chirac, 28 488 (15,03 %); Barre, 22 160 (11,72 %); La Pen, 15 411 (8,10 %); Wechsler, 5 345 (2,82 %); Lajoinie, 3 242 (1,75 %); Bousset, 800 (0,42 %).
1972: L. 180 912; V. 118 548; A. 30,67 %; E. 98 802; OUI 82 100 (82,17 %); NON 7 448 (7,83 %).

Agès
L. 18 819; V. 12 894; A. 31,48 %
B. et N. 410; E. 12 484.
OUI 6 711 (53,75 % - 35,66 %)
NON 5 773 (46,24 % - 30,67 %)

Marmande
L. 13 256; V. 9 442; A. 28,77 %
B. et N. 365; E. 9 077.
OUI 4 736 (50,17 % - 32,14 %)
NON 4 706 (49,82 % - 37,86 %)

Villeneuve-sur-Lot
L. 16 048; V. 11 059; A. 31,08 %
B. et N. 393; E. 10 666.
OUI 5 425 (58,95 % - 33,86 %)
NON 3 812 (41,04 % - 26,94 %)

Le « non » des ruraux s'est imposé à l'ensemble du département (53,54 % du total des voix). Si l'on considère que la majorité départementale est M. Jean François-Poncet, président du Mouvement européen, s'est montrée timide - voire hostile - même très hostile au « oui » pour les conseillers généraux RPR. Si l'on se réfère à la Coordination rurale pendant la campagne, on comprend ces résultats, qui ont été en fait le résultat d'une campagne menée par les conseillers généraux RPR, dont Villeneuve-sur-Lot, le « oui », mais Marmande, la « non », et Villeneuve-sur-Lot, la « non ». Les « anti-Mitterrand » ont souvent dépassé les 60 % des voix, notamment dans l'ouest du département (Marmande, Landerneau, Gascogne) avec des scores de plus de 80 % dans les petites communes.

Agès
L. 18 819; V. 12 894; A. 31,48 %
B. et N. 410; E. 12 484.
OUI 6 711 (53,75 % - 35,66 %)
NON 5 773 (46,24 % - 30,67 %)

Marmande
L. 13 256; V. 9 442; A. 28,77 %
B. et N. 365; E. 9 077.
OUI 4 736 (50,17 % - 32,14 %)
NON 4 706 (49,82 % - 37,86 %)

Villeneuve-sur-Lot
L. 16 048; V. 11 059; A. 31,08 %
B. et N. 393; E. 10 666.
OUI 5 425 (58,95 % - 33,86 %)
NON 3 812 (41,04 % - 26,94 %)

Le « non » des ruraux s'est imposé à l'ensemble du département (53,54 % du total des voix). Si l'on considère que la majorité départementale est M. Jean François-Poncet, président du Mouvement européen, s'est montrée timide - voire hostile - même très hostile au « oui » pour les conseillers généraux RPR. Si l'on se réfère à la Coordination rurale pendant la campagne, on comprend ces résultats, qui ont été en fait le résultat d'une campagne menée par les conseillers généraux RPR, dont Villeneuve-sur-Lot, le « oui », mais Marmande, la « non », et Villeneuve-sur-Lot, la « non ». Les « anti-Mitterrand » ont souvent dépassé les 60 % des voix, notamment dans l'ouest du département (Marmande, Landerneau, Gascogne) avec des scores de plus de 80 % dans les petites communes.

Agès
L. 18 819; V. 12 894; A. 31,48 %
B. et N. 410; E. 12 484.
OUI 6 711 (53,75 % - 35,66 %)
NON 5 773 (46,24 % - 30,67 %)

Marmande
L. 13 256; V. 9 442; A. 28,77 %
B. et N. 365; E. 9 077.
OUI 4 736 (50,17 % - 32,14 %)
NON 4 706 (49,82 % - 37,86 %)

Villeneuve-sur-Lot
L. 16 048; V. 11 059; A. 31,08 %
B. et N. 393; E. 10 666.
OUI 5 425 (58,95 % - 33,86 %)
NON 3 812 (41,04 % - 26,94 %)

Le « non » des ruraux s'est imposé à l'ensemble du département (53,54 % du total des voix). Si l'on considère que la majorité départementale est M. Jean François-Poncet, président du Mouvement européen, s'est montrée timide - voire hostile - même très hostile au « oui » pour les conseillers généraux RPR. Si l'on se réfère à la Coordination rurale pendant la campagne, on comprend ces résultats, qui ont été en fait le résultat d'une campagne menée par les conseillers généraux RPR, dont Villeneuve-sur-Lot, le « oui », mais Marmande, la « non », et Villeneuve-sur-Lot, la « non ». Les « anti-Mitterrand » ont souvent dépassé les 60 % des voix, notamment dans l'ouest du département (Marmande, Landerneau, Gascogne) avec des scores de plus de 80 % dans les petites communes.

Agès
L. 18 819; V. 12 894; A. 31,48 %
B. et N. 410; E. 12 484.
OUI 6 711 (53,75 % - 35,66 %)
NON 5 773 (46,24 % - 30,67 %)

Marmande
L. 13 256; V. 9 442; A. 28,77 %
B. et N. 365; E. 9 077.
OUI 4 736 (50,17 % - 32,14 %)
NON 4 706 (49,82 % - 37,86 %)

Villeneuve-sur-Lot
L. 16 048; V. 11 059; A. 31,08 %
B. et N. 393; E. 10 666.
OUI 5 425 (58,95 % - 33,86 %)
NON 3 812 (41,04 % - 26,94 %)

Le « non » des ruraux s'est imposé à l'ensemble du département (53,54 % du total des voix). Si l'on considère que la majorité départementale est M. Jean François-Poncet, président du Mouvement européen, s'est montrée timide - voire hostile - même très hostile au « oui » pour les conseillers généraux RPR. Si l'on se réfère à la Coordination rurale pendant la campagne, on comprend ces résultats, qui ont été en fait le résultat d'une campagne menée par les conseillers généraux RPR, dont Villeneuve-sur-Lot, le « oui », mais Marmande, la « non », et Villeneuve-sur-Lot, la « non ». Les « anti-Mitterrand » ont souvent dépassé les 60 % des voix, notamment dans l'ouest du département (Marmande, Landerneau, Gascogne) avec des scores de plus de 80 % dans les petites communes.

Agès
L. 18 819; V. 12 894; A. 31,48 %
B. et N. 410; E. 12 484.
OUI 6 711 (53,75 % - 35,66 %)
NON 5 773 (46,24 % - 30,67 %)

Marmande
L. 13 256; V. 9 442; A. 28,77 %
B. et N. 365; E. 9 077.
OUI 4 736 (50,17 % - 32,14 %)
NON 4 706 (49,82 % - 37,86 %)

Villeneuve-sur-Lot
L. 16 048; V. 11 059; A. 31,08 %
B. et N. 393; E. 10 666.
OUI 5 425 (58,95 % - 33,86 %)
NON 3 812 (41,04 % - 26,94 %)

Le « non » des ruraux s'est imposé à l'ensemble du département (53,54 % du total des voix). Si l'on considère que la majorité départementale est M. Jean François-Poncet, président du Mouvement européen, s'est montrée timide - voire hostile - même très hostile au « oui » pour les conseillers généraux RPR. Si l'on se réfère à la Coordination rurale pendant la campagne, on comprend ces résultats, qui ont été en fait le résultat d'une campagne menée par les conseillers généraux RPR, dont Villeneuve-sur-Lot, le « oui », mais Marmande, la « non », et Villeneuve-sur-Lot, la « non ». Les « anti-Mitterrand » ont souvent dépassé les 60 % des voix, notamment dans l'ouest du département (Marmande, Landerneau, Gascogne) avec des scores de plus de 80 % dans les petites communes.

Agès
L. 18 819; V. 12 894; A. 31,48 %
B. et N. 410; E. 12 484.
OUI 6 711 (53,75 % - 35,66 %)
NON 5 773 (46,24 % - 30,67 %)

Marmande
L. 13 256; V. 9 442; A. 28,77 %
B. et N. 365; E. 9 077.
OUI 4 736 (50,17 % - 32,14 %)
NON 4 706 (49,82 % - 37,86 %)

Villeneuve-sur-Lot
L. 16 048; V. 11 059; A. 31,08 %
B. et N. 393; E. 10 666.
OUI 5 425 (58,95 % - 33,86 %)
NON 3 812 (41,04 % - 26,94 %)

Le « non » des ruraux s'est imposé à l'ensemble du département (53,54 % du total des voix). Si l'on considère que la majorité départementale est M. Jean François-Poncet, président du Mouvement européen, s'est montrée timide - voire hostile - même très hostile au « oui » pour les conseillers généraux RPR. Si l'on se réfère à la Coordination rurale pendant la campagne, on comprend ces résultats, qui ont été en fait le résultat d'une campagne menée par les conseillers généraux RPR, dont Villeneuve-sur-Lot, le « oui », mais Marmande, la « non », et Villeneuve-sur-Lot, la « non ». Les « anti-Mitterrand » ont souvent dépassé les 60 % des voix, notamment dans l'ouest du département (Marmande, Landerneau, Gascogne) avec des scores de plus de 80 % dans les petites communes.

Agès
L. 18 819; V. 12 894; A. 31,48 %
B. et N. 410; E. 12 484.
OUI 6 711 (53,75 % - 35,66 %)
NON 5 773 (46,24 % - 30,67 %)

Marmande
L. 13 256; V. 9 442; A. 28,77 %
B. et N. 365; E. 9 077.
OUI 4 736 (50,17 % - 32,14 %)
NON 4 706 (49,82 % - 37,86 %)

Villeneuve-sur-Lot
L. 16 048; V. 11 059; A. 31,08 %
B. et N. 393; E. 10 666.
OUI 5 425 (58,95 % - 33,86 %)
NON 3 812 (41,04 % - 26,94 %)

Le « non » des ruraux s'est imposé à l'ensemble du département (53,54 % du total des voix). Si l'on considère que la majorité départementale est M. Jean François-Poncet, président du Mouvement européen, s'est montrée timide - voire hostile - même très hostile au « oui » pour les conseillers généraux RPR. Si l'on se réfère à la Coordination rurale pendant la campagne, on comprend ces résultats, qui ont été en fait le résultat d'une campagne menée par les conseillers généraux RPR, dont Villeneuve-sur-Lot, le « oui », mais Marmande, la « non », et Villeneuve-sur-Lot, la « non ». Les « anti-Mitterrand » ont souvent dépassé les 60 % des voix, notamment dans l'ouest du département (Marmande, Landerneau, Gascogne) avec des scores de plus de 80 % dans les petites communes.

Agès
L. 18 819; V. 12 894; A. 31,48 %
B. et N. 410; E. 12 484.
OUI 6 711 (53,75 % - 35,66 %)
NON 5 773 (46,24 % - 30,67 %)

Marmande
L. 13 256; V. 9 442; A. 28,77 %
B. et N. 365; E. 9 077.
OUI 4 736 (50,17 % - 32,14 %)
NON 4 706 (49,82 % - 37,86 %)

Villeneuve-sur-Lot
L. 16 048; V. 11 059; A. 31,08 %
B. et N. 393; E. 10 666.
OUI 5 425 (58,95 % - 33,86 %)
NON 3 812 (41,04 % - 26,94 %)

Le « non » des ruraux s'est imposé à l'ensemble du département (53,54 % du total des voix). Si l'on considère que la majorité départementale est M. Jean François-Poncet, président du Mouvement européen, s'est montrée timide - voire hostile - même très hostile au « oui » pour les conseillers généraux RPR. Si l'on se réfère à la Coordination rurale pendant la campagne, on comprend ces résultats, qui ont été en fait le résultat d'une campagne menée par les conseillers généraux RPR, dont Villeneuve-sur-Lot, le « oui », mais Marmande, la « non », et Villeneuve-sur-Lot, la « non ». Les « anti-Mitterrand » ont souvent dépassé les 60 % des voix, notamment dans l'ouest du département (Marmande, Landerneau, Gascogne) avec des scores de plus de 80 % dans les petites communes.

Agès
L. 18 819; V. 12 894; A. 31,48 %
B. et N. 410; E. 12 484.
OUI 6 711 (53,75 % - 35,66 %)
NON 5 773 (46,24 % - 30,67 %)

Marmande
L. 13 256; V. 9 442; A. 28,77 %
B. et N. 365; E. 9 077.
OUI 4 736 (50,17 % - 32,14 %)
NON 4 706 (49,82 % - 37,86 %)

Villeneuve-sur-Lot
L. 16 048; V. 11 059; A. 31,08 %
B. et N. 393; E. 10 666.
OUI 5 425 (58,95 % - 33,86 %)
NON 3 812 (41,04 % - 26,94 %)

Le « non » des ruraux s'est imposé à l'ensemble du département (53,54 % du total des voix). Si l'on considère que la majorité départementale est M. Jean François-Poncet, président du Mouvement européen, s'est montrée timide - voire hostile - même très hostile au « oui » pour les conseillers généraux RPR. Si l'on se réfère à la Coordination rurale pendant la campagne, on comprend ces résultats, qui ont été en fait le résultat d'une campagne menée par les conseillers généraux RPR, dont Villeneuve-sur-Lot, le « oui », mais Marmande, la « non », et Villeneuve-sur-Lot, la « non ». Les « anti-Mitterrand » ont souvent dépassé les 60 % des voix, notamment dans l'ouest du département (Marmande, Landerneau, Gascogne) avec des scores de plus de 80 % dans les petites communes.

Agès
L. 18 819; V. 12 894; A. 31,48 %
B. et N. 410; E. 12 484.
OUI 6 711 (53,75 % - 35,66 %)
NON 5 773 (46,24 % - 30,67 %)

Marmande
L. 13 256; V. 9 442; A. 28,77 %
B. et N. 365; E. 9 077.
OUI 4 736 (50,17 % - 32,14 %)
NON 4 706 (49,82 % - 37,86 %)

Villeneuve-sur-Lot
L. 16 048; V. 11 059; A. 31,08 %
B. et N. 393; E. 10 666.
OUI 5 425 (58,95 % - 33,86 %)
NON 3 812 (41,04 % - 26,94 %)

MAINE-ET-LOIRE

L. 472 168; V. 343 481; A. 27,25 %
B. et N. 16 122; E. 327 359.
OUI 182 418 (53,14 % - 37,90 %)
NON 161 063 (46,85 % - 34,18 %)
1988: L. 460 587; V. 387 432; A. 11,81 %; E. 378 863; Mitterrand, 122 978 (31,72 %); Chirac, 91 488 (23,62 %); Barre, 33 133 (8,53 %); La Pen, 35 901 (9,24 %); Wechsler, 15 622 (4,04 %); Lajoinie, 10 353 (2,74 %); Bousset, 9 573 (2,48 %); Juguin, 6 022 (1,59 %); Bousset, 1 863 (0,48 %).
1972: L. 344 587; V. 217 847; A. 38,38 %; E. 194 322; OUI 198 706 (91,38 %); NON 19 141 (8,62 %).
1972: L. 344 587; V. 217 847; A. 38,38 %; E. 194 322; OUI 198 706 (91,38 %); NON 19 141 (8,62 %).

Angers
L. 383 327; V. 313 215; A. 31,97 %
B. et N. 1 777; E. 31 538.
OUI 311 611 (61,72 % - 40,58 %)
NON 171 594 (38,27 % - 25,16 %)

Avrillé
L. 9 017; V. 6 464; A. 28,31 %
B. et N. 179; E. 6 285.
OUI 4 073 (62,90 % - 45,17 %)
NON 2 391 (37,09 % - 24,83 %)

Cholet
L. 178 372; V. 123 915; A. 31,34 %
B. et N. 527; E. 23 048.
OUI 14 457 (62,72 % - 41,09 %)
NON 8 587 (37,27 % - 24,42 %)

Les Ponts-de-Cé
L. 7 675; V. 5 184; A. 25,94 %
B. et N. 245; E. 4 939.
OUI 3 171 (58,30 % - 41,31 %)
NON 2 288 (41,69 % - 29,55 %)

Saumur
L. 19 030; V. 12 419; A. 34,73 %
B. et N. 373; E. 12 046.
OUI 6 470 (53,71 % - 33,99 %)
NON 5 548 (46,28 % - 29,30 %)

Trois-Étoiles
L. 8 011; V. 4 320; A. 36,47 %
B. et N. 209; E. 4 111.
OUI 2 139 (52,03 % - 31,45 %)
NON 1 872 (47,96 % - 28,99 %)

Le « oui » l'emporte assez largement dans le Maine-et-Loire (53,73 %), où les dix parlementaires (4 UDF, 2 CDS et 4 RPR) chez les députés, 3 CDS et 1 UDF chez les sénateurs) s'étaient unanimement engagés dans la campagne pour le « oui ». Celui-ci l'emporte encore plus largement dans l'électorat urbain: 61,7 % à Angers, 62,7 % à Cholet - et même 53,7 % à Saumur, dont le maire RPR, M. Jean-Paul Hugot, s'était pourtant prononcé pour le « non ». Sièges de meetings tenus par les témoins nationaux de la campagne, Beaulieu-en-Vallée a suivi M. Philippe Villeneuve (33,6 %), Saint-Germain-le-Franc a suivi M. Valéry Giscard d'Estaing pour le « oui » (63 %), tandis que le P. M. Villeneuve, qui avait reçu M. Philippe de Villiers, n'a eu accordé 48,5 % au « non ».

Agès
L. 18 819; V. 12 894; A. 31,48 %
B. et N. 410; E. 12 484.
OUI 6 711 (53,75 % - 35,66 %)
NON 5 773 (46,24 % - 30,67 %)

Marmande
L. 13 256; V. 9 442; A. 28,77 %
B. et N. 365; E. 9 077.
OUI 4 736 (50,17 % - 32,14 %)
NON 4 706 (49,82 % - 37,86 %)

Villeneuve-sur-Lot
L. 16 048; V. 11 059; A. 31,08 %
B. et N. 393; E. 10 666.
OUI 5 425 (58,95 % - 33,86 %)
NON 3 812 (41,04 % - 26,94 %)

Le « non » des ruraux s'est imposé à l'ensemble du département (53,54 % du total des voix). Si l'on considère que la majorité départementale est M. Jean François-Poncet, président du Mouvement européen, s'est montrée timide - voire hostile - même très hostile au « oui » pour les conseillers généraux RPR. Si l'on se réfère à la Coordination rurale pendant la campagne, on comprend ces résultats, qui ont été en fait le résultat d'une campagne menée par les conseillers généraux RPR, dont Villeneuve-sur-Lot, le « oui », mais Marmande, la « non », et Villeneuve-sur-Lot, la « non ». Les « anti-Mitterrand » ont souvent dépassé les 60 % des voix, notamment dans l'ouest du département (Marmande, Landerneau, Gascogne) avec des scores de plus de 80 % dans les petites communes.

Agès
L. 18 819; V. 12 894; A. 31,48 %
B. et N. 410; E. 12 484.
OUI 6 711 (53,75 % - 35,66 %)
NON 5 773 (46,24 % - 30,67 %)

Marmande
L. 13 256; V. 9 442; A. 28,77 %
B. et N. 365; E. 9 077.
OUI 4 736 (50,17 % - 32,14 %)
NON 4 706 (49,82 % - 37,86 %)

Villeneuve-sur-Lot
L. 16 048; V. 11 059; A. 31,08 %
B. et N. 393; E. 10 666.
OUI 5 425 (58,95 % - 33,86 %)
NON 3 812 (41,04 % - 26,94 %)

Le « non » des ruraux s'est imposé à l'ensemble du département (53,54 % du total des voix). Si l'on considère que la majorité départementale est M. Jean François-Poncet, président du Mouvement européen, s'est montrée timide - voire hostile - même très hostile au « oui » pour les conseillers généraux RPR. Si l'on se réfère à la Coordination rurale pendant la campagne, on comprend ces résultats, qui ont été en fait le résultat d'une campagne menée par les conseillers généraux RPR, dont Villeneuve-sur-Lot, le « oui », mais Marmande, la « non », et Villeneuve-sur-Lot, la « non ». Les « anti-Mitterrand » ont souvent dépassé les 60 % des voix, notamment dans l'ouest du département (Marmande, Landerneau, Gascogne) avec des scores de plus de 80 % dans les petites communes.

Agès
L. 18 819; V. 12 894; A. 31,48 %
B. et N. 410; E. 12 484.
OUI 6 711 (53,75 % - 35,66 %)
NON 5 773 (46,24 % - 30,67 %)

Marmande
L. 13 256; V. 9 442; A. 28,77 %
B. et N. 365; E. 9 077.
OUI 4 736 (50,17 % - 32,14 %)
NON 4 706 (49,82 % - 37,86 %)

Villeneuve-sur-Lot
L. 16 048; V. 11 059; A. 31,08 %
B. et N. 393; E. 10 666.
OUI 5 425 (58,95 % - 33,86 %)
NON 3 812 (41,04 % - 26,94 %)

Le « non » des ruraux s'est imposé à l'ensemble du département (53,54 % du total des voix). Si l'on considère que la majorité départementale est M. Jean François-Poncet, président du Mouvement européen, s'est montrée timide - voire hostile - même très hostile au « oui » pour les conseillers généraux RPR. Si l'on se réfère à la Coordination rurale pendant la campagne, on comprend ces résultats, qui ont été en fait le résultat d'une campagne menée par les conseillers généraux RPR, dont Villeneuve-sur-Lot, le « oui », mais Marmande, la « non », et Villeneuve-sur-Lot, la « non ». Les « anti-Mitterrand » ont souvent dépassé les 60 % des voix, notamment dans l'ouest du département (Marmande, Landerneau, Gascogne) avec des scores de plus de 80 % dans les petites communes.

Agès
L. 18 819; V. 12 894; A. 31,48 %
B. et N. 410; E. 12 484.
OUI 6 711 (53,75 % - 35,66 %)
NON 5 773 (46,24 % - 30,67 %)

Marmande
L. 13 256; V. 9 442; A. 28,77 %
B. et N. 365; E. 9 077.
OUI 4 736 (50,17 % - 32,14 %)
NON 4 706 (49,82 % - 37,86 %)

Villeneuve-sur-Lot
L. 16 048; V. 11 059; A. 31,08 %
B. et N. 393; E. 10 666.
OUI 5 425 (58,95 % - 33,86 %)
NON 3 812 (41,04 % - 26,94 %)

Le « non » des ruraux s'est imposé à l'ensemble du département (53,54 % du total des voix). Si l'on considère que la majorité départementale est M. Jean François-Poncet, président du Mouvement européen, s'est montrée timide - voire hostile - même très hostile au « oui » pour les conseillers généraux RPR. Si l'on se réfère à la Coordination rurale pendant la campagne, on comprend ces résultats, qui ont été en fait le résultat d'une campagne menée par les conseillers généraux RPR, dont Villeneuve-sur-Lot, le « oui », mais Marmande, la « non », et Villeneuve-sur-Lot, la « non ». Les « anti-Mitterrand » ont souvent dépassé les 60 % des voix, notamment dans l'ouest du département (Marmande, Landerneau, Gascogne) avec des scores de plus de 80 % dans les petites communes.

Agès
L. 18 819; V. 12 894; A. 31,48 %
B. et N. 410; E. 12 484.
OUI 6 711 (53,75 % - 35,66 %)
NON 5 773 (46,24 % - 30,67 %)

Marmande
L. 13 256; V. 9 442; A. 28,77 %
B. et N. 365; E. 9 077.
OUI 4 736 (50,17 % - 32,14 %)
NON 4 706 (49,82 % - 37,86 %)

Villeneuve-sur-Lot
L. 16 048; V. 11 059

SUR L'UNION EUROPÉENNE

La Monde ■ Mardi 22 septembre 1992 19

OUI 3 101 (39,33 % - 39,50 %)
NON 2 125 (46,66 % - 27,07 %)

Fameck
L 13 206; V 8 523; A 35,46 %
B. et N. 243; E. 8 280

OUI 4 601 (55,56 % - 34,94 %)
NON 3 679 (44,43 % - 27,85 %)

Florange
L 11 560; V 7 445; A 34,73 %
B. et N. 201; E. 7 344

OUI 3 820 (52,01 % - 33,04 %)
NON 3 524 (47,98 % - 30,48 %)

Forbach
L 13 112; V 7 628; A 41,82 %
B. et N. 179; E. 7 449

OUI 4 382 (58,82 % - 33,41 %)
NON 3 067 (41,17 % - 23,39 %)

Freyling-Marlebach
L 10 472; V 6 730; A 35,73 %
B. et N. 215; E. 6 515

OUI 3 659 (56,16 % - 34,94 %)
NON 2 856 (43,83 % - 27,27 %)

Hayange
L 10 275; V 6 602; A 35,74 %
B. et N. 212; E. 6 390

OUI 3 416 (53,45 % - 33,24 %)
NON 2 974 (46,54 % - 28,94 %)

Montigny-lès-Metz
L 16 526; V 10 955; A 33,71 %
B. et N. 294; E. 10 661

OUI 4 378 (59,82 % - 38,49 %)
NON 2 983 (40,17 % - 25,91 %)

Rombas
L 6 386; V 4 143; A 35,12 %
B. et N. 135; E. 4 008

OUI 2 162 (53,94 % - 33,85 %)
NON 1 846 (46,05 % - 28,95 %)

Saint-Amand
L 11 482; V 7 333; A 36,13 %
B. et N. 180; E. 7 153

OUI 4 234 (58,19 % - 36,87 %)
NON 2 919 (40,80 % - 25,42 %)

Sarrebourg
L 8 559; V 5 498; A 35,76 %
B. et N. 213; E. 5 283

OUI 3 174 (60,05 % - 37,08 %)
NON 2 111 (39,94 % - 24,66 %)

Sarreque
L 16 088; V 9 666; A 39,84 %
B. et N. 289; E. 9 368

OUI 5 684 (68,46 % - 35,25 %)
NON 2 604 (31,53 % - 20,05 %)

Schilling-Wendel
L 8 831; V 5 516; A 37,53 %
B. et N. 141; E. 5 375

OUI 2 894 (53,34 % - 32,77 %)
NON 2 481 (46,65 % - 28,09 %)

Thionville
L 26 237; V 17 422; A 33,87 %
B. et N. 463; E. 16 957

OUI 18 329 (69,38 % - 39,36 %)
NON 8 268 (30,61 % - 20,18 %)

Wolpelt
L 7 059; V 4 302; A 39,05 %
B. et N. 123; E. 4 175

OUI 2 097 (59,17 % - 29,70 %)
NON 1 462 (40,82 % - 25,49 %)

Yutz
L 18 196; V 11 808; A 35,10 %
B. et N. 339; E. 11 469

OUI 6 781 (59,12 % - 37,26 %)
NON 4 688 (40,87 % - 25,76 %)

OUI 2 963 (53,51 % - 34,82 %)
NON 2 574 (46,48 % - 30,25 %)

Vareannes-Vauzelles
L 7 420; V 5 556; A 25,12 %
B. et N. 207; E. 5 349

OUI 2 887 (50,23 % - 36,21 %)
NON 2 662 (49,76 % - 35,87 %)

495 128 (81,85 %): NON, 305 338 (38,14 %)

Lille
L 92 193; V 57 423; A 37,71 %
B. et N. 1 664; E. 55 759

OUI 31 180 (55,91 % - 33,82 %)
NON 24 579 (44,08 % - 26,66 %)

Arras
L 8 804; V 5 945; A 32,47 %
B. et N. 214; E. 5 731

OUI 3 471 (60,56 % - 39,42 %)
NON 2 260 (39,43 % - 25,67 %)

Armentières
L 16 583; V 11 681; A 29,56 %
B. et N. 336; E. 11 145

OUI 5 620 (50,42 % - 33,89 %)
NON 5 525 (49,57 % - 33,31 %)

Bailleul
L 9 310; V 7 121; A 23,51 %
B. et N. 357; E. 7 064

OUI 3 622 (53,54 % - 38,90 %)
NON 3 124 (46,45 % - 33,74 %)

Bondou
L 7 246; V 5 591; A 22,84 %
B. et N. 151; E. 5 440

OUI 3 422 (62,90 % - 47,22 %)
NON 2 018 (37,09 % - 27,84 %)

Bray-sur-Ecaillon
L 7 673; V 5 358; A 30,17 %
B. et N. 187; E. 5 171

OUI 3 772 (65,26 % - 43,94 %)
NON 1 799 (34,73 % - 23,44 %)

Cambrin
L 22 194; V 15 835; A 28,56 %
B. et N. 357; E. 15 298

OUI 8 162 (53,35 % - 36,77 %)
NON 7 136 (46,64 % - 32,15 %)

Candry
L 9 539; V 6 965; A 26,98 %
B. et N. 290; E. 6 795

OUI 3 641 (54,54 % - 38,16 %)
NON 3 034 (45,45 % - 31,80 %)

Comines
L 7 533; V 5 313; A 29,51 %
B. et N. 185; E. 5 128

OUI 2 866 (55,88 % - 38,02 %)
NON 2 262 (44,11 % - 30,08 %)

Condé-sur-Ecaillon
L 6 447; V 4 390; A 31,90 %
B. et N. 147; E. 4 243

OUI 2 387 (56,25 % - 37,02 %)
NON 1 856 (43,74 % - 28,78 %)

Coudekerke-Branche
L 15 864; V 10 011; A 24,28 %
B. et N. 248; E. 11 318

OUI 6 488 (53,74 % - 37,90 %)
NON 5 596 (46,25 % - 32,10 %)

Croix
L 13 443; V 9 418; A 29,94 %
B. et N. 277; E. 9 141

OUI 4 951 (64,14 % - 36,82 %)
NON 2 736 (35,85 % - 23,16 %)

Densin
L 11 196; V 7 446; A 30,81 %
B. et N. 292; E. 7 321

OUI 4 015 (61,36 % - 41,22 %)
NON 2 506 (38,63 % - 25,95 %)

Donal
L 25 434; V 16 444; A 35,34 %
B. et N. 394; E. 15 830

OUI 5 507 (59,97 % - 31,76 %)
NON 3 778 (40,02 % - 30,54 %)

Douchy-lès-Mines
L 6 579; V 4 494; A 31,69 %
B. et N. 129; E. 4 365

OUI 2 849 (65,26 % - 43,30 %)
NON 1 516 (34,73 % - 23,04 %)

Dunkirk
L 49 737; V 33 833; A 32,00 %
B. et N. 1 147; E. 33 685

OUI 16 871 (51,61 % - 33,90 %)
NON 15 815 (48,38 % - 31,78 %)

Feches-Thumessin
L 12 323; V 8 495; A 31,06 %
B. et N. 295; E. 8 200

OUI 4 248 (51,89 % - 34,47 %)
NON 3 952 (48,10 % - 32,07 %)

Fouilles
L 9 481; V 6 697; A 29,36 %
B. et N. 272; E. 6 425

OUI 3 518 (54,63 % - 37,91 %)
NON 2 915 (45,36 % - 32,09 %)

Grande-Synthe
L 13 727; V 9 303; A 32,21 %
B. et N. 383; E. 9 022

OUI 5 332 (59,76 % - 38,84 %)
NON 3 590 (40,23 % - 26,15 %)

Gravelines
L 8 187; V 6 254; A 23,61 %
B. et N. 287; E. 5 967

OUI 3 512 (58,85 % - 42,89 %)
NON 2 455 (41,14 % - 29,96 %)

Halluin
L 11 417; V 8 674; A 24,02 %
B. et N. 343; E. 8 331

OUI 4 234 (50,82 % - 37,88 %)
NON 4 097 (49,17 % - 35,98 %)

Hambourdin
L 9 020; V 6 324; A 29,88 %
B. et N. 229; E. 6 095

OUI 3 377 (55,40 % - 37,43 %)
NON 2 718 (44,59 % - 30,13 %)

Hantmont
L 9 213; V 6 216; A 32,53 %
B. et N. 166; E. 6 050

OUI 4 637 (66,72 % - 43,81 %)
NON 2 813 (33,27 % - 21,84 %)

Hazebronn
L 14 584; V 10 700; A 26,63 %
B. et N. 348; E. 10 152

OUI 5 141 (50,64 % - 35,25 %)
NON 5 011 (49,35 % - 34,35 %)

Hem
L 11 841; V 6 604; A 27,33 %
B. et N. 310; E. 8 294

OUI 4 486 (54,20 % - 37,96 %)
NON 3 798 (45,79 % - 32,07 %)

Jemmont
L 6 161; V 4 127; A 33,01 %
B. et N. 129; E. 3 998

OUI 2 149 (53,75 % - 34,46 %)
NON 1 849 (46,24 % - 31,51 %)

Lambertart
L 19 741; V 14 297; A 27,57 %
B. et N. 432; E. 13 865

OUI 8 185 (59,03 % - 41,46 %)
NON 5 686 (40,96 % - 27,77 %)

Lomme
L 16 758; V 12 139; A 27,56 %
B. et N. 476; E. 11 663

OUI 6 190 (52,73 % - 36,69 %)
NON 5 513 (47,26 % - 32,89 %)

Loos
L 11 430; V 8 120; A 28,95 %
B. et N. 313; E. 7 807

OUI 4 136 (52,97 % - 36,18 %)
NON 3 671 (47,02 % - 32,11 %)

Lys-lès-Lannoy
L 8 522; V 6 039; A 29,13 %
B. et N. 244; E. 5 793

OUI 2 888 (53,71 % - 34,48 %)
NON 2 511 (46,28 % - 33,51 %)

La Madeleine
L 13 518; V 9 745; A 35,30 %
B. et N. 253; E. 8 492

OUI 4 666 (54,94 % - 34,51 %)
NON 3 826 (45,05 % - 28,30 %)

Marquais-Barcel
L 25 126; V 17 281; A 31,22 %
B. et N. 432; E. 16 829

OUI 9 399 (55,85 % - 37,40 %)
NON 7 330 (44,14 % - 29,57 %)

Marly
L 7 645; V 5 622; A 26,46 %
B. et N. 179; E. 5 443

OUI 3 889 (56,75 % - 40,40 %)
NON 2 954 (43,24 % - 30,79 %)

Marquette-lez-Lille
L 6 177; V 4 379; A 29,10 %
B. et N. 153; E. 4 226

OUI 2 206 (52,20 % - 35,71 %)
NON 2 020 (47,79 % - 32,70 %)

Maulbeuge
L 21 960; V 15 681; A 31,70 %
B. et N. 397; E. 13 284

OUI 7 716 (56,97 % - 37,13 %)
NON 5 568 (43,02 % - 32,87 %)

Mons-en-Barrois
L 12 802; V 8 818; A 30,88 %
B. et N. 295; E. 8 333

OUI 4 605 (53,89 % - 35,57 %)
NON 3 948 (46,10 % - 32,53 %)

Mouvaux
L 9 207; V 6 159; A 22,24 %
B. et N. 211; E. 5 948

OUI 4 121 (50,31 % - 44,75 %)
NON 2 827 (40,68 % - 30,70 %)

Raismes
L 9 822; V 6 843; A 30,11 %
B. et N. 218; E. 6 623

OUI 4 386 (66,20 % - 44,65 %)
NON 2 239 (33,79 % - 22,79 %)

Ronchin
L 12 277; V 8 277; A 32,58 %
B. et N. 277; E. 8 800

OUI 4 736 (52,95 % - 34,50 %)
NON 4 184 (47,04 % - 30,65 %)

Roncq
L 8 663; V 6 749; A 22,09 %
B. et N. 262; E. 6 487

OUI 3 330 (51,33 % - 38,43 %)
NON 3 157 (48,66 % - 36,44 %)

Roubaix
L 42 288; V 26 994; A 36,16 %
B. et N. 839; E. 26 165

OUI 13 162 (50,30 % - 31,11 %)
NON 13 003 (49,69 % - 30,89 %)

Saint-Amand-les-Eaux
L 11 395; V 7 874; A 30,89 %
B. et N. 310; E. 7 564

OUI 4 498 (58,27 % - 37,96 %)
NON 3 156 (41,72 % - 27,99 %)

Saint-André
L 6 630; V 4 790; A 27,75 %
B. et N. 159; E. 4 631

OUI 2 497 (53,88 % - 37,66 %)
NON 2 134 (46,11 % - 32,33 %)

Saint-Pol-sur-Mer
L 15 190; V 10 716; A 29,45 %
B. et N. 401; E. 10 315

OUI 6 413 (62,17 % - 42,21 %)
NON 3 902 (37,82 % - 25,68 %)

Saint-Sauve
L 7 259; V 5 228; A 27,97 %
B. et N. 181; E. 5 047

OUI 2 587 (51,25 % - 35,63 %)
NON 2 460 (48,74 % - 33,88 %)

Sedun
L 8 156; V 5 660; A 30,60 %
B. et N. 200; E. 5 460

OUI 3 268 (59,85 % - 40,06 %)
NON 2 192 (40,14 % - 26,87 %)

Sin-le-Noble
L 11 286; V 7 303; A 35,29 %
B. et N. 281; E. 7 022

OUI 3 998 (56,93 % - 35,42 %)
NON 3 024 (43,06 % - 26,79 %)

Somain
L 8 442; V 5 952; A 29,49 %
B. et N. 205; E. 5 749

OUI 3 692 (64,21 % - 43,73 %)
NON 2 087 (35,78 % - 24,56 %)

Tourcoing
L 52 880; V 35 938; A 32,03 %
B. et N. 1 288; E. 34 650

OUI 18 134 (52,33 % - 34,29 %)
NON 16 516 (47,66 % - 31,23 %)

Valenciennes
L 23 409; V 15 151; A 31,04 %
B. et N. 542; E. 15 393

OUI 7 744 (58,30 % - 35,42 %)
NON 7 649 (41,69 % - 32,57 %)

Vieux-Condé
L 7 621; V 4 870; A 36,09 %
B. et N. 183; E. 4 663

OUI 4 121 (50,31 % - 44,75 %)
NON 2 827 (40,68 % - 30,70 %)

Villeneuve-d'Ascq
L 35 583; V 25 298; A 28,90 %
B. et N. 759; E. 24 339

OUI 14 986 (61,07 % - 42,11 %)
NON 9 253 (38,92 % - 26,84 %)

Wasquehal
L 13 090; V 9 208; A 31,11 %
B. et N. 306; E. 8 902

OUI 4 974 (55,87 % - 37,99 %)
NON 3 928 (44,12 % - 30,00 %)

Wattignies
L 9 069; V 6 189; A 31,75 %
B. et N. 182; E. 6 007

OUI 3 242 (53,97 % - 35,74 %)
NON 2 765 (46,02 % - 30,48 %)

Wattrelos
L 29 258; V 19 670; A 32,77 %
B. et N. 723; E. 18 947

OUI 11 502 (50,20 % - 32,51 %)
NON 11 438 (49,79 % - 32,24 %)

Les Nordistes n'ont pas suivi l'ancien premier ministre socialiste, M. Pierre Mauroy, toujours « patron » de la région, dans son credo européen. Alors qu'il explique depuis deux décennies que le avec est une « euro-région », le maire de Lille doit constater que plus de 54 % des Nordistes ont dit « non » à Maastricht. Ce refus émane de zones dont la reconversion a été mal faite ou de zones où des mineurs du Doubs des sidérurgistes de la Sambre (près de 57 % pour le Nord) et du Mandeurel du Valenciennais. A Valenciennes, où le maire, M. Jean-Louis Borloo, qui vient de quitter le Parlement européen, avait appelé à voter « oui », du bout des lèvres il est vrai, le « non » recueille 50,3 % de suffrages.

Le « non » provient, aussi, des salariés du textile du nord de l'agglomération lilloise - le maire de Roubaix, M. André Diligent, sénateur (UDF-CDS), avait tenté de faire passer le « non » dans sa commune, - des transitaires en douane de la frontière, privés d'avenir par la disparition des contrôles aux frontières entrainée par l'acte unique. A Comines-Francais, ville jumelle de Comines-Belgique et où avait eu lieu le jour même une fête de l'Europe, 55 % des habitants se sont prononcés pour le « non ».

Nouveau président de l'Internationale socialiste, M. Mauroy fera valoir que l'Europe peut être un « plus » et qu'il « pourra » reconstruire, peut-être encouragé par les 56 % de « oui » de la métropole lilloise, mais il ne devra pas oublier que ce sont les beaux quartiers qui ont assuré ce score.

OISE

L 464 627; V 344 767; A 33,79 %
B. et N. 9 628; E. 355 139

OUI 186 840 (55,75 % - 40,21 %)
NON 148 299 (44,24 % - 31,91 %)

1988 - L 443 577; V 374 894; A 31,15 %
B. et N. 937 477; E. 357 198
134 132 (38,50 %); Châteauneuf 88 198 (17,74 %); La Ferté-Macé 118 721; Berre 81 839 (14,08 %); Lagny, 26 894 (7,31 %); Neaumesnil 12 263 (3,33 %); Levallois 8 878 (2,48 %); Jousselin 8 781 (1,87 %); Bousval, 1 423 (0,38 %)

1972 - L 304 180; V 203 222; A 33,18 %
B. et N. 181 098; E. 101 113
(81,48 %); NON, 69 793 (38,53 %)

Beauvais
L 30 912; V 22 826; A 26,15 %
B. et N. 718; E. 22 108

OUI 11 422 (31,14 % - 34,35 %)
NON 10 188 (48,33 % - 34,56 %)

Chantilly
L 7 189; V 4 775; A 33,37 %
B. et N. 88; E. 4 687

OUI 2 497 (53,27 % - 34,73 %)
NON 2 190 (46,72 % - 30,46 %)

L'échec du « oui » dans la Nièvre n'est pas un effet d'un coup de tonnerre. Les rares étaient ceux qui s'attendaient à un succès du « non » dans le département de M. François Mitterrand et de M. Pierre Bérégovoy. Pourtant, de nombreux éléments structurels (culture rurale, esprit conservateur, vieilles traditions de gauche, déclin économique et vieillissement démographique) et des signaux politiques (les revers du PS aux régionales et aux cantonales) laissent pressager un rejet majoritaire du traité. L'avance du « oui » à Nevers, la ville du premier ministre, et à Cosne n'a pas compensé la marée du « non » dans la Nièvre rurale, y compris dans le Morvan. A Châteauneuf, le « oui » l'a toutefois emporté avec 58,65 %. Dans la commune communiste de Varennes-Vauzelles, troisième ville du département, le « non » devance le « oui » de vingt-cinq voix.

Le rituel tranquille de Châteauneuf

de notre correspondant

En cette chaude fin d'été, le Morvan regorge de champignons. M. François Mitterrand en est grand amateur. Un de ses fidèles morvandiaux a donc apporté un panier de cèpes fraîchement cueillis, dimanche matin, chez Ginette Chevrier, la veuve de l'ancien propriétaire de l'hôtel du Vieux-Morvan, à Châteauneuf, où le chef de l'Etat a l'habitude de déjeuner les jours d'élections.

M. Mitterrand semblait en forme. Mitterrand et Chevrier, quand il est arrivé en voiture à Châteauneuf, vers midi et demi, en compagnie de son ami François de la Roche, chez lequel il avait passé la nuit, il a d'abord bu un verre de vin. Le président de la République n'a rien changé au rituel de ses journées de vote. Rejoint par son épouse, par ses deux sœurs, M^{me} Christine Gouze-Renard, et par son beau-frère, M. Roger Renard, il a gagné en voiture la mairie, envahie depuis plusieurs heures par une nuée de journalistes. Et là, voté, peu après 13 heures, comme un simple citoyen, n'étant le digne avertisseur des flashs.

Venu en vol de Nevers, où il avait voté lui-même vers 11 heures, M. Bérégovoy a retrouvé le chef de l'Etat à la mairie. Après un bref entretien, les deux hommes ont descendu le perron sous le soleil. Parmi les quelques dizaines de badauds qui attendaient leur sortie, l'un d'eux a lancé : « Bonne santé, monsieur le président ! »

Délaissant sa voiture, François Mitterrand a traversé la rue pour aller, selon son habitude, contempler la fontaine animée de Niki de Saint-Phalle et Jean Tinguely qu'il a inaugurée il y a quatre ans et demi. Et, toujours selon la même habitude, il est descendu à pied jusqu'au 15 de la rue de Nevers, chez Ginette Chevrier, où le déjeuner les attendait, en compagnie de son épouse, de M. et M^{me} Bérégovoy et de M. René-Pierre Signé, sénateur, maire de Châteauneuf.

En milieu d'après-midi, selon son habitude encore, le chef de l'Etat est allé faire une petite visite au Musée du septennat pour y découvrir les salles supplémentaires qui ont été ouvertes au printemps. Et vers 17 h 30, sans savoir encore que le Morvan avait voté majoritairement « non », il est parti en voiture pour Nevers, et de là en avion pour Paris, où M. Bérégovoy l'attendait.

JACQUES SPINDLER

NORD
L 1 639 572; V 1 175 399; A 28,31 %
B. et N. 42 270; E. 1 133 129

OUI 613 959 (54,18 % - 37,44 %)
NON 519 170 (45,81 % - 31,56 %)

1988 - L 1 634 459; V 1 380 078; A 28,78 %
B. et N. 1 329 195; E. 1 329 195
148 871 (36,74 %); Berre, 207 212 (15,89 %); La Pen, 201 473 (15,15 %); Châteauneuf, 199 741 (15,02 %); Lagny, 137 467 (10,34 %); Wicourt, 38 846 (2,92 %); Lagny, 30 575 (2,30 %); Jousselin, 20 434 (1,53 %); Bousval, 8 098 (0,61 %)

1972 - L 1 380 809; V 907 133; A 32,84 %
B. et N. 800 482; E. 907 133

MARIE CHAIX

le fils de Marthe

Un vol. 240 pages 29 F

Calmann-Lévy

« Le fils de Marthe est un roman d'une grande tendresse. »
Françoise Ducout, Elle

« Un beau roman, riche et étonnant, d'une grande érudition et de mélodrame. »
Evelyn Le...
Femme Actuelle

« Un beau récit, dur, insupportable parfois, mais qui puise son essence même dans une réalité... »
Eliane Fournier, La Liberté

LES RÉSULTATS DU RÉFÉRENDUM

Compiègne
L. 197 : V. 15 261 : A. 28,00 %
B. et N. 429 : E. 14

OUI : 7 785 (52,47 %)
NON : 7 051 (47,52 %)

Creil
L. 15 721 : V. 9 606 : A. 38,89 %
B. et N. 227 : E. 9 379

OUI : 5 077 (54,13 %)
NON : 4 302 (45,86 %)

Crépy-en-Valois
L. 8 570 : V. 6 301 : A. 26,47 %
B. et N. 187 : E. 6 114

OUI : 448 (56,39 %)
NON : 2 666 (43,60 %)

Méry
L. 6 203 : V. 5 112 : A. 27,26 %
B. et N. 116 : E. 4 396

OUI : 2 753 (62,62 %)
NON : 1 643 (37,37 %)

Montataire
L. 6 555 : V. 4 452 : A. 32,06 %
B. et N. 112 : E. 4 341

OUI : 2 893 (66,64 %)
NON : 1 448 (33,35 %)

Nogent-sur-Oise
L. 10 407 : V. 7 069 : A. 32,07 %
B. et N. 203 : E. 6 866

OUI : 3 509 (50,00 %)
NON : 3 559 (50,00 %)

Noyon
L. 7 503 : V. 4 925 : A. 34,35 %
B. et N. 129 : E. 7 374

OUI : 2 717 (54,41 %)
NON : 2 079 (45,58 %)

Senlis
L. 9 245 : V. 6 386 : A. 30,98 %
B. et N. 138 : E. 6 248

OUI : 3 382 (54,12 %)
NON : 2 866 (45,87 %)

Les adversaires du traité de Maastricht ont mené jusqu'à la dernière minute une campagne active pour le « non ». Le « oui » a été net dans les petites communes où il n'y a pas de vote exprimé ; mais le vote négatif n'a pas été seulement rural. On l'a vu dans des communes populaires, touchées par le chômage et les problèmes d'intégration, comme Montataire, Creil, Nogent-sur-Oise, même Beauvais, chef-lieu du département.

« Oui » : majoritaire dans les villes dont le niveau de vie moyen est plus élevé et où l'Europe ne fait pas

comme Compiègne, Chantilly, Gouvieux, la ville la plus riche du département, le « oui » atteindra 55,87 %.

ORNE
L. 209 403 : V. 155 202 : A. 25,80 %
B. et N. 5 500 : E. 149 702

OUI : 77 252 (51,60 %)
NON : 72 450 (48,39 %)

Argentan
L. 10 546 : V. 7 526 : A. 28,63 %
B. et N. 268 : E. 7 258

OUI : 3 663 (58,46 %)
NON : 2 595 (41,53 %)

Flers
L. 10 429 : V. 7 904 : A. 28,04 %
B. et N. 292 : E. 7 212

OUI : 4 077 (56,53 %)
NON : 3 136 (43,46 %)

Alençon
L. 18 121 : V. 12 047 : A. 33,51 %
B. et N. 382 : E. 11 665

OUI : 6 864 (58,84 %)
NON : 4 801 (41,15 %)

Argentan
L. 10 546 : V. 7 526 : A. 28,63 %
B. et N. 268 : E. 7 258

OUI : 3 663 (58,46 %)
NON : 2 595 (41,53 %)

Flers
L. 10 429 : V. 7 904 : A. 28,04 %
B. et N. 292 : E. 7 212

OUI : 4 077 (56,53 %)
NON : 3 136 (43,46 %)

Alençon
L. 18 121 : V. 12 047 : A. 33,51 %
B. et N. 382 : E. 11 665

OUI : 6 864 (58,84 %)
NON : 4 801 (41,15 %)

Argentan
L. 10 546 : V. 7 526 : A. 28,63 %
B. et N. 268 : E. 7 258

OUI : 3 663 (58,46 %)
NON : 2 595 (41,53 %)

Flers
L. 10 429 : V. 7 904 : A. 28,04 %
B. et N. 292 : E. 7 212

OUI : 4 077 (56,53 %)
NON : 3 136 (43,46 %)

PAS-DE-CALAIS
L. 998 887 : V. 737 715 : A. 26,14 %
B. et N. 297 : E. 7 008

OUI : 411 838 (54,58 %)
NON : 346 877 (45,41 %)

Calais
L. 14 723 : V. 9 217 : A. 29,71 %
B. et N. 292 : E. 7 212

OUI : 4 077 (56,53 %)
NON : 3 136 (43,46 %)

Arras
L. 25 615 : V. 18 925 : A. 26,11 %
B. et N. 685 : E. 18 240

OUI : 9 267 (50,75 %)
NON : 8 993 (49,24 %)

Amiens
L. 8 637 : V. 6 284 : A. 28,28 %
B. et N. 194 : E. 6 090

OUI : 4 171 (68,49 %)
NON : 1 919 (31,51 %)

Compiègne
L. 197 : V. 15 261 : A. 28,00 %
B. et N. 429 : E. 14

OUI : 7 785 (52,47 %)
NON : 7 051 (47,52 %)

Créil
L. 15 721 : V. 9 606 : A. 38,89 %
B. et N. 227 : E. 9 379

OUI : 5 077 (54,13 %)
NON : 4 302 (45,86 %)

Crépy-en-Valois
L. 8 570 : V. 6 301 : A. 26,47 %
B. et N. 187 : E. 6 114

OUI : 448 (56,39 %)
NON : 2 666 (43,60 %)

Méry
L. 6 203 : V. 5 112 : A. 27,26 %
B. et N. 116 : E. 4 396

OUI : 2 753 (62,62 %)
NON : 1 643 (37,37 %)

Montataire
L. 6 555 : V. 4 452 : A. 32,06 %
B. et N. 112 : E. 4 341

OUI : 2 893 (66,64 %)
NON : 1 448 (33,35 %)

Nogent-sur-Oise
L. 10 407 : V. 7 069 : A. 32,07 %
B. et N. 203 : E. 6 866

OUI : 3 509 (50,00 %)
NON : 3 559 (50,00 %)

Noyon
L. 7 503 : V. 4 925 : A. 34,35 %
B. et N. 129 : E. 7 374

OUI : 2 717 (54,41 %)
NON : 2 079 (45,58 %)

Senlis
L. 9 245 : V. 6 386 : A. 30,98 %
B. et N. 138 : E. 6 248

OUI : 3 382 (54,12 %)
NON : 2 866 (45,87 %)

Les adversaires du traité de Maastricht ont mené jusqu'à la dernière minute une campagne active pour le « non ». Le « oui » a été net dans les petites communes où il n'y a pas de vote exprimé ; mais le vote négatif n'a pas été seulement rural. On l'a vu dans des communes populaires, touchées par le chômage et les problèmes d'intégration, comme Montataire, Creil, Nogent-sur-Oise, même Beauvais, chef-lieu du département.

« Oui » : majoritaire dans les villes dont le niveau de vie moyen est plus élevé et où l'Europe ne fait pas

comme Compiègne, Chantilly, Gouvieux, la ville la plus riche du département, le « oui » atteindra 55,87 %.

ORNE
L. 209 403 : V. 155 202 : A. 25,80 %
B. et N. 5 500 : E. 149 702

OUI : 77 252 (51,60 %)
NON : 72 450 (48,39 %)

Argentan
L. 10 546 : V. 7 526 : A. 28,63 %
B. et N. 268 : E. 7 258

OUI : 3 663 (58,46 %)
NON : 2 595 (41,53 %)

Flers
L. 10 429 : V. 7 904 : A. 28,04 %
B. et N. 292 : E. 7 212

OUI : 4 077 (56,53 %)
NON : 3 136 (43,46 %)

Alençon
L. 18 121 : V. 12 047 : A. 33,51 %
B. et N. 382 : E. 11 665

OUI : 6 864 (58,84 %)
NON : 4 801 (41,15 %)

Argentan
L. 10 546 : V. 7 526 : A. 28,63 %
B. et N. 268 : E. 7 258

OUI : 3 663 (58,46 %)
NON : 2 595 (41,53 %)

Flers
L. 10 429 : V. 7 904 : A. 28,04 %
B. et N. 292 : E. 7 212

OUI : 4 077 (56,53 %)
NON : 3 136 (43,46 %)

Alençon
L. 18 121 : V. 12 047 : A. 33,51 %
B. et N. 382 : E. 11 665

OUI : 6 864 (58,84 %)
NON : 4 801 (41,15 %)

Argentan
L. 10 546 : V. 7 526 : A. 28,63 %
B. et N. 268 : E. 7 258

OUI : 3 663 (58,46 %)
NON : 2 595 (41,53 %)

Flers
L. 10 429 : V. 7 904 : A. 28,04 %
B. et N. 292 : E. 7 212

OUI : 4 077 (56,53 %)
NON : 3 136 (43,46 %)

PAS-DE-CALAIS
L. 998 887 : V. 737 715 : A. 26,14 %
B. et N. 297 : E. 7 008

OUI : 411 838 (54,58 %)
NON : 346 877 (45,41 %)

Calais
L. 14 723 : V. 9 217 : A. 29,71 %
B. et N. 292 : E. 7 212

OUI : 4 077 (56,53 %)
NON : 3 136 (43,46 %)

Arras
L. 25 615 : V. 18 925 : A. 26,11 %
B. et N. 685 : E. 18 240

OUI : 9 267 (50,75 %)
NON : 8 993 (49,24 %)

Amiens
L. 8 637 : V. 6 284 : A. 28,28 %
B. et N. 194 : E. 6 090

OUI : 4 171 (68,49 %)
NON : 1 919 (31,51 %)

Compiègne
L. 197 : V. 15 261 : A. 28,00 %
B. et N. 429 : E. 14

OUI : 7 785 (52,47 %)
NON : 7 051 (47,52 %)

Créil
L. 15 721 : V. 9 606 : A. 38,89 %
B. et N. 227 : E. 9 379

OUI : 5 077 (54,13 %)
NON : 4 302 (45,86 %)

Crépy-en-Valois
L. 8 570 : V. 6 301 : A. 26,47 %
B. et N. 187 : E. 6 114

OUI : 448 (56,39 %)
NON : 2 666 (43,60 %)

Méry
L. 6 203 : V. 5 112 : A. 27,26 %
B. et N. 116 : E. 4 396

OUI : 2 753 (62,62 %)
NON : 1 643 (37,37 %)

Montataire
L. 6 555 : V. 4 452 : A. 32,06 %
B. et N. 112 : E. 4 341

OUI : 2 893 (66,64 %)
NON : 1 448 (33,35 %)

Nogent-sur-Oise
L. 10 407 : V. 7 069 : A. 32,07 %
B. et N. 203 : E. 6 866

OUI : 3 509 (50,00 %)
NON : 3 559 (50,00 %)

Noyon
L. 7 503 : V. 4 925 : A. 34,35 %
B. et N. 129 : E. 7 374

OUI : 2 717 (54,41 %)
NON : 2 079 (45,58 %)

Senlis
L. 9 245 : V. 6 386 : A. 30,98 %
B. et N. 138 : E. 6 248

OUI : 3 382 (54,12 %)
NON : 2 866 (45,87 %)

Les adversaires du traité de Maastricht ont mené jusqu'à la dernière minute une campagne active pour le « non ». Le « oui » a été net dans les petites communes où il n'y a pas de vote exprimé ; mais le vote négatif n'a pas été seulement rural. On l'a vu dans des communes populaires, touchées par le chômage et les problèmes d'intégration, comme Montataire, Creil, Nogent-sur-Oise, même Beauvais, chef-lieu du département.

« Oui » : majoritaire dans les villes dont le niveau de vie moyen est plus élevé et où l'Europe ne fait pas

comme Compiègne, Chantilly, Gouvieux, la ville la plus riche du département, le « oui » atteindra 55,87 %.

ORNE
L. 209 403 : V. 155 202 : A. 25,80 %
B. et N. 5 500 : E. 149 702

OUI : 77 252 (51,60 %)
NON : 72 450 (48,39 %)

Argentan
L. 10 546 : V. 7 526 : A. 28,63 %
B. et N. 268 : E. 7 258

OUI : 3 663 (58,46 %)
NON : 2 595 (41,53 %)

Flers
L. 10 429 : V. 7 904 : A. 28,04 %
B. et N. 292 : E. 7 212

OUI : 4 077 (56,53 %)
NON : 3 136 (43,46 %)

Alençon
L. 18 121 : V. 12 047 : A. 33,51 %
B. et N. 382 : E. 11 665

OUI : 6 864 (58,84 %)
NON : 4 801 (41,15 %)

Argentan
L. 10 546 : V. 7 526 : A. 28,63 %
B. et N. 268 : E. 7 258

OUI : 3 663 (58,46 %)
NON : 2 595 (41,53 %)

Flers
L. 10 429 : V. 7 904 : A. 28,04 %
B. et N. 292 : E. 7 212

OUI : 4 077 (56,53 %)
NON : 3 136 (43,46 %)

Alençon
L. 18 121 : V. 12 047 : A. 33,51 %
B. et N. 382 : E. 11 665

OUI : 6 864 (58,84 %)
NON : 4 801 (41,15 %)

Argentan
L. 10 546 : V. 7 526 : A. 28,63 %
B. et N. 268 : E. 7 258

OUI : 3 663 (58,46 %)
NON : 2 595 (41,53 %)

Flers
L. 10 429 : V. 7 904 : A. 28,04 %
B. et N. 292 : E. 7 212

OUI : 4 077 (56,53 %)
NON : 3 136 (43,46 %)

PAS-DE-CALAIS
L. 998 887 : V. 737 715 : A. 26,14 %
B. et N. 297 : E. 7 008

OUI : 411 838 (54,58 %)
NON : 346 877 (45,41 %)

Calais
L. 14 723 : V. 9 217 : A. 29,71 %
B. et N. 292 : E. 7 212

OUI : 4 077 (56,53 %)
NON : 3 136 (43,46 %)

Arras
L. 25 615 : V. 18 925 : A. 26,11 %
B. et N. 685 : E. 18 240

OUI : 9 267 (50,75 %)
NON : 8 993 (49,24 %)

Amiens
L. 8 637 : V. 6 284 : A. 28,28 %
B. et N. 194 : E. 6 090

OUI : 4 171 (68,49 %)
NON : 1 919 (31,51 %)

Compiègne
L. 197 : V. 15 261 : A. 28,00 %
B. et N. 429 : E. 14

OUI : 7 785 (52,47 %)
NON : 7 051 (47,52 %)

Créil
L. 15 721 : V. 9 606 : A. 38,89 %
B. et N. 227 : E. 9 379

OUI : 5 077 (54,13 %)
NON : 4 302 (45,86 %)

Crépy-en-Valois
L. 8 570 : V. 6 301 : A. 26,47 %
B. et N. 187 : E. 6 114

OUI : 448 (56,39 %)
NON : 2 666 (43,60 %)

Méry
L. 6 203 : V. 5 112 : A. 27,26 %
B. et N. 116 : E. 4 396

OUI : 2 753 (62,62 %)
NON : 1 643 (37,37 %)

Montataire
L. 6 555 : V. 4 452 : A. 32,06 %
B. et N. 112 : E. 4 341

OUI : 2 893 (66,64 %)
NON : 1 448 (33,35 %)

Nogent-sur-Oise
L. 10 407 : V. 7 069 : A. 32,07 %
B. et N. 203 : E. 6 866

OUI : 3 509 (50,00 %)
NON : 3 559 (50,00 %)

Noyon
L. 7 503 : V. 4 925 : A. 34,35 %
B. et N. 129 : E. 7 374

OUI : 2 717 (54,41 %)
NON : 2 079 (45,58 %)

Senlis
L. 9 245 : V. 6 386 : A. 30,98 %
B. et N. 138 : E. 6 248

OUI : 3 382 (54,12 %)
NON : 2 866 (45,87 %)

Les adversaires du traité de Maastricht ont mené jusqu'à la dernière minute une campagne active pour le « non ». Le « oui » a été net dans les petites communes où il n'y a pas de vote exprimé ; mais le vote négatif n'a pas été seulement rural. On l'a vu dans des communes populaires, touchées par le chômage et les problèmes d'intégration, comme Montataire, Creil, Nogent-sur-Oise, même Beauvais, chef-lieu du département.

« Oui » : majoritaire dans les villes dont le niveau de vie moyen est plus élevé et où l'Europe ne fait pas

comme Compiègne, Chantilly, Gouvieux, la ville la plus riche du département, le « oui » atteindra 55,87 %.

ORNE
L. 209 403 : V. 155 202 : A. 25,80 %
B. et N. 5 500 : E. 149 702

OUI : 77 252 (51,60 %)
NON : 72 450 (48,39 %)

Argentan
L. 10 546 : V. 7 526 : A. 28,63 %
B. et N. 268 : E. 7 258

OUI : 3 663 (58,46 %)
NON : 2 595 (41,53 %)

Flers
L. 10 429 : V. 7 904 : A. 28,04 %
B. et N. 292 : E. 7 212

OUI : 4 077 (56,53 %)
NON : 3 136 (43,46 %)

Alençon
L. 18 121 : V. 12 047 : A. 33,51 %
B. et N. 382 : E. 11 665

OUI : 6 864 (58,84 %)
NON : 4 801 (41,15 %)

Argentan
L. 10 546 : V. 7 526 : A. 28,63 %
B. et N. 268 : E. 7 258

OUI : 3 663 (58,46 %)
NON : 2 595 (41,53 %)

Flers
L. 10 429 : V. 7 904 : A. 28,04 %
B. et N. 292 : E. 7 212

OUI : 4 077 (56,53 %)
NON : 3 136 (43,46 %)

Alençon
L. 18 121 : V. 12 047 : A. 33,51 %
B. et N. 382 : E. 11 665

OUI : 6 864 (58,84 %)
NON : 4 801 (41,15 %)

Argentan
L. 10 546 : V. 7 526 : A. 28,63 %
B. et N. 268 : E. 7 258

OUI : 3 663 (58,46 %)
NON : 2 595 (41,53 %)

Flers
L. 10 429 : V. 7 904 : A. 28,04 %
B. et N. 292 : E. 7 212

OUI : 4 077 (56,53 %)
NON : 3 136 (43,46 %)

PAS-DE-CALAIS
L. 998 887 : V. 737 715 : A. 26,14 %
B. et N. 297 : E. 7 008

OUI : 411 838 (54,58 %)
NON : 346 877 (45,41 %)

Calais
L. 14 723 : V. 9 217 : A. 29,71 %
B. et N. 292 : E. 7 212

OUI : 4 077 (56,53 %)
NON : 3 136 (43,46 %)

Arras
L. 25 615 : V. 18 925 : A. 26,11 %
B. et N. 685 : E.

SUR L'UNION EUROPÉENNE

Le Monde • Mardi 22 septembre 1992 • 21

Bischwiller	
L. 5 397; V. 3 787; A. 29,83 %	
B. et N. 125; E. 3 662	
OUI	2 400 (65,53 % - 44,46 %)
NON	1 262 (34,46 % - 23,38 %)
Haguenau	
L. 17 437; V. 12 521; A. 28,19 %	
B. et N. 297; E. 12 224	
OUI	8 433 (58,98 % - 48,36 %)
NON	3 791 (21,01 % - 11,74 %)
Honnheim	
L. 7 048; V. 4 909; A. 30,34 %	
B. et N. 106; E. 4 803	
OUI	3 464 (72,12 % - 49,14 %)
NON	1 339 (27,87 % - 18,99 %)
Illkirch-Graffenstaden	
L. 11 110; V. 10 194; A. 32,13 %	
B. et N. 235; E. 9 939	
OUI	1 886 (78,85 % - 46,69 %)
NON	2 524 (21,14 % - 19,21 %)
Lingolsheim	
L. 11 572; V. 7 700; A. 33,46 %	
B. et N. 166; E. 7 334	
OUI	1 771 (72,82 % - 46,88 %)
NON	2 791 (27,17 % - 18,21 %)
Obernai	
L. 6 669; V. 4 652; A. 30,24 %	
B. et N. 104; E. 4 548	
OUI	3 138 (72,82 % - 47,05 %)
NON	1 410 (27,17 % - 21,14 %)
Saverne	
L. 5 330; V. 4 131; A. 29,14 %	
B. et N. 135; E. 3 998	
OUI	2 839 (71,61 % - 48,69 %)
NON	1 191 (28,38 % - 19,31 %)
Schiltigheim	
L. 17 118; V. 10 304; A. 39,80 %	
B. et N. 230; E. 10 074	
OUI	7 041 (69,89 % - 41,13 %)
NON	3 033 (30,10 % - 17,71 %)
Sélestat	
L. 10 756; V. 7 601; A. 29,33 %	
B. et N. 309; E. 7 292	
OUI	4 924 (67,52 % - 45,77 %)
NON	2 368 (27,47 % - 22,01 %)

Avec 68,6 % de «oui», la Bas-Rhin a voté massivement en faveur du traité de Maastricht. Strasbourg, siège du Parlement européen et du Conseil de l'Europe, a encore fait mieux avec 72,2 %. La seule petite surprise vient du pourcentage de participation (70 %), qui n'a guère été plus élevé que la moyenne nationale alors que traditionnellement les Bas-Rhinois vont aux urnes en plus grand nombre. Une partie des partisans du «non» ont préféré, semble-t-il, s'abstenir.

Ce résultat était d'autant plus attendu qu'il avait été annoncé par le Front national et le PCF tous les responsables locaux, y compris au RPR et chez les Verts, avaient fait campagne pour l'Union européenne. Malgré les bons résultats en milieu rural du parti de M. Jean-Marie Le Pen lors des dernières élections régionales, l'engagement des Bas-Rhinois en faveur de la construction européenne ne s'est pas dément.

HAUT-RHIN	
L. 443 994; V. 314 607; A. 29,14 %	
B. et N. 10 088; E. 304 519	
OUI	186 937 (61,38 % - 42,18 %)
NON	117 582 (38,61 % - 26,46 %)
Colmar	
L. 35 261; V. 24 094; A. 31,66 %	
B. et N. 720; E. 23 374	
OUI	15 723 (67,26 % - 44,59 %)
NON	7 651 (32,73 % - 21,69 %)
Cernay	
L. 6 332; V. 4 286; A. 32,31 %	
B. et N. 129; E. 4 157	
OUI	2 388 (57,37 % - 37,66 %)
NON	1 772 (42,62 % - 27,98 %)
Guebwiller	
L. 6 457; V. 4 431; A. 31,37 %	
B. et N. 155; E. 4 276	
OUI	2 722 (65,65 % - 42,15 %)
NON	1 554 (34,34 % - 24,06 %)
Illzach	
L. 9 175; V. 6 043; A. 32,95 %	
B. et N. 167; E. 5 904	
OUI	3 576 (59,75 % - 38,97 %)
NON	2 408 (40,24 % - 23,97 %)
Kingersheim	
L. 7 513; V. 5 263; A. 29,92 %	
B. et N. 140; E. 5 125	
OUI	3 077 (60,03 % - 40,95 %)
NON	2 048 (39,96 % - 27,25 %)
Mulhouse	
L. 55 619; V. 36 341; A. 34,66 %	
B. et N. 1 014; E. 35 327	
OUI	21 285 (60,02 % - 38,12 %)
NON	14 122 (39,97 % - 25,39 %)
Riedelsheim	
L. 8 424; V. 6 043; A. 28,26 %	
B. et N. 170; E. 5 873	
OUI	3 904 (66,47 % - 46,34 %)
NON	1 969 (33,52 % - 23,37 %)

Richthausen	
L. 7 926; V. 5 751; A. 27,55 %	
B. et N. 173; E. 5 568	
OUI	3 111 (60,98 % - 42,84 %)
NON	2 173 (39,01 % - 27,41 %)
Saint-Louis	
L. 10 525; V. 8 111; A. 35,19 %	
B. et N. 214; E. 6 807	
OUI	4 033 (61,04 % - 38,31 %)
NON	2 574 (38,95 % - 24,45 %)
Wittenheim	
L. 7 122; V. 4 945; A. 30,56 %	
B. et N. 172; E. 4 773	
OUI	1 555 (53,53 % - 35,87 %)
NON	2 118 (46,46 % - 31,14 %)
Wittenheim	
L. 8 730; V. 6 050; A. 30,69 %	
B. et N. 138; E. 5 912	
OUI	3 273 (55,36 % - 37,49 %)
NON	2 639 (44,63 % - 30,22 %)

«A moins de 60 %, ce serait un petit oui», avait affirmé M. Hubert Raelin, sénateur (RPR). Avec plus de 61 % de voix pour le «oui», c'est donc la satisfaction chez les élus du département, qui avaient tous appelé à voter en faveur du traité de Maastricht, à l'exception de ceux du FN et des Verts. Ces derniers avaient tenté leurs sympathisants libérés de leur choix en prenant ainsi une position différente de celle de leur leader national, M. Antoine Waechter. La victoire du «oui» n'atteint cependant pas la même ampleur selon les cantons : ainsi, entre Colmar Nord (67,05 %) et Ferrette (51,32 %), il y a plus de quinze points d'écart.

RHÔNE	
L. 839 746; V. 598 113; A. 30,43 %	
B. et N. 13 979; E. 582 134	
OUI	325 497 (55,91 % - 37,85 %)
NON	286 637 (44,08 % - 29,85 %)
Lyon	
L. 222 907; V. 151 475; A. 32,13 %	
B. et N. 3 355; E. 147 940	
OUI	89 181 (60,28 % - 40,09 %)
NON	58 739 (39,71 % - 26,36 %)
Brignais	
L. 5 385; V. 3 008; A. 25,57 %	
B. et N. 120; E. 3 888	
OUI	2 193 (56,40 % - 40,72 %)
NON	1 695 (43,59 % - 31,47 %)
Bron	
L. 20 819; V. 14 163; A. 31,97 %	
B. et N. 332; E. 13 811	
OUI	7 654 (54,01 % - 36,76 %)
NON	6 157 (45,98 % - 29,57 %)
Caluire-et-Cuire	
L. 26 276; V. 18 571; A. 29,32 %	
B. et N. 411; E. 18 160	
OUI	11 525 (63,46 % - 43,86 %)
NON	6 638 (36,53 % - 25,25 %)
Décines-Chapion	
L. 12 650; V. 8 623; A. 31,83 %	
B. et N. 219; E. 8 404	
OUI	4 424 (52,64 % - 34,97 %)
NON	3 980 (47,35 % - 31,46 %)
Écully	
L. 11 706; V. 8 335; A. 28,79 %	
B. et N. 152; E. 8 183	
OUI	5 381 (65,75 % - 45,96 %)
NON	2 882 (34,24 % - 23,93 %)
Franchville	
L. 7 569; V. 5 336; A. 26,85 %	
B. et N. 144; E. 5 192	
OUI	3 441 (63,81 % - 43,86 %)
NON	1 951 (36,18 % - 25,17 %)
Givors	
L. 10 593; V. 6 476; A. 38,86 %	
B. et N. 169; E. 6 307	
OUI	3 876 (61,45 % - 36,59 %)
NON	2 431 (38,54 % - 22,94 %)
Maynilles	
L. 16 422; V. 11 677; A. 28,93 %	
B. et N. 250; E. 11 387	
OUI	6 189 (54,35 % - 37,66 %)
NON	5 198 (45,64 % - 31,63 %)
Oullins	
L. 15 530; V. 10 147; A. 30,15 %	
B. et N. 297; E. 10 312	
OUI	5 972 (56,60 % - 38,45 %)
NON	4 418 (43,39 % - 29,47 %)
Rillieux-la-Pape	
L. 16 347; V. 10 301; A. 36,98 %	
B. et N. 278; E. 10 023	
OUI	5 281 (52,68 % - 32,30 %)
NON	4 742 (47,31 % - 29,60 %)
Saint-Fons	
L. 6 918; V. 4 623; A. 33,17 %	
B. et N. 151; E. 4 472	
OUI	2 401 (53,68 % - 34,70 %)
NON	2 071 (46,31 % - 29,93 %)
Saint-Genis-Laval	
L. 11 188; V. 8 110; A. 27,51 %	
B. et N. 207; E. 7 903	
OUI	4 747 (60,06 % - 42,42 %)
NON	3 156 (39,93 % - 28,20 %)

Saint-Priest	
L. 22 389; V. 15 211; A. 32,06 %	
B. et N. 436; E. 14 753	
OUI	7 387 (58,06 % - 32,99 %)
NON	7 369 (49,93 % - 32,99 %)
Sainte-Foy-la-Lyon	
L. 13 031; V. 10 139; A. 22,19 %	
B. et N. 215; E. 9 924	
OUI	4 483 (65,32 % - 49,75 %)
NON	3 441 (54,67 % - 26,40 %)
Tassin	
L. 6 603; V. 4 182; A. 36,66 %	
B. et N. 180; E. 4 002	
OUI	2 180 (54,77 % - 31,80 %)
NON	1 982 (45,22 % - 28,80 %)
Tassin-la-Demi-Lune	
L. 7 569; V. 5 536; A. 26,85 %	
B. et N. 144; E. 5 392	
OUI	3 441 (63,81 % - 43,86 %)
NON	1 951 (36,18 % - 25,17 %)
Vaux-en-Velin	
L. 16 433; V. 9 264; A. 43,62 %	
B. et N. 264; E. 9 000	
OUI	5 853 (56,24 % - 38,74 %)
NON	3 947 (43,75 % - 24,81 %)
Vénissieux	
L. 27 689; V. 17 856; A. 35,51 %	
B. et N. 401; E. 17 395	
OUI	9 430 (54,21 % - 34,85 %)
NON	7 965 (45,78 % - 28,76 %)
Villefranche-sur-Saône	
L. 14 144; V. 9 432; A. 33,31 %	
B. et N. 244; E. 9 188	
OUI	4 441 (64,44 % - 31,39 %)
NON	4 441 (64,44 % - 31,39 %)
Villurbanne	
L. 58 735; V. 40 129; A. 31,70 %	
B. et N. 1 028; E. 39 101	
OUI	22 768 (58,22 % - 38,75 %)
NON	16 333 (41,77 % - 27,79 %)

La Fédération du Rhône du RPR s'était beaucoup investie pour le «oui» derrière ses deux députés, MM. Jean Besson et Michel Tardot. Or, dans l'ensemble du département, le «oui» l'emporte avec 55,91 % des voix. Les deux élus ont enregistré même une défaite dans les communes dont ils sont maires, Tassin et Oullins. Le «oui» réalise ses meilleurs scores à Lyon, la ville de M. Michel Waechter (60,28 %), à Villeurbanne, commune socialiste (58,22 %), ainsi que dans la banlieue résidentielle de Lyon. En revanche, les communes dirigées par des maires communistes ont largement refusé le traité : ainsi, Vaux-en-Velin à 56,14 %, Givors à 61,43 %.

Les communistes de la banlieue lyonnaise perçus par des maires socialistes ont connu des résultats plus contrastés. Si à Bron, la ville de M. Jean-Jack Queyranne, le «oui» l'emporte, celle de M. Jean-Pierre Le Pen, le «non» l'emporte. Dans la commune rurale de M. René Beaumont (UDF-PR), président du conseil général, qui prône le «oui», le «non» a finalement emporté à 51,94 %.

HAUTE-SAÛNE	
L. 166 869; V. 122 219; A. 26,75 %	
B. et N. 4 956; E. 117 263	
OUI	63 799 (54,40 % - 38,23 %)
NON	53 464 (45,59 % - 31,03 %)
La Fliche	
L. 10 593; V. 6 476; A. 38,86 %	
B. et N. 169; E. 6 307	
OUI	3 876 (61,45 % - 36,59 %)
NON	2 431 (38,54 % - 22,94 %)
Maynilles	
L. 16 422; V. 11 677; A. 28,93 %	
B. et N. 250; E. 11 387	
OUI	6 189 (54,35 % - 37,66 %)
NON	5 198 (45,64 % - 31,63 %)
Oullins	
L. 15 530; V. 10 147; A. 30,15 %	
B. et N. 297; E. 10 312	
OUI	5 972 (56,60 % - 38,45 %)
NON	4 418 (43,39 % - 29,47 %)
Rillieux-la-Pape	
L. 16 347; V. 10 301; A. 36,98 %	
B. et N. 278; E. 10 023	
OUI	5 281 (52,68 % - 32,30 %)
NON	4 742 (47,31 % - 29,60 %)
Saint-Fons	
L. 6 918; V. 4 623; A. 33,17 %	
B. et N. 151; E. 4 472	
OUI	2 401 (53,68 % - 34,70 %)
NON	2 071 (46,31 % - 29,93 %)
Saint-Genis-Laval	
L. 11 188; V. 8 110; A. 27,51 %	
B. et N. 207; E. 7 903	
OUI	4 747 (60,06 % - 42,42 %)
NON	3 156 (39,93 % - 28,20 %)

La forte mobilisation des électeurs du département (73,24 %) aura surtout profité au «non», qui précéderait les trois députés, MM. Bergelin et Legros pour le RPR et M. Jean-Pierre Michel pour le PS, alors que les deux sénateurs UDF, MM. Pierre Louvet et Michel Mirodot, ont fait immédiatement campagne pour le «oui». Si trois des cinq principales villes - Vesoul, Gray et Luxeuil - ont majoritairement voté «oui», les zones rurales ont, elles, nettement voté «non». Ce «non» a été le résultat d'une campagne menée par le sujet de la réforme de la politique agricole commune (PAC) les pages.

SAÛNE-ET-LOIRE	
L. 392 000; V. 264 890; A. 32,42 %	
B. et N. 12 142; E. 252 748	
OUI	128 157 (50,70 % - 32,69 %)
NON	124 591 (49,29 % - 31,78 %)
1988 - L. 398 538; V. 316 845; A. 20,09 %	
B. et N. 209; E. 309 288	
OUI	116 184 (37,18 % - 17,17 %)
NON	109 151 (34,81 % - 17,17 %)
1992 - L. 398 538; V. 316 845; A. 20,09 %	
B. et N. 209; E. 309 288	
OUI	116 184 (37,18 % - 17,17 %)
NON	109 151 (34,81 % - 17,17 %)

SARTHE	
L. 366 802; V. 259 536; A. 29,24 %	
B. et N. 11 750; E. 247 786	
OUI	125 973 (50,83 % - 34,34 %)
NON	121 813 (49,16 % - 33,20 %)
1988 - L. 362 928; V. 298 056; A. 17,87 %	
B. et N. 289 781; E. 289 781	
OUI	110 379 (38,09 % - 18,09 %)
NON	117 677 (40,10 % - 22,81 %)
1992 - L. 366 802; V. 259 536; A. 29,24 %	
B. et N. 11 750; E. 247 786	
OUI	125 973 (50,83 % - 34,34 %)
NON	121 813 (49,16 % - 33,20 %)
Le Mans	
L. 97 928; V. 64 348; A. 14,29 %	
B. et N. 2 410; E. 61 938	
OUI	34 870 (56,29 % - 35,60 %)
NON	27 068 (43,70 % - 27,64 %)
Allennes	
L. 12 323; V. 8 647; A. 29,83 %	
B. et N. 339; E. 8 308	
OUI	4 410 (53,08 % - 35,78 %)
NON	3 898 (46,91 % - 31,63 %)
La Flèche	
L. 10 447; V. 7 295; A. 30,17 %	
B. et N. 284; E. 6 930	
OUI	3 898 (55,67 % - 36,92 %)
NON	3 077 (44,32 % - 29,40 %)
Sablé-sur-Sarthe	
L. 8 278; V. 5 608; A. 32,25 %	
B. et N. 284; E. 5 324	
OUI	2 815 (52,87 % - 34,00 %)
NON	2 589 (47,12 % - 30,30 %)

C'est la Sarthe rurale qui a imposé le «non» sur trente et un cantons ruraux. Vingt-trois ont rejété Maastricht. Le poids du vote citadin, celui du Mans en particulier, n'a pas suffi à inverser la tendance. Il s'agit d'un échec relatif pour une bonne partie de la classe politique sarthoise, qui s'était engagée en faveur du «oui», derrière les députés et une grande partie de la droite modérée.

Seul, M. François Fillon, l'ancien député (RPR) du conseil général, proche de M. Philippe Séguin, s'était prononcé contre la ratification du traité. Le résultat du référendum dans la Sarthe, ainsi que les résultats enregistrés dans sa ville de Sablé, pourraient renforcer son assise politique. A gauche, la Flèche a offert le «oui» à son maire, le député socialiste R. Guy Michel Chavreau. Au Mans, ville dirigée par une coalition d'anciens communistes et de socialistes, le succès du «oui» a permis conforter les socialistes minoritaires, face à leurs partenaires «progressistes», qui s'étaient prononcés pour le «non». Le maire, M. Robert Jarry, avait évité de se prononcer.

SAÛNE-ET-LOIRE	
L. 392 000; V. 264 890; A. 32,42 %	
B. et N. 12 142; E. 252 748	
OUI	128 157 (50,70 % - 32,69 %)

هكذا من الإلهام

RÉFÉRENCE

SUR L'UNION EUROPÉENNE

Très faible participation dans les DOM-TOM

Un « oui » aussi massif... que l'abstention

Dans les départements et territoires d'outre-mer, le taux d'abstention n'a pas été particulièrement élevé, mais cela ne constitue pas une surprise car l'Europe a toujours été un sujet très éloigné des préoccupations des populations locales. Et quand les sujets de mécontentement local viennent s'ajouter à cette indifférence proportionnelle et à l'éloignement géographique, les conditions sont réunies pour que ce phénomène atteigne des sommets.

C'est ce qui s'est produit ce dimanche 20 septembre, en particulier à l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon, où les élus locaux ont recommandé aux électeurs de s'abstenir en signe de protestation contre l'attitude du gouvernement qu'ils jugent trop loin vis-à-vis des autorités canadiennes pour tout ce qui touche à la pêche dans cette

zone. De même dans la collectivité territoriale de Mayotte où le principal parti, le Mouvement populaire mahorais, avait donné une consigne identique pour marquer sa désapprobation devant le refus de Paris de soumettre les ressortissants comoriens à un visa d'entrée.

La bonne participation enregistrée à Wallis-et-Futuna s'explique par des raisons analogues : dans ce territoire du Pacifique, les électeurs ont également suivi les recommandations de leurs élus, divisés sur l'attitude à observer à l'égard du gouvernement.

Partout ailleurs, l'abstention a été d'autant plus forte que les principales revendications de gauche, à l'exception des socialistes, appelaient elles aussi à s'abstenir ou à voter blanc ou nul. Il en résulte donc, un peu artificiellement, une expression massive du

« oui » qui atteignait au total, en moyenne, le dépouillement des urnes en Polynésie, 68,90 % des suffrages exprimés, la peine revenant à Wallis-et-Futuna (76,54 %), Mayotte (76,41 %), la Martinique (74,29 %) et la Martinique (72,12 %).

Un seul territoire s'est prononcé majoritairement en faveur de l'Europe : la Nouvelle-Calédonie où, paradoxalement, ce sont les électeurs d'origine européenne, concentrés dans l'agglomération de Nouméa, qui ont exprimé, à plus de 53 %, leurs craintes de l'Europe alors que dans les deux autres provinces, il dominait canaque, les électeurs se sont, au contraire, révélés plutôt partisans du traité de Maastricht.

• TERRITOIRES D'OUTRE-MER

NOUVELLE-CALEDONIE

L. 92 619; V. 31 247; A. 66,26 %
R. et N. 1 496; E. 29 749.
NON. 14 966 (50,30 % - 16,15 %)
OUI. 14 783 (49,69 % - 15,96 %)
1988 - L. 89 223; V. 61 309; A. 41,84 %; E. 50 806; - Chirac, 37 918 (74,82); La Pen, 6 297 (12,39); Barre, 3 423 (6,14); Mitterrand, 2 532 (4,98); Waechter, 308 (0,60); Laguerre, 293 (0,57); Lajoinie, 188 (0,36); Jaurès, 92 (0,18); Bousquet, 79 (0,15).
1972 - L. 47 540; V. 23 289; A. 51,06 %; E. 22 215; - OUI, 20 230 (91,06 %); NON, 1 989 (8,93 %).

Nouméa

L. 33 004; V. 15 413; A. 53,29 %
R. et N. 685; E. 14 728.
NON. 7 845 (53,26 % - 23,76 %)
OUI. 6 893 (46,73 % - 20,85 %)

Dumbéa

L. 4 711; V. 2 078; A. 55,89 %
R. et N. 93; E. 1 985.
NON. 2 022 (53,22 % - 23,05 %)
OUI. 1 777 (46,77 % - 19,85 %)

Mont-Dore

L. 8 639; V. 4 025; A. 53,51 %
R. et N. 226; E. 3 799.
NON. 2 022 (53,22 % - 23,05 %)
OUI. 1 777 (46,77 % - 19,85 %)

Si l'« oui » l'emporte à Nouméa, dans la banlieue et dans l'arrière-pays de la province sud de la Nouvelle-Calédonie (53,23 %), c'est de la communauté d'origine européenne, où le président du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RCP), M. Jacques Lafleur, député RPR, s'est rallié, à titre personnel, aux prises de position de M. Charles Pasqua et Philippe Séguin, le « oui » apparaît majoritaire, en revanche, dans les deux provinces où la population est en majorité d'origine mélanésienne et où le Front de libération national kanak socialiste (FLNKS), qui les contrôle politiquement, avait appelé ses militants à participer au scrutin sans donner de consigne de vote.

Dans la province des îles Loyauté, où l'abstention a été massive (91,15 %), le « oui » (11 voix contre 304) obtient 72,73 % des suffrages exprimés et il prédomine aussi dans la province nord (80,52 % d'abstention), où il recueille 61,99 % des suffrages (2 367 voix contre 1 451). C'est dans cette dernière province, toutefois, que l'abstention a été la plus élevée (91,15 %), le bureau de vote de la commune de la Polynésie, M. Osmu Temaru, avait recommandé, au contraire, l'abstention. Le « oui » l'emporte (70,41 %), « victoire » annonce des leu- demains pour l'opposition locale.

WALLIS-ET-FUTUNA

L. 7 700; V. 3 839; A. 45,60 %
R. et N. 19; E. 3 820.
NON. 2 924 (76,54 % - 41,42 %)
OUI. 896 (23,45 % - 12,69 %)
1988 - L. 8 318; V. 4 013; A. 48,07 %; E. 8 013; - Chirac, 3 143 (78,27); Barre, 2 364 (59,31); Mitterrand, 1 264 (31,71); La Pen, 37 (0,91); Waechter, 12 (0,30); Jaurès, 10 (0,25); Bousquet, 7 (0,17); Jaurès, 10 (0,25); Lajoinie, 2 (0,05).

• COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

SAINT-PIERRE ET MIQUELON

L. 4 197; V. 482; A. 90,42 %
R. et N. 67; E. 335.
NON. 215 (64,17 % - 51,2 %)
OUI. 120 (35,82 % - 28,5 %)

1988 - L. 4 428; V. 2 480; A. 43,96 %; E. 5 111; - Chirac, 752 (64,97); Mitterrand, 693 (59,23); Barre, 304 (14,14); Waechter, 181 (15,51); La Pen, 183 (15,83); Laguerre, 80 (6,77); Jaurès, 20 (1,72); Lajoinie, 20 (1,72); Bousquet, 18 (1,55).

1972 - L. 3 420; V. 2 280; A. 66,26 %; E. 2 132; - OUI, 2 078 (91,06 %); NON, 113 (8,93 %).

Le maire de Saint-Pierre, M. Albert Pen, en rupture avec le groupe socialiste du Sénat, avait recommandé aux électeurs de l'archipel de ne pas participer à la consultation pour protester contre l'autorisation aux pêcheurs canadiens de continuer à pêcher la coque Saint-Jacques dans la collectivité territoriale.

Pour ses nouvelles collections littéraires important éditeur recherche MANUSCRITS INÉDITS Romans - Nouvelles - Essais - Poésie - Théâtre Les œuvres manuscrites sont publiées et diffusées et bénéficient d'une véritable promotion auprès de tous les médias Radio - Télévision - Presse - Jury Littéraires Tout ouvrage publié sera sélectionné de droit à notre Prix littéraire annuel (contre rétro par l'éditeur) 11 mars 1997 Les manuscrits sont à adresser à L'ACADEMIE EUROPÉENNE DU LIVRE ÉDITEUR 17, rue Galvée - 75116 PARIS - Tél. : (1) 47 80 11 08 - Minital : 3617 AEL

POLYNÉSIE FRANÇAISE

L. 106 724; V. 22 594; A. 78,82 %
R. et N. 1 463; E. 21 131.
NON. 14 879 (78,41 % - 12,52 %)
OUI. 6 252 (29,58 % - 10,30 %)
1988 - L. 107 884; V. 20 885; A. 43,89 %; E. 59 361; - Mitterrand, 28 051 (43,87); Chirac, 23 700 (39,91); Barre, 5 992 (10,09); La Pen, 1 728 (2,81); Waechter, 555 (0,93); Lajoinie, 512 (0,86); Laguerre, 354 (0,58); Jaurès, 304 (0,51); Bousquet, 145 (0,24).
1972 - L. 46 064; V. 19 848; A. 55,95 %; E. 18 961; - OUI, 14 346 (76,86 %); NON, 4 616 (24,38 %).

Papeete

L. 13 479; V. 11 494; A. 81,49 %
R. et N. 311; E. 2 183.
NON. 1 631 (74,71 % - 12,10 %)
OUI. 552 (25,28 % - 4,09 %)

Faaa

L. 11 147; V. 773; A. 93,06 %
R. et N. 44; E. 729.
NON. 528 (72,42 % - 4,73 %)
OUI. 301 (27,57 % - 1,80 %)

Mahina

L. 5 386; V. 1 923; A. 64,29 %
R. et N. 96; E. 1 827.
NON. 1 451 (79,41 % - 26,94 %)
OUI. 376 (20,58 % - 6,98 %)

Pirae

L. 7 186; V. 994; A. 86,16 %
R. et N. 62; E. 932.
NON. 704 (75,53 % - 9,79 %)
OUI. 228 (24,46 % - 3,17 %)

Punahia

L. 8 592; V. 2 347; A. 72,41 %
R. et N. 106; E. 2 241.
NON. 1 594 (71,12 % - 18,55 %)
OUI. 647 (28,87 % - 7,53 %)

La participation de l'abstention constitue un obstacle pour les élus députés du territoire, M. Alexandre Léonoff et Emile Vernaudo, qui se sont prononcés pour la majorité présidentielle et qui avaient opté pour le « oui », alors que le président du gouvernement du territoire, M. Gaston Flosse, ancien député RPR, et le chef indépendant du Front de libération de la Polynésie, M. Osmu Temaru, avaient recommandé, au contraire, l'abstention. Le « oui » l'emporte (70,41 %), « victoire » annonce des leu- demains pour l'opposition locale.

L'appel à l'abstention lancé par le Mouvement populaire mahorais (MPM), qui contrôle le conseil général de cette collectivité de l'océan Indien, a été massivement suivi. Le score du « oui », recommandé par le député UDF-CDS, M. Henry Jean-Baptiste, ne s'est qu'un infatigable anecdote.

MAYOTTE

L. 28 246; V. 1 618; A. 94,27 %
R. et N. 83; E. 1 535.
NON. 1 171 (71,11 % - 4,15 %)
OUI. 11 (0,64 % - 0,04 %)

1988 - L. 22 254; V. 15 385; A. 30,85 %; E. 15 222; - Barre, 8 352 (64,89); Chirac, 5 815 (50,69); Mitterrand, 310 (4,00); La Pen, 198 (1,28); Lajoinie, 190 (1,24); Jaurès, 89 (0,59); Waechter, 37 (0,24).

• DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER

GUADELOUPE

L. 225 263; V. 37 454; A. 83,37 %
R. et N. 5 392; E. 32 062.
NON. 21 629 (67,45 % - 9,60 %)
OUI. 10 433 (32,54 % - 4,63 %)
1988 - L. 196 870; V. 82 348; A. 55,11 %; E. 78 863; - Mitterrand, 42 221 (85,01); Chirac, 19 452 (37,60); Barre, 9 110 (10,59); Lajoinie, 6 460 (12,40); La Pen, 1 262 (1,68); Waechter, 802 (0,78); Bousquet, 452 (0,58); Jaurès, 317 (0,41); Bousquet, 140 (0,18).
1972 - L. 141 880; V. 60 462; - OUI, 29 034 (86,31 %); NON, 1 428 (4,88 %).

Basée-Terre

L. 9 310; V. 1 764; A. 81,05 %
R. et N. 267; E. 1 497.
NON. 1 089 (66,96 % - 16,74 %)
OUI. 497 (33,03 % - 5,33 %)

Les Abymes

L. 25 323; V. 5 633; A. 77,79 %
R. et N. 932; E. 4 701.
NON. 3 369 (74,62 % - 13,26 %)
OUI. 1 331 (28,37 % - 5,25 %)

Baie-Mahault

L. 7 974; V. 1 355; A. 80,49 %
R. et N. 217; E. 1 138.
NON. 941 (70,32 % - 11,80 %)
OUI. 397 (29,67 % - 4,97 %)

Capsterre-Belle-Eau

L. 10 500; V. 1 901; A. 81,54 %
R. et N. 463; E. 1 437.
NON. 1 089 (66,96 % - 16,74 %)
OUI. 497 (33,03 % - 5,33 %)

Le Gosier

L. 11 242; V. 2 015; A. 82,07 %
R. et N. 307; E. 1 708.
NON. 1 172 (68,61 % - 10,42 %)
OUI. 536 (31,38 % - 4,76 %)

Lamentin

L. 7 092; V. 1 376; A. 80,59 %
R. et N. 146; E. 1 230.
NON. 996 (80,97 % - 14,84 %)
OUI. 234 (19,02 % - 3,29 %)

Morne-à-l'Eau

L. 10 813; V. 1 390; A. 87,14 %
R. et N. 117; E. 1 273.
NON. 946 (74,51 % - 8,74 %)
OUI. 327 (25,48 % - 3,02 %)

Le Montle

L. 12 810; V. 1 569; A. 87,75 %
R. et N. 236; E. 1 333.
NON. 971 (72,84 % - 7,58 %)
OUI. 362 (27,15 % - 2,82 %)

Petit-Bourg

L. 9 313; V. 1 823; A. 80,42 %
R. et N. 217; E. 1 606.
NON. 1 254 (78,27 % - 13,46 %)
OUI. 348 (21,72 % - 3,73 %)

Pointe-à-Pitre

L. 16 625; V. 3 004; A. 81,93 %
R. et N. 400; E. 2 604.
NON. 1 757 (67,47 % - 11,83 %)
OUI. 847 (32,52 % - 5,09 %)

Saint-Claude

L. 8 345; V. 1 194; A. 81,11 %
R. et N. 100; E. 1 094.
NON. 751 (68,02 % - 11,83 %)
OUI. 337 (30,97 % - 5,31 %)

Saint-Martin

L. 7 916; V. 1 485; A. 81,24 %
R. et N. 41; E. 1 444.
NON. 1 041 (72,09 % - 13,15 %)
OUI. 403 (27,90 % - 5,09 %)

Sainte-Anne

L. 10 820; V. 1 452; A. 86,58 %
R. et N. 224; E. 1 228.
NON. 616 (50,16 % - 5,09 %)
OUI. 612 (49,83 % - 5,65 %)

Sainte-Rose

L. 8 352; V. 1 400; A. 83,23 %
R. et N. 201; E. 1 199.

MARTINIQUE

L. 227 014; V. 55 534; A. 75,53 %
R. et N. 12 962; E. 42 572.
NON. 30 707 (72,12 % - 13,52 %)
OUI. 11 826 (27,87 % - 5,22 %)
1988 - L. 218 422; V. 124 718; A. 42,37 %; E. 118 938; - Mitterrand, 88 848 (88,87); Chirac, 23 228 (19,88); Barre, 19 125 (16,39); Lajoinie, 2 319 (1,98); La Pen, 1 385 (1,16); Waechter, 628 (0,70); Bousquet, 586 (0,58); Jaurès, 100 (0,08); Bousquet, 183 (0,18).
1972 - L. 161 788; V. 60 796; A. 62,42 %; E. 54 641; - OUI, 50 601 (86,83 %); NON, 3 440 (5,68 %).

Fort-de-France

L. 58 923; V. 14 474; A. 75,43 %
R. et N. 3 549; E. 10 925.
NON. 7 653 (70,45 % - 12,98 %)
OUI. 3 272 (29,54 % - 5,55 %)

Ducos

L. 6 567; V. 1 770; A. 73,04 %
R. et N. 457; E. 1 313.
NON. 909 (69,23 % - 13,84 %)
OUI. 404 (30,76 % - 6,15 %)

Le François

L. 11 511; V. 2 339; A. 75,33 %
R. et N. 117; E. 2 222.
NON. 1 455 (69,11 % - 12,64 %)
OUI. 632 (30,88 % - 5,40 %)

Gros-Morne

L. 6 790; V. 1 600; A. 75,55 %
R. et N. 442; E. 1 158.
NON. 879 (72,16 % - 12,94 %)
OUI. 339 (27,83 % - 4,99 %)

Le Lamentin

L. 14 408; V. 3 968; A. 72,45 %
R. et N. 387; E. 3 581.
NON. 1 633 (53,00 % - 11,33 %)
OUI. 1 448 (46,99 % - 10,64 %)

Rivière-Pilote

L. 8 398; V. 2 025; A. 75,58 %
R. et N. 161; E. 424.
NON. 253 (59,66 % - 3,01 %)
OUI. 171 (40,33 % - 2,03 %)

Le Robert

L. 10 993; V. 3 251; A. 70,42 %
R. et N. 798; E. 2 453.
NON. 1 670 (68,07 % - 15,19 %)
OUI. 783 (31,92 % - 7,12 %)

Saint-Joseph

L. 7 448; V. 1 784; A. 76,04 %
R. et N. 369; E. 1 415.
NON. 971 (68,02 % - 13,83 %)
OUI. 444 (31,97 % - 5,96 %)

Sainte-Marie

L. 13 636; V. 3 184; A. 76,65 %
R. et N. 608; E. 2 576.
NON. 2 193 (85,13 % - 16,08 %)
OUI. 383 (14,86 % - 2,90 %)

Schoelcher

L. 9 900; V. 2 610; A. 71,59 %
R. et N. 216; E. 2 394.

GUYANE

L. 34 197; V. 6 371; A. 81,56 %
R. et N. 580; E. 5 791.
NON. 3 963 (67,39 % - 11,41 %)
OUI. 1 888 (32,60 % - 5,52 %)
1988 - L. 30 216; V. 10 921; A. 43,99 %; E. 18 356; - Mitterrand, 8 486 (81,88); Chirac, 4 988 (50,58); Barre, 1 498 (15,18); La Pen, 771 (7,71); Waechter, 191 (1,91); Laguerre, 148 (0,30); Lajoinie, 112 (0,58); Jaurès, 106 (0,64); Bousquet, 82 (0,23).
1972 - L. 18 224; V. 4 897; A. 73,12 %; E. 4 800; - OUI, 4 800 (88,88 %); NON, 276 (5,71 %).

Cayenne

L. 13 334; V. 2 018; A. 84,86 %
R. et N. 214; E. 1 804.
NON. 1 245 (69,81 % - 9,33 %)
OUI. 549 (30,18 % - 4,19 %)

Kourou

L. 3 070; V. 967; A. 68,50 %
R. et N. 32; E. 935.
NON. 588 (64,26 % - 19,15 %)
OUI. 327 (35,73 % - 10,85 %)

Matoury

L. 3 021; V. 706; A. 76,63 %
R. et N. 69; E. 637.
NON. 442 (69,38 % - 14,63 %)
OUI. 195 (30,61 % - 6,45 %)

Rémire-Montjoly

L. 3 633; V. 838; A. 76,93 %
R. et N. 117; E. 767.
NON. 567 (73,92 % - 15,60 %)
OUI. 200 (26,07 % - 5,50 %)

Saint-Laurent-du-Maroni

L. 2 420; V. 396; A. 83,63 %
R. et N. 28; E. 368.
NON. 282 (54,89 % - 8,34 %)
OUI. 166 (45,10 % - 6,85 %)

Les différents appels à l'abstention ont été suivis, surtout dans les communes dirigées par le Parti socialiste guyanais, qui a exigé la prise en compte des revendications guyanaises pour un nouveau statut politico-administratif. C'est à Maripasoula que la participation a été la plus faible (4,16 %). En revanche, les électeurs amérindiens de la commune de Trois-Sauts ont fait spectaculairement exception en allant voter à 95 %. Du coup, le « oui » prédomine dans les grandes communes, même à Saint-Laurent-du-Maroni, dont le maire, M. Léon Bertrand, député RPR, avait pourtant invité à voter « non » en se réclamant des options de M. Philippe Séguin.

LA RÉUNION

L. 333 625; V. 99 920; A. 70,05 %
R. et N. 18 375; E. 547.
NON. 82 672 (74,29 % - 11,41 %)
OUI. 475 (25,70 % - 4,43 %)
1988 - L. 292 622; V. 215 473; A. 38,38 %; E. 211 111; - Mitterrand, 107 878 (51,14); Barre, 51 733

هكذا من الإبل

24 Le Monde • Mardi 22 septembre 1992 •

GRANT'S

des liqueurs profondément écossaises



L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. CONSOMMEZ AVEC MODÉRATION.

Grande-Bretagne

Allemagne

Handwritten signatures and scribbles at the bottom right of the page.

Les réactions à l'étranger après le « oui » français à Maastricht

Œuvre utile

par Jean-Pierre Longellier

«Votez oui», mais pas trop!», avait conseillé avec humour un journal britannique aux électeurs français. Ils ont entendu l'appel au-delà de toute espérance. Leur «oui» n'a été ni «allégre» ni «communautaire» — hélas pour M. Jack Lang, — mais seulement parcimonieux. Comme le constat, dimanche soir, le ministre allemand des finances, M. Theo Waigel, les partisans du traité d'Union européenne n'ont pas de quoi paresser.

Mais en politique seul l'échec est hâtesse. Et qu'on parvienne ou non, le «oui» a remporté une victoire, fût-ce à la Pyrrhus. C'est d'abord une victoire de la France sur elle-même. A l'instant de vérité, elle a fait passer l'Europe avant ses tourments. Hélas! à poursuivre l'aventure à Douze au même rythme, tentée alors par un repli du moins par un répit, elle ne s'est pas abandonnée à ses parades.

A-t-elle pressenti, au terme du grand débat national qu'elle venait de vivre, qu'un «non» trépassé, buté, «provisoire», eût tenu du caprice et frôlé la trahison de l'œuvre commune entreprise de longue date? Que succomber à l'isolement l'aurait privée pour longtemps de son rang dans le monde? Pour continuer à donner de la voix et à peser sur le destin de l'Europe, elle se devait de ne pas faire obstacle au mouvement qui, depuis quarante ans, porte les pays du Vieux Continent à s'associer toujours plus étroitement.

Mieux expliquer

A l'heure de son premier vrai rendez-vous démocratique avec l'Europe, la France a fait prévaloir la raison sur ses vertiges. Son choix a une grande force symbolique. Il redonne toutes ses chances à l'union de l'Europe, idées françaises par excellence. Le grand projet de Jean Monnet et Robert Schuman, patiemment mis en œuvre par plusieurs générations, peut poursuivre son destin. Il en sera ainsi tant que le couple franco-allemand, principal dépositaire de l'héritage des pères fondateurs et cheville ouvrière de l'Europe, 1945-1992, assis par le destin.

Il n'empêche. En ce lendemain de référendum, modestement victorieux, la plupart des dirigeants européens s'accordent à juger que rien ne sera plus comme avant. Le succès du «oui» français est trop étroit pour — à lui seul — redonner à l'Europe de Maastricht ce surcroît de légitimité dont elle était en quête. De toutes les capitales provenant dimanche soir un leitmotiv que M. Jacques Delors avait résumé récemment en une simple formule: «L'Europe sera démocratique ou ne sera pas».

En Allemagne, par exemple, M. Helmut Kohl affirme que l'Europe de Maastricht devra «être proche des citoyens»; M. Waigel estime nécessaire «de mieux la vendre», de «dire pourquoi elle est une entreprise rentable»; et le chef de l'opposition social-démocrate, M. Björn Engholm, voit dans le vote français un «signal d'alarme». Le premier ministre belge, M. Jean-Luc Dehaene, souligne qu'il faut «mieux expliquer l'Europe», et M. — assure que son «devoir» sera de tenir compte des «angoisses» — ceux qui ont voté «non».

Après le «non» danois et le modeste «oui» français, les Douze semblent avoir enfin pris conscience que c'en était fini de l'Europe en cartouche. A chaque nouvelle étape, la Communauté devra désormais s'assurer que ses objectifs sont compris du plus grand nombre. Il ne sera plus possible de prendre les options de court par une démarche volontariste, ou de les priver d'un débat dont les Français ont donné envie à tous. Transparence et participation seront, dans l'après-Maastricht, les deux atouts de l'Europe démocratique. Si cette heureuse évolution se confirme, le référendum français aura fait œuvre utile en contribuant à purger l'Europe de ses arrogances.

Le résultat très serré du référendum français n'a pas suscité en Europe des vagues déferlantes d'enthousiasme, même si les partenaires de la France ont manifesté leur évidente satisfaction et leur soulagement de voir le traité de Maastricht sorti, pour l'heure, de l'ornière. «La France sauve l'Europe par les cheveux», titrait, lundi matin, le quotidien madrilène *Diario 16*, tandis que la classe politique unanime saluait le verdict français, rapporte notre correspondant à Madrid, Michel Bole-Richard. En Irlande, les formations politiques principales ont exprimé leur approbation pariant même «du courage et de la confiance des Français», souligne notre correspondant à Dublin, Joe Mulholland.

Le vote français a donc bien été saisi comme il convenait, mais il a été souvent assorti d'une invitation, plus ou moins appuyée, à rectifier le tir européen pour prendre en compte la manifestation d'un euroscepticisme évident qui s'est cristallisé sur le traité de Maastricht. Le président du Parlement européen, M. Egon Klepach, s'est certes réjoui de ce résultat, qui renforce sa conviction qu'il faut aller de l'avant, mais il a mis en garde contre les effets pervers d'une «Europe bureaucratique et centralisée».

Le patronat suisse (Vorort) a également estimé que la faible majorité recueillie par le «oui» en France était «un avertissement clair aux architectes de Bruxelles pour qu'ils ne précipitent pas la construction de l'Europe par des décisions centralisées et peu transparentes».

En Grèce, signale notre correspondant à Athènes, Didier Kuz, si le leader de l'opposition socialiste, M. Andreas Papandréou, a «salué la fin heureuse» du référendum, il n'en a pas moins estimé qu'une «révision de Maastricht» était indispensable pour mieux prendre en compte, notamment, la dimension sociale de l'Europe.

Le ministre des finances des Pays-Bas, M. Wim Kok, souligne notre correspondant à La Haye, Christian Charlier, a applaudi la décision française, mais sans cacher son inquiétude quant à l'avenir du traité, qui, a-t-il dit, «manque d'une base solide: il n'est pas renégociable mais il faudra bien réfléchir à la marche à suivre pour l'avenir, car on ne peut pas continuer de cette façon».

Les pays européens candidats à l'adhésion à la CEE se sont, quant à eux, félicités de l'issue du référendum français, à l'instar de la Finlande, qui a estimé, par la bouche de son ministre du commerce extérieur, M. Pertti Salolainen, que «la Finlande n'a désormais aucune raison de modifier son calendrier pour des pourparlers en vue de son intégration». La Norvège prévoit toujours de présenter sa candidature, a expliqué le premier ministre norvégien, M. Gro Harlem Brundtland.

Le «oui» français a été accueilli également avec soulagement en Autriche. Le président de la République, M. Thomas Klestil, a parlé d'une «décision heureuse» et a exprimé l'espoir qu'elle permettra d'entamer en 1993 les négociations entre Vienne et

Bruxelles. Le gouvernement autrichien a toutefois déjà pris la précaution de lancer une campagne d'information — qui reste d'ailleurs très controversée — pour préparer la population au référendum qui aura lieu avant l'adhésion de l'Autriche à la CEE, probablement en 1995 ou 1996, rapporte notre correspondant à Vienne, Waltraud Baryl.

La victoire du «oui» permet «à la candidature de la Suède à la CEE d'avancer d'un pas», a également conclu, dimanche soir à Stockholm, le directeur général de la Confédération du patronat suédois (SAF), M. Goeran Thunhammar. Le président de la Suisse, M. René Föllmer, a exprimé le même espoir pour son pays. En revanche, du côté de la Pologne, également candidate à l'intégration, mais dans une perspective plus lointaine, la filiation française «ne constitue pas une très bonne nouvelle». C'est ce qu'a expliqué M. Henryk Goryszewski, vice-premier ministre chargé de l'économie, qui est personnellement «opposé à l'intégration politique» de l'Europe, contrairement au premier ministre, M. Hanna Suchocka.

Enfin, les Etats-Unis ont affirmé qu'ils «soutiennent l'intégration européenne», mais laissent à leurs partenaires européens le soin d'en définir la forme. C'est la prudente déclaration faite, dimanche, par le président George Bush, qui s'est prononcé en faveur d'un système économique international «adapté aux besoins de l'après-guerre froide».

Grande-Bretagne : un cadeau empoisonné pour M. Major

LONDRES

de notre correspondant

De nouveau, l'hypothèse française techniquement levée, l'attention de l'Europe se tourne vers la Grande-Bretagne. A un double titre: la ratification future du traité de Maastricht par la Chambre des communes ne sera pas une simple formalité, et Londres, qui détient la présidence de la Communauté, se doit de prendre des initiatives pour relancer l'élan du processus européen, cassé par le «non» danois.

Les Britanniques se seraient bien passés de recevoir des Français cette responsabilité de faire vivre ou d'enterrer l'aventure de la construction européenne. Nulle liasse n'a accueilli l'annonce du «oui» timide et ému par la France. Maastricht soulevé, en Grande-Bretagne, bien plus de tensions qu'il ne règle de problèmes. Alors, si d'aventure les Français avaient dit «non», le drame, au bout du compte, n'aurait pas été si grand.

Le traité aurait été «mort», comme l'avait préalablement constaté M. Major, et il est probable que, passés quelques regrets de circonstance, d'un sentiment de soulagement qui aurait prévalu dans les États-majors des partis conservateur et travailliste, ainsi qu'à 10, Downing Street. Une victoire du «non» n'aurait bien sûr pas présenté des avantages: elle aurait fait resurgir le risque de voir se former une alliance franco-allemande à vocation dominatrice, entraînant une Europe «à

deux vitesses» où la Grande-Bretagne, tant en raison de la faiblesse de son économie et de sa monnaie que de la teneur de ses convictions «intégrationnistes», aurait été reléguée dans le peloton de queue.

Mais comme ce scénario était très abstrait, les discours étaient déjà prêts pour tirer les conclusions d'une victoire du «non». La présidence britannique avait établi depuis longtemps l'agenda des tâches qui attendent, avec ou sans Maastricht, la Communauté européenne (l'élargissement de la CEE, la mise en place du marché unique, etc.). A Londres, sous la pression des sondages pessimistes, on imaginait déjà M. Major reprendre le flambeau de l'«esprit européen», rassembler les morceaux épars de la construction européenne démantelée par le pays qui a toujours prétendu en être l'architecte, la France. Au lieu de cette «divine surprise» secrètement espérée par certains, la victoire du «oui» ressemble fort à un cadeau empoisonné.

Cet acquiescement à peine audible venu d'outre-Manche est peut-être la pire des réponses, puisqu'il ne tranche pas clairement entre la position du gouvernement — officiellement euphorique — de M. Major et celle du camp des «eurosceptiques» commandés par M. Thatcher. Pis: il accorde presque une «victoire morale» aux seconds tout en poussant le premier à aller de l'avant. C'est donc un «oui» de la discordance, qui va creuser un peu plus les divisions que l'Europe a fait naître au sein des partis conservateur et tra-

vailistes, et jusque dans les rangs du gouvernement. Il rappelle ainsi cette guerre fratricide qui avait eu lieu il y a deux ans au sein de la formation tory et qui avait — un «putch» en douceur pour écarter M. Thatcher.

Mesurant sans doute la somme des difficultés qu'engendrerait pour lui cette victoire, c'est avec une mine contrainte que M. John Major a félicité le président Mitterrand, qui n'avait d'égal que la satisfaction triste affichée par le chef de file de l'opposition et du Parti travailliste, M. John Smith. Certes, l'approbation française conforte la cohérence de la politique européenne du premier ministre.

Une victoire des eurosceptiques

Elle atténue un peu les plaies récemment infligées à la crédibilité de sa stratégie économique par la toute récente tempête monétaire, l'humiliation subie par la sortie non souhaitée de la livre sterling du mécanisme de change du système monétaire européen (SME), et sa dévaluation de fait. Mais le baume n'a que l'épaisseur de l'avantage remporté, en France, par le «oui».

M. Major sait à quoi il doit s'attendre: la veille du scrutin français, M. Thatcher avait clairement affirmé sa position: «Il est grand temps d'effectuer un retraitement complet de politique à propos de Maastricht, comme celui qui a été fait à l'égard du mécanisme de change européen». La dévaluation de la livre

est une défaite économique pour la Grande-Bretagne, mais une victoire politique pour le camp des «eurosceptiques».

Tout ceci n'a fait que fortifier la méfiance instinctive des Britanniques envers une plus intégration européenne, ressentie comme une atteinte à leur souveraineté. Un sondage, effectué il y a quelques jours par l'institut MORI, indique que si un référendum était organisé en Grande-Bretagne, 47 % des Britanniques se prononceraient en faveur du «non», contre 24 % pour le «oui» (avec 29 % d'abstention). Il va être, d'autre part, de plus en plus difficile à M. Major de continuer à s'opposer à l'organisation d'une consultation populaire, souhaitée, selon l'institut Gallup, par 81 % des Britanniques.

Le premier ministre va donc s'efforcer de laisser retomber le plus longtemps possible les passions européennes: ce n'est pas avant l'année prochaine que le texte de ratification reviendra devant les Communes. D'ici là, on espère bien, à Londres, qu'un second référendum danois aura eu lieu. Une confirmation du «non» présenterait bien des avantages, évitant ainsi aux Britanniques d'avoir à se prononcer. Le problème est que l'on pense manifestement la même chose à Copenhague, ce qui signifie qu'une course de lenture est engagée entre les deux pays. Une chose est sûre: le «oui» a emporté en France, les espoirs de M. Major commencent...

LAURENT ZECCHINI

Allemagne : le regard tourné vers Londres

BONN

de notre correspondant

Le résultat serré du référendum français sur le traité de Maastricht a été accueilli, dimanche soir 20 septembre, dans les milieux officiels allemands avec un optimisme de commande, qui traduit surtout le soulagement de ne pas se retrouver en Europe devant un vide politique dangereux. Un «non» français aurait constitué un sérieux revers pour le chancelier Kohl, qui n'a jamais cessé de réaffirmer la nécessité de mener de pair les unifications européenne et allemande. Avant de se poser trop de questions sur l'art et la manière, l'important pour Bonn était que la France ratifie. On s'y refuse à faire la fine bouche. «Une majorité est une majorité», souligne le responsable des questions de sécurité du groupe parlementaire chrétien-démocrate, M. Karl Lammer. «C'est une décision importante pour l'Europe», a renchérit l'ancien ministre des affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher.

Tous les yeux sont maintenant dirigés vers la Grande-Bretagne, qui s'est signalée ces derniers jours par de vives critiques contre la politique allemande de taux d'intérêts élevés. Les premières réactions officielles soulignent que le vote français doit avoir valeur d'entraînement. Ce résultat va donner une «nouvelle impulsion» au processus d'unification européenne, assure le chancelier Kohl, l'œil tourné vers Londres.

Un refus des Français de ratifier Maastricht aurait signifié la mort du traité. Un «non» anglais, estimait dimanche soir certains responsables allemands, relancerait l'idée d'une Communauté à deux vitesses. Autant bien dans le camp gouvernemental que dans le parti social-démocrate, on sort du débat qui vient d'être clos en France renforcé dans le sentiment qu'il est plus urgent que jamais de rapprocher l'Europe de ses citoyens et de clarifier les différents niveaux de pouvoir. Lors de la négociation des accords de Maastricht, les Allemands avaient beaucoup reproché aux Français de s'être montrés très réticents sur la consolidation de l'Europe politique. Les commentaires faits en France au soir du référendum semblent traduire une prise de conscience nouvelle jugée

ici positive. Le processus de ratification du traité commença en Allemagne le 7 octobre. Le président du Parti social-démocrate, M. Björn Engholm, a réaffirmé dimanche soir que le traité ne devait pas échouer à cause de l'Allemagne, car il est une barrière contre «le bacille du nationalisme». La quasi-certitude que le Parlement ratifiera le traité d'ici à décembre n'évitera cependant pas à l'Allemagne un débat qui s'annonce aussi émotionnel qu'en France.

Les sondages montrent que les Allemands ont, eux aussi, des sentiments très mêlés à l'égard de l'Europe. Selon le baromètre poli-

ti- que du groupe de recherches électorales de Mannheim, publié vendredi 17 septembre, 46 % des Allemands voteront aujourd'hui pour Maastricht et 41 % contre. Pourtant, 34 % ne voient que des inconvénients dans la Communauté européenne et 46 % y voient autant d'inconvénients que d'avantages. Enfin, 70 % sont contre l'abandon du deutschemark pour l'euro européen.

Les adversaires du traité, qui se recrutent sur tout l'échiquier politique, mobilisent. Ils réclament, à l'exemple de la France, un référendum qui n'est pas prévu par la Constitution. Ils jouent pêle-mêle de la peur de l'abandon du

deutschemark, de la crainte du Moloch administratif de Bruxelles, de la critique du déficit démocratique de l'Union politique européenne.

Exploités par l'extrême droite, cette coalition des mécontents se nourrit en profondeur des problèmes d'identité que connaît l'Allemagne depuis la réunification. «Après l'échec du bloc, avertit M. Gert Wulfsberg, conseiller du président du SPD, il faut redonner à nos sociétés une raison d'être. (...) Il faut le faire avant qu'il ne soit trop tard. Il est essentiel que les Allemands de trouver dans l'Europe une réponse à ce problème d'identité».

HENRI DE BRESSON

Le bon choix de M. Helmut Kohl

Le week-end aura été fort contrasté pour le chancelier allemand, bombardé d'ouïs à Sud, dans l'ex-RDA, où une foule hostile manifesterait sa frustration devant la dure réalité d'une unification dont elle attendait moins et nouvelles. M. Helmut Kohl a éprouvé avec un soulagement certain la victoire, étroite, mais indiscutable du «oui» français à Maastricht.

Un résultat inverse n'aurait valé pour lui que la confirmation d'un chancelier en butte aux attaques les plus vives depuis sa marche triomphale vers l'unification du pays. La poursuite du processus d'unification européenne, pour lequel il s'est engagé au moins aussi intensément que M. François Mitterrand, lui permet de tenir mieux les rênes d'un pays qui a de plus en plus tendance à ne voir rien qu'à sa porte.

Montrée du doigt à Londres, il Rome et à Washington comme le principal responsable du désastre monétaire subi par ces derniers jours, soupçonné d'être à la merci de «vieux démons» et de la fièvre spéculative, la République fédérale est partagée entre la fièvre malsaine de posséder une monnaie

dominatrice et l'inquiétude devant cette levée de boucliers quasi unanime de ses partenaires. Dans ce contexte, M. Helmut Kohl ne peut que se féliciter d'avoir apporté sa contribution à la défense du «oui» lors de l'insurrection télévisée de François Mitterrand: une abstention aurait pu être, à la lumière des événements monétaires ultérieurs, interprétée comme un signe supplémentaire de repli allemand sur sa monnaie et ses problèmes.

Un service inestimable

En Allemagne, l'accélération de la construction européenne dessine en filigrane une reconquête politique: elle traverse une coalition gouvernementale où les intégristes du deutschemark, représentés essentiellement par le CSU bavarois et le Bundesbank, s'opposent aux tenants de la monnaie européenne, représentés au sein de la CDU, du SPD et du FDP. Le leader social-démocrate, M. Björn Engholm a estimé que le France avait rendu «un service inestimable à l'Europe», montrant dans ce domaine une

convergence de vue avec M. Helmut Kohl qui laisse grande ouverte la porte aux arrangements politiques ultérieurs.

Pour le chancelier, l'unification allemande et l'intégration européenne ont toujours été «les deux faces d'une même médaille». Il s'est attaché jusqu'à la mort, avec plus ou moins de bonheur, le côté allemand de celle-ci, en demandant à ses partenaires de prêter pour l'autre face. Qu'il n'ait pas de souci à se faire pour la ratification parlementaire du traité en Allemagne ne le dispense pas d'être sensible aux divers messages qui lui parviennent des pays voisins.

Le débat français a montré, parfois bien maladroitement, qu'une certaine Europe allemande «énervait» même les Européens aux milieux ancrés. Expliquer à ses concitoyens que l'Europe maastrichtienne n'est pas le simple décalque d'une Allemagne satisfait d'elle-même sera le défi majeur d'un chancelier plus que jamais connoté à la veille du dixième anniversaire de son arrivée au pouvoir.

LUC ROSENZWEIG

PROCHE-ORIENT

Poursuite difficile des pourparlers israélo-syriens

Menacés de blocage, la fin de la semaine dernière, les négociations de paix entre Israël et la Syrie devaient reprendre lundi 21 septembre à Washington, selon le ministre israélien de l'Intérieur, M. Arié Déri. La Syrie et les États-Unis n'avaient pas confirmé lundi matin cette affirmation.

« La formule permettant la poursuite des négociations avec les Syriens a été trouvée », a déclaré

dimanche M. Déri, qui a accusé Damas d'avoir provoqué une « crise artificielle ». Le but d'amener les États-Unis à faire pression sur l'État juif. Damas et les autres parties arabes aux négociations de paix avaient demandé jeudi pour la première fois l'intervention de Washington pour débloquent les pourparlers, mais l'administration américaine garde pour l'instant un profil bas. — (AFP.)

Informée. Huit avions de chasse américains F-15 ainsi que deux chasseurs et deux avions ont été abattus dans une zone frontalière, baptisée « Eger Tiger ». — (AFP.)

LIBAN : diffusion d'une interview de général Aoun. Pour la première fois depuis l'éviction (août 1990) et l'exil en France du général Michel Aoun, une chaîne de télévision libanaise a diffusé, samedi 20 septembre, une interview de près de trois heures de l'ancien chef du gouvernement libanais. Le général a notamment critiqué les États-Unis, qui, a-t-il dit, « traitent le Liban comme un pays occupé » pour obtenir de la Syrie des concessions dans les négociations de paix israélo-arabes. — (AFP.)

YÉMEN : attentats en série à Sanaa. Jusqu'à présent dirigé contre l'un des deux partis au pouvoir, le Parti socialiste yéménite, la vague de violence qui sévit au Yémen depuis son unification en mai 1990 a visé, à la fin de la semaine dernière, l'autre parti, le Congrès populaire général présidé par le chef de l'État. Selon une source officielle, trois engins ont explosé, sans faire de victimes, le premier, jeudi 17 septembre près du siège du parti, les deux autres, le lendemain près du domicile du président et de celui de son gendre. — (AFP.)

EN BREF

AFRIQUE DU SUD : six morts après les funérailles des victimes de la guerre. Les membres du Parlement du KwaZulu ont annoncé dimanche 20 septembre que six personnes ont été tuées vendredi 19 septembre à King-William's Town, lors des incidents qui ont suivi les funérailles des victimes de la fusillade du 7 septembre (Le Monde 21 septembre). Sept autres personnes ont trouvé la mort, au cours de ces deux jours, dans des cités noires de Johannesburg et du Cap. — (AFP, Reuters.)

AFGHANISTAN : cessez-le-feu à Kaboul. Un cessez-le-feu a été décidé, dimanche 20 septembre pour midi, après trois jours de combats intenses entre deux factions islamiques. Les combats ont cessé depuis plusieurs mois pour le territoire d'une partie de Kaboul : l'Attahad, sunnite, pro-saoudien, et le Wahadat, chiite, proche de l'Iran. Des tir de roquettes continuent pourtant à se produire dans la banlieue occidentale, à Bagram. Il y a eu au moins cinq morts et des blessés de part et d'autre depuis le 18 septembre. — (AFP, AP, Reuters.)

ÉTATS-UNIS : un accord d'état-major soutient M. Bill Clinton. L'amiral (en retraite) William Crowe, chef d'état-major des opérations militaires, a déclaré dimanche 20 septembre qu'il était d'accord avec M. Bill Clinton, candidat démocrate à la présidence, sur la nécessité d'un cessez-le-feu au Vietnam. Les Américains ont tenté de négocier des accords de paix pour résoudre les graves problèmes intérieurs, a-t-il estimé. — (AFP, Reuters.)

Le Sénat a voté un moratoire sur les essais nucléaires. Par 11 voix contre 40, le Sénat américain a adopté, dimanche 20 septembre, un amendement au projet de loi sur l'énergie, qui prévoit la suspension jusqu'en juillet 1993, et leur interdiction ensuite, à partir du

BOSNIE-HERZÉGOVINE : les trois communautés ayant fourni des « garanties de sécurité »

Le HCR recommande la reprise des vols humanitaires

Cinq « casques bleus » français ont été légèrement blessés, dimanche après-midi 20 septembre, lors d'une opération de déminage près du port de Zadar, sur la côte adriatique, dans l'ouest de la Croatie, a-t-on appris à l'état-major de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU) à Zagreb.

Atteints par des éclats aux membres et au visage, les cinq « casques bleus » ont été transportés à l'hôpital chirurgical de Gracac, à environ 70 kilomètres à l'est de Zadar, où est implanté le poste de commandement du bataillon français d'infanterie déployé en Croatie. Les combats en Bosnie-Herzégovine ont fait, au cours du week-end, quatre-vingt-six morts selon Radio-Sarajevo.

Un avion des Nations unies a atterri, dimanche 20 septembre, à Sarajevo pour livrer des fournitures d'une reprise des vols humanitaires suspendus depuis le 10 septembre, à la fin de la semaine dernière, à la FORPRONU. La veille, le bas de l'avion avait été touché par des tirs de l'armée serbe, qui avait réagi en tirant des obus de 120 mm. — (AFP.)

ALGERIE

Le président Kafi appelle au « consensus national »

Dans un discours prononcé, dimanche 20 septembre, devant les cadres de la nation, le président du Haut Comité d'État (HCE) a appelé à un « consensus national » qui permette au pays de « disposer du répit indispensable pour sortir de la crise dans les meilleures conditions ». M. Ali Kafi a invité « ceux qui pratiquent la violence à se repentir et à renouer avec le sentiment patriotique et le soul des intérêts supérieurs de la nation ».

Rejetant « tout débat avec ceux qui persistent dans le terrorisme, le sabotage et les appels au meurtre », M. Kafi a aussi exclu de ce dialogue « les personnes qui par leur comportement, leurs déclarations ou par leurs appels politico-financiers soutiennent le terrorisme et n'hésitent pas à se compromettre avec les forces étrangères qui n'ont jamais manifesté pour l'Algérie d'autre intérêt que celui de l'exploitation ». — (AFP, Reuters.)

ALLEMAGNE

Nouvelles violences xénophobes

Les violences xénophobes se sont poursuivies en Allemagne dimanche 20 septembre, dans l'est du pays, où des personnes ont été attaquées, blessées et tuées. À Leipzig, un homme a été tué, un autre a été blessé, lors d'une manifestation contre les réfugiés. À Berlin, des personnes ont été attaquées, blessées et tuées, lors d'une manifestation contre les réfugiés. À Cologne, des personnes ont été attaquées, blessées et tuées, lors d'une manifestation contre les réfugiés. — (AFP, Reuters.)

Senftenberg, dans le Brandebourg, quatre-vingt jeunes ont été attaqués, blessés et tués, lors d'une manifestation contre les réfugiés. À Leipzig, un homme a été tué, un autre a été blessé, lors d'une manifestation contre les réfugiés. À Berlin, des personnes ont été attaquées, blessées et tuées, lors d'une manifestation contre les réfugiés. — (AFP, Reuters.)

EUROPE

personnalités étrangères à ce sujet. Seul le quotidien Politika, citant une déclaration faite samedi soir à New-York, par le représentant yougoslave aux Nations unies, M. Dragomir Djokic, selon laquelle la décision « d'illégale » de l'ONU, a estimé pour sa part que le Conseil de sécurité a « pris une des décisions les plus injustes de l'histoire de l'organisation mondiale ».

Contrairement au gouvernement serbe, le Parti socialiste au pouvoir, qui ne cache pas leur hostilité à l'égard du premier ministre de la nouvelle Yougoslavie, M. Milan Panic, souhaite que celle-ci fasse une demande d'ad-

Un journaliste allemand tué. Des sources militaires croates ont rapporté la mort, samedi 19 septembre, d'un journaliste allemand au cours d'une attaque contre la ville de Mostar, en Bosnie-Herzégovine. Elles ont identifié la victime sous le nom de Georg Fuhrl, sans pouvoir préciser l'organe de presse pour lequel il travaillait. Une seconde personne a été tuée et six autres blessées au cours de ces affrontements. La mort de Georg Fuhrl porte à vingt-huit le nombre de journalistes tués depuis le début du conflit dans l'ex-Yougoslavie. — (Reuters.)

A TRAVERS LE MONDE

ESTONIE

M. Ruut en tête de l'élection présidentielle

L'actuel président du Parlement estonien, M. Arnold Ruut, est arrivé en tête au premier tour des élections présidentielles, dimanche 20 septembre, en Estonie, avec 42,3 % des voix, selon les premiers résultats publiés lundi.

M. Ruut (ancien communiste), qui dirige le Conseil suprême (Parlement) depuis 1983, n'a pas obtenu la majorité absolue requise pour une élection directe. Il devra affronter, dans un deuxième tour, M. Lennart Meri, ancien ministre des affaires étrangères, qui est arrivé en deuxième position avec 22,2 % des voix. Le taux de participation a été de l'ordre de 50 %. — (AFP.)

GÉORGIE

Embuscade meurtrière en Abkhazie

Vingt-neuf combattants géorgiens ont été tués et un autre a été grièvement blessé, dans la soirée du samedi 19 septembre, lors d'une embuscade près de Gagra, dans le nord de l'Abkhazie (sud de la Géorgie), où un communiqué des autorités géorgiennes, qui ont été assaillies par des forces séparatistes, a été publié.

Des violents combats ont opposé ces derniers jours les troupes géorgiennes aux séparatistes abkhazes, compromettant fortement les accords de paix. Après la proclamation de l'indépendance du Parlement abkhaze, en juillet, le Conseil d'État de Géorgie a envoyé des forces en Abkhazie, en expliquant qu'il s'agissait de lutter contre des actes terroristes.

Par ailleurs, les élections législatives en Géorgie — comme sur le territoire de l'Abkhazie — auront finalement lieu le 11 octobre, comme prévu, a annoncé, samedi 19 septembre, l'agence Inter-Tass. La veille, l'agence avait annoncé le report de la consultation en raison de l'aggravation de la situation en Abkhazie. — (AFP, Reuters.)

HAUT-KARABAKH

Très violents combats après une offensive azérie

Les forces armées arméniennes ont lancé une vaste offensive autour du Haut-Karabakh, au prix de la perte de quatre soldats et de quatre hommes, selon les Arméniens (cela n'est pas confirmé de source indépendante), qui reconnaissent avoir eu, de leur côté, vingt-six tués. L'offensive azérie a été lancée, vendredi soir, sur plusieurs fronts, notamment vers le corridor ouvert en mai entre le Haut-Karabakh et l'Arménie. Les forces armées azérides ont été stoppées à 12 kilomètres de cette voie vitale, empruntée à la fois par les renforts arméniens et, selon des visiteurs récents, par des avions azérides. Selon le Comité de défense arménien du Haut-Karabakh, près d'une centaine de jeunes azérides ont été tués autour de ce corridor, les autres dans le sud-est de l'Est de la plaine forte arménienne.

Le président azerbaïdjanais, M. Aboufak Elchibey, a pour la première fois dans ce conflit, chiffré le coût des combats : de 25 à 30 millions de roubles par jour, a-t-il dit dimanche lors d'une interview à la télévision de la CEI. Il a souligné l'envoi d'observateurs russes, kazakhs et géorgiens, sous le prétexte que « la France, les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Allemagne et le Japon » ont « attendu » le conflit, mais tous les efforts récents de médiation (CSCE et Kazakhstan), ont, rappelle-t-on, échoué. — (AFP, Reuters.)

NIGÉRIA

Nouvelles « primaires » avant l'élection présidentielle

Les premiers résultats de la deuxième phase des élections primaires, qui ont lieu dimanche 20 septembre, confirment l'avance de M. Sheth Musa Yar'A-

mission à l'ONU qu'elle remplisse pour cela toutes les conditions posées par l'organisation mondiale. Il a gagné, sur ce point, l'appui de la majeure partie de l'opposition démocratique et la sympathie d'une opinion qui regarde avec inquiétude l'état de l'embargo international sur la Serbie et le Monténégro et l'aggravation de leur isolement. M. Milan Panic devait entamer, lundi 21 septembre, une visite de dix jours aux États-Unis. — (AFP, Reuters.)

TURQUIE : plusieurs attentats dans le Sud-Est anatolien. L'agence de presse turque semi-officielle Anatolie a indiqué, dimanche 20 septembre, que des membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste) ont assassiné, dans le Sud-Est anatolien à majorité kurde, trois personnes, dont un homme politique local, le président du Parti populiste social-démocrate (SHP, membre minoritaire de la coalition gouvernementale) de la région de Samsat. De son côté, l'instabilité kurde à majorité kurde, Musa Anter, a été assassiné, dimanche 20 septembre, par des forces turques. — (AFP.)

du et Olu Faies au sein du Parti social-démocrate (PSD), et de MM. Alihan Umaru Shinkari, Alihan Barmage Tukur et Alihan Adamu Chormu au sein de la Convention nationale républicaine (CNR).

Cette consultation des membres des deux partis autorisés, chargés de choisir leur candidat à l'élection présidentielle de décembre prochain, se déroule en trois phases, chacune concernant dix États de la fédération. A Lagos, la deuxième phase a été marquée par une vive contestation au sein du PSD. — (AFP.)

NOUVELLE-ZÉLANDE

Le scrutin majoritaire à l'anglaise est abol

Les Néo-zélandais se sont massivement prononcés, dimanche 19 septembre, pour l'abolition du scrutin à la majorité simple à un tour. Ils ont voté 67 % des voix, 2,2 % des voix ont voté blanc, 8,8 % des voix ont voté « non » à ce système, hérité de la Grande-Bretagne.

Les citoyens devaient proposer sur le maintien ou non de la formule actuelle et, sinon, manifester leur préférence pour l'un ou l'autre parmi quatre modes de scrutin qui leur étaient suggérés. Si 70 % des votants ont ainsi manifesté leur préférence pour un scrutin proportionnel mixte, similaire à celui utilisé en Allemagne, la chose n'aurait pas suffi à déclencher un référendum, organisé au même temps que les prochaines législatives, en octobre 1993.

Les petits partis avaient fait campagne pour la modification, qui augmenterait leurs chances de remporter des sièges. Aucune consigne de vote n'avait, en revanche, été imposée par les grandes formations, le Parti travailliste et le Parti national, auxquelles le système majoritaire a permis d'exercer alternativement le pouvoir depuis un demi-siècle. — (AFP.)

L'ASTRADUL

Association des Traducteurs
Diplômés de l'Université de Londres
Vous propose une équipe de traducteurs
FRANÇAIS ■ ANGLAIS
Tél. : 45-58-65-13 - 45-55-92-94 - 47-07-77-13
B.P. 225.07 - 75327 Paris Cedex 07
Siège social : Institut britannique de Paris

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

chaque mercredi
(éditions datées jeudi)Renseignements :
48-62-72-24 et 48-62-72-87

NOUVEAU
COULEURS VIVANTES

Pour accompagner vos C.V.
Pour renouveler vos papiers d'identité
Pour offrir à vos amis...

UNE RÉVOLUTION
DANS LE MONDE DE LA PHOTO

PHOTO SERVICE EVASION
28, rue des États-Généraux, à VERSAILLES

C'est l'un des premiers magasins de la région parisienne équipé d'un studio de prises de vue pour photos d'identité sur imprimante vidéo-graphique. Technologie à la pointe du progrès : vous posez, vous choisissez votre meilleure expression sur un écran vidéo et 1 minute plus tard, le photographe vous remet 1 cliché de 6 photos d'identité, au format international, en couleurs ou en noir et blanc.

Des photos instantanées d'une qualité parfaite pour seulement 22 F.

هكذا من لاصول

EUROPE

ROUMANIE

Fissures dans l'embargo anti-serbe

Roumanie, qui vient de prendre des mesures renforçant théoriquement l'embargo de l'ONU contre la Serbie, est, avec la voie du Danube, un des principaux «pompes» des Serbes, de l'avis des diplomates sur place.

GIURGIU

de notre envoyé spécial

Le capitaine Theodor Spirea «accuse personne» de violer l'embargo décidé par l'ONU, le 30 mai, à l'encontre de la Serbie et du Monténégro. Dans son bureau surplombant le Danube, le directeur du port de Giurgiu, à 60 kilomètres au sud de Bucarest, se contente de lire le registre de trafic fluvial, fort réduit par ces temps de basses eaux.

Il énumère les huit bâtiments, russes, qui, depuis le début de septembre, lui ont annoncé revenir de Belgrade chargés de maïs ou de blé. Dans le sens inverse, les bateaux, battant pavillon russe et plus rarement ukrainien, transportent principalement du charbon, du minerai ou des produits laminés et «très peu de pétrole», selon lui, vers Belgrade.

Le capitaine «les suspects» en rien : l'équipage annonce ouvertement par radio sa destination, sa cargaison, «ils ne peuvent être autorisés, ils ont l'air si sûrs d'eux», poursuit-il. L'Ukraine a affirmé, fin août, que les marchandises envoyées par le Danube vers Belgrade étaient, en fait, «en transit», autorisées par l'ONU, vers la Yougoslavie. Le chef de la diplomatie russe, M. Andreï Kozlov, a, quant

à lui, déclaré que, «si les informations (sur la violation du blocus) étaient confirmées, nous enquêterons, et les gens qui ont violé le décret du président Eltsine sur l'application de l'embargo seront punis».

Même si le capitaine Spirea était sûr qu'un bateau viole l'embargo, il n'aurait pas le pouvoir de l'arrêter. Son devoir est de surveiller ce que font les autres États sur le Danube, et d'en faire état à l'«eau internationale» depuis un poste datant de 1948, comme le souligne, impuissant, le gouvernement roumain. Son rôle est de veiller à ce que la Roumanie respecte la décision de l'ONU. Sur ce point, le capitaine est catégorique, comme le sont les autorités de Bucarest.

Colles-ci, renier leurs amitiés serbes traditionnelles mais aussi plus récentes (un des premiers voyages du président roumain Iliescu fut pour son homologue serbe Slobodan Milosevic), ont décidé d'appliquer le blocus, tout en demandant des compensations financières, la Serbie étant l'un des principaux partenaires commerciaux du pays. Bien que Bucarest, qui n'aime avoir déjà perdu 1 milliard de dollars à l'embargo contre l'Irak, n'ait pas reçu une centime, la décision semble respectée, du moins sur le papier. Le capitaine Spirea en veut pour preuve les onze péniches immobilisées dans le port de la Roumanie.

A l'invitation du gouvernement roumain, toujours suspecté de tenir un double langage, des experts internationaux ont même inspecté, en vain, du 15 au 18 août, la dizaine de points de contrôle roumains. Pourtant, l'hebdomadaire indépendant Express a fait état, à la

mi-septembre, du chargement dans le port de Constantza de plusieurs centaines de gazelles et d'essence à destination d'une petite ville de Macédoine ou de Banja-Luka, le chef serbe du nord de la Bosnie.

Pour éviter les destinations «théoriques» mais légales, Bucarest vient de conditionner toute exportation vers les ex-républiques yougoslaves à l'obtention d'une licence. Un certificat d'arrivée «à bon port» devra être ensuite fourni.

Une mesure est cependant plus modeste que celle prise par la CEE, qui exige maintenant une licence d'importation délivrée par les autorités de Bosnie, de Croatie, de Serbie ou de Macédoine. Sous l'ombre de la CSCE et après une décision à Prague, des «comités permanents» doivent «bientôt» arriver dans le pays. Mais rien ne dit qu'ils ne soient que des «comités» sans pouvoir, puisque même la flotte européenne, qui croise au pavillon de l'UEO (Union de l'Europe occidentale) dans l'Adriatique, n'a pas le droit d'arraisonner ni de perquisitionner et se contente de contrôler radio. Aux frontières de la mer, où les embarcations doivent emprunter des routes pour éviter l'immense barrage hydroélectrique que la Roumanie partage toujours avec la Serbie, un réel contrôle serait pourtant aisé.

«Petits»

trafic

Il semble plus difficile de mettre fin aux «petits trafics», qui prennent de grandes proportions, aux dépens de la «tourisme» serbe. L'un des points de passage vers la Roumanie est la Serbie voisine. Technicien au chômage depuis que son entreprise de Timisoara tourne au ralenti à cause de l'embargo, Doru se livre ainsi, comme beaucoup d'habitants du Ploesti de la Roumanie, à un petit jeu, mais qui lui rapporte gros.

L'opération consiste à faire remplir, après plusieurs heures de queue, son réservoir et si possible des jerricans – moyennant pourboire car c'est théoriquement interdit – à la station la plus proche de la frontière. Puis à aller revendre en Serbie pour près de 2 deutschemarks (1 franc le litre, l'essence payée 120 lei (1,50 franc) le litre en Roumanie).

Pour éviter l'interminable attente à la frontière, Doru revend parfois le contenu de son réservoir dans le no man's land ou aux nombreux Serbes venus s'approvisionner en Roumanie. A Moravice, l'un des points de passage vers la Serbie, un responsable des douanes roumaines semble s'amuser de ce qu'il ne peut «même pas appeler un trafic», précisant que les pommes de terre et la bière sont «moins chères de l'autre côté».

Des responsables de la communauté serbe de la région de Timisoara disent que la pénurie d'essence dans la région est due à un «problème d'approvisionnement». M. Slobodan Milosevic, rédacteur en chef du journal serbe Banat Notre mot, explique que sa communauté ne peut apporter de soutien à la Serbie qu'à «des symboles». Sur laquelle il reste très discret, par modestie, sans doute.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

HONGRIE : bientôt à Budapest

Un «Musée fantôme» des reliques socialistes

BUDAPEST

de notre correspondant

Il y aura bientôt un Musée du communisme en Hongrie, ou plutôt un parc d'attractions des reliques de l'art socialiste. Après avoir longtemps tergiversé sur le sort à réserver aux nombreux monuments érigés pendant quarante ans à l'honneur de la République populaire, la municipalité de Budapest a finalement regroupé ces vestiges du passé dans un parc d'attractions, à la périphérie de la capitale.

L'ouverture est prévue pour le printemps prochain, le coup d'envoi du démantèlement est donc donné à la mi-septembre. Au total, cinquante-huit bustes et monuments devraient être soigneusement démontés à Budapest d'ici le 23 octobre, l'anniversaire du début de l'insurrection de 1956, écrasée par l'Armée rouge.

L'avenir de ces reliques a déclenché un débat passionnel entre les militants de la destruction et les partisans de la conservation. Certains ont voulu regrouper ces symboles sur le site du camp de Recak, le goulet hongrois des années 50, mais d'autres ont proposé de les vendre, enchâssés à des «Américains riches» et de redistribuer l'argent aux victimes de 1956.

Pour mettre un terme aux actions de représailles qui ont endommagé plusieurs monuments, la municipalité de Budapest a finalement décidé de les mettre à l'abri de la vindicte populaire en invitant à l'«exposition du patrimoine» Marx, Engels, Hô Chi Minh et les autres seront donc préservés dans un parc d'attractions, mais leur nouvelle destination a déjà été baptisée le «Musée fantôme».

YVES-MICHEL RIOIS

GRANDE-BRETAGNE : le congrès des libéraux-démocrates

Etre ou ne pas être proches des travaillistes

Troisième formation de l'échiquier politique britannique, les libéraux-démocrates ont obtenu des résultats électoraux décevants aux élections générales d'avril. Leur congrès, qui s'achève, à Harrogate (North-Yorkshire), a traduit leur difficulté à se situer par rapport au Parti travailliste.

LONDRES

de notre correspondant

Un délégué, lors du congrès d'Harrogate qui s'est achevé le 17 septembre, a résumé crûment la situation : à ce rythme, nous devrions avoir une légère majorité après les élections parlementaires de 3216... Il mettait l'accent sur une réalité politique : le dépit d'une campagne électorale unanimement qualifiée d'imaginaire, de leurs idées souvent originales et du charisme de leur chef de file, M. Paddy Ashdown, les libéraux-démocrates n'ont recueilli que 13 % des suffrages exprimés lors des élections parlementaires d'avril, et ne comptent que vingt élus à la chambre des Communes, soit un peu plus qu'après le scrutin de 1987. Si la déception

fut réelle, M. Ashdown n'en reste pas moins l'artisan d'un relatif renouveau de son parti.

Celui-ci est issu de la défunte alliance libéraux-SDP, laquelle a laissé à Ashdown le départ, il y a trois ans, de son chef, lord David Owen, actuel négociateur de la CEE dans le conflit yougoslave. Les libéraux n'ont plus jamais occupé le devant de la scène politique depuis Lloyd George, en 1922, si l'on excepte l'expérience du pacte Lib-Lab (Lib pour Labour), en 1970. Depuis, les militants de la formation de M. Ashdown ont été nourris l'illusion qu'ils pouvaient constituer une alternative à la domination du Parti conservateur dans la vie politique britannique. Le reste de cette ambition une méfiance innée des militants à l'égard des travaillistes, c'est-à-dire de toute idée de pacte électoral, celui-ci présentant le risque de permettre aux travaillistes de phagocyter les libéraux-démocrates, au lieu de l'inverse.

M. Ashdown a pu mesurer, à Harrogate, à quel point cette défiance envers le parti de M. John Smith est vivace. Plusieurs délégués ont rappelé que lors des derniers jours de la campagne électorale, les conservateurs avaient convaincu avec succès les électeurs qu'un vote en faveur des libé-

raux-démocrates risquait de permettre à M. Neil Kinnock (ancien chef du Labour) d'arriver à Downing-Street. Tour à tour, des responsables comme M. Charles Kennedy et sir David Steel, respectivement président du parti et ancien chef de file des libéraux, ont souligné le risque de voir les libéraux-démocrates perdre leur «identité». M. Ashdown a donc reçu mandat pour que, à l'échelon local, des libéraux se nouent avec l'ancien (c'est-à-dire essentiellement le Labour), afin de s'opposer aux

Une «coopération» et un «dialogue» sont donc possibles, mais pas un pacte électoral au niveau national. Il n'est plus question de réalignement politique jugé si nécessaire il y a quelques mois. Mais la question de fond demeure : les libéraux-démocrates doivent-ils continuer à chercher le pouvoir par une exhumation, alors que chacun sait que leur seul espoir d'y parvenir est de s'entendre avec le Labour ? Il est vrai qu'il faudrait pour cela que les libéraux prennent enfin position en faveur d'une réforme de la loi électorale (adoption de la représentation proportionnelle), ce qui n'est toujours pas le cas.

LAURENT ZECCHINI

ASIE

Plus de trois mille victimes au Pakistan

Inondations meurtrières dans le sous-continent indien

Des inondations ravagent quelques jours le nord du sous-continent indien. Elles ont pris, au Pakistan, l'ampleur d'une catastrophe nationale : déjà plus de trois mille morts y sont comptés.

NEW-DELHI

de notre correspondant

Dans la province pakistanaise du Pendjab, ce sont cinq rivières où les fleuves ont débordé en raison de pluies de mousson particulièrement abondantes, des centaines de villages sont inondés, et des centaines de milliers d'habitants, des paysans pour la plupart, sont sans abri. Les bilans – il est vrai contradictoires – font déjà état de plus de 3 000 morts et disparus.

Les conséquences économiques de ces crues seront lourdes pour la région qui est le grenier du pays. Près de 70 % de la récolte de coton sont considérées comme perdues. Les autorités pakistanaises recourent par ailleurs des épandages dans les campagnes, où flottent des cadavres d'hommes et d'animaux. Des médecins signalent une augmentation des cas de malaria et de choléra. Le réclame des approvisionnements en nourriture et en eau potable.

Au Pendjab pakistanaise, où des dizaines de milliers de villages ont abandonné leur foyer, la situation était toute aussi grave, ces derniers jours. Des centaines de personnes sont mortes noyées ou sont portées disparues, emportées dans des éboulements et des coulées de boue, de toute façon fréquents dans cette région très montagneuse. La province de la Frontière du nord-ouest (NWFP) est aussi, gravement

touchée : plus de 900 décès rapportés dans le seul district du Hazara.

Les eaux commencent à baisser au Pendjab. Mais il n'en va pas de même pour la province médiane du Pendjab, où la crue torrentielle, déversée, depuis vendredi 18 septembre, 1 million de mètres cubes, seconde à travers le barrage de Guttu au nord, de Sukkur et de Kotri, plus au sud, vers la mer d'Oman. Les spécialistes estiment cependant que ces ouvrages peuvent supporter ce débit. Il faut souhaiter que les ingénieurs s'indignent pas l'erreur tragique de leurs collègues pendjabis : les vannes du barrage de Mangla auraient été soudain ouvertes, alors que les eaux montaient, sans que personne n'ait été prévenu. Près de 400 personnes, selon la presse, auraient péri. Un présentateur de télévision a été limogé pour avoir répercuté l'information.

Plus de 100 morts en Inde

Ces inondations, les plus graves depuis l'indépendance en 1947, risquent de fragiliser un peu plus la coalition islamique modérée au pouvoir à Islamabad. Le premier ministre, M. Nawaz Sharif, déjà soumis à de fortes pressions, vient de se voir accusé par M. Benazir Bhutto, chef de l'opposition, de tarder à débloquer des fonds d'urgence pour les sinistrés. Le quotidien The Muslim affirme, de son côté, qu'un parti de l'opposition destiné aux victimes a été «détourné» au profit de la Ligue musulmane, principal parti de la coalition au pouvoir. Les autorités ont, pour l'instant, décidé de ne pas faire appel à l'aide internationale, et ont créé un fonds de 30 millions de dollars. Londres a cependant offert 100 000 livres, et la France 300 000 francs.

BRUNO PHILIP

Sur fond de tension croissante entre les deux pays

Pékin et Hanoï discutent de leur contentieux frontalier

Le vice-ministre chinois des affaires étrangères est arrivé à Hanoï, vendredi 18 septembre, pour des discussions avec les autorités du Vietnam sur le contentieux frontalier qui s'envenime entre les deux pays. M. Xu Daxun dit ensuite se rendre à Phnom-Penh.

BANGKOK

de notre correspondant

Le contentieux s'alourdit entre la Chine et le Vietnam, moins d'un an après la «normalisation», célébrée le 23 septembre 1991. Mais ne manque pas une occasion, en effet, d'affirmer le «souveraineté» de son territoire par son archipel des Spratleys et de l'archipel des Spratleys.

Dernier litige en date : l'arraisonnement, depuis trois mois, par la marine chinoise, de nombreux cargos vietnamiens (ils ont été saisis selon les sources) qui font des allers et retours entre Hongkong et les ports de Hong-Gai et de Haiphong, dans le golfe du Tonkin. Une fois leur cargaison saisie, les navires sont autorisés à reprendre leur route. La presse vietnamienne a admis que ces bateaux transportent souvent des produits de contrebande, mais aussi des limousines, destinées à la Chine méridionale. Hanoï, et Londres, ont protesté contre ces arraisonnements.

Hanoï a accusé Pékin d'avoir entrepris, toujours dans le golfe du Tonkin, un fongage de relèves sismiques de son côté d'une ligne de démarcation maritime sur laquelle la Chine et la France, alors puissance coloniale au Vietnam, s'étaient entendues en 1887. Les Chinois rétorquent que ces relèves pétrolières ont lieu dans un secteur sous juridiction chinoise, le Pouce de l'île de Hainan. Les Vietnamiens reprochent également à Pékin d'avoir accordé à une société américaine, la Crestone Energy, des droits d'exploration dans un secteur qu'ils considèrent comme appartenant à leur plateau continental méridional, à l'ouest de l'archipel des Spratleys. Enfin, Hanoï a accusé Pékin d'avoir violé sa souveraineté en prenant possession, le 8 juillet, d'un ou deux récifs de ce même archipel.

Un contentieux persiste également sur la frontière terrestre entre les deux pays, théâtre de très violents combats début 1979, à telle enseigne que le commerce, très important, y

est en train d'être interrompu sur des centaines de kilomètres. Le Vietnam s'inquiète d'un éventuel d'une invasion, sur son marché, de produits de consommation vietnamiens auxquels la production locale, plus chère et plus médiocre, ne peut faire concurrence.

Attitude ambiguë

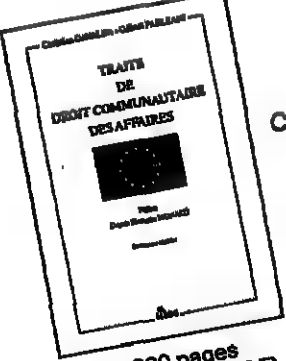
M. Xu Daxun, premier officiel chinois de haut rang à se rendre au Vietnam depuis la visite officielle, en avril, de M. Qian Qichen, chef de la diplomatie à Pékin, a censé élever le ton en vue d'organiser des négociations au fond, prévues pour octobre, et l'éventuelle visite, pour la fin de l'année, de M. Li Peng, premier ministre chinois. L'attitude de Pékin est ambiguë. Les Chinois se montrent en affirmant notamment que les différends en mer de Chine méridionale doivent être réglés par la négociation.

Il n'en exerce pas moins, sur place, des pressions sur Hanoï. Il en ont les moyens : en raison de son isolement diplomatique, le Vietnam ne peut qu'échouer à ses protestations verbales et tenter d'appuyer davantage les non communistes à l'Asie du Sud-Est, que les prétentions chinoises inquiètent également. Trois autres pays de la région en effet – Brunei, la Malaisie et les Philippines – revendiquent, en partie, les Spratleys.

Cependant, que les relations entre la Chine et le Vietnam aient rarement été si médiocres – il n'indique qu'elles vont s'améliorer – sitôt – les deux pays ne semblent pas prêts de remettre en cause leur modus vivendi : le Cambodge, sanctionné, il est vrai, par les accords de paix de Paris signés par dix-neuf pays, l'égide des Nations unies.

JEAN-CLAUDE POMONTI

itec TRAITE DE DROIT COMMUNAUTAIRE DES AFFAIRES 2^E EDITION



Christian BAVILLON
Professeur à la Faculté de Droit de Paris I, Panthéon-Sorbonne
Correspondant permanent d'Unidroit (Rome)
Gilbert PARLEANI
Professeur à la Faculté de Droit de Versailles-Saint-Quentin

Relié - 900 pages
360 F (Franco : 390 F)

En votre librairie ou :

itec
27, place Dauphine - 75001 PARIS - 26, rue Soufflot - 75005 PARIS
158, rue Saint-Jacques - 75005 PARIS

BASKET-BALL : la reprise du championnat de France

Levallois fait rêver les banlieues

Lors de la première journée du championnat de basket de France, samedi 19 septembre, Limoges s'est imposé sur le terrain du promu (92-86). Mais, malgré les 33 points de Young et les 28 d'Ivanovic, le vice-champion de France a dû avoir recours à deux prolongations. Une satisfaction pour Levallois : la partie s'est terminée devant une salle comble (3 400 spectateurs).

A Levallois, samedi soir, joueurs, dirigeants et supporters avaient leurs illusions de victoire contre une équipe de spectacle. Pour son premier match en nationale A1, le club recevait Limoges, l'équipier du basket français des années 80.

« On s'attaque à l'Euro de l'été », s'enthousiasmait l'entraîneur Jacky Renault, regrettant de ne pas avoir pu recevoir les vice-champions de France « au beau milieu de l'hiver, au retour d'un déplacement dans les pays Baltes ». Ce genre d'équipe est hors de portée, renchérit-il, un ancien joueur aujourd'hui installé à Neuilly, notre meilleur joueur ne pourrait même pas rentrer en cinq jours. Aussi, un jeune joueur d'une équipe rouge tempérait ce jugement : « Non, on a maintenant un très bon joueur, Michael Brooks, qui était à Limoges l'an dernier. Le malade, chez nous, c'est les Français (Français) ».

Dans le nouveau monde des sports, Marcel Cerdan (assuré en France), les joueurs s'entraînent sur la valeur supposée des différents joueurs, mais, même dans les hyperboles les plus improvisées, personne n'ose imaginer un exploit face aux septuples champions de France.

« Notre première victoire, ce sera la public, avait prévu Jean-Pierre Staelens, ancien international devenu manager général de Levallois. Nous allons devenir le club des banlieues et de la banlieue, là où les jeunes s'identifient ».

« Je n'ai plus en plus aux stars de la NBA. D'ailleurs, à terme, nous ferons sûrement jouer des jeunes d'Ile-de-France, on y dispose d'un bon réservoir. En football, par exemple, c'est ici que Guy Roux fait tout ».

En attendant d'être sur le terrain dans quelques années, beaucoup de futurs basketballeurs se trouvent dans les tribunes samedi. Tel Karim, treize ans, venu de Seine-Saint-Denis, qui n'a jamais vu le basket que cet été, en regardant les Jeux olympiques à la télé. Depuis, il a réclamé la construction d'un playground (terrain découvert) dans son quartier : « Peut-être que quand je serai grand, je pourrais devenir pro et gagner beaucoup d'argent », rêvait-il à voix haute. Il n'est pas le seul à espérer. Les effectifs de tous les clubs gonflent. Levallois compte 228 licenciés cette année.

L'exemple Sonko

« Il n'est pas rare maintenant de voir des jeunes des banlieues se balader avec des ballons de basket sous le bras, remarque Jacky Renault. C'est bon pour nous. Plus tard, dans nos journées de sélection, on trouvera peut-être la perle rare, comme Mustapha Sonko. » Ce jeune Africain de vingt ans et 1,92 mètre, joueur de Sceaux (A2), représente actuellement le symbole de la réussite. Il a déjà signé pour jouer à Gravelines l'an prochain, dans l'un des meilleurs clubs de l'Hexagone.

A Levallois, les vedettes sont originaires d'ailleurs. Michael Brooks et Larry Robinson viennent des États-Unis, Laurent Sénéchal du Nord, Patrick Cham et Patrick Perrot des Antilles. Mais, déjà, toutes ont été promues au rang de stars locales, au même titre que Terence Stansbury, deuxième arrière très spectaculaire et animateur principal de la saison presque parfaite de l'an dernier (24 victoires sur 26 matchs). A l'international, le grand Terence se faisait une joie de découvrir l'élite. Médias, une opération du cartilage roulaient l'été dernier des salles de basket pour plusieurs mois.

« Dès le début de la rencontre face à Limoges, son remplaçant Larry Robinson a montré qu'il pouvait également épater le public, rythmant les applaudissements après chaque panier. Les 400 spectateurs de Levallois ont bien conscience de ce maître à penser, tellement ils semblaient désorganisés. Sans chorale, sans pom-pom girls, ils donnaient parfois l'impression s'effaçant devant le petit kop limougeaud qui ne comprenait pourtant qu'une vingtaine d'inconnus. Les joueurs de Levallois, couleur étant celle des maillots brillants des Lakers adoptés cette année par les coéquipiers de Richard Dacoury.

Le comportement des supporters a fait la différence entre la foule du club banlieusard et l'explosion internationale limougeaud : une formation qui s'est imposée par une septième place et une équipe qui compte, rivaliser avec les grands d'Europe. D'ailleurs, à la mi-temps, le score était de 41 à 33 en faveur de Limoges.

Après le match, la foule envahit enfin le palais des sports. Les joueurs de Jacky Renault reviennent à 49-49, puis prennent l'avantage à 61-60. Dans les tribunes, jeunes BCBG aux couleurs et gamin blacks-blancs-beurs des années 80, les battements de pied pour créer un brouhaha effrayant. À quelques minutes, le public le plus disparate de France se levait l'un des plus nombreux. En tout, 41 à 33 en faveur de Limoges.

Après le match, la foule envahit enfin le palais des sports. Les joueurs de Jacky Renault reviennent à 49-49, puis prennent l'avantage à 61-60. Dans les tribunes, jeunes BCBG aux couleurs et gamin blacks-blancs-beurs des années 80, les battements de pied pour créer un brouhaha effrayant. À quelques minutes, le public le plus disparate de France se levait l'un des plus nombreux. En tout, 41 à 33 en faveur de Limoges.

Mathématiquement pour Levallois, la victoire dans les dernières minutes de l'expérience limougeaud. Limoges arrache une prolongation (10-70), pour l'emporter finalement de six points (92-86) après deux nouvelles périodes de cinq minutes. A Levallois, le rêve est passé, mais la joie demeure.

GUILLAUME CLÉMENT

Le Rallye Paris-Moscou-Pékin

Une course par élimination

Les rescapés du premier Rallye Paris-Moscou-Pékin devaient arriver dans la capitale chinoise dimanche 27 septembre. Après les deux premières épreuves chronométrées disputées sur le territoire chinois, le Citroën ZX du Français Pierre Lartigue était en tête, dimanche 20 septembre, devant trois Mitsubishi Pajero, pilotées par le Japonais Kenjiro Shinozuka, l'Allemand Erwin Weber et le Français Bruno Saby.

Turquet P. Pour les rescapés du 1^{er} rallye, 15 motos, 24 camions de course et 22 voitures de course ont pris le départ de Paris mardi 14 septembre (le Monde du 14 septembre). Une arche en pierre plantée dans un décor lunaire à 3 800 mètres d'altitude pour marquer le passage vers le Kirghizistan et la Chine, dans le premier objectif à atteindre. Les 59 rescapés (1) qui l'ont franchi, jeudi 17 septembre, ont désormais l'assurance, même s'ils devaient abandonner le rallye, de voir Pékin.

De la traversée du Kirghizistan à la Chine, les participants du Rallye Paris-Moscou-Pékin auront surtout retenu la chaleur du accueil des populations. L'offre de la nuit de la capitale ou des bouquets de fleurs aux participants (tentes de feutre). L'immensité des paysages de culture en Russie, puis des montagnes du Kirghizistan, parcourues par les troupeaux de chevaux, les saïgas (antilopes) et de chameaux.

Ce parcours, souvent interminable et monotone, mais toujours parsemé de saignées, a été tout à fait beaucoup plus que prévu. Après deux épreuves spéciales représentant 4 630 kilomètres chronométrés, le CEL, les deux motos et les deux camions d'assistance (Yamaha Motor France), qui avaient toujours fait route ensemble, n'étaient séparés que d'une minute, Philippe Bermudes,

troisième et premier « privé », comptait plus de vingt heures de retard.

Chez les autos, le duel attendu entre Citroën et Mitsubishi avait tenu ses promesses. A un rythme presque comparable à celui des spéciales du championnat du monde des rallyes, Pierre Lartigue (Citroën), vainqueur de quatre sections chronométrées, a Bruno Saby (Mitsubishi), qui s'était montré trois fois plus rapide, livré à un extraordinaire chassé-croisé : la première place, jusqu'à ce que l'ancien vainqueur du Monte-Carlo ne perde pied dans deux heures pour une balade de direction dans la dernière spéciale du CEL.

Cette course par élimination entre les favoris avait commencé avec la cinquième épreuve spéciale, avec l'Allemand Timo Salonen, dans la ZX avait brûlé peu avant Kenjiro (Kazakhstan). Après avoir failli à la même aventure, le Japonais Björn Waldegard a accumulé heures de retard, tout comme Hubert Auriol, qui coéquipier de Citroën. Le premier pour une course bloquée dans la traversée du Kirghizistan (Turkmenistan), puis une nouvelle suspension cassée avant Chinkent (Kazakhstan). Le second pour des ruptures du pont arrière puis des problèmes de direction.

Depuis qu'ils ont pénétré en Chine, les rescapés du Rallye Paris-Moscou-Pékin ont retrouvé à partir de Pékin les chemins empruntés par les autres participants. Les deux motos ont pu profiter de la suspension cassée avant Chinkent (Kazakhstan). Le second pour des ruptures du pont arrière puis des problèmes de direction.

GÉRARD ABOUY

(1) 61 autos et camions et 11 motos en course, et 11 motos d'assistance.

GOLF : le 23^e Trophée Lancôme

Mark Roe, en stratégie

Mark Roe a remporté, dimanche 20 septembre, le 23^e Trophée Lancôme de Saint-Nom-la-Bretèche comptant pour le circuit professionnel européen et doté de 4 750 000 francs en rendant une dernière carte de 65 pour un total de 287 (13 au-dessous du par). Le Britannique de 29 ans devançant l'Argentin Vicente Fernandez et signe sa première grande victoire. Son compatriote Nick Faldo, numéro 1 mondial au favori de l'épreuve, a terminé dix-septième.

L'affaire a été le petit monde du Trophée Lancôme. C'est que l'on attendait le plus grand des parcours de Saint-Nom-la-Bretèche, Nick Faldo, aligné par 100 000 francs (plus de 500 000 francs) dans la soupe. Le numéro mondial et favori de l'épreuve, vété d'avoir raté son premier parcours, compromettant ainsi la victoire finale, s'était répandu, jeudi, en propos acerbes sur l'épreuve, « véritable garden-party où les amateurs ne connaissent rien au sport ». Définitivement riche en son choucho, le public a vu l'ingénieur dans les profondeurs du classement pour signer la première victoire majeure de son Britannique Mark Roe, beaucoup moins connu mais plus jovial que son compatriote.

Une victoire servie par la chance

Nick Faldo jeté aux oubliettes, la dernière journée promettait d'être passionnante, huit joueurs se tenant en deux. Le vainqueur devait être une affaire de cœur, Mark Roe en a fait un comble de stratégie. Le Britannique, en effet, avait dû être plus féroce que ses deux bristards d'adversaires, l'Espagnol José-Maria Olazabal et l'Australien Peter Senior, notamment, ou que le Néo-Zélandais Frank Nobilo, tenant du titre. Ces hommes sillonnaient le circuit mondial pendant l'année alors que Roe, 43^e meilleur européen, ne connaît que les fairways du Vieux Continent. Ses nerfs à virer ont collé une belle insomnie, mais, un matin, il masquait sa fébrilité sous une humeur badine dont il est coutumier.

Belle victoire, servie par la chance, Mark Roe ne le cache pas. Deuxième ex-aequo à l'issue des trois premiers jours avec José-Maria Olazabal, l'Argentin Eduardo Fernandez et le Britannique Jim Payne, il a gagné au tirage au sort, avec ce dernier, le privilège de fermer le jeu de la compétition aux autres leaders. L'Australien Peter Senior, au quatorzième trou, la balle de Roe qui allait noyer dans le rough, les herbes hautes, a rebondi sur le green et s'en est retournée en fairway, plus accueillant. « J'ai voulu faire un quart de tour, mais j'ai raté, j'aurais pu être un cinq ou un six », soupire-t-il. C'est victoire, couronnée un stratagème classique mais efficace : l'intimidation. « Il fallait que je frappe un bon coup de la main du parcours pour destabiliser Senior », assure-t-il belle voix de 66 (soit quatre ans de plus) la veille.

Et quel début ! Peter Senior, le baïonnette, Mark Roe attaque et le jeu d'entrée trois birdies (un coup en dessous du par), interloqué, Peter Senior craque le premier au deuxième trou, le premier au troisième. Les deux bogeys (un au-dessus du par) ont mis sept et huit. Il ne reviendra jamais dans une partie dont Mark Roe a fait maître. Jim Payne faisait office d'excellent faire-valoir. Les deux partisans intimidés, il faut noter le retour du groupe précédent, l'Argentin José-Maria Olazabal, l'Espagnol Peter Senior, l'Australien Peter Senior, le Néo-Zélandais Frank Nobilo, tenant du titre. Ces hommes sillonnaient le circuit mondial pendant l'année alors que Roe, 43^e meilleur européen, ne connaît que les fairways du Vieux Continent. Ses nerfs à virer ont collé une belle insomnie, mais, un matin, il masquait sa fébrilité sous une humeur badine dont il est coutumier.

Fin stratégie décidément. Après une partie presque parfaite, le vainqueur s'en est efforcé d'être digne de son statut. Les deux partisans intimidés, il faut noter le retour du groupe précédent, l'Argentin José-Maria Olazabal, l'Espagnol Peter Senior, l'Australien Peter Senior, le Néo-Zélandais Frank Nobilo, tenant du titre. Ces hommes sillonnaient le circuit mondial pendant l'année alors que Roe, 43^e meilleur européen, ne connaît que les fairways du Vieux Continent. Ses nerfs à virer ont collé une belle insomnie, mais, un matin, il masquait sa fébrilité sous une humeur badine dont il est coutumier.

BÉNÉDICTE MATHIEU

Les résultats

ATHLÉTISME
RECORD DU MONDE A LA PERCHE
L'Ukrainien Sergueï Bubka a battu par la trentième fois les records en plein air et en salle le record du monde du saut à la perche, en franchissant 6,13 m à son premier saut, samedi 19 septembre à Tokyo. Cette performance améliore d'un centimètre son précédent record, battu le 30 août à Padoue, et lui permet de battre le même saut ses deux records en salle et en plein air.

AUTOS-MOTOS
PARIS-MOSCOU-PÉKIN
Classement général
dimanche 20 septembre
Autos. - 1. P. Lartigue-M. Petit (Fra., Citroën ZX), 24 h 42 min 15 s de pénalisation; 2. K. Shinozuka-H. Magne (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), 38 min 11 s; 3. E. Weber-M. Hiemer (All., Mitsubishi Pajero), 1 h 25 min 52 s; 4. B. Saby-D. Serre (Fra., Citroën ZX), 4 h 30 min 23 s; 5. B. Waldegard-F. G. G. (Fra., Citroën ZX), 8 h 26 min 4 s; 6. A. Ambrosino-A. Guarnieri (Fra., Citroën ZX), 8 h 30 min 13 s; 7. B. Saby-D. Serre (Fra., Citroën ZX), 8 h 30 min 13 s; 8. B. Waldegard-F. G. G. (Fra., Citroën ZX), 8 h 30 min 13 s; 9. M. La Caze-A. Fievet (Fra.-Bel., Toyota Land Cruiser), 15 h 10 min 18 s; 10. J. Bouchet-J. Loran (Fra., Nissan Terrano), 16 h 10 min 45 s.

Motos. - 1. S. Peterhansel (Fra., Yamaha XTZ 850), 74 h 58 min 48 s; 2. T. Magnaldi (Fra., Yamaha XTZ 850), 10 h 28 min 3 s; 3. P. Bermudes (Fra., Yamaha 800), 42 h 23 min 42 s; 4. D. Pescheur (Fra., Yamaha 600 XT), 54 h 24 min 32 s; 5. P. Landreau (Fra., Yamaha 800), 63 h 34 min 10 s.

BASKET-BALL
CHAMPIONNAT DE FRANCE
(première journée)
*CRO Lyon b. Montpellier... 89-81
Le Mans b. Racing-PSG... 95-90
Limoges b. Levallois... 92-86
*Pau-Orthez b. Châlons... 84-69
Cholet b. Roanne... 82-67
*Angers b. Villeurbanne... 88-74
Gravelines b. Dijon... 91-85

FOOTBALL
CHAMPIONNAT DE FRANCE
Première division
(septième journée)
*Montpellier et Paris-St-Germain... 0-0
*Nantes b. Lens... 2-1
*Marseille et Le Havre... 1-1
Auxerre b. Sochaux... 3-0
*Bordeaux b. Monaco... 1-0

RUGBY
CHAMPIONNAT DE FRANCE
(première journée)
POULE 1
Bègles-Bordeaux b. Nice... 19-14
*Auch b. Graulhet... 30-15
Toulon b. Dax... 35-27
*Stade b. Chalon-sur-Saône... 1-1
Classement. - 1. Toulon 9 pts; 2. Auch et Graulhet, 7; 3. Bègles-Bordeaux et Chalon-sur-Saône, 6; 4. Dax, 5; 5. Stade, 4; 6. Bègles-Bordeaux, 3; 7. Auch et Graulhet, 2; 8. Toulon, 1; 9. Bègles-Bordeaux, 0; 10. Auch et Graulhet, 0.

POULE 2
Bègles-Bordeaux b. Nice... 19-14
*Auch b. Graulhet... 30-15
Toulon b. Dax... 35-27
*Stade b. Chalon-sur-Saône... 1-1
Classement. - 1. Toulon 9 pts; 2. Auch et Graulhet, 7; 3. Bègles-Bordeaux et Chalon-sur-Saône, 6; 4. Dax, 5; 5. Stade, 4; 6. Bègles-Bordeaux, 3; 7. Auch et Graulhet, 2; 8. Toulon, 1; 9. Bègles-Bordeaux, 0; 10. Auch et Graulhet, 0.

Bédier b. Tyrosse... 29-25
*Rumilly b. Biarritz... 27-19
*Tarbes b. Nîmes... 28-9
Classement. - 1. Tarbes, Biarritz et Nîmes, 7 pts.

POULE 3
*Narbonne b. Grenoble... 22-14
*Montferrand b. Racing CF... 35-26
Pau b. Bourgoin... 22-15
*Beyonne b. Cognac... 26-20
Classement. - 1. Montferrand 9 pts; 2. Beyonne, Narbonne et Grenoble, 7.

POULE 4
*Castres b. Valence-d'Agès... 33-10
*Pérpignan b. Montpellier... 12-8
*La Crouais b. Colomiers... 19-12
*Mont-de-Marsan et Brive... 19-19
Classement. - 1. Pérpignan 9 pts; 2. Brive, 8; 3. Castres, 7.

TENNIS
TOURNOI DE BORDEAUX
L'Ukrainien Andreï Medvedev a remporté, dimanche 20 septembre, le tournoi de Bordeaux, doté de 330 000 dollars, en battant en finale l'Espagnol Sergi Bruguera (6-3, 6-2). En demi-finales, l'Ukrainien avait battu le Français Rodolphe Gilbert (6-4, 6-3), tandis que l'Espagnol avait éliminé le Français Yannick Noah (6-2, 6-4).

JACQUES GAUTIER
Pendant l'été, il a été élu « Ombres et Lumières » par les lecteurs de l'hebdomadaire « Ombres et Lumières ». Il a été élu « Ombres et Lumières » par les lecteurs de l'hebdomadaire « Ombres et Lumières ».

« Ombres et Lumières »
Pendant l'été, il a été élu « Ombres et Lumières » par les lecteurs de l'hebdomadaire « Ombres et Lumières ». Il a été élu « Ombres et Lumières » par les lecteurs de l'hebdomadaire « Ombres et Lumières ».

« Ombres et Lumières »
Pendant l'été, il a été élu « Ombres et Lumières » par les lecteurs de l'hebdomadaire « Ombres et Lumières ». Il a été élu « Ombres et Lumières » par les lecteurs de l'hebdomadaire « Ombres et Lumières ».

« Ombres et Lumières »
Pendant l'été, il a été élu « Ombres et Lumières » par les lecteurs de l'hebdomadaire « Ombres et Lumières ». Il a été élu « Ombres et Lumières » par les lecteurs de l'hebdomadaire « Ombres et Lumières ».

Mariages

M. et M^{me} Jean-Pierre RIOUX, M^{me} Hubert ADMÉE-BLANCHENAY, M. et M^{me} Jean-Jacques THOUHEUX, heureux d'annoncer le mariage de

Emmanuel RIOUX, Xavier THOUHEUX, le 19 septembre 1992.

Le regret de faire part de ce mariage, le 7 juillet 1992, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, de son vice-président

Emmanuel CHICOT, représentant permanent auprès de l'UNESCO, membre d'UNESCO, d'espérance à Rotterdam, de l'UNESCO et de la Commission des droits de l'homme.

à la rue de la Cerisier, 75004 Paris.

M. Jean Macario, M. et M^{me} Jean-Paul Macario, Yann et Marine Masson, Et toute la famille.

M^{me} Anne MASSON, survenu le 11 septembre 1992.

22, rue d'Alembert, 75004 Paris.

M^{me} Cécile Pabot, Marie-Renée, Michel, Marc, Cécile, Dominique, Geneviève, Véronique, Christine, Thibault, et toute la famille.

M^{me} Cécile Pabot, Marie-Renée, Michel, Marc, Cécile, Dominique, Geneviève, Véronique, Christine, Thibault, et toute la famille.

M^{me} Cécile Pabot, Marie-Renée, Michel, Marc, Cécile, Dominique, Geneviève, Véronique, Christine, Thibault, et toute la famille.

M^{me} Cécile Pabot, Marie-Renée, Michel, Marc, Cécile, Dominique, Geneviève, Véronique, Christine, Thibault, et toute la famille.

M^{me} Cécile Pabot, Marie-Renée, Michel, Marc, Cécile, Dominique, Geneviève, Véronique, Christine, Thibault, et toute la famille.

M^{me} Cécile Pabot, Marie-Renée, Michel, Marc, Cécile, Dominique, Geneviève, Véronique, Christine, Thibault, et toute la famille.

M^{me} Cécile Pabot, Marie-Renée, Michel, Marc, Cécile, Dominique, Geneviève, Véronique, Christine, Thibault, et toute la famille.

M^{me} Cécile Pabot, Marie-Renée, Michel, Marc, Cécile, Dominique, Geneviève, Véronique, Christine, Thibault, et toute la famille.

M^{me} Cécile Pabot, Marie-Renée, Michel, Marc, Cécile, Dominique, Geneviève, Véronique, Christine, Thibault, et toute la famille.

M^{me} Cécile Pabot, Marie-Renée, Michel, Marc, Cécile, Dominique, Geneviève, Véronique, Christine, Thibault, et toute la famille.

M^{me} Cécile Pabot, Marie-Renée, Michel, Marc, Cécile, Dominique, Geneviève, Véronique, Christine, Thibault, et toute la famille.

M^{me} Cécile Pabot, Marie-Renée, Michel, Marc, Cécile, Dominique, Geneviève, Véronique, Christine, Thibault, et toute la famille.

M^{me} Cécile Pabot, Marie-Renée, Michel, Marc, Cécile, Dominique, Geneviève, Véronique, Christine, Thibault, et toute la famille.

M^{me} Cécile Pabot, Marie-Renée, Michel, Marc, Cécile, Dominique, Geneviève, Véronique, Christine, Thibault, et toute la famille.

M^{me} Cécile Pabot, Marie-Renée, Michel, Marc, Cécile, Dominique, Geneviève, Véronique, Christine, Thibault, et toute la famille.

M^{me} Cécile Pabot, Marie-Renée, Michel, Marc, Cécile, Dominique, Geneviève, Véronique, Christine, Thibault, et toute la famille.

M^{me} Cécile Pabot, Marie-Renée, Michel, Marc, Cécile, Dominique, Geneviève, Véronique, Christine, Thibault, et toute la famille.

M^{me} Cécile Pabot, Marie-Renée, Michel, Marc, Cécile, Dominique, Geneviève, Véronique, Christine, Thibault, et toute la famille.

M^{me} Cécile Pabot, Marie-Renée, Michel, Marc, Cécile, Dominique, Geneviève, Véronique, Christine, Thibault, et toute la famille.

M^{me} Cécile Pabot, Marie-Renée, Michel, Marc, Cécile, Dominique, Geneviève, Véronique, Christine, Thibault, et toute la famille.

M^{me} Cécile Pabot, Marie-Renée, Michel, Marc, Cécile, Dominique, Geneviève, Véronique, Christine, Thibault, et toute la famille.

M^{me} Cécile Pabot, Marie-Renée, Michel, Marc, Cécile, Dominique, Geneviève, Véronique, Christine, Thibault, et toute la famille.

M^{me} Cécile Pabot, Marie-Renée, Michel, Marc, Cécile, Dominique, Geneviève, Véronique, Christine, Thibault, et toute la famille.

M^{me} Cécile Pabot, Marie-Renée, Michel, Marc, Cécile, Dominique, Geneviève, Véronique, Christine, Thibault, et toute la famille.

M^{me} Cécile Pabot, Marie-Renée, Michel, Marc, Cécile, Dominique, Geneviève, Véronique, Christine, Thibault, et toute la famille.

M^{me} Cécile Pabot, Marie-Renée, Michel, Marc, Cécile, Dominique, Geneviève, Véronique, Christine, Thibault, et toute la famille.

M^{me} Cécile Pabot, Marie-Renée, Michel, Marc, Cécile, Dominique, Geneviève, Véronique, Christine, Thibault, et toute la famille.

M^{me} Cécile Pabot, Marie-Renée, Michel, Marc, Cécile, Dominique, Geneviève, Véronique, Christine, Thibault, et toute la famille.

M^{me} Cécile Pabot, Marie-Renée, Michel, Marc, Cécile, Dominique, Geneviève, Véronique, Christine, Thibault, et toute la famille.

M^{me} Cécile Pabot, Marie-Renée, Michel, Marc, Cécile, Dominique, Geneviève, Véronique, Christine, Thibault, et toute la famille.

M^{me} Cécile Pabot, Marie-Renée, Michel, Marc, Cécile, Dominique, Geneviève, Véronique, Christine, Thibault, et toute la famille.

THOMAS SOTINE
► *The Player*, de Michaël
Tolkien, Éditions de l'Archipel
230 pages, 98 F.

En monde entier en quinze

هذه الامم

CULTURE

CINÉMA

Un monde entier en quinze jours

Avec humour, Toronto propose un panorama exhaustif des festivals

TORONTO
correspondance

Les programmeurs du Festival de Toronto portent la multiculture dans leurs gènes. L'un, spécialiste des cinémas asiatiques, est un Américain ayant longtemps vécu à Paris. L'autre, d'origine canadienne, parle le français comme Edwige Fenech mais a découvert l'espagnol à travers l'argot cubain. Le troisième, épique grec ou cinq langues d'un accent grec - les autres sont à l'avant. Leur sens commun de la fête, leur humour pesamment bilingue, alliés à une vraie curiosité, font basculer l'équilibre de la programmation du devoir vers le plaisir.

Cette année, plus de trois films étaient présentés à Toronto, répartis en plusieurs sections : « Cinéma contemporain », « Panorama Canada », « Gros Plan sur une cinématographie (le cinéma indien) », « Coup de chapeau à l'actrice-productrice-scénariste japonaise ou série Z ultra-sanguinolente ». Certains films ont déjà fait Cannes, Berlin, Venise ou Toronto (après tout, la manifestation de Toronto s'appelle Festival des festivals), la plupart sont cependant inédits - mais tous, et cela se sent, ont été non pas rassemblés ou ramassés mais choisis. Galas, premières mondiales ou nord-américaines sont les locomotives, qui attirent stars, public, vendeurs, acheteurs, producteurs, distributeurs. La France présentait vingt films, dont *L'Amant*, *Indochine*, *TP5* et *Tous les matins du monde*.

Toutes sections confondues, on s'est aperçu qu'un nombre inhabituel de films étaient réalisés par des acteurs. Outre *Espouse et mari* de Woody Allen (le Monde du 17 septembre), Toronto affichait *Bob Roberts* de Tim Robbins, *Mae de John Turturro*, *Peter's Friends* de Kenneth Branagh, *Passions* de la Kényenne Sylvia Chang, *Stepping Razor-Red X* (un documentaire sur le reggae) de Peter Tosh habillé

en 1987) de Nicholas Campbell. En première mondiale, on découvrait, *A River Runs Through It*, de Robert Redford et *Mr. Saturday Night*, de et avec Billy Crystal.

La pêche au lancer comme métaphore

« Dans notre famille, il n'y avait pas de différence bien définie entre la religion et la pêche au lancer. » S'inspirant d'un roman de Norman Maclean, Robert Redford réalisait son nouveau, après la parenthèse de *Milagro*, les films de la famille. Abandonnant les bantou-sards contemporains (*Des hommes comme les autres*, qui lui valut l'Oscar du meilleur film en 1980) Redford filme les rapports entre les deux fils d'un pasteur presbytérien, de 1910 à 1935. L'un (Craig Scheffer), introverti, contemplatif, est porté sur la littérature; l'autre (Brad Pitt, sosie du Redford d'il y a trente ans), séduisant, aventureux, journaliste, devient journaliste. De l'enfance à l'âge adulte, vingt-cinq ans d'une fraternité ponctuée de silences parfois pesants et de retrouvailles au bord de la rivière. Ou, la pêche au lancer comme métaphore de la vie, dans un Montana magnifiquement filmé par le Français Philippe Rousselet.

Avec *Monsieur Samedi soir*, Billy Crystal, qui fait ses débuts de metteur en scène, rend hommage à l'âge d'or de la télévision américaine, celle de Jack Benny, Steve Allen ou Milton Berle, quand les « gagsmen » avaient pour noms Woody Allen (cité dans le film), Larry Gelbart ou Neil Simon. L'hommage est parfois acide : en quarante ans de carrière, Buddy Young Jr (le comique qu'a imaginé Crystal) ne fera jamais aussi bien que ses collègues et Billy Crystal fait la part belle à l'amertume, la haine et l'égoïsme d'un humoriste qui pèserait, pour réussir, sa famille, ses enfants et ce frère qui lui sert depuis toujours de souffre-douleur. « A l'exception du Lenny de son frère, personne n'a jamais donné un portrait vrai de la vie d'un

comique, déclarait Billy Crystal. Je voulais créer un *Willy Loman* (le commis voyageur d'Arthur Miller) qui ferait rire. » Billy Crystal emprunte à Martin Scorsese cette définition de *Mr. Saturday Night* : « C'est le rôle de toute une vie - une sorte de *Raging Bull*. »

Billy Crystal, vedette box-office, a quand même eu besoin de chance pour bénéficier du soutien d'un grand studio. Que dire alors du « tex-mex » (Texan d'origine mexicaine) Robert Rodriguez. Il n'envisageait même pas qu'*El Mariachi* - révélation pimentée du Festival - soit jamais à l'écran. « Depuis presque dix ans, je tournais des petites vidéos », dit-il, « en parallèle », Rodriguez. Nous destinions uniquement *El Mariachi* au marché de la vidéo latino. Avec l'argent qu'on avait gagné, on en aurait tourné deux autres du même acabit - ma « Trilogie ». Mais j'étais prêt, et j'ai décidé de décrocher un budget décent pour un premier film, et prétendre que je n'avais jamais rien fait auparavant. » Réalisateur, scénariste, producteur, directeur photo, chef monteur et preneur de son, Rodriguez n'a jamais fait plus d'une prise. Robert Rodriguez filme un joueur de mariachi, tout noir vêtu, poursuivi par des tueurs qui l'ont pris pour un dealer de drogue.

Pour réunir son financement, Rodriguez, vingt-quatre ans, a « vendu » son corps à la médecine : il se fit cobaye pour un laboratoire pharmaceutique. Budget total : 7 000 dollars (oui, sept mille). « A un million de dollars près », ajoute-t-il en riant. Car une vidéo-cassette d'*El Mariachi* a attiré sur le bureau d'un agent de Hollywood. Celui-ci le porta à la Columbia, qui finança le transfert en 35 mm du film, puis le tirage des copies et la distribution.

HENRI BEHAR

DANSE

Du patio à la cour

La vigueur d'une Espagne restée proche de la vie et des traditions

LYON

de notre envoyée

fébrile pour l'unique concert d'Antonio Montoya Flores, dit El Farruco, un des rois du flamenco, venu à Lyon avec ses trois filles - La Farruquita, Farasana, La Reta - et le petit prince, Farruquito. Glorieuse famille gitane qui a mis tout le monde d'accord dès la première note de guitare : quand le flamenco a de l'âme, quand il est l'élément constructif du spectacle, qu'il importe qu'il soit dansé sur scène au sein du clan. Après un court prologue musical, il faut voir avec quelle insolence de la jeunesse La Reta s'entraîne. La désinvolture qu'elle glisse dans une démarche tricotée frise le chef-d'œuvre.

La Farruquita, beau tempérament de femme dans sa maturité, apparaît sans crainte, masculinité, en pantalon et haut noir. Elle reprend la grande tradition d'une Carmen Amaya, le kitch ou le moins. Rares sont à l'occasion de voir une danseuse « discuter » avec autant de vivacité, d'autorité, avec le chant et la guitare. Farasana, agile comme le sont souvent les personnes corpulentes, a troublé les spectateurs avec un jeu de jambes. Un défilé de mode, du style : je viens me quitter ma cuisine pour quelques pas de danse dans le patio. Irrésistible d'humour. Ses votes possèdent une ampleur : un hautour inattendu. Son flamenco dessine dans l'espace une ligne pure, claire. Leurs pieds à toutes les trois ont tout aussi bien gronder le sol que suggérer le balancement d'un brin d'herbe.

Farruquito, le joker de la représentation, met un instant de huit ans. El Farruco, victime d'une crise cardiaque l'an dernier, depuis, plus ou moins rétabli, se repose, désigne clairement son héritier. Il vient à l'occasion quelques figures parfaites aux côtés de son enfant. L'enfant a consulté dans le clan en ardo-cercle der-

rière lui. Farruquito, avec ses gammes flamenco épatantes avec beaucoup de sang-froid, imite un tarentin Michael Jackson, jette sa guitare à la salle. Cabot? Non, adorable, danseur en herbe à protéger : on compte sur le patriarcat.

Sarabande, fandango, chaconne

On s'attendait après le concert à trouver un peu de tout. Après la tripe, on allait connaître les subtilités du fandango avec la compagnie Ris et Dancoer, spécialiste de la danse baroque. *Zarandanzas* est une étude comparée sur l'évolution des danses populaires en Espagne et en France au dix-septième siècle. Sarabande, fandango, chaconne, on se fixant progressivement sous le règne de Louis XIV, donneront le ballet classique français. La fameuse *La Bolera* espagnole, dont la famille *Farruco* veut donner une éblouissante démonstration (le 18 septembre). D'un côté, le corps se guide, l'autre, le corps se guide. Le danseur espagnol ne montera jamais sur pointes, mais gardera les franges de pied et de castagnettes, la bleds dédite. On danse, jours la sardane, le fandango et le séguedille. En France, le folklore n'a pas même tant, il s'est fait.

Les costumes et les coiffures, imaginés par Delia Canela pour *Zarandanzas*, sont des Mécanos de tissu : avec une simple pièce ajoutée, ils permettent leur variété et deviennent des petites merveilles d'artifices, rejoignant ainsi l'analyse de Richard Aveny : « Comme n'avait de valeur que ce qui était visible, la signification du dépendait beaucoup de la quantité de matériel qu'il permettait d'exposer. L'homme, comme surface d'exposition, est un être imparfait, dont la façade naturelle est fort étroite. (...) Bien plus : les proportions d'un roi ne se distinguent pas de celles d'un paysan. La mode est donc un rôle de :

réparer ce que la nature a raté. » (*L'Univers baroque*, Ed. Gonthier).

La deuxième partie de *Zarandanzas* - de détails chorégraphiques découpés dans la première partie - se déroule sur un plateau gris comme le béton. Une véritable mise à nu, une manière de montrer que la chorégraphie n'aide d'un regard contemporain. Pour un peu, on se croirait chez Forsythe, voire Cunningham. Francine Lancelot, ses danseurs : Ana Yepes et Serge Ambert. L'« Opa » de la famille Yepes est réussie : Ana, mais aussi Ignacio, son frère. Il a composé une magnifique partition pour l'étrange deuxième partie : « du baroque atonal ». Et la guitare n'a pas joué, mais le bien entendu, par Narciso, le père. Davantage la dramaturgie aurait contribué à un succès plus complet : la touche d'Alfredo Arias, conseiller artistique, n'est ici trop légère.

DOMINIQUE FRÉTARD

Zarandanzas sera repris au 20 au 22 octobre, à la Maison des arts, à Créteil, et les 27 et 28, au Théâtre municipal, à Tourcoing.

R.A. PRODUCTIONS
présente
CHANSON PLUS BIFLUOREE
au
CASINO DE PARIS
du 21.09.92 au 03.10.92
location : 49 95 99 99
R.F.I. avec la soutien de l'Etat



© GLEN BAXTER

Fichtre ! Violaine venait enfin de découvrir le secret du coût et de la puissance des plans média radio de Béatrice. Elle utilisait FIRST RADIO.

Maitresse, Béatrice n'était plus pour Violaine cette étrangère au langage si troublant et mystérieux plans média radio si puissants et sans prix défiant toute concurrence. Elle savait que Béatrice commandait des FIRST RADIO.

Bien sûr, Violaine avait remarqué que les plans radio sur films de Béatrice étaient les plus puissants. Ils utilisaient les meilleurs horaires de chacune des stations : RTL, FUN RADIO, M40 et SUD RADIO/WIT FM. En effet, ses plans média radio lui assuraient à chaque fois au moins 45 % de couverture sur cible au coût GRP le plus bas du marché. Et tout cela pour un budget de 2,2 millions.

Ainsi en perçant son secret, Violaine avait instinctivement qu'elle avait sa revanche sur Béatrice. D'ailleurs, n'avait-elle pas été si étonnée frappée par ce produit qui offre à la fois la simplicité de média-planing et la clarté tarifaire avec un prix net de négociation ? Violaine était bien obligée de reconnaître que la découverte de Béatrice était bien pratique. Elle ne pouvait s'empêcher de dire : « FIRST RADIO est une véritable révolution dans le monde de l'achat d'espace ».

Elle avait bien ses raisons aussi. Avec ce produit, tout le monde a aujourd'hui à sa disposition, sur simple coup de téléphone, la meilleure offre médiatique radio.

Dorénavant, elle ne sera plus pareil pour Violaine. Elle allait bien sûr s'empêcher d'utiliser FIRST RADIO. Mais elle ne sera plus pour elle qu'une étrangère au langage si troublant.

* Evaluation Sherlock II - Base Médiamétrie Cnum Janvier-Juin 91

FIRST
RADIO

PRIX MINI - PUISSANCE MAXI.

IP

IP régie exclusive de RTL, FUN RADIO, M40 et SUD RADIO / WIT FM
31 rue du Commerce 75008 Paris - Tél. (0) 1 47 71 91 91

553 من الإجمالي

Le Monde

La course aux éco-labels  page 36	Le dur succès des Coréens de Californie  page 37	MODE D'EMPLOI 36 Humour, Doyère : Le GaG fumeurs de brunes. La des mots : Modérateur. Bloc-notes. Lois décrets. ACTUALITÉ 37 PERSPECTIVES 39 CONJONCTURE 40 Les prix : Dilemmes allemands. L'ex-URSS : la zone rouge. La Lettonie : Aux prises avec le nationalisme. L'emballage : La France favorisée.
---	---	---

L'ÉCONOMIE

Métier : ex-président
Après avoir dirigé l'Amérique de 1976 à 1980, Jimmy Carter s'est reconverti dans l'action humanitaire

A quoi peut bien s'occuper un homme qui a été le plus puissant du monde ? Il peut jouer au golf, être de toutes les mondanités, donner des conférences pour des cachets dignes des stars d'Hollywood ou encore écrire des livres pour blanchir une mémoire entachée de scandale. Mais Jimmy Carter fait exception. Après avoir dirigé l'Amérique d'une main faible, il se sert de sa carte de visite pour s'engager enfin dans ce qu'il estime être sa vraie mission. D'origine sudiste, l'ex-président, né en 1924, peut désormais concilier ses profondes valeurs chrétiennes et sa vie publique.

Alors qu'en janvier 1981 Nancy Reagan le pousse sur le pas de la porte, pressée de redécouvrir sa Maison Blanche, le candidat vaincu sait qu'il a encore un rôle à jouer dans cette Amérique qui l'a désavoué. En 1982, la Fondation Carter voit le jour à Atlanta, Géorgie. Contrairement à la bibliothèque présidentielle, entretenue par le gouvernement, la Fondation Carter est depuis le début de son existence entièrement financée par de généreux donateurs, soit plus de cinq cents fondations, entreprises et particuliers de tous pays. Ils sont une quinzaine, comme Coca-Cola, la Fondation Delta Airlines, la Fondation Japan Shipbuilding Industry, le *United Way* américain, à offrir une contribution de plus de 500 000 dollars chacun.

Anne-Laurence Fitère
Lire la suite page 39

Marasme ou krach ?



L'affolement des marchés monétaires depuis une semaine n'est pas de bon augure. Au-delà de l'incertitude liée au référendum français, il a révélé un malaise profond des investisseurs internationaux. Car la reprise, qu'on croyait proche, ne vient pas. Quels que soient le pays ou le secteur, les signaux d'alarme se multiplient.

Endettement des Etats, déflation des actifs - notamment immobiliers - fragilisation des banques, et surtout taux d'intérêts excessifs, supérieurs à la rentabilité des investissements, tout se mêle pour déprimer l'économie. Deux ans de marasme ? C'est l'hypothèse optimiste. Ou alors l'accident : le krach.

Lire page 37 l'article de François Renard

Suez malade de ses victoires

La plus grande compagnie financière européenne a grandi trop vite depuis 1987. Après la démission, le 4 septembre, du président de Victoire, sa principale filiale, les milieux financiers s'interrogent sur la stratégie et même l'avenir du groupe

DE Sparte à Alexandre, l'histoire fourmillait de conquérants invincibles sur les champs de bataille mais incapables de gérer leurs victoires et finalement de leur survie. La comparaison, osée, revient de plus en plus souvent dans la bouche des détracteurs de Suez pour décrire la difficile situation de la première compagnie financière européenne. Car si sa croissance a été spectaculaire, les fonds propres ayant quintuplé en six ans - de 10,2 milliards de francs fin 1986 à 48,6 milliards aujourd'hui - Suez est emporté dans la gestion d'un ensemble disparate qui va de la banque aux métaux non ferreux en passant par l'assurance, l'immobilier, la chimie et le ciment. La rentabilité ne cesse de décroître et la plupart des filiales sont confrontées à des problèmes graves.

La tâche de Gérard Worms, le président de la compagnie financière, est d'autant plus compliquée qu'il lui faut dans le même temps composer avec un actionariat fragile et dilué tout en tentant d'asseoir à l'intérieur une autorité contestée. Et pour arranger les choses, Suez est en conflit larvé depuis deux ans avec son premier actionnaire, l'UAP (6,5 %), au sujet de la participation de 34 % de ce dernier dans l'assureur Victoire. « On a beau suivre le groupe depuis des années et tenter de comprendre ses multiples changements de stratégie et

l'addition des difficultés, on finit par s'y perdre », avoue un analyste financier. Du coup, se multiplient depuis plusieurs mois les hypothèses les plus folles sur l'avenir de Suez, allant d'une OPA imminente à une prise de contrôle plus subtile, en passant par la cession de pans entiers du groupe ou le démantèlement pur et simple. Quel peut être l'avenir de cette vieille dame de la finance française ?

Héritière de la Compagnie universelle créée en 1858 par Ferdinand de Lesseps pour gérer le canal de Suez, la société n'a amorcé sa carrière de holding financier qu'un siècle plus tard, après la nationalisation, en 1956, dudit canal. Mais jusqu'au milieu des années 80 l'essentiel des activités reste centré sur la banque, qui représente la moitié des actifs, avec notamment Indosuez. L'histoire du groupe s'emballait subitement en 1987, après sa privatisation.

BATAILLES BOURSIÈRES • La Compagnie financière gagne alors à la Bourse bataille sur bataille : c'est en 1988 la prise de contrôle de la Société générale de Belgique, puis en 1989 celle de Victoire, sans oublier l'OPA victorieuse sur Parifin. En quelques années la taille du groupe triple. Le holding, devenu conglomérat, possède environ 70 milliards de francs d'actifs, gère

près de 150 milliards de francs et réalise 60 % de son activité hors de France. Une médaille qui a son revers. Pour l'actionnaire d'abord. La croissance a été financée par une politique active de dilution du capital. Le nombre d'actions est passé de 63,5 millions à la fin de 1988 à plus de 140 millions aujourd'hui. Mais les résultats n'ont pas suivi. Croissance et rentabilité divergent, et les résultats exceptionnels prennent une place grandissante. « Le rythme soutenu des acquisitions a masqué un temps l'inevitable dégradation du résultat d'exploitation », l'importance prise par le produit des cessions d'actifs, explique un analyste financier. Les profits exceptionnels représentent en 1991 34,5 % d'un résultat net de 3,83 milliards - contre 30 % en 1990 et 14,6 % en 1989.

Ce qui n'a pas empêché pour la deuxième année consécutive une hausse du dividende par action (31 francs), à contre-courant de la privatisation. Le cours d'introduction (317 francs) est un souvenir : Suez vaut aujourd'hui moins de 260 francs. Le groupe bénéficie certes de dividendes attractifs. Au moment où il aurait fallu digérer tranquillement ses achats, il a été victime d'un retournement de conjoncture catastrophique. Au lieu de se compenser, ses différentes activités sont victimes en même temps des cycles

économiques. Avec aujourd'hui 30 % de ses actifs dans la banque, 30 % dans l'assurance, 10 % dans l'immobilier et 30 % dans l'industrie, la compagnie subit de plein fouet le ralentissement de la croissance.

Le déficit d'ACBEC-Union minière, filiale spécialisée dans les métaux non ferreux de la Société générale de Belgique, représente à lui seul 3 francs en moins de bénéfice par action Suez. La provision de 650 millions de francs prise par la banque Indosuez pour ses pertes sur le siège parisien des NMPP équivaut à 5 francs en moins par titre. Le potentiel de redressement est en théorie important. Mais, dans un ensemble de cette taille, des problèmes nouveaux se créent à mesure que les anciens disparaissent. La crise de l'immobilier va obliger notamment les filiales de crédit spécialisées regroupées dans l'Indosuez à faire des provisions. La banque La Hénin a 17 milliards de francs d'engagements dans l'immobilier. Quand la banque Indosuez, ses dirigeants ont prévu que l'effort de « nettoyage » de bilan entrepris l'an dernier allait se poursuivre.

Eric Leser
Lire la suite page 39

Marasme ou krach?

La reprise, trop souvent annoncée, n'est pas au coin de la rue. Le marasme actuel risque au mieux de durer deux ans. Au pire, il pourrait dégénérer en effondrement. L'effondrement des marchés monétaires, ces derniers jours, en a donné un avant-goût

A boursas qui a balayé les marchés de la semaine dernière n'était pas seulement une crise monétaire. Elle était aussi le malaise profond de tous les acteurs de l'économie face à l'avenir. Quel que soit le secteur, quel que soit le pays, les investisseurs cherchent à vain une raison d'espérer. Maastricht ou pas Maastricht, à moyen terme, plus personne ou presque n'ose parler de reprise économique durable, que ce soit aux États-Unis, au Japon ou en Europe. Ce qui nous menace, c'est dans le meilleur des cas un marasme du moins deux ans. Ou au pire un second scénario, beaucoup plus noir, dans lequel des «accidents» sont susceptibles de déclencher la panique, avec une chute des marchés boursiers, dont celle observée au Japon n'est que la première.

Seule certitude : les prévisions des économistes patentées s'assombrissent à vue d'œil, comme si l'histoire s'accélérait, avec des prises de conscience brutales que les gouvernements suivent avec retard, comme toujours lorsqu'il s'agit d'annoncer de mauvaises nouvelles aux électeurs. Les organismes de prévision, l'OCDE en tête, ne font que réviser en baisse leurs pronostics, et les climatiseurs passent au rouge les uns après les autres.

MONOTONIE • Par pays, la revue de détail n'apporte guère d'optimisme. En France, après deux tentatives de reprise avortées, au deuxième trimestre 1991 après la guerre du Golfe et au premier trimestre 1992, l'économie est véritablement immobilisée. Elle ne montre dans deux secteurs, l'automobile et l'équipement, une certaine vitalité. Mais la distribution alimentaire, les loisirs (hôtels et vacances), les transports (aériens et ferroviaires), les services du grand commerce, qui qu'ils en disent, redoutent une sévère crise de consommation. Les consommateurs ont peur de perdre les bouillons. Ils ne veulent pas une période qui leur laisserait être de deux ans, ce qui équivaudrait à une dépression. Ne parlons pas du bâtiment, qui, de l'avis des professionnels et des banquiers qui le financent, subit sa plus grande crise depuis les années 30, par la première fois en phase avec la dépression mondiale dans ce secteur.

En Grande-Bretagne, la crise est évitée, l'année, à deux ans par les dirigeants du groupe Pearson qui mettent l'accent sur l'énorme endettement des ménages de l'immobilier, endettement double poids est aggravé par le taux d'intérêt historique élevé. En Italie, le programme de redressement pénible, élaboré par le nouveau gouvernement prévoit l'équivalent de 465 milliards de francs d'économies budgétaires, plus de la moitié à impôts nouveaux, et la diminution des dépenses

publiques. S'il est appliqué, le pays risque d'être carrément en récession ou tout au moins en stagnation prolongée, surtout après une dévaluation de la lire.

En Espagne, où l'adhésion à l'Union européenne a entraîné un déficit budgétaire en augmentation de 46 %, le plan d'ajustement présenté par le gouvernement Felipe Gonzalez ne entraîne une baisse de la consommation, et la réduction de l'économie. Carlos Solchaga, ex-chef de la reprise avant 1991. Même en Allemagne, malgré l'effort de l'investissement en 1991 et le boom du bâtiment, la croissance de l'industrie se ralentit très nettement.

Les gouvernements, trop endettés, n'ont plus les moyens de relancer leurs économies.

Quant au Japon, l'économie s'enfonçait dans le pessimisme général. Le moral des chefs d'entreprise est tombé au plus bas depuis seize ans et la perspective d'un redressement s'éloigne de plus en plus, jusqu'à l'été. Le plan gouvernemental lancé le 10 août pour un montant global de plus de 400 milliards de francs n'est pas susceptible d'agir rapidement et efficacement : il ne contient aucune mesure pour relancer la consommation, n'ouvre de crédits supplémentaires qu'à des investisseurs étrangers, ne prévoit pas de baisse des impôts, et se borne à racheter par un organisme ad hoc une partie des créances immobilières des banques.

Aux États-Unis enfin, en dépit des déclarations optimistes des dirigeants, toujours démenties par les chiffres, l'économie ne montre pas de signes de reprise. Les chiffres de l'emploi restent décevamment plats, l'endettement des ménages exagéré, et les banques réticentes à prêter.

Quel espoir peut-on nourrir de voir l'horizon s'éclaircir et de sortir du marasme avant deux ans? Il est bien mince. D'abord parce que les gouvernements, trop endettés à l'exception du Japon, n'ont plus les moyens de relancer leurs économies par «reflation», à moins d'ébranler la confiance dans leur monnaie et de faire ainsi monter les taux d'intérêt, comportement suicidaire.

Ensuite, une redoutable conjonction de facteurs vient peser sur toute tentative de reprise. La diminution des dépenses d'armement dans les pays industrialisés, conjuguée à la braderie des équipements militaires des pays de l'Est, et

la chute de la demande de biens de consommation, la chute des prix des matières premières, aggravent la situation. Les pays producteurs, dont la demande de produits industriels s'affaiblit dangereusement.

Enfin, les besoins de financement des États augmentent, ne seraient qu'en raison du ralentissement économique, qui diminue les recettes fiscales. La France en fait amèrement l'expérience. Résultat : l'ascension des taux d'intérêt à court terme pénalise les trésoreries et entraîne celle des taux à long terme, renchérissant ainsi les crédits à l'investissement dans l'industrie et dans le logement. A cet égard, on reste songeur devant les propos d'un Maurice Allais, prix Nobel d'économie, qui trouve «justifiés» les taux d'intérêt d'aujourd'hui (le Monde du 13 juillet 1991), en évacuant le problème posé par la désinflation, phénomène capital qui modifie les anticipations et diminue les risques d'érosion monétaire. Mais que les espoirs de plus-value.

Le marasme de l'immobilier, à la fois universel et gravissime, provoque un phénomène (lire encadré).

On ne le répètera jamais assez : la persistance de taux d'intérêt supérieurs de plus de 10 points à l'inflation, record historique, et dépassant à la fois le taux de rentabilité de la plupart des investissements et le rythme de croissance de l'économie, est un poison insidieux qui se plante dans le long terme.

A moins qu'on ne se réalise entre-temps le deuxième scénario, le plus noir, dont l'effondrement des marchés la semaine dernière a pu donner un avant-goût. Au Japon, après l'éclatement de la bulle immobilière, puis de la bulle boursière, on peut redouter celui de la bulle industrielle, dans ce pays en pleine surproduction avec des entreprises massivement surinvesties. En ce cas, la chute de la Bourse de Tokyo pourrait reprendre. Selon Marc Varangot, analyste général du portefeuille, qui avait prophétisé, dans la scepticisme général au début 1989, l'effondrement du Nikkei, l'indice pourrait chuter de moitié. Aux États-Unis, il prédit un recul de 1 000 à 1 500 points de l'indice Dow Jones, au voisinage de son niveau d'avant 1929, 3400, établi en juin dernier. Au niveau de 3260 des derniers jours, le rapport cours-bénéfice serait analogue à celui qui prévalait à la fin des grands krachs de 1929, 1974 et 1981.

Cette recrudescence n'est pas invraisemblable. Compte tenu des promesses inconsidérées des candidats à l'élection présidentielle aux États-Unis, le déficit budgétaire risque de dépasser largement les 300 milliards de dollars (500 milliards des collectivités locales). Les lendemains d'élections déchantent cruellement, avec une hausse possible du taux d'intérêt à long terme, marque de défiance des prêteurs étrangers et catastrophe pour les banques.

AUTOMATISMES • Bref, si la reprise économique n'est pas en passe de se réaliser, on peut s'y attendre, les résultats des élections seront médiocres, la situation boursière peut être le non-

ce qui déclenchera une tempête financière. Le monde entier bien plus que celui d'ici. En 1987, les économies, en pleine croissance, ne se souvenaient pas d'un accident dû, en grande partie, aux automatismes aveugles des ordinateurs de gestion. En ce cas, une déflation planétaire provoquerait une dévaluation générale des actifs et une fuite éperdue vers la liquidité, comme en 1929.

L'histoire ne se répète-t-elle jamais, mais, plus aujourd'hui que dans les années 30, le monde n'est à l'abri d'accidents. Simplement ils ne sont pas les mêmes, puisque les gouvernements s'efforcent de limiter les effets, au lieu de les laisser se développer. L'exemple de la spéculation monétaire sur les monnaies européennes, la dernière passée n'est guère rassurante.

François Renard

OFFRE EXCEPTIONNELLE

DE LA PRUDENCE
A L'AUDACE,
4 PLACEMENTS SELON
VOTRE TEMPÉRAMENT.

Choix de ces placements
d'une protection du capital
et d'une performance indexée sur la Bourse.

LION PERFORMANCE RENDEMENT
garanti au terme de 8 ans*
100% du capital
+ 4,5% l'an de revenu capitalisé
+ 60% de la hausse de la Bourse
+ une exonération d'impôt sur le revenu, sur les gains réalisés.

LION PERFORMANCE PLUS
garanti au terme de 11 ans*
100% du capital
+ 120% de la hausse de la Bourse
+ une exonération d'impôt sur le revenu, sur les gains réalisés.

LION PERFORMANCE INDICE
FCP garanti au terme de 11 ans*
100% du capital
+ 100% de la hausse de la Bourse
+ une exonération d'impôt sur le revenu, sur les gains réalisés, dans le cadre d'un PEA.

LION PERFORMANCE AUDACE
FCP offre au terme de 5 ans*
75% du capital
+ 150% de la hausse de la Bourse
+ une exonération d'impôt sur le revenu, sur les gains réalisés, dans le cadre d'un PEA.

Les souscriptions sont limitées en montant et dans le temps.
Renseignez-vous vite dans nos agences.

*La protection du capital et les performances s'appliquent au capital investi, hors frais de droit d'entrée.
La hausse de la Bourse est mesurée par l'évolution de l'indice CAC 40.

L'immobilier au cœur de la crise

Aux États-Unis, l'immobilier connaît sa plus grande crise depuis les années 30 : il faudra près de dix ans pour résorber les stocks d'immeubles à bureaux inoccupés (20 % du parc total). Mais le marasme est général. La baisse du numéro un de l'immobilier mondial, Olympia and York, a été de 18 milliards de dollars. Les banques françaises, conséquence logique, les loyers des bureaux se sont effondrés à 50 % de leur niveau de 1987, et beaucoup de banques ont été ou sont contraintes de brader les immeubles qu'elles financent et dont elles sont devenues, bon gré mal gré, propriétaires. Le spectre de la dévaluation des actifs de l'immobilier plane sur tous les marchés mondiaux. La prodigieuse expansion de ces actifs, spéculatifs dans la plupart des cas, avait nourri, pour une bonne part, la crois-

sance des économies occidentales de 1950 à 1980. Pas encore : elle avait été financée par l'endettement et des capitaux étrangers. Cet endettement subit et à des taux d'intérêt historiquement élevés. Or, en période de récession, les taux d'intérêt ne baissent pas - ou en tout cas moins rapidement que la valeur des actifs. Les banques françaises, en train d'en faire la douloureuse expérience, entre liquider leurs gages immobiliers - avec une perte importante mais un nettoyage de leur bilan - et brader ces créances dans l'attente de jours meilleurs. En ce cas, elles risquent de cumuler la dépréciation de leurs actifs avec la chute des sommes immobilières, qui leur coûte 10 % par an. Un marasme qui va peser sur leurs résultats pendant plusieurs années.

F. R.

هكذا من الإيجل

**Vu sous cet angle,
l'Europe est vraiment proche.**



**Référendum sur la construction européenne : un grand événement national.
Pour comprendre les effets,
la SNCF est heureuse de permettre à certains voyageurs des TGV
de mieux s'informer grâce au journal « Le Monde ».**

**Vous trouverez « Le Monde » chaque jour
dans les relais H des gares.**

Le Monde

SNCF

SNCF, le progrès ne vaut que s'il est partagé par tous.

FRANCE

Le dur succès

Le dur succès de la France à l'étranger, c'est un fait. Mais ce succès, qui s'exprime par une série de victoires sportives, diplomatiques, économiques, n'est pas sans poser de questions. Pourquoi la France réussit-elle là où d'autres échouent ? Quels sont les facteurs de ce succès ? Ces questions, qui ont toujours préoccupé les Français, prennent aujourd'hui une acuité particulière. Le succès de la France, en effet, n'est pas seulement un fait, c'est un défi. Un défi que la France doit relever pour continuer à progresser. Car le succès, si précieux qu'il soit, ne suffit pas à garantir l'avenir. Il faut continuer à travailler, à innover, à s'adapter. C'est le seul moyen de rester à la pointe de la concurrence. C'est le seul moyen de garantir la prospérité et la stabilité de la nation. C'est le seul moyen de mériter le succès.

Mélier, ex-président

Mélier, ex-président de la SNCF, a été élu président de la Commission européenne. Cette nomination, qui a été accueillie avec enthousiasme par la France, est une reconnaissance de son savoir-faire et de son expérience. Mélier, qui a travaillé pendant de nombreuses années à la SNCF, a acquis une solide réputation de gestionnaire et de leader. Sa nomination à la tête de la Commission européenne est donc une grande fierté pour la France. Elle témoigne de la confiance que les Européens ont en lui. Elle témoigne également de la confiance que la France a en lui. C'est une confiance bien méritée. Mélier a, en effet, accompli de grandes choses pendant sa carrière. Il a été à la tête de la SNCF pendant plusieurs années, et a réussi à moderniser l'entreprise, à améliorer ses services, à augmenter sa productivité. Il a également travaillé à l'international, et a acquis une grande expérience dans ce domaine. C'est cette expérience, c'est ce savoir-faire, qui ont permis à Mélier d'être élu président de la Commission européenne. C'est une reconnaissance de son mérite, de son talent, de son engagement. C'est une reconnaissance de son rôle dans la France et dans l'Europe. C'est une reconnaissance de son succès.

Le dur succès des Coréens de Californie

LOS ANGELES
Correspondence

Cette population est très concurrencée, dès du début des années 1970, par les américains-Coréens vivant en Californie : ils y forment la cinquième communauté asiatique après les Philippines, les Chinois, les Japonais et les Vietnamiens (par ordre d'importance), mais ne représentent qu'un tiers de la population asiatique.

Indes, Thaïlande, Australie : à tort de leur pays 100 000 dollars, les Coréens arrivent généralement aux États-Unis avec beaucoup moins, contrairement aux Japonais qui, souvent, viennent y investir. « Le commerce a contribué à l'émigration de Coréens, en travaillant dur et en gagnant », insiste Koo W. H., président de la chambre de commerce coréenne de Los Angeles. Comme beaucoup d'autres immi-

Mais ils bénéficient d'un système d'accès au capital proche des tonnes chinoises ou africaines, qui est un facteur-clé de leur réussite. Les nouveaux arrivés, dépourvus de références françaises, ont recours au « kye » (prononcer « kié »), d'un mot coréen qui signifie « bien » et « engagement ». Ce système extrêmement ancien est souvent géré par les femmes, traditionnellement responsables des finances familiales. Il fonctionne en gros ainsi : dix personnes, des amis, se réunissent pour verser 1 000 dollars chaque mois, touchent des intérêts sur les sommes qui lui ont versées et, ont droit, leur tour venu, d'emprunter au fonds commun.

La communauté cortènoise n'aime guère parler des *kyes*, par crainte d'être taxée d'archaïsme et parce que les intérêts perçus échappent au fisc, bien que le *kye* soit

légal (et même ait été reconnu par un tribunal de San Francisco en 1989). Mais ce système de crédit est encore très largement utilisé par les immigrants non seulement pour financer le démarrage de petites entreprises, mais aussi pour les grosses dépenses de consommation du ménage ou l'éducation des enfants. Certains participent même à plusieurs kyes à la fois. Ces sortes de coopératives, appuyées sur une tendance naturelle à l'épargne, permettent de mobiliser rapidement et massivement des capitaux.

cordées pillées ou détruits en mai dernier, **IBM** **aurait** obtenu des prêts bancaires — **à** **des** **conditions** **très** **favorables** — **aujourd'hui** **représentant** **un** **montant** **total** **de** **45 millions** **de** **dollars**, **4** **de** **l'encours** **des** **banques**. **Ce** **peut**, **estime** **un** **journaliste** **du** **Times**, **qui** **y** **voit** **une** **preuve** **de** **plus** **que** **les** **poctes** **entreprises** **ne** **peuvent** **financièrement** **proportionner** **dans** **les** **Kyes**, **qui** **n'exigent** **pas** **de** **garanties**. **Il** **est** **impossible** **d'estimer** **l'étendue** **des** **pertes** **de** **la** **société** **parallèle**.

BANQUES • Elles coexistent avec un système bancaire officiel. Il existe aujourd'hui en Californie huit banques destinées à la clientèle hispanique de la Californie. Parmi elles, la Bank of America et la Bank of California, deux banques américaines, ont ouvert des succursales à Los Angeles, dont la première, à Los Angeles, détient 38 % du marché, le Hantmi Bank (22 %), la California Center Bank, Western State Bank, Scott Bank Branch of California... Elles touchent plus d'un milliard de dollars de prêts. La Hantmi Bank propose même à ses clients des plans d'épargne rivalisant avec les avantages du Kye, le risque en moins.

Sur les 2.300 commerces

Les commerçants de détail, artisans et « services de proximité » constituent l'activité économique principale de ces immigrants, que leur faible connaissance de l'anglais empêche de travailler dans le secteur manufacturier. Ils ont dû s'installer dans les zones d'habitat populaire, où ils ont pu trouver un certain nombre de clients. Les immigrants de la première spécialité (15 % du total) est la confection, avec de petits ateliers-boutiques, qui font un chiffre d'affaires de 2 milliards de dollars. Viennent ensuite l'épicerie, les services (photocopie, imprimerie, coriandriers, etc.), la blanchisserie, et enfin les magasins de spiritueux (8 %).

Mais South Central, où il n'est pas, n'est qu'une ligne de départ pour ces entrepreneurs mobiles : une fois amorcé l'investissement initial, ils se lancent dans le commerce de gros, les chaînes de magasins ou l'achat de parts à l'échelle industrielle — leur priorité absolue.

GÉNÉRATION ● Les immigrés de la dernière génération (ou de la cinquième génération) ont été ceux qu'on appelle « 1,5 », c'est-à-dire les au Corée, sont éduqués aux États-Unis), l'élite du handball linguistique, ayant un niveau d'éducation plus supérieur à la moyenne américaine (1), des spécialistes des professions juridiques, médicales, légales, les ingénieurs, l'immobilier. Le **Center**, un immeuble huppé sur Wilshire Boulevard en plein Koreatown, abrite douze étages de cabinets d'affaires. Le président du **Center** pour le commerce coréen y a été élu en 1994. Les États-Unis en ont profité et y ont ses études approfondies, il a décroché un doctorat à l'Université de Californie à Los Angeles (UCLA), puis travailé chez Hughes Aircraft avant de s'établir à

Du Rotary Club à la Korean-American Grocers Association, de nombreuses associations assurent les échanges d'informations économiques et commerciales nécessaires. Le réseau de médias est unique en son genre : trois quotidiens coréens possèdent une édition à Los Angeles.

Le succès, toutefois, n'a pas convaincu les outsiders dans la capitale californienne. Ils n'ont aucun représentant dans l'Assemblée de l'Etat; d'ailleurs, 60 % d'entre eux sont américains. Ils ne peuvent pas participer aux élections, et Jay Kim, un républicain de Californie, peut-être le premier d'entre eux au Congrès en exercice prochain. S'estimant mal défendus par la police lors des émeutes du printemps dernier, les magistrats de la municipalité, insuffisamment indemnisés, la communauté coréenne en a tiré les leçons; ses membres comprennent qu'il leur faut « apprendre » le système politique américain afin d'être efficaces. Ils ont donc commencé à apprendre qu'ils ne sont pas si étrangers qu'ils le croient.

Malgré leur déception (« notre rêve **était en fumée** », **parlé en fumée**), clamait une banderole en mal d'anglais, les **Coréens** : « **Nous ne partirons pas, nous travaillerons encore plus dur** ». Ken Park, un **chef d'entreprise**. Et Yoon Hee Kim, représentant de la **communauté** auprès du **maire** d'Angeles, d'ajouter : « **Par instinct, nous sommes des survivants** ».

Claudine Mulard

(1) Les femmes de Los Angeles, Coréens ont fait des progrès supérieures contre les hommes pour l'ensemble de la population, et 9 % d'entre eux au lieu des 31 % n'ont pas achevé leur

Claudine Mulard

Suite de la page 35

Promouvoir la démocratie, lutter contre la faim, les conflits mondiaux : objectifs de cette association. Il but non lucratif, qui est baptisée elle-même : « the impossible negotiations network » (le réseau des négociations impossibles). Jimmy Carter en est le fondateur. Il est membre le plus actif. Quand il n'est pas juché sur un toit à réparer les maisons des quartiers déshérités, Jimmy Carter sillonne le monde - à un Boeing offert par de généreux donateurs - pour rencontrer des plus grands dignitaires. Il s'est déjà rendu dans son chariot de campagne à moins son président pour servir de médiateur dans les conflits les plus épineux. « Nous n'allons pas là où les autres peuvent aller, dit-il ; nous remplissons » vidéos. Pendant que le monde a les yeux rivés sur l'invasion du Koweït par l'Irak, Carter, lui, se préoccupe de la guerre civile en Ethiopie ■ au Liban. A Haiti, au Nicaragua, au Panama, il se bat contre la fraude électorale et obtient l'envoi d'observateurs par l'ONU. Il organise en 1989 une rencontre au siège de sa fondation entre les rebelles é-

Son organisation non gouvernementale, **Heart of Asia**, est totalement inconnue en France, c'est un autre combat, luttant à son tour contre la violence et la misère dans le tiers-monde. Son programme, baptisé « Global 2000 », est né de la rencontre de deux hommes, le riche industriel japonais Ryochi Sasakiawa, le prix Nobel de la paix 1970, Norman Borlaug et Jimmy Carter. L'idée est de propager en Afrique la « révolution verte » que Norman Borlaug a déjà menée en Inde et au Pakistan.

[illegible]

La démonstration sur le terrain serait insuffisante si elle ne s'accompagnait de démonstrations

surpasse des infrastructures locales. Jimmy Carter intervient alors pour convaincre le ministère de l'Agriculture d'organiser l'encadrement technique, les banques d'accorder des crédits aux petits fermiers et le gouvernement d'assurer la stabilité des prix sur les marchés agricoles. Le progrès est le résultat d'un travail complexe dont chaque morceau est remis au pays. A lui d'assurer l'assemblage et d'aller progressivement vers l'autosuffisance alimentaire.

En 1987, le programme Global 2000 s'attaque à un autre front et orchestre la lutte contre le dracunculose ou la maladie du ver guinéen. Sous son ombre flottent les drapeaux de nombreuses organisations internationales, l'UNICEF, le CDC (Center for Disease Control), l'OMS, qui mènent des efforts pour éliminer cette horrible maladie de la surface du globe, comme l'ont fait précédemment pour la petite vérole. Cent millions de personnes en Inde, au Pakistan et dans dix-sept pays africains sont atteints et trois millions sont contaminés chaque année par le ver guinéen. La maladie ne guérit pas, mais se prévient grâce à un filtrage de l'eau ou à un traitement chimique. À la charge pour la fondation d'initier les populations à ces gestes préventifs, de faire attirer le malade à l'hôpital et de faire

Jimmy Carter récompense aussi ceux qui «font le bien». Il décerne chaque année un prix de 100 000 dollars aux «héros des droits de l'homme». Alors que chacun achète sa place au paradis, Jimmy Carter a, au moins, gagné sur terre sa réputation politique : l'Amérique s'attendait à ce que sur lui et, c'est une consolation, le sacre son meilleur ex-président.

Anne-Laurence Fitère

Suite de la page 35

N'ayant déjà plus les moyens de ses ambitions, Victor, quand il s'empara en 1982 de l'UAP, dû faire appel à un allié. L'UAP est donc passé à hauteur de 34 % dans le capital à Victor avec pour objectif d'y rester le moins longtemps possible. Mais, en 1983, la main en échange sur Colônia. Mais le scénario n'est pas tout à fait comme prévu. Les dirigeants de Victor et une partie des actionnaires de l'UAP se sont réunis à Michel Combe, et à démanteler une compagnie d'assurances d'une telle qualité.

A coup de négociations et rebondissements et d'accords extrêmes, l'Égypte-Suez-UAP traîne en longueur depuis maintenant deux ans. Dernier épisode en date, la démission au début du mois de Jean Arvis, président de Victoire, et son remplacement par Worms lui-même.

CLARIFIÉE ■ A première vue, la situation dans le Nord est clarifiée, dit Jean Arvis, un adversaire de l'UAP, mais Georges Worms a vu beaucoup trop mal convaincre les Allemands de l'urgence d'une coopération avec un groupe français. En outre, Victoire a été un dirigeant plein de Suez aussi... « Jean Peyreleade a dit dix-huit mois assimiler les phénomènes d'assurance, cela demande du temps », explique un observateur. « Mais c'est peut-être ce que M. Worms veut dire ».

Le président du Sava vient à nouveau d'affirmer son autorité face à un « baron ». Il l'avait déjà fait en 1991 en remplaçant à la tête de la SNIS Hervé de Carmoy par Gérard Marchand. Mais avec une

équipe de trois ■■■■ la
compagnie ■■■■
petite pour diriger à distance ■■■■
maslodontes comme la ■■■■
général ■■■■ ■■■■
Victoire-Colonia. Un progrès
tefois : le holding contrôle mainte-
nant la remontée ■■■■ flux finan-
ciers en ayant diminué les
participations ■■■■ actionnaires
minoritaires ■■■■ ses filiales.

Ce qui ■ donne pas pour
nant à ■ Suez les moyens de gérer à
la fois le développement d'une
grande banque, ■ ■ deuxième
compagnie d'assurances française
■ d'un grand ■ industriel.
Aux yeux ■ experts, la ■
d'actifs dans les années à venir sera
nécessaire pour se recentrer sur
■ ■ plus profitables, ■ sur-
■■■■ d'assurer une capitalisation
suffisante
■ de crédit, contraintes par le ratio
■■■■ ■ disposer ■ fonds ■
importants.

Le premier dirigeant ris-
quent de ce choix radical par
actionnaires, avoir le temps
d'attendre des jours meilleurs. Le
Suez depuis plusieurs
mois sur la grande ban-
que. La vulnérabilité
du capital de la Suez consi-
dérable son cours de Bourse
(moins de 260 francs) la valeur
d'actif par action (540 francs) en
un proie tentant les
analystes financiers s'interrogent
sur la stratégie d'AXA dont l'énen-
te de participation Suez
n'est pas vraiment connue.

Le **plan** de **la** plupart **des** **conglomérats** géants a **été** **la** fin **des** **années** 80 **de** **disparaître** **de** **séparer** d'une grande partie **des** **leurs** activités. La Compagnie financière **de** Suez a-t-elle une autre alternative?

Eric Löser

CONJONCTURE

La prudence s'impose dans l'évaluation des risques
L'Allemagne et dans l'estimation de ce que pourrait être l'orientation future de la politique monétaire outre-Rhin. A 3,5 % en douze mois, la hausse des prix à la consommation n'a certes rien de très préoccupant. Pourtant, nombreuses sont les raisons susceptibles d'empêcher un changement marqué des pratiques de la Bundesbank.

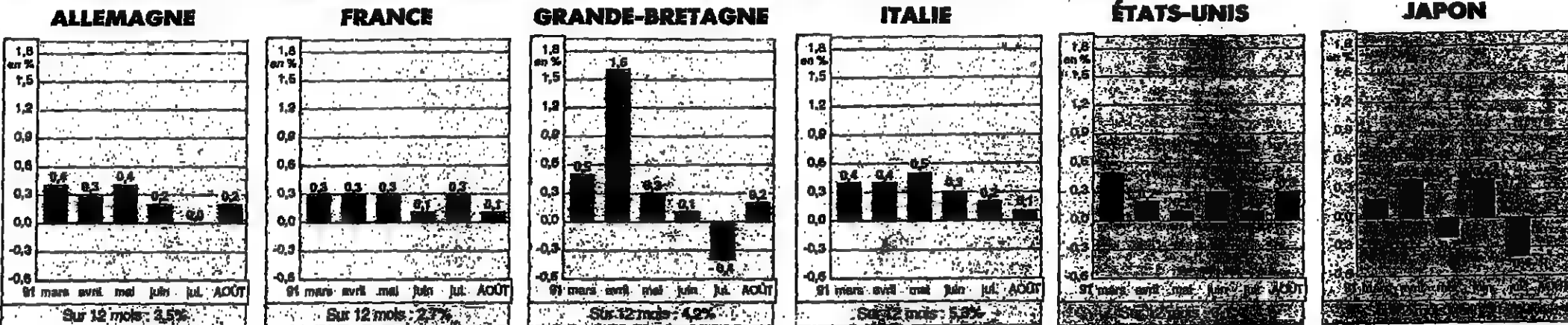
Dans les cinq «nouveaux Länder» de l'ex-RDA, le vaste chantier de l'unification ne peut guère avancer sans la poursuite de la remise à niveau des prix, des salaires et de la productivité. Or ce rattrapage s'accompagne nécessairement de plusieurs années d'inflation. A ce titre, le rythme annuel des hausses de prix dans la partie

INDICATEUR ■ Les prix Dilemmes allemands

orientale d'Allemagne, actuellement de 13 %, est presque une performance compte tenu de l'écart de niveau de vie avec l'Ouest.

Dans l'ex-RFA, les facteurs alimentent les risques inflationnistes. Ils ne se situent plus, comme en 1990 et 1991, du côté de l'appareil productif ou des salaires, car l'important ralentissement de la pro-

duction et la forte dégradation du marché du travail ont absorbé le surcroît de tensions sur les capacités de production et mis un frein aux exigences salariales. C'est en revanche du côté de l'habitat que les tensions perdurent. La saturation du parc de logements disponibles entraîne un renchérissement peu habituel des loyers et de l'accès à la propriété, dont les excès régionaux ont tout lieu de préoccuper les autorités monétaires allemandes, en raison du germe inflationniste qu'ils représentent. Dans ce cas, même si les conditions macro-économiques peuvent faciliter de nouvelles baisses de taux d'intérêt en Allemagne, toutes les chances sont réunies pour que de telles baisses ne se fassent qu'au compte-goutte.



Évolution mensuelle des prix à la consommation (en produits, Grande-Bretagne (remboursements hypothécaires exclus), États-Unis (national non corrigés des variations saisonnières, sauf États-Unis).

RÉGION ■ L'ex-URSS

Vers la zone rouble

En ex-URSS, la situation de l'espace monétaire unique est en pleine mutation. Presque tous les événements sont désormais liés d'une quasi-monnaie pour contrer la politique d'émission restrictive menée depuis le début de l'année par la Russie - seule bénéficiaire de la planche à billets soviétique -, qui les a particulièrement touchés : sur les 409,9 milliards de roubles imprimés au premier semestre 1992, 15,8 % seulement étaient destinés à la circulation. Bien plus, les banques centrales, à l'instigation de Parlements ou de gouvernements marqués par les pratiques d'autan, distribuent massivement des crédits en rouble à l'économie, sans pas à bafouer les conventions monétaires internes à la CEI.

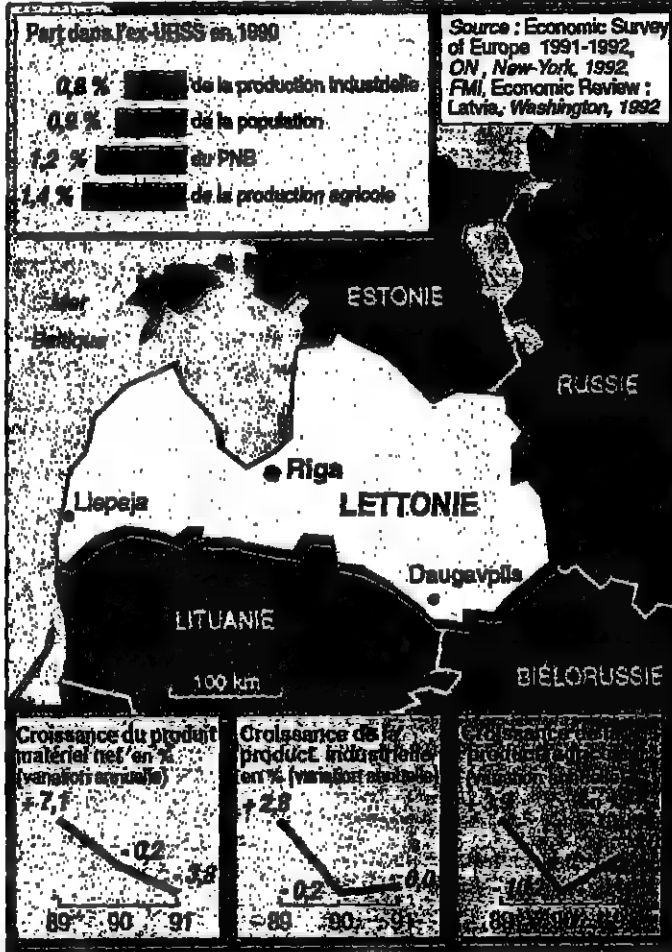
Avant ainsi perdu la maîtrise de sa masse monétaire, la Russie s'estime empêchée en partie d'assurer le succès de son programme de stabilisation économique. A la veille de la seconde étape de son plan de réformes et sur les recommandations de la FMI, le sommet, au début de l'été, ceux de ses partenaires qui ne s'étaient pas encore clairement prononcés à choisir, avant le 1^{er} octobre, la zone rouble ou l'indépendance monétaire.

Il est vrai qu'avec les États baltes et l'Ukraine le processus est déjà bien engagé. L'Estonie est la première à avoir saisi la zone rouble, le 20 juin, le rouble par la couronne, mais tout n'est pas réglé pour autant. Certes, les discussions bilatérales ont abouti à un accord satisfaisant, au dire de tous : la Russie commerciale de l'Estonie à l'égard de la Russie, à la fin juillet, à 3,8 %, est prévue, est provisoirement gelée et celle des deux parties à ouvrir l'autre une ligne de crédit à son propre monnaie, à la fin août, au besoin de couronnes, principalement pour payer les salaires et les militaires.

Comment finir la partie entre la couronne et le rouble ? Le grand déséquilibre du commerce russo-estonien plaide pour une dévaluation par rapport au rouble, mais la Russie considère la dévaluation comme inacceptable. Il faut à la Banque d'Estonie près de deux mois pour publier la première cotation. Ne s'agit-il là que de papier-monnaie, les opérations en scripturale s'effectuant toujours, semble-t-il, en roubles ou, le cas échéant, en devises.

Avec l'Ukraine, la partie n'a pas été facile et il faut qu'après des semaines de négociations stériles qu'un accord a été trouvé, le 23 juin à Dagomys, les bords du mer Noire. Il instaure un contrôle des transactions et un système de règlement des échanges entre les deux pays, leurs prix devant être alignés sur le marché mondial, et prévoit les modes de remboursement des dettes accumulées de part et d'autre par les entreprises.

Marie-Agnès Croenier
CEDUCEE,
La Documentation française



PAYS ■ La Lettonie Aux prises avec le nationalisme

Au premier anniversaire de l'indépendance, l'heure n'est guère à l'optimisme en Lettonie. Ce pays jouissait d'atouts économiques certains dans l'ensemble soviétique, mais, coupé de son hinterland avec lequel il réalisait de 85 % à 90 % de son commerce, il se retrouve aujourd'hui dans une situation peu enviable. Or les échanges qu'il maintenait encore avec le reste de l'ex-URSS sont désormais quasiment paralysés par la politique des changes instaurée le 8 août dernier par la Banque centrale. Après avoir mis en circulation, en mai, le rouble letton, en attendant l'introduction du lot prévu pour janvier 1993, celle-ci a fixé, pour faire barrage à l'inflation importée, des taux de conversion en roubles différenciés selon leur provenance, mais avec, dans tous les cas, un avantage à la monnaie nationale.

Déjà, comme dans les autres pays du bloc, la perte de fournisseurs et débouchés traditionnels avait entraîné une forte chute de l'activité économique. La production industrielle, qui était en équilibre en 1991, a reculé en glissant de 29,5 % au cours des sept premiers mois 1992 et, à l'approche de l'hiver, l'approvisionnement énergétique est encore plus tendu que l'année dernière : les stocks sont au plus bas et les devises trop rares pour pouvoir les reconstituer. Aussi les Lettons ont-ils été prévenus qu'ils seraient privés de chauffage et

SECTEUR ■ L'emballage La France favorisée

L'EMBALLAGE, dit-on, est un bon indicateur de l'activité économique. C'est aussi, malgré la difficulté à fixer les contours de ce secteur disparate, l'une des branches majeures de l'économie mondiale, avec un chiffre d'affaires évalué par l'Institut français de l'emballage et du conditionnement (IFEC) à 1 300 milliards de francs - équivalent grossier mondial de l'informatique. Un marché mondial où les États-Unis pèsent lourd (30 %), immédiatement suivis par la Communauté européenne (29 %) et le Japon (16 %).

C'est dire si le marasme persistant outre-Atlantique freine l'activité des entreprises. Ne dit-on pas que les ventes de Coca-Cola, Seven Up, Sprite et autres boissons non alcoolisées stagnent cette année de New York à San-Francisco ? Coca-Cola et son rival Pepsi se consolent sans doute avec leur belle progression en Amérique latine et en Europe de l'Est. Mais leurs fournisseurs américains de bouteilles ou de «cannes» en métal (les «boîtes-boissons») sont pour leurs frais. Même morosité au Japon, où les industriels du secteur avaient chialé de différer leurs investissements avant l'été. Le plan de relance adopté fin août renversera-t-il la tendance ?

En Europe, les perspectives de croissance s'annoncent plus favorables. Supérieures d'un point en moyenne au taux de progression nord-américain pour les trois ou cinq ans à venir, selon la plupart des analystes. La consommation moyenne d'emballage par personne n'y affichait-elle pas un retard certain sur celle des Américains ? 250 kilogrammes par an et par habitant outre-Atlantique ; 190 et 180 en Allemagne et en France ; 116 en Europe en moyenne.

Le marché des canettes devrait même s'enrichir (+ 9 % par an), tout comme celui du conditionnement des produits de luxe (+ 8 %). La hausse des taux d'intérêt, l'insécurité générale de la conjoncture, ont conduit à ces prévisions à la baisse. «En Europe du Nord», note Sandra Bernard, analyste à la société de Bourse Meeschaert-Rousselle, les capacités de production de «boîtes-

boissons» sont désormais excédentaires. Chaque ouverture d'usine, il est vrai, augmente brutalement la production de 1,2 à 1,5 milliard de canettes par an, pour une activité - la vente des boissons non alcoolisées - soumise, en tout état de cause, aux aléas du climat.

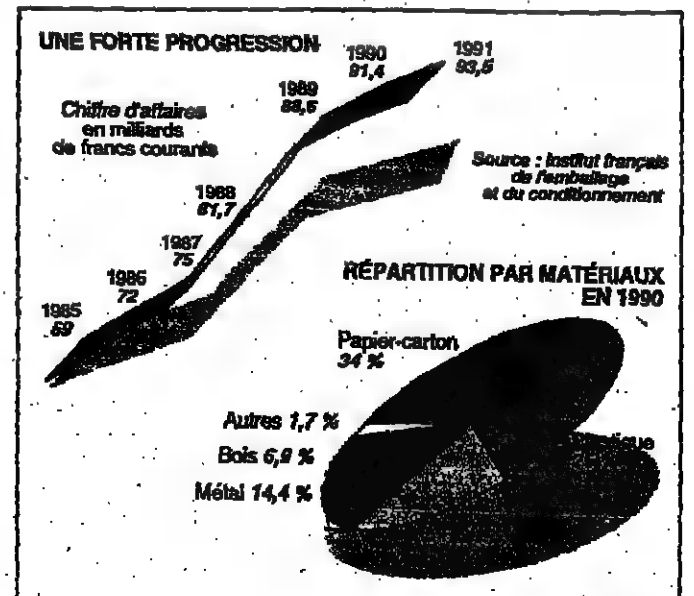
Première puissance européenne dans ce secteur, avec une production de matériaux d'emballage (papier-carton, plastique, verre, métal, etc.) évaluée à 110 milliards de francs, l'Allemagne a cessé de tirer la croissance. La production britannique (80 milliards de francs) connaît, loi comme ailleurs, l'une de ses plus longues récessions.

L'Italie (84 milliards) et l'Espagne (16 milliards) affrontent une conjoncture difficile. Mais l'Espagne ne se porte pas mal, si l'on en croit Albert Menin, directeur des études économiques de Saint-Gobain. «Les récoltes viticoles ont été bonnes, ce qui est loin d'être négligeable. Quant aux exportations agricoles, elles progressent régulièrement. La généralisation du «suremballage» (le film plastique enserrant les pots de yaourt, par exemple) sur les rayons des grandes surfaces contribue aussi au soutien de l'activité».

L'an dernier, le chiffre d'affaires des matériaux d'emballage a progressé de 2 %, atteignant, selon l'IFEC, 93,5 milliards de francs (107 milliards si l'on ajoute la production de machines de conditionnement et d'accessoires comme la colle, les agrafes, etc.). Une croissance moyenne qui masque de réelles disparités. Les boîtes et «bouchages» métalliques, après plusieurs années difficiles, ont progressé de 3,2 % en tonnage et de 4 % en chiffre d'affaires.

Le carton ondulé, porté par la vague écologique, a vu sa production s'accroître de 2,1 % en tonnage et de 1,6 % en chiffre d'affaires, les exportations augmentant de 19 %. Les emballages plastiques rigides ont progressé, les souples reculé. Quant au verre, il a fait mieux que ce que l'on attendait (+ 2 % en tonnage, + 1 % en volume).

Pierre-Angel Gay



Les graphiques et cartes de ce supplément sont réalisés par le service infographique du Monde.

هكذا من الإصدار

Le Monde ■ Mardi 22 septembre 1992 41

NOTRE JOURNAL VA NAÎTRE AVEC L'EUROPE, PENSEZ-VOUS QUE CE SOIT PAR HASARD?

Ici prenez la parole et participez
à la création de Globe hebdo.

Décrivez l'hebdo dont vous avez envie, décrivez aussi l'hebdo dont vous ne voulez plus.



Renvoyez votre réponse, sous enveloppe non affranchie à : GLOBE LIBRE REPONSE 2326-75, 75581 PARIS CEDEX 12, ou tapez **GLOBE LIBRE**. Vous recevrez gratuitement le N° 1 de Globe hebdo, et pourrez, si vous le désirez, bénéficier des avantages réservés aux abonnés fondateurs. N'oubliez pas d'indiquer vos nom et adresse :

Nom _____ Prénom _____
Adresse _____
Localité _____ Code postal _____

BIENTÔT

Globe
hebdo

ÉCONOMIE

La réunion du G 7 à Washington

BILLET

Une Europe à cinq

Le système monétaire européen (SME) va-t-il sortir conforté de la tourmente monétaire et de la réponse positive donnée par les Français au référendum sur le traité de Maastricht ? Telle est bien la question centrale qui va se poser pendant des jours et probablement des semaines. Les Anglais ont déjà précisé leur position, qui n'est pas précisément encourageante. Le livre sterling ne réintégrera pas le SME avant que la Grande-Bretagne obtienne satisfaction sur plusieurs points essentiels. Le mot «réparation» n'est pas prononcé, mais l'idée est bien là : nous avons été lésés par les Allemands, qui en ont plus fait pour soutenir la lire et le franc que pour venir en aide à la livre. M. Major et son chancelier de l'Échiquier, M. Norman Lamont, estiment que la coopération monétaire ne fonctionne pas bien et veulent obtenir des assurances sur ce point, c'est-à-dire une réforme du SME.

Autre exigence anglaise : les Allemands, qui sont en grande partie responsables, de la tourmente monétaire par leurs dévaluations successives, doivent changer non seulement d'attitude, mais de politique économique en commençant par abaisser leurs taux d'intérêt. A l'évidence, le différend anglo-allemand est devenu fondamental. On voit mal dans ces conditions comment le SME pourrait rapidement dépasser la livre.

L'Union, de son côté, après avoir assuré la semaine dernière qu'elle rejoindrait dès mardi 22 septembre les mécanismes du SME, a fait savoir, à l'issue de la réunion des chefs de finances européens dimanche soir 20 septembre à Washington, qu'elle se donnait une «nouvelle période d'observation des marchés» avant de reprendre ses obligations.

Plutôt qu'à la disparition ou à l'éclatement du SME, c'est peut-être l'apparition – cette fois-ci officielle – d'une Europe à deux vitesses à laquelle nous allons assister. Non seulement les ministres des Douze ont réaffirmé leurs engagements à l'égard du SME (ils pouvaient difficilement faire autre chose), mais, comme l'a dit M. Wim Kok, ministre néerlandais des finances, «les pays qui ont suspendu leurs monnaies du SME doivent mettre leurs économies en ordre plutôt que de demander une modification du système».

Aussi serré que soit le lien entre la victoire ou la défaite du «oui» français à Maastricht, l'élimination dans la tourmente monétaire de plusieurs pays incapables de suivre le rythme, va réapparaître la petite Europe des origines moins l'Italie. C'est elle qui devrait donner naissance à un ensemble économique-politique très intégré, disposant d'une monnaie unique. Une Europe à cinq qui pourrait prendre des initiatives pour accélérer le processus d'unification monétaire.

ALAIN VERNHOLLES

Le directeur général du FMI se félicite du «oui» français à Maastricht

Le directeur général du Fonds monétaire international (FMI), M. Michel Camdessus, s'est félicité, dimanche 20 septembre, du «oui» français à Maastricht. «Ce qui est bon pour la France est bon pour l'Europe et également bon pour le monde», a déclaré M. Camdessus à la sortie du comité intermédiaire du FMI.

Le renforcement de la coopération

La tourmente monétaire laissera des traces

estime M. Michel Sapin

M. Michel Sapin, ministre français de l'économie et des finances, n'aura pas attendu l'ouverture solennelle, mardi 22 septembre au matin à Washington, de la quarante-septième assemblée générale annuelle du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale. Le ministre de l'économie et des finances est reparti lundi pour Paris. Il doit y discuter avec le président de la République et M. Pierre Bérégovoy des propositions que la France entend faire au prochain sommet des Douze convoqué par la Grande-Bretagne.

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

Le sujet de l'ordre du jour du prochain sommet européen sera d'«améliorer» le système monétaire européen, qui vient d'essuyer «une des plus graves crises monétaires» que l'on ait encore connue. De quoi pourrait-il bien s'agir ? Les ministres des finances des douze pays de la zone euro ont tenu une réunion d'urgence dimanche après-midi pour mettre au point un communiqué laconique (cinq lignes) dans lequel ils se félicitent du résultat du référendum français, estimant que celui-ci «consolidera les tensions sur les marchés des changes». A cette occasion, ils ont (dernière ligne du texte) «réitéré leur engagement à l'égard du système monétaire européen, facteur de la stabilité économique et de la prospérité en Europe». Des divergences d'opinion pourraient se manifester à propos des «améliorations» à lui apporter.

La règle essentielle du SME, maintenue jusqu'à ce jour par la volonté farouche de la Bundesbank, est que les crédits de monnaie illimités auxquels a droit la banque d'une monnaie

«attaquée» sur le marché doivent être «limités» dans les trois mois. Ainsi les deutchmarks que la Bundesbank vient de mettre en circulation massive, à la disposition de la Banque d'Angleterre et de la Banque d'Italie pour racheter respectivement livres sterling et lire, ces DM devraient être réservés au cours du trimestre prochain. Pourquoi les interventions intra-européennes ne sont-elles pas inflées, au lieu de celles sur le dollar, l'enjeu ne paraît pas considérable.

M. Helmut Schmidt, président de la République fédérale, a précisé qu'en conséquence de ses interventions récentes la Bundesbank a vu ses réserves se gonfler (par l'achat de devises étrangères) de l'équivalent de 60 milliards de deutschemarks. Ce dernier chiffre se compare avec une augmentation de réserves de 15 milliards de DM pendant l'année 1987, une grande spéculation contre le dollar.

L'opinion

du jour

Même s'il se maintient, le retour à la parité des monnaies des changes n'effacera pas de si tôt les «traces profondes» (pour reprendre l'expression de M. Michel Sapin) laissées par le système européen par la récente tempête. La Grande-Bretagne et l'Italie, qui ont, la semaine dernière, décidé de laisser «temporairement» flotter leurs monnaies respectives, n'ont pas à Washington annoncé des intentions de réintégrer dans le «monnaie change» du SME. Pour sa part, le chancelier de l'Échiquier, M. Norman Lamont, a subordonné à deux conditions la réintégration de la livre : que les économies britannique et allemande soient plus saines, et que la réforme du fonctionnement du SME.

Autre «trace» laissée par l'éclatement de ces derniers jours : l'ajournement probable de la diminution des taux promise, en France, en cas de victoire du «oui». Celle-ci, a dit

Attendu depuis deux mois

Le programme économique du gouvernement algérien cherche à réduire les importations

Favoriser les investissements industriels qui permettent de réduire les importations, attirer les capitaux étrangers, créer un marché libre des devises et des zones franches... Attendu depuis deux mois, le programme économique du gouvernement algérien

Belad... des grandes lignes... dimanche 20 septembre, par la presse algérienne, ce plan de 68 pages vise en priorité à «réduire de manière drastique le besoin d'importer». Il prévoit-il d'accorder des réductions d'impôts aux entreprises capables de fournir des solutions de rechange aux importations. Quant aux produits importés, ils sont interdits. En revanche, Alger souhaite favoriser les investissements étrangers (la publication d'un «guide des investissements» est annoncée). La participation des partenaires étrangers au capital des entreprises publiques n'aura pas de limite sauf «dans les secteurs stratégiques (en clair, l'industrie des hydrocarbures) où cette participation est limitée à 49 %».

Le gouvernement algérien envisage, par ailleurs, la création officielle d'un «marché libre de devises» pour une période transitoire trois ans «en coopération avec le Fonds monétaire international (FMI)».

Si ce plan, qui s'accompagne d'un «plan d'urgence» pour les secteurs clés, ne suffit pas, «le gouvernement

ne fera preuve d'austérité». Il est vrai que la «monnaie de papier» des milliards (de dollars) qui sont 70 % des devises tirées de l'exportation des hydrocarbures.

La presse

Hiag investit 400 millions de francs dans les Vosges

EPINAL

de notre correspondant

Le groupe suisse Hiag a annoncé récemment un projet d'investissement de plus de 400 millions de francs pour l'extension de sa filiale Pannovogues sur le site de Rambervillers (Vosges). Le groupe allemand Pfeiderer GmbH s'associe à Hiag pour ce projet. Le choix du site pour répondre à un certain nombre d'objectifs stratégiques : emplacement au cœur du marché européen, et d'un massif forestier offrant une grande capacité d'approvisionnement.

Filiale du groupe suisse Hiag depuis 1978, Pannovogues produit des panneaux de particules haut de gamme destinés au bâtiment et à l'industrie du meuble. Son chiffre d'affaires annuel est de 120 millions de francs pour un effectif de 82 personnes. Cet investissement aura pour effet d'augmenter la capacité de production et de créer 400 emplois de Pannovogues, soit les effectifs croîtront directement de 150 à 170 personnes à partir de 1994.

L'impact économique, tant en amont (exploitations forestières, scieries) qu'en aval (transports, commerce), devrait permettre au total la création de 350 emplois. Ses effets sur la balance commerciale française de la région lorraine – traditionnellement déficitaire – devraient être bénéfiques, puisqu'une part significative de la production sera exportée essentiellement vers les marchés allemand et suisse.

CLAUDINE CUNAT

Le communiqué

«Rétablir des relations stables et durables entre les taux de change»

Le groupe des sept pays les plus industrialisés (G7), réuni samedi 19 septembre à Washington, a publié, à l'issue de la réunion, le communiqué suivant :

«Les ministres et les gouverneurs réaffirment l'engagement pris par leurs chefs d'Etat et de gouvernement au sommet de Munich de renforcer la croissance mondiale sans relâcher l'inflation. Depuis lors, des efforts ont été faits pour accélérer la reprise économique ont été prises, notamment des réductions de taux d'intérêt, dans divers pays et l'annonce récente des mesures de relance japonaise. Ces mesures permettent de contribuer à une plus grande stabilité des marchés des changes».

«Les ministres et les gouverneurs se sont inquiétés de la récente volatilité des marchés financiers mondiaux. Ils estiment important de rétablir des

relations stables et durables entre les taux de change. Les ministres et les gouverneurs s'engagent à coopérer et à surveiller attentivement la situation économique et financière dans leurs pays et prendront les mesures supplémentaires appropriées, si nécessaire, pour obtenir une croissance soutenue et une plus grande stabilité des monnaies».

«Les ministres et les gouverneurs ont aussi rencontré des représentants de la Fédération de Russie et ont discuté du programme de réforme de la Russie. Ils ont invité instamment la Russie à poursuivre ses efforts pour mettre en œuvre la réforme économique d'ensemble. Ils ont aussi invité la Banque mondiale à constituer un groupe de soutien consacré à l'assistance technique en faveur de la Russie pour y discuter l'assistance technique bilatérale et multilatérale».

Après avoir racheté 40 % du «Point» et créé un GIE commun

La Générale occidentale («l'Express») s'intéresse à la radio RFM

S'exprimant samedi 19 septembre devant le club Méditerranée, au cinquième Salon des directeurs de communication («Top Com») à Deauville, M. François Sampermann, PDG de la Générale occidentale (GO), a communiqué au groupe Alcatel-Alsthom – groupe Express, groupe de la Cité –, a confié que les 40 % du capital du Point rachetés par la GO représentaient une transaction de moins de 100 millions de francs (le Monde du 18 septembre).

Elle a réaffirmé qu'il n'était pas question de coordonner ni de rattraper les réductions du Point et de l'Express : cela aboutirait à un produit bittard qui dérouterait les lecteurs et ferait perdre 100 000 exemplaires. «L'idée est plutôt de stimuler la concurrence et l'émulation entre les deux hebdomadaires, et de redynamiser nos titres», a-t-elle ajouté.

M. Sampermann a aussi évoqué la diversification de la GO dans le domaine des médias. L'exemple de la création de l'Express

groupement d'intérêt économique (GIE), prestataire de services de l'Express du Point, qui devrait «apporter des gains de productivité», elle a précisé : «Dans un contexte de récession et de chute d'affaires en baisse, nous sommes déterminés à entretenir la tige critique, par croissance externe, en construisant un groupe de presse avec d'autres médias».

«Le dossier

est à l'étude»

La GO a ainsi refusé d'investir dans la Tribune de l'Expansion. «En revanche, nous avons été sollicités par NER, désireux de prendre le contrôle de RFM, nous que le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) s'y oppose. Le dossier est à l'étude».

La maison-mère de l'Express, la GO, fondée par M. James Goldsmith, dispose d'un énorme trésor de forêts aux Etats-Unis et de la chaîne de distribution Grand Union.

Y. M. L.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Financière Saint Dominique

SUCCEES DE L'OPA SUR INITIATIVE & FINANCE

L'OPA de la Financière Saint Dominique sur Initiative & Finance offerte à 145 F l'action et que le Conseil d'Administration de la Financière Saint Dominique a jugé définitive du 18 septembre a recueilli 2 217 490 actions, soit 80,3 % du capital. Compte tenu des 8,8 % qu'elle détenait avant l'OPA, la Financière Saint Dominique détient désormais Initiative & Finance à hauteur de 89,9 %.

Il est rappelé que la Financière Saint Dominique regroupe les activités de gestion de portefeuille du groupe Crédit Mutuel et est l'un des leaders du capital investissement en Europe. Initiative & Finance, strictement complémentaire des autres activités du capital investissement de la Financière Saint Dominique, leader en France par le nombre d'opérations de LBO réalisées depuis son origine, représente ainsi un élément déterminant pour la Financière Saint Dominique dans sa capacité à répondre à l'ensemble des besoins touchant l'évolution du capital des entreprises.

Au cours du premier semestre 1992, les activités d'investissement de la Financière Saint Dominique et de ses structures gérées ou co-gérées ont été conduites avec une forte sélectivité compte tenu de la conjoncture économique et des prix de transaction. Après un premier trimestre en cours duquel les opérations ont été limitées, le rythme s'est vu une reprise de l'activité à un rythme comparable à la moyenne de celui de l'année précédente. Les opérations du premier semestre ont ainsi porté sur 64 opérations, pour plus de 400 millions de francs à comparer à 172 opérations pour 1,09 milliard de francs pour l'ensemble de l'année 1991.

Le résultat consolidé avant impôt et hors intérêts financiers pour le premier semestre s'élève à 61,3 MF, en augmentation de 23 % par rapport à la même période de 1991. Cette évolution ne peut cependant pas être extrapolée sur l'ensemble de l'année, en raison d'écarts déterminants importants sur la réalisation de plus-values au second semestre. L'actif net consolidé atteint 221 F par action au 30 juin 1992. En tenant compte de l'intégration d'Initiative & Finance dans les comptes consolidés au 30 juin 1992, il aurait été porté à 236 F par action.

COM & CONSEIL

50 من الاموال

ECONOMIE

La visite de M. Durieux à Prague et à Bratislava

Inquiétudes pour deux projets d'investissement français en Tchécoslovaquie

La France a été le premier investisseur étranger en Tchécoslovaquie au cours du premier semestre de cette année, ce qui en fait le troisième investisseur dans le pays depuis 1990. L'information a été publiée par la Banque centrale tchécoslovaque au moment même où M. Bruno Durieux, ministre français délégué au commerce extérieur, effectuait - du lundi 14 au mercredi 16 septembre - une visite officielle à Prague et à Bratislava, alors que des incertitudes pèsent sur la concrétisation de deux importants projets de coopération.

PRAGUE

de notre correspondant

M. Bruno Durieux, venu réaffirmer à Prague et à Bratislava l'intérêt que les entreprises et le gouvernement français portent au développement des relations économiques et

commerciales entre les deux pays, a défendu plusieurs projets de coopération importants, en particulier la construction d'un nouveau Val à Bratislava et les offres du consortium Framatom-Cogema-Siemens pour l'équipement d'une centrale nucléaire à Temelin (Bohême du Sud).

Ces projets ont en effet été mis à mal pendant son séjour puisque le gouvernement slovaque a tenu en cause, mardi 15 septembre, le Val à Bratislava, les chaînes de l'Etat et la ville sont vides. L'entreprise tchèque d'électricité (Československé elektrárny, CEZ) a d'autre part choisi l'américain Westinghouse aux dépens de Framatom pour équiper les deux premiers blocs de la centrale nucléaire de Temelin.

Le ministre français, qui a rencontré le directeur général de CEZ, ne baisse toutefois pas les bras, car le gouvernement de Prague doit encore approuver le choix de CEZ. Le consortium franco-allemand est par ailleurs toujours en lice pour l'équipement des tranches 3 et 4, et propose la construction d'une usine de fabrication de combustible nucléaire. A propos du nucléaire de Bratislava, M. Durieux a laissé la porte ouverte

à de nouvelles négociations. Mais et l'Etat français étant prêt à participer à la construction du financement.

Malgré ces deux déceptions, il n'y a pas de reculade, dans la compétition économique pour les investissements en Tchécoslovaquie. Les chiffres des échanges bilatéraux et des investissements en Tchécoslovaquie ont augmenté de 15,5 % en 1991. Le moral du gouvernement et des entrepreneurs français après la

année 1991. Sur un total de 448 millions de dollars (2,2 milliards de francs environ) d'investissements étrangers en Tchécoslovaquie au premier semestre 1992, la France représente 25,4 % du total, devant l'Allemagne (22,9 %) et les Etats-Unis (15,5 %). Ces bons résultats permettent ainsi à la France de remonter à la troisième place sur l'ensemble des investissements opérés depuis 1990 (au total 1,1 milliard de dollars), avec une part de 11,8 %, juste derrière les Etats-Unis (11,9 %) mais bien en de loin de l'Allemagne (52,1 %).

Les échanges bilatéraux ont, de leur côté, doublé entre 1989 et 1991 et ont continué à progresser début 1992. Les exportations vers la Tchécoslovaquie ont été de 17 % et les importations de 30 %. La position commerciale de la France s'est ainsi améliorée par rapport à ses concurrents de l'OCDE, passant de la cinquième place en 1988 à la troisième en 1991, avec 7,6 % de parts de marché derrière l'Allemagne (47,6 %) et l'Australie (12,5 %), mais devant l'Italie (7,2 %).

M. Durieux n'a pas oublié de rappeler à ses partenaires l'effort financier consenti par le gouvernement français en faveur de la Tchécoslovaquie. Le montant total des concours financiers apportés au pays par la France depuis 1990 s'élève à environ 5 milliards de francs, soit 4 milliards de contrats garantis et de promesses en cours, 800 millions de francs de participation française aux financements multilatéraux et 200 millions de coopération technique.

MARTIN PLICHTA

Une personne sur dix en dessous du seuil de pauvreté

Dramatique augmentation du coût de la vie en Russie

Le coût de la vie a été multiplié par près de sept en Russie durant le premier semestre 1992, viennent d'indiquer les statistiques gouvernementales.

La dramatique inflation que connaît le pays et ses conséquences sociales ont été au centre des entretiens qu'ont eus à la fin de la semaine dernière M. Boris Eltsine et son premier ministre, M. Egor Gaidar. La situation en Russie est d'autant plus grave qu'aucun même qu'une amélioration n'est en vue des prix de l'énergie payés par les

entreprises industrielles ont doublé la production manufacturière a reculé de 21,5 % en juillet dernier (par rapport à juillet 1991) et de 27,2 % en août. La production des produits de base comme le pétrole et le charbon a chuté d'environ 10 % cet été, et pour la première fois la production de gaz naturel a reculé de 3 % en août par rapport à août 1991.

Les statistiques gouvernementales montrent qu'une personne sur dix vit en Russie en dessous du seuil de pauvreté. (AFP)

Le Monde

L'IMMOBILIER

REPRODUCTION INTERDITE

15

appartements ventes

3^e arrdt

MARAI/ARTS-ET-METIERS
Studio, 2^e ét., cuisine, conf.
Cale, Carre, Trambes servies.
P. 300 000 F. 45-04-84-48

5^e arrdt

Par. et rue TOURNEFORT
Studio 30 m². Ancien, meublé.
vue dégagée, cale, bois, comm.
R.V. 118. 45-04-84-48
P. 320 000 F.

6^e arrdt

PL. ST-GERMAIN-DES-PRÉS
Imm. d'angle. Vue exceptionnelle.
mets. Liv. 2 ch. Haut s'élève.
2 800 000 F. 45-05-28-15

7^e arrdt

HORS DU COMMUN
MUSEE D'ORSAY
Métro, 3 ch. chambre, grand
salle, 132 m².
Dépense vite. 45-05-28-15
P. 750 000 F.

11^e arrdt

St. PAULIN. Rue 2 P.
Cuisine, tout confort.
3^e ét. Cale. Dégagé.
P. 419 000 F.
CREDIT. 43-70-04-64

PL. VOLTAIRE. St. Ger.

SPL. 2 P., cale., wc.
belle. 1^{er} ét. s'élève et cour.
P. 585 000 F.
CREDIT. 43-70-18-00

13^e arrdt

PETIT 2 P. PLACE ITALIE
Cale, cuisine, salle, 3^e ét.
Imm. meublé. 630 000 F.
Tél. (1) 45-40-85-38

14^e arrdt

St. MOUTON-DUVERNET
2 P. 2 ch. chambre, imm. meublé.
en 2 étages. Imm. meublé.
14 000 F le m². A saisir.
43-05-62-82

MAIRIE 14^e

Im. place de L. Tré. Bon
état. 511 000 F. A saisir.
380 000 F. 45-36-82-82

15^e arrdt

St. CONVENTION
URB. Imm. récent 4 P. s'élève
en 2 étages. Imm. meublé.
1^{er} ét. Balcon. P. 580 000 F.
15 000 F le m². 45-04-36-38

locations non meublées demandes

Paris

EMBASSY SERVICE
recherche APPARTS
DE GRANDE CLASSE
VIDES ou MEUBLES
GESTION POSSIBLE

(1) 45-62-30-00

locations non meublées offres

PROPOSE A ETUDIANTS
Séjourne (1^{er}) ch. meublé.
chez propriétaire, du lundi au
vendredi, cale., a.d.b.
Tél. (01) 43-37-19-23

fonds de commerce

Ventes
BRASSERIE-RESTAURANT
CHATEAU DE VINCENNES
Belle affaire d'angle.
Jardin d'hiver. Salle scénique
pour spectacles.

150 places assises.
Gros chiffre à saisir.
Tél. : 43-28-25-78
Après 20 heures.

chalets

A LOUER LES ARCS
SUPERBE CHALET
100 m² sur les plans, meublé.
10-11 pers. (16) 25-51-01-61.

bureaux

Locations
500 m². 1^{er} jour d'été (16) 42-1
M. P. 101 Paris ou Hochel
A 100 m. sc. périphérique
Porte de Paris
Carnet. Carrière. 7 jours
Ressources inter. entrep.
Parking fermé.
1 000 F le m²/an
sans professionnel
Tél. 16 (1) 43-42-22-01
ou 43-42-22-01

VOTRE SIEGE SOCIAL

DOMICILIATIONS
et tous services. 43-65-17-50

Le Monde

LOUE 770 m² A IVRY
dans son immeuble
administratif neuf
Sur un étage (4^e) précieuse,
partiellement closée.
• Restaurant d'entreprise
• Parking
• Micro, RST
Contacteur M. Moreau

immeubles immeubles

MANUFACTURE D'APPAREILLAGE ELECTRIQUE
DE CAHORS
Belle manufacture de Regourd
JARDIN CALME CEDEX

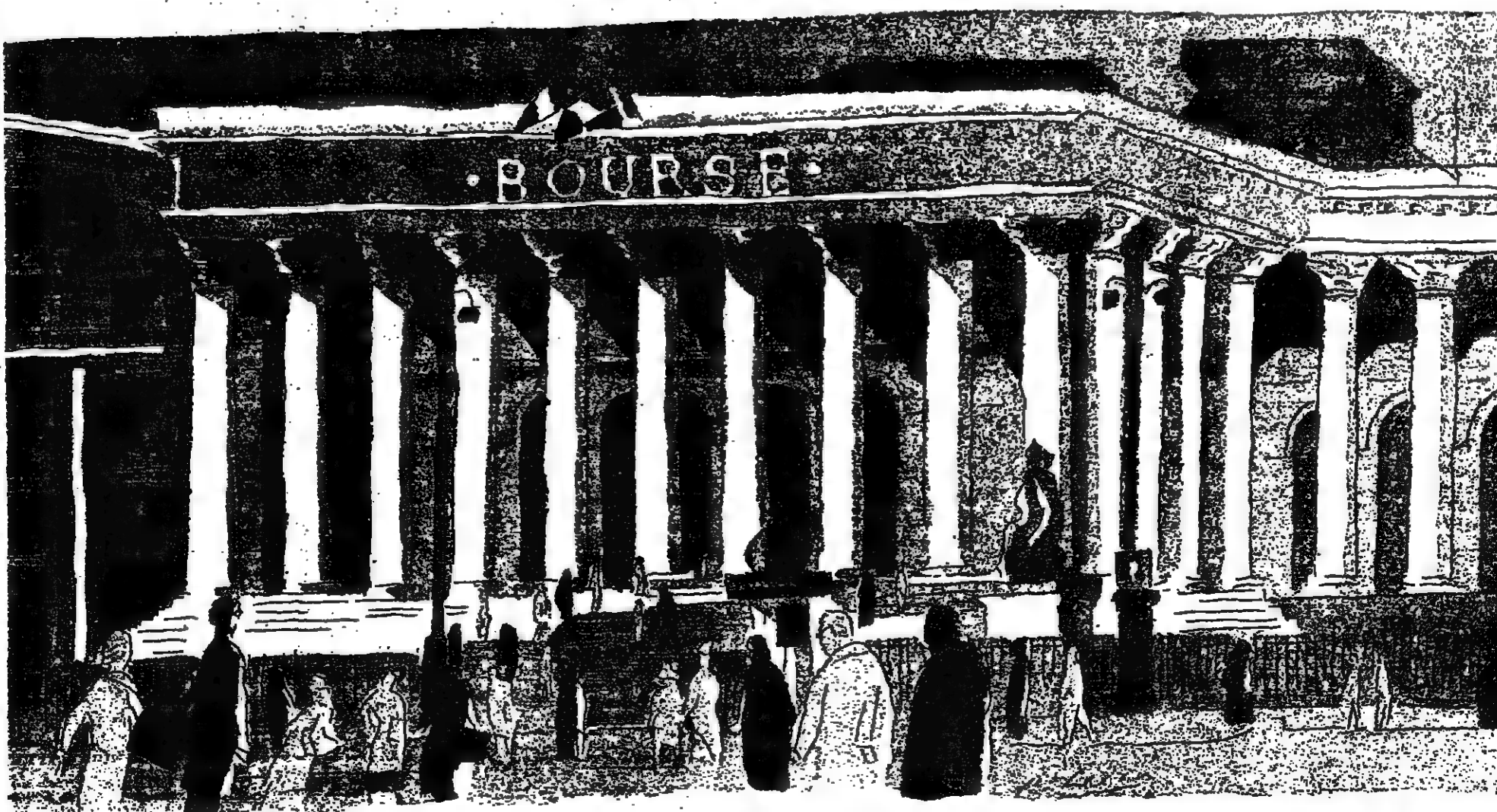
VENTE SUR SAISIE IMMOBILIERE. Divers immeubles sis sur la commune de
VALROUFI (Lot) en l'état d'habitation et des dépendances.
Cour de 100 m avec fontaine, deux maisons accolées, parc d'agrément
avec piscine automatique et terrain d'entraînement EN NATURE DE
TERRE ET LANDES d'une contenance totale de 5 ha 50 a 15 ca.

MISE A PRIX : 800 000 francs

LE JEUDI 24 SEPTEMBRE 1992 à 14 heures à l'audience des criées du
tribunal de grande instance de Cahors (Lot) au palais de justice, square de
Verdun, sans enchères publiques.

Pour tous renseignements complémentaires, veuillez contacter :
M. HIBON Michel ■ numéro ■ téléphone : 65-85-72-11

IL EST DES LABYRINTHES OÙ IL EST PRÉFÉRABLE
DE S'AVENTURER AVEC UN BON GUIDE.



PEA Le Crédit Agricole est à vos côtés pour que l'avenir vous réserve de bonnes surprises.

Le PEA du Crédit Agricole représente une opportunité pour diversifier votre épargne tout en dynamisant : il vous permet d'allier les avantages d'un placement en actions et de la défiscalisation, au-delà de 7 % des gains réalisés. Encore faut-il en maîtriser les aspects pour bénéficier pleinement de ses atouts. Le Crédit Agricole est à vos côtés pendant toute la durée de votre PEA, pour vous aider dans vos choix, vous permettre de composer la formule qui répondra à vos objectifs : vous dosez, panachez, investissez, sécurisez, modifiez, dosez à tout moment, fonction des évolutions du marché et de votre situation personnelle. Pour bénéficier sans tarder des avantages du PEA, consultez votre Conseiller du Crédit Agricole. 3615 CA

CA
Le bon sens

VIE DES ENTREPRISES

La concurrence sur le marché de la micro-informatique

Hewlett-Packard lance des petits ordinateurs grand public

LYON

de notre bureau régional

Cinq mois, à peine, après avoir évoqué sa volonté de concurrencer IBM et Bull, sur le marché des grands systèmes informatiques, HP lance sur le marché de la micro-informatique des petits ordinateurs grand public. Avec ces modèles, la firme américaine veut entrer officiellement dans la guerre des prix de la micro-informatique, a estimé M. Patrick Max, directeur des ventes pour la micro-informatique HP dans le Sud-Est. La politique de remise sur les prix ne sera pas modifiée, a-t-il ajouté.

L'égard du réseau de distribution. Le prix d'entrée de la gamme, destinée aux utilisateurs d'applications de gestion, aux professionnels de la finance et de la mercatique, a été fixé à seulement 9 millions de francs hors taxes.

Le constructeur américain estime son avantage de prix à - 10 %, à qualité supérieure, par rapport aux matériels concurrents. Il reconnaît que certains « clones », c'est-à-dire des appareils « plagiant » l'architecture de modèles d'IBM, resteront moins coûteux mais offriront des performances moindres, en particulier lors de l'entrée en fonctionnement et du raccordement en réseau.

Les nouveaux appareils HP ont été conçus à Grenoble et sont fabriqués pour l'essentiel en France, dans l'établissement de

l'île d'Abeau, déjà en charge des ordinateurs de forte puissance. L'effectif ne sera pas accru, l'industriel s'attendant à une hausse momentanée du plan de charge, et mettant en œuvre des investissements matériels et immatériels déjà engagés.

M. Marc Puges, directeur de communication pour les sites industriels de HP France, a estimé à 20 000 unités par mois et peut être rapidement augmentées les ventes investissements. Dans la mauvaise conjoncture affectant le marché de l'informatique, HP France fait état d'une forte croissance de chiffre d'affaires et de résultat net, durant les neuf premiers mois de l'année.

G. B.

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

PACTE

Le Pacte, convention entre l'Etat, les AGF, le GAN et la Cédit lyonnaise, Le Crédit lyonnais et les compagnies d'assurances AGF et GAN, actionnaires publics du groupe pétrolier Total, ont signé le 26 juin une convention avec l'Etat, a annoncé, vendredi 18 septembre, la Société des Bourses françaises (SBF). Les signataires, qui détiennent au total 15,43 % du capital du groupe, déclarent « agir de concert ». Ces entreprises « se sont engagées à ne pas céder leurs actions », même si « par exception » sont autorisées les cessions entre signataires. Cette convention est conclue pour une durée de dix ans, mais après cinq ans les parties détermineront s'il y a lieu de modifier le principe et les conditions d'incessibilité des titres visés par la durée du pacte restant à courir. Le récent désengagement de l'Etat de Total s'est traduit par la cession aux AGF de 438 867 actions, à 2 426 083 actions au GAN et de 411 775 actions au Crédit lyonnais. L'Etat français ne détient plus que 10 028 298 actions, soit 5,43 % des 184 817 292 actions existantes.

EMPLOI

Siemens supprime 1 800 emplois dans son secteur technique. Le géant industriel allemand Siemens a annoncé vendredi 18 septembre 1 800 suppressions d'emplois sur les 31 000 de son secteur « techniques médicales » durant l'exercice 1992-1993 (des fin septembre). 900 emplois seront supprimés en Allemagne et autant à l'étranger. Siemens n'aura pas de nouvelles suppressions d'emplois au cours des deux prochains exercices. Le secteur « techniques médicales » de Siemens représente un chiffre d'affaires de 7,8 milliards de marks (25 milliards de francs) pour l'exercice 1991-1992.

RACHATS

La CAMIF prend le contrôle de Delachaux et Niestlé. La CAMIF, troisième entreprise de vente par correspondance en France, a annoncé jeudi 17 septembre qu'elle rachète

67 % de la maison d'édition suisse Delachaux et Niestlé. La CAMIF avait déjà un pied dans l'édition avec Edicris, créée en 1990 et dirigée par Bernard Willerval, un ancien de Larousse. C'est cette société qui a pris le contrôle de la maison d'édition suisse, fondée en 1861, et connue pour ses ouvrages dans le domaine de la pédagogie et de la nature. David Ferret, président de Delachaux et Niestlé depuis 1974, est confirmé dans ses fonctions. Les ouvrages édités par Edicris seront désormais vendus en librairie à la suite d'un accord avec Albin-Michel, annonce également la CAMIF.

Continental Cas : le retour de M. Donald Balton. M. Donald Balton est fidèle à Continental Cas. Celui qui fut le président de cet ex-leader de l'emballage avant d'en claquer bruyamment la porte il y a deux ans, vient d'en racheter la maison. Reprise en 1984 par le Peter Muller Group, un conglomérat diversifié, la compagnie Continental Cas a aujourd'hui plus que jamais son nez dans le papier. Le rachat de Continental Cas par Peter Muller, a été précédé d'un accord de coopération avec le groupe américain Maytag Corp. Les deux partenaires vont collaborer dans les domaines des aspirateurs, des distributeurs automatiques et de l'achat de composants. Aucun échange de participation n'est prévu pour l'instant. Avec un chiffre d'affaires consolidé d'environ 7 milliards de marks (23,8 milliards de francs), Bosch-Siemens est le deuxième fabricant européen d'électroménager, sous les marques Bosch, Siemens, Constructa et Neff. Maytag a un chiffre d'affaires d'environ 3 milliards de dollars (15 milliards de francs) et emploie 22 000 personnes.

DIFFICULTÉS

Le groupe Haffa est en vente. Le deuxième groupe d'assurances dans l'Hexagone, Haffa, en cessation de paiement depuis le 19 août (le Monde du 21 août), s'apprête à fusionner, soit à être mis en vente, a indiqué le président du conseil d'administration, M. Holger Lavesen. Les compagnies d'assurances dommages et d'assurances vie et Haffa Bank seront cédées en bloc. Cette annonce de mise en vente est un avertissement de plan de sauvetage mis en place à la fin du mois d'août. Deux groupes français, l'UAP et Paribas, détenaient respectivement 11,3 % et 2,5 % du capital de Haffa.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GUINNESS PLC

RÉSULTATS CONSOLIDÉS 1^{er} semestre 1992

en millions de £	1991	1992	Evolution
Chiffre d'affaires	1 753	1 675	5 %
Résultat courant avant impôts	353	350	1 %
Résultat courant après impôts	230	246	2 %
Résultat net	237	227	4 %
Résultat par action *	12,6	12,3	2 %

* En pence et dixième.

Le Conseil d'administration a décidé la distribution d'un dividende intermédiaire net de 3,35 pence par action ordinaire, 3,05 pence pour le 1^{er} semestre 1991 (compte tenu de l'augmentation de capital par incorporation de réserves intervenue en octobre 1991).

Par rapport au 1^{er} semestre 1991, période de la guerre du Golfe, ce qui contribue à favoriser la comparaison, le chiffre d'affaires de United Distillers est en augmentation de 11 % et son

résultat d'exploitation de 7 %, s'élevant à 303 millions de livres. Grâce à la progression globale des volumes vendus et à l'amélioration de son efficacité, le chiffre d'affaires de Guinness Brewing Worldwide est en hausse de 4 % et son résultat d'exploitation de 16 % pour atteindre 109 millions de livres. Commentant les résultats, Sir Anthony Tennant, Président, a déclaré :

« Nous restons fidèles à notre stratégie de base. Nous maintenons le niveau de nos budgets commerciaux et de nos investissements, gage de notre prospérité future. Le Groupe continuera à tirer profit de la force de ses marques et de la réputation équilibrée de ses activités dans le monde. Il est désormais largement admis que la situation économique mondiale est plus contraignante qu'elle ne l'a été pendant plusieurs années. La récession se prolonge obstinément dans de nombreux marchés importants et d'autres signes de faiblesse croissante. La confiance des consommateurs et des entreprises est fragile dans une grande partie du monde. Même si notre croissance ne pourra pas égaler celle d'un passé récent, nous pensons, dans ces circonstances, réaliser une année d'augmentation acceptable de nos résultats d'exploitation. »

Financ (Aul)

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 21 septembre

Déception et préoccupation

Le déception a marqué la journée de lundi 21 septembre dans un marché calme. L'indice CAC 40, après avoir ouvert sur une baisse de 0,72 %, et perdu jusqu'à 2,4 % au cours des premiers échanges, se dépréciait de 2,32 % en milieu de séance. Les investisseurs étaient préoccupés par l'évolution des taux d'intérêt, après le drame du deutchmark face au franc. Le score serré de la consultation n'a pas permis aux investisseurs de continuer la hausse. Au contraire, les investisseurs étrangers à l'origine de la forte vague d'achat ont vendu leurs titres, redoutant la crise monétaire internationale. Cette tendance était perceptible dès le début de la séance dans les salles de marché.

Pour la première fois en six semaines, les banques et sociétés de crédit ont ouvert leur marché à l'achat dans l'attente du scrutin. L'initiative fut accueillie avec satisfaction par les négociants, qui furent incités à venir spontanément travailler. Ils s'accrochèrent à une soirée riche en transactions, il n'en fut rien. Le seul moment un peu positif fut celui des futures venant de Londres à 19 h 30 donnant les résultats et leur confirmation à Paris une demi-heure plus tard à 20 heures. Durant cette période l'indice CAC 40 progressa à peine d'un 1 % avant de rebaisser.

Le soulagement mitigé de dimanche soir s'est dissipé transformé en déception le lendemain. Parmi les valeurs en forte baisse figuraient Canal, après l'annonce d'un baisse de 23 % de ses résultats semestriels. La cotation du même moment était suspendue. Canal démentit cependant le Club Méditerranée, qui ne pourra tenir ses provisions annoncées en juin en raison des résultats de sa filiale américaine et de la mauvaise conjoncture de l'été.

TAUX DES OPÉRATIONS

Taux de la dernière opération sur appel d'offres : 9,60 %
Taux des pensions de 3 à 10 jours : 10,50 %
Taux des pensions sur titres : 12 %

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Indice global de base 100 : 21 septembre 1991

	11-02	10-02
Indice global	100,0	100,0
Indice des valeurs	100,0	100,0
Indice des actions	100,0	100,0
Indice des obligations	100,0	100,0
Indice des fonds	100,0	100,0
Indice des produits	100,0	100,0
Indice des services	100,0	100,0
Indice des biens	100,0	100,0
Indice des matières premières	100,0	100,0
Indice des métaux	100,0	100,0
Indice des produits agricoles	100,0	100,0
Indice des produits industriels	100,0	100,0
Indice des produits de consommation	100,0	100,0
Indice des produits de luxe	100,0	100,0
Indice des produits de santé	100,0	100,0
Indice des produits de beauté	100,0	100,0
Indice des produits de toilette	100,0	100,0
Indice des produits de parfums	100,0	100,0
Indice des produits de cosmétiques	100,0	100,0
Indice des produits de soins	100,0	100,0
Indice des produits de beauté	100,0	100,0
Indice des produits de toilette	100,0	100,0
Indice des produits de parfums	100,0	100,0
Indice des produits de cosmétiques	100,0	100,0
Indice des produits de soins	100,0	100,0

Base 100 : 31 décembre 1989

	11-02	10-02
Indice global	100,0	100,0
Indice des valeurs	100,0	100,0
Indice des actions	100,0	100,0
Indice des obligations	100,0	100,0
Indice des fonds	100,0	100,0
Indice des produits	100,0	100,0
Indice des services	100,0	100,0
Indice des biens	100,0	100,0
Indice des matières premières	100,0	100,0
Indice des métaux	100,0	100,0
Indice des produits agricoles	100,0	100,0
Indice des produits industriels	100,0	100,0
Indice des produits de consommation	100,0	100,0
Indice des produits de luxe	100,0	100,0
Indice des produits de santé	100,0	100,0
Indice des produits de beauté	100,0	100,0
Indice des produits de toilette	100,0	100,0
Indice des produits de parfums	100,0	100,0
Indice des produits de cosmétiques	100,0	100,0
Indice des produits de soins	100,0	100,0
Indice des produits de beauté	100,0	100,0
Indice des produits de toilette	100,0	100,0
Indice des produits de parfums	100,0	100,0
Indice des produits de cosmétiques	100,0	100,0
Indice des produits de soins	100,0	100,0

Base 100 : 31 décembre 1989

	11-02	10-02
Indice global	100,0	100,0
Indice des valeurs	100,0	100,0
Indice des actions	100,0	100,0
Indice des obligations	100,0	100,0
Indice des fonds	100,0	100,0
Indice des produits	100,0	100,0
Indice des services	100,0	100,0
Indice des biens	100,0	100,0
Indice des matières premières	100,0	100,0
Indice des métaux	100,0	100,0
Indice des produits agricoles	100,0	100,0
Indice des produits industriels	100,0	100,0
Indice des produits de consommation	100,0	100,0
Indice des produits de luxe	100,0	100,0
Indice des produits de santé	100,0	100,0
Indice des produits de beauté	100,0	100,0
Indice des produits de toilette	100,0	100,0
Indice des produits de parfums	100,0	100,0
Indice des produits de cosmétiques	100,0	100,0
Indice des produits de soins	100,0	100,0
Indice des produits de beauté	100,0	100,0
Indice des produits de toilette	100,0	100,0
Indice des produits de parfums	100,0	100,0
Indice des produits de cosmétiques	100,0	100,0
Indice des produits de soins	100,0	100,0

Base 100 : 31 décembre 1989

	11-02	10-02
Indice global	100,0	100,0
Indice des valeurs	100,0	100,0
Indice des actions	100,0	100,0
Indice des obligations	100,0	100,0
Indice des fonds	100,0	100,0
Indice des produits	100,0	100,0
Indice des services	100,0	100,0
Indice des biens	100,0	100,0
Indice des matières premières	100,0	100,0
Indice des métaux	100,0	100,0
Indice des produits agricoles	100,0	100,0
Indice des produits industriels	100,0	100,0
Indice des produits de consommation	100,0	100,0
Indice des produits de luxe	100,0	100,0
Indice des produits de santé	100,0	100,0
Indice des produits de beauté	100,0	100,0
Indice des produits de toilette	100,0	100,0
Indice des produits de parfums	100,0	100,0
Indice des produits de cosmétiques	100,0	100,0
Indice des produits de soins	100,0	100,0
Indice des produits de beauté	100,0	100,0
Indice des produits de toilette	100,0	100,0
Indice des produits de parfums	100,0	100,0
Indice des produits de cosmétiques	100,0	100,0
Indice des produits de soins	100,0	100,0

Base 100 : 31 décembre 1989

	11-02	10-02
Indice global	100,0	100,0
Indice des valeurs	100,0	100,0
Indice des actions	100,0	100,0
Indice des obligations	100,0	100,0
Indice des fonds	100,0	100,0
Indice des produits	100,0	100,0
Indice des services	100,0	100,0
Indice des biens	100,0	100,0
Indice des matières premières	100,0	100,0
Indice des métaux	100,0	100,0
Indice des produits agricoles	100,0	100,0
Indice des produits industriels	100,0	100,0
Indice des produits de consommation	100,0	100,0
Indice des produits de luxe	100,0	100,0
Indice des produits de santé	100,0	100,0
Indice des produits de beauté	100,0	100,0
Indice des produits de toilette	100,0	100,0
Indice des produits de parfums	100,0	100,0
Indice des produits de cosmétiques	100,0	100,0
Indice des produits de soins	100,0	100,0
Indice des produits de beauté	100,0	100,0
Indice des produits de toilette	100,0	100,0
Indice des produits de parfums	100,0	100,0
Indice des produits de cosmétiques	100,0	100,0
Indice des produits de soins	100,0	100,0

Base 100 : 31 décembre 1989

	11-02	10-02
Indice global	100,0	100,0
Indice des valeurs	100,0	100,0
Indice des actions	100,0	100,0
Indice des obligations	100,0	100,0
Indice des fonds	100,0	100,0
Indice des produits	100,0	100,0
Indice des services	100,0	100,0
Indice des biens	100,0	100,0
Indice des matières premières	100,0	100,0
Indice des métaux	100,0	100,0
Indice des produits agricoles	100,0	100,0
Indice des produits industriels	100,0	100,0
Indice des produits de consommation	100,0	100,0
Indice des produits de luxe	100,0	100,0
Indice des produits de santé	100,0	100,0
Indice des produits de beauté	100,0	100,0
Indice des produits de toilette	100,0	100,0
Indice des produits de parfums	100,0	100,0
Indice des produits de cosmétiques	100,0	100,0
Indice des produits de soins	100,0	100,0
Indice des produits de beauté	100,0	100,0
Indice des produits de toilette	100,0	100,0
Indice des produits de parfums	100,0	100,0
Indice des produits de cosmétiques	100,0	100,0
Indice des produits de soins	100,0	100,0

Base 100 : 31 décembre 1989

	11-02	10-02
Indice global	100,0	100,0
Indice des valeurs	100,0	100,0
Indice des actions	100,0	100,0
Indice des obligations	100,0	100,0
Indice des fonds	100,0	100,0
Indice des produits	100,0	100,0
Indice des services	100,0	100,0
Indice des biens	100,0	100,0
Indice des matières premières	100,0	100,0
Indice des métaux	100,0	100,0
Indice des produits agricoles	100,0	100,0
Indice des produits industriels	100,0	100,0
Indice des produits de consommation	100,0	100,0
Indice des produits de luxe	100,0	100,0
Indice des produits de santé	100,0	100,0
Indice des produits de beauté	100,0	100,0
Indice des produits de toilette	100,0	100,0
Indice des produits de parfums	100,0	100,0
Indice des produits de cosmétiques	100,0	100,0
Indice des produits de soins	100,0	100,0
Indice des produits de beauté	100,0	100,0
Indice des produits de toilette	100,0	100,0
Indice des produits de parfums	100,0	100,0
Indice des produits de cosmétiques	100,0	100,0
Indice des produits de soins	100,0	100,0

Base 100 : 31 décembre 1989

VALEURS	19 sept.	21 sept.
Aluminium	1 320	1 320
Boréogaz	1 100	1 110
Canac	1 310	1 280
Fuji Bank	1 780	1 810
Honda Motors	1 430	1 400
Mitsubishi Electric	1 300	1 250

Cours relevés à 13 h 3018/9

Hors-cote

■ : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - + : prix précédent - ■ : marché continu



**TOUT CORPS FROID AU CONTACT D'UN PULL LACOSTE
NE L'EST JAMAIS TRES LONGTEMPS.**

2015-01-01



Le gouvernement

**THE AMERICAN
SOCIETY**

La solidarité

SAU